

كانا من الاصل

Le Monde

DERNIERE EDITION

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 13099 - 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry. Directeur : André Fontaine

MERCREDI 11 MARS 1987

L'an II de l'ère Gorbatchev

Lorsque M. Mikhaïl Gorbatchev, il y a tout juste deux ans, monta sur le trône de Staline et de Brejnev, l'intérêt à l'ouest fut bien moindre que lorsque lors Andropov avait succédé à Brejnev en 1982. Le nouveau secrétaire général du PC soviétique n'était-il pas un dignitaire provincial parfaitement anonyme, parvenu au fauteuil du pouvoir par défaut en quelque sorte, après épuisement des derniers représentants de la vieille garde ?

Et pourtant, non seulement cette succession était enfin durable, compte tenu de l'âge de l'intéressé, mais on n'allait pas tarder à découvrir que l'homme sommeillait sous l'appareil. Rien n'est joué bien sûr, mais, quoi qu'il arrive par la suite, M. Mikhaïl Gorbatchev restera, avec Khrouchtchev, Dubouk et Deng Xiaoping, parmi ceux qui auront essayé de réformer l'un des systèmes les plus conservateurs de l'histoire.

A l'extérieur aussi, les dernières initiatives du maître du Kremlin ont fini par rendre plus crédible sa volonté de réforme. Il est vrai qu'en ce domaine les intérêts à long terme ne changent pas ni non plus les réalités géopolitiques. Mais il est diverses manières de percevoir ces réalités et ces intérêts, et divers moyens de parvenir au but. En outre, certains aspects de la « restructuration » ont des retombées évidentes sur la diplomatie, qu'il s'agisse des améliorations apportées au régime des droits de l'homme, d'une meilleure information ou de la levée des blocages concernant les inspections sur place par exemple, condition nécessaire d'accords de désarmement.

Dans le domaine des armements précisément, M. Gorbatchev n'était pas définitivement lié par les décisions de ses prédécesseurs, et il ne partageait visiblement pas la bouillie militariste qui a marqué le règne de Brejnev. Sur un dossier, au moins, celui des euro-missiles, il a renversé la vapeur par rapport à ce qu'avait déclaré pendant des années le diplomate soviétique et donné raison à ceux qui, à l'ouest, avaient vu dans le déplacement des SS-20 une provocation contre l'Europe. Sans doute attend-il de tout cela d'importants bénéfices politiques, comme le montrent déjà les zézianes au sein de l'alliance atlantique. Mais le fait nouveau est que le Kremlin est maintenant prêt à payer ces avantages d'un prix militaire.

Les changements sont moins impressionnants dans les autres domaines, en particulier dans les divers conflits régionaux où l'Union soviétique s'était trouvée engagée à partir de 1975. Sur l'Afghanistan, autre héritage encombrant de l'ère brejnévienne, M. Gorbatchev a tenté de redistribuer les cartes en renvoyant la direction de Kaboul et en proposant un cessez-le-feu. Le succès n'a pas été au rendez-vous, essentiellement parce que la révision du passé est plus tactique que stratégique : Moscou n'accepte pas encore l'idée d'un Afghanistan non communiste.

Le remplacement de M. Gromyko par un néophyte, M. Chevachnadze, a permis la recherche de nouvelles approches envers le Japon et la Chine, et le discours prononcé par M. Gorbatchev à Vladivostok l'été dernier a été l'occasion de confirmer que la normalisation est en marche entre les deux plus grandes puissances communistes. Mais les déplacements du numéro un au cours des deux ans ont bien montré où restent les priorités de la diplomatie soviétique : pour un voyage en Inde et un en France, M. Gorbatchev a rencontré deux fois M. Reagan. Que sera-ce maintenant que les deux Super-Grands paraissent enfin disposés à s'entendre ?

(Lire nos informations page 3.)

De Washington à Paris, la faillite des dogmes Libéralisme

par ANDRÉ FONTAINE

Il y a un an, la tragédie de Challenger venait brutalement mettre en évidence la fragilité de l'optimisme inhérent au rêve américain auquel, après de longues années marquées par le double traumatisme du Vietnam et du Watergate, Reagan avait redonné vie. Depuis lors, les tulle se sont abattues en série sur la Maison-Blanche.

Le président ne doit de se survivre à lui-même qu'à l'énergie de son épouse et à la nomination, en la personne d'Howard Baker, d'une sorte de « régent » - l'expression est du *Wall Street Journal* - décidé à mener une politique aux antipodes de celle pour laquelle il avait été élu et réélu. De l'effacement avec l'empire du mal, on passe à la coopération avec lui, donnant ainsi raison à Helmut Schmidt, qui jouait comme à l'habitude les Césaire, avait prédit depuis longtemps cette évolution.

La tragédie qui vient de se produire en mer du Nord annoncerait-elle, ou symboliserait-elle, elle aussi, le passage d'une époque à une autre ? Ceux qui croient aux signes ne peuvent pas ne pas être frappés par le nom du bateau naufragé : *The Herald of Free Enterprise*, le héros de

la libre entreprise. Le fait est que le libéralisme où, de Washington à Paris en passant par Londres et Bonn, on avait cru progressivement, au cours de ces dernières années, trouver réponse à tout a ces temps-ci quelques plombs dans l'aile.

La droite française n'a cessé, sous le pouvoir de la gauche, de citer en exemple la politique économique américaine. Ce n'est pas un homme de gauche mais Raymond Barre qui en dresse, dans le dernier numéro de *Faits et Arguments*, ce bilan plutôt sombre :

« La réalité première est la situation profondément déséquilibrée de l'économie des Etats-Unis. La politique économique mise en œuvre à partir de 1981 a pu d'abord faire illusion ; elle se révèle aujourd'hui la cause essentielle des déficits records enregistrés par les Etats-Unis. Le déficit budgétaire atteint 220 milliards de dollars ; le déficit de la balance commerciale, 170 milliards de dollars ; le déficit de la balance des paiements courants, 140 milliards de dollars. »

(Lire la suite page 36.)

Un sondage SOFRES pour «le Monde» et RTL

57% des jeunes inquiets du développement du SIDA

Le SIDA est bien la peste des temps modernes. En tous cas, pour les jeunes. Selon le sondage SOFRES - «le Monde»-RTL, 57% des 15-24 ans se déclarent «très inquiets ou assez inquiets» des risques du développement de la maladie en France. Plus encore, elle fait partie des peurs qu'ils éprouvent pour les dix ans qui viennent. Ils la placent - derrière la guerre nucléaire - presque au même rang que le terrorisme et la crise économique. Conséquence : près de trois jeunes Français sur quatre sont décidés à modifier leur comportement sexuel par crainte des contaminations.



Lire nos informations page 18

« Big Beng » à Paris

M. Balladur annonce une importante réforme de la Bourse.

PAGE 36

Sommet franco-espagnol

La spectaculaire amélioration des relations entre Paris et Madrid.

PAGE 4

Le bilan d'un an de cantonales partielles

La droite garde l'avantage.

PAGE 8

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

■ Vatican : la « procréatique » à l'index. ■ Les maladies de l'an 2000.

Pages 19 à 21

Le sommaire complet se trouve page 40

La vente d'AMC à Chrysler Le repli américain de Renault

Deux mois après son arrivée à la tête du premier constructeur automobile français, M. Raymond Lévy a décidé de mettre fin à l'ère des aventures les plus contestées de Renault : sa stratégie américaine. Dans une lettre d'intention signée le 9 mars, le numéro trois américain, Chrysler, propose de racheter les 46% de la Régie dans American Motors Corporation. La consécration du redressement de Chrysler.

Un goût d'inachevé... c'est l'impression que laissera, s'il se réalise comme prévu, ce repli accéléré de Renault du continent nord-américain. Certes, l'idée en revenait souvent. Surtout aux pires heures de l'histoire de la Régie en 1985 et 1986. Mais rien ne s'était produit. Renault, à la limite de ses forces, avait soutenu AMC, dont les ventes d'automobiles s'effondraient de décade en décade, au rythme des publications statistiques (les Jeeps, dont le succès ne s'est jamais démenti,

ne sont pas comptabilisées comme voitures particulières).

En 1987, AMC devait atteindre le bout du tunnel avec l'arrivée de deux modèles, la « Medallion » (R21 américaine) et surtout la « Premier », produit 100% américain, qui devait enfin faire vivre « cette société automobile, jusque-là dépourvue de produits automobiles ». La Régie allait - enfin - savoir si elle était capable de vendre des voitures en Amérique du Nord. Et surtout de gagner de l'argent en les vendant.

Sans doute aurait-il fallu encore consacrer des fonds à AMC pour la doter d'une gamme complète, au moment même où la concurrence - américaine, asiatique et européenne - se fait plus acharnée que jamais. Le risque était grand. L'avoir pris jusqu'à maintenant valait peut-être la peine qu'on maintienne le pari jusqu'au bout.

M. Lévy a préféré saisir l'occasion d'un abandon anticipé. Si près du but... C'est sans doute un acte de bonne gestion en termes

CLAIRE BLANDIN. (Lire nos informations page 35.)

M. Andreotti presentati La difficile relève de Bettino Craxi

Le « passage du relais » entre socialistes et démocrates-chrétiens à la tête du gouvernement italien s'annonce laborieux. M. Andreotti a été chargé, le lundi 9 mars, par le président Cossiga, de former un nouveau cabinet, mais le candidat de la démocratie-chrétienne, ministre des affaires étrangères dans le gouvernement sortant de M. Craxi, se heurte à l'hostilité des socialistes.

ROME de notre correspondant

« Ce sera très difficile », a pronostiqué le lundi 9 mars le Parti socialiste en apprenant que le président Cossiga venait de présenter M. Giulio Andreotti pour former le prochain gouvernement.

Réaction sans surprise à une décision très attendue. Dans les heures suivant la démission de son leader, le 3 mars, le PS avait en effet fait savoir qu'il ne voulait pas de M. Andreotti comme président du conseil. Ce nom circulait

depuis sept mois comme celui du candidat virtuel de la démocratie chrétienne pour succéder au palais Chigi à M. Bettino Craxi qui, le 29 juillet dernier, avait accepté de passer la main en mars (1).

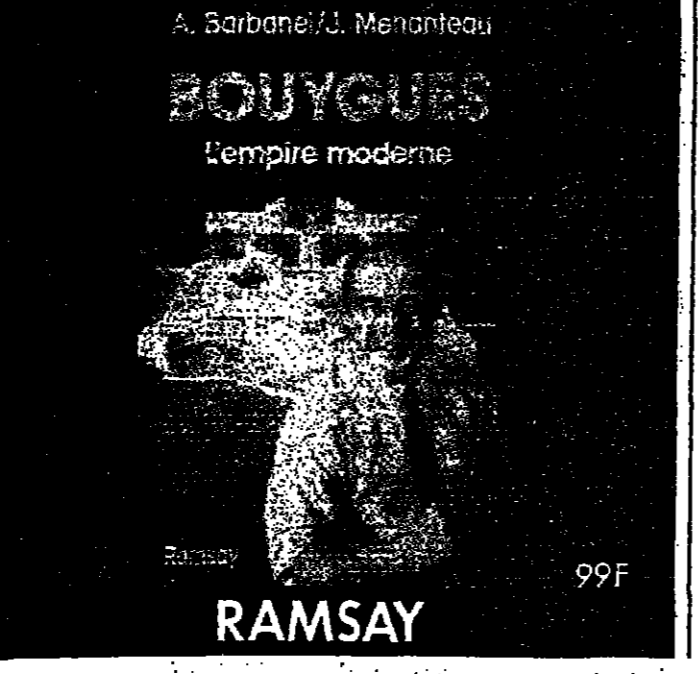
Le 4 mars, la formation socialiste avait même haussé le tir : avant que les deux groupes parlementaires de la démocratie chrétienne n'aient eu le temps de faire officiellement connaître leur préférence pour M. Andreotti, elle avait expliqué que, vu la gravité de la situation, la démocratie chrétienne devait justifier son désir de reprendre la direction du gouvernement en désignant comme candidat soit son secrétaire général, M. Ciriaco De Mita, soit son président, M. Arnaldo Forlani.

JEAN-PIERRE CLERC. (Lire la suite page 3.)

(1) M. Bettino Craxi entend reprendre la direction effective du PS lors du congrès qui aura lieu à Rimini du 31 mars au 4 avril.

CLAIRE BLANDIN. (Lire nos informations page 35.)

UN BÂTISSEUR D'EMPIRE



(Lire nos informations page 3.)

La surpopulation pénale Nuit ordinaire dans les prisons de Lyon

Il n'y a jamais eu autant de détenus dans les prisons françaises : le cap des cinquante mille prisonniers vient d'être franchi. Saint-Paul et Saint-Joseph, les deux prisons de Lyon, disposent en principe de huit cent trois places, mais mille cent soixante-huit détenus s'y entassent, ainsi qu'a pu l'observer notre reporter.

LYON de notre bureau régional

Le bruit sec et mat de clés tournant dans d'innombrables serrures est le premier à s'imposer aux souvenirs d'une nuit blême. Les autres *staccato* des trains en gare de Perrache, chuintement des pneus sur l'asphalte de l'autoroute du Soleil pourtant évocateurs de départ et d'ailleurs, se sont évanouis. Simples fonds sonores. Avec les prisons Saint-

Paul et Saint-Joseph à Lyon, qu'une seule rue sépare, cette nuit n'a pas échappé à la routine. Ni cris ni crise. Sur leurs « mains courantes », les « premiers surveillants » ont pu écrire « R45 ». Une nuit sans histoire, pour un jour de plus, pour un jour de moins, c'est selon.

Sitôt franchi l'imposant portail d'entrée, le visiteur accoste une terre inconnue. L'ilot urbain du grand naufrage. Quelques pas dans un sas, la traversée d'une cour d'honneur décorée de fresques cauchemardesques et pathétiques, et le voici foulant une autre planète. L'œil rond - comme un judas - de curiosité autant que d'effarement.

Une heure trente de visite guidée à travers les bâtiments de détention donne une idée de la topographie et de l'organisation ; elle éclaire à peine sur les réalités de la vie carcérale. Lorsque

ROGER BELLERET. (Lire la suite page 16.)

PREX DE VENTE A L'ETRANGER: Algérie, 3 DA; Maroc, 4,20 dir.; Tunisie, 625 m.; Allemagne, 1,80 DM; Autriche, 17 sch.; Belgique, 30 fr.; Canada, 1,75 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA; Danemark, 9 kr.; Espagne, 130 pes.; E.-R., 66 p.; Grèce, 120 dr.; Irlande, 95 p.; Italie, 1.700 L.; Libye, 0,400 DL; Luxembourg, 30 L.; Norvège, 10,50 kr.; Pays-Bas, 2,1 f.; Portugal, 110 esc.; Sénégal, 238 F CFA; Suède, 11,50 sc.; Suisse, 1,60 L.; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$.

FEUILLE EL MONDE

Débats

L'ardente obligation... des autres

Le principal responsable de l'inflation ? Ce pourrait bien être l'Etat...

par JEAN-JACQUES DELORT (*)

AL'EUPHORIE de décembre a succédé le désenchantement. Et pourtant !

Il fallait un sérieux aveuglement pour ne pas voir, depuis de nombreux mois, que l'arbre du pétrole cachait la forêt des autres prix. Seuls les commerçants, plus lucides ou plus inquiets, et pour cause, s'en ouvraient aux pouvoirs publics, et ce, à tort, lorsque beaucoup d'autres « reconstituaient » leurs marges.

On a accoutumé les Français à croire que l'inflation, c'était la « valse des étiquettes ». A partir de cette idée fautive, on a rendu les commerçants responsables, détournant l'attention des causes premières de l'inflation et de sa profonde nocivité.

L'absurdité de cette conception se démontre en quelques chiffres. Parmi les biens et services pris en compte par le fameux indice de l'INSEE, seuls 57 % d'entre eux, en poids dans l'indice, sont fournis par le commerce de détail. Mais surtout, la responsabilité du commerce dans le niveau des prix qu'il pratique se limite évidemment à sa marge, les autres composantes, TVA et tarifs de ses fournisseurs, n'étant pas de son ressort. Or la marge moyenne de détail — à ne pas confondre avec son profit généralement inférieur à 1 % — est de 27 % du prix de vente taxes comprises. C'est dire que sa responsabilité est d'environ 15 %.

Dans ces conditions, une variation de 0,5 point de la marge moyenne du commerce de détail entraîne une variation de 0,3 % de l'indice de l'INSEE sur l'année. Une telle variation de 0,5 point de la marge est le maximum observé

au cours de ces dix dernières années. Encore le fut-elle... à la baisse, car depuis 1981 la marge moyenne ne cesse de diminuer !

Les commerçants pourraient se féliciter de ce que, pour cette fois, ils ne soient pas désignés à la vindicte populaire, puisque les dérapages dont on parle tant ne leur sont pas attribués. Ils sont certes satisfaits de constater que l'action menée ces dernières années pour mieux faire connaître la fonction commerciale porte ses fruits. Mais la désinflation reste la désinflation, quelles qu'en soient les victimes.

salaires aux hausses de prix, de la répercussion dans les prix de la croissance de coûts, ou de l'augmentation des impôts et des cotisations sociales pour compenser celle des charges, nous sommes tous comptables de nos décisions et de leurs effets sur l'inflation.

Que chacun prenne ses responsabilités. Le commerce a pris les siennes en jouant à plein le jeu d'une concurrence acharnée, en diminuant ses marges, en négociant durement — ce qui lui a été reproché — avec ses fournisseurs. Les dirigeants des entreprises privées les assument également lorsqu'ils modèrent l'augmentation des rémunérations et que les salariés, dûment informés, l'acceptent.

Pourtant le président d'un conseil régional a proposé une augmentation de 24,86 % de la pression fiscale, des chambres de commerce et d'industrie ont accru la leur de 8 %, le président d'un groupe nationalisé a annoncé une hausse de l'assurance automobile de 6 %, de nombreux industriels affichent des relèvements de tarifs supérieurs à l'inflation, deux chaînes publiques de télévision vendent leur espace publicitaire 13 % et 31 % plus cher, la presse quotidienne semble vouloir enfoncer le pas, sans omettre l'augmentation du *Journal officiel* de 7,15 %.

Cette longue litanie ne rappelle que des informations publiées récemment. Il y a toujours de bonnes raisons pour augmenter des prix, des tarifs, des taxes. Mais il n'y a que de mauvaises excuses à prétendre que, ce faisant, on s'agit de l'ajustement des

sant, on n'est pas complice de la persistance de l'inflation. Dire la vérité, informer exactement l'opinion, est une condition indispensable du succès. On doit toutefois se demander si inciter les Français à scruter chaque mois les variations de l'indice des prix de l'INSEE répond à cet objectif.

En focalisant l'attention sur les agents en bout de chaîne, prestataires de services et commerçants, on masque les responsabilités en amont, tout en nourrissant, chez certains, une psychose d'anticipation.

Les phénomènes économiques s'inscrivent dans la durée. Dans cette mesure, le triomphisme ou le pessimisme qui accompagnent alternativement chaque mois la publication du trop célèbre indice sont aussi peu de mise l'un que l'autre.

Dérisoires anecdotes

Il fut un temps où, sans doute par manque de confiance dans leurs capacités à comprendre quelques vérités économiques de base, on annonçait régulièrement aux Français la sortie du tunnel. Nous avons perdu ainsi un temps précieux. Ne recommençons pas la même erreur, en sous-estimant l'intelligence de nos concitoyens, en leur masquant la durée de l'effort nécessaire, en ne leur proposant qu'une ambition médiocre. Ils doivent savoir que l'objectif n'est pas de ralentir l'inflation, en « suivant le bœuf » pendant quelques mois, mais de la ramener à zéro et pour longtemps. Il n'est pas de diminuer son « différentiel » avec nos partenaires, mais de l'annuler, et si possible de l'inverser.

C'est dans la seule mesure où nous régressons à « tarder le coup » à l'inflation que l'économie française surmontera durablement ses handicaps actuels de compétitivité, retrouvera une croissance saine, et créera des emplois. Tel est le véritable enjeu, au regard duquel les anecdotes sur le prix du « petit noir » paraissent bien dérisoires.

ERREURS ÉCONOMIQUES

L'inflation a remonté le bout de l'oreille. Jean-Jacques Delort s'en prend à ceux qui parlent de la « valse des étiquettes » et oublient de regarder du côté de l'Etat, qui, directement ou indirectement, est le principal responsable de la hausse des prix. De son côté, Michel Deguy répond aux attaques de ceux qui ont protesté contre la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes (IGF).

Une ineptie démagogique

« Si la droite avait été capable d'inventer un gadget aussi idéologico-publicitaire que l'IGF, elle aurait fait des progrès »

par MICHEL DEGUY (*)

LES oreilles nous tintent avec cet IGF. Pour un peu, on croirait que sa suppression a fait (je veux dire : va faire) tomber Chirac. Si la droite « s'expliquait » — mais il suffirait d'informer, — comme elle croit faire, elle volatiliserait aisément un des arguments qu'on lui oppose sans répit (à ma stupeur : d'où ce papier) comme l'« erreur pire que la faute » du programme « libéral ». Encore faut-il parler brutalement, et non pas « des autres », mais de soi. Un peu de transparence, comme dit l'autre.

Donc, le soussigné, qui vote à gauche, était « à l'IGF », de même que (il aime à le croire) la majorité des responsables socialistes, tous bourgeois, dans la tradition des notables. Si la droite avait été capable d'inventer un gadget démagogico-populiste aussi efficace que l'IGF, elle aurait fait des progrès.

Deux choses que je sais de l'IGF :

1) Parce que mon beau-père a donné à sa fille il y a deux décennies un appartement de cent cinquante mètres carrés au centre de

Paris, j'étais à l'IGF. Un syllogisme simpliste nous persuade que des centaines de milliers de Français, ceux qui sont bien logés dans les beaux quartiers de France, avec l'appoint d'une petite résidence secondaire, et en train d'hériter (à chaque génération l'immense richesse de France se transmet et le fisc fait la manche), bref, les Français ordinaires bourgeois — puisque, contrairement à ce que montre la TV, il n'y a pas dans ce pays que des sans-abri — est « à l'IGF ». La générale ineptie démagogique de l'IGF, c'est son G : « impôt sur la fortune ». Ce qui, à l'origine, devait suffire ; l'épithète « grande » fut l'astuce géniale, qui désignait un ressentiment les « gros » (« faire payer les gros » fut, on s'en souvient, tout le programme communiste, si original), cause de nos malheurs, flattaient le « c'est pas moi, c'est les gens » qui grogne en chaque Français, et rendait encore un peu plus opaque à elle-même cette société où l'on ne parle pas d'argent.

2) Son assiette était ridicule. Disons que 80 % des assujettis y échappaient. En conquis, personnellement, des dizaines. Inutile, coûteux, démagogique, augmentant « le malaise français » (suspicion et hypocrisie). L'IGF était à détruire. Je veux dire : à remplacer par un IF, contribution sociale nécessaire, auquel les millions de tricheurs de l'IGF seraient assujettis effectivement ; et parmi lesquels je me compte, avec le plaisir de contribuer, non pas à « réparer » (vocabulaire « moral » inutile), mais à mieux aménager les mécanismes complexes de la justice sociale.

(*) Cadre.

Une longue litanie

S'il fallait désigner le principal responsable de l'inflation, c'est bien entendu vers l'Etat qu'il faudrait se tourner. On confond cause et conséquence quand on identifie hausse des prix et inflation, dont l'origine première est dans la politique monétaire menée pour assurer les besoins de financement des administrations publiques, centrales, régionales, locales et du gouffre de la Sécurité sociale. Certes les politiques suivies depuis quelque temps sont plus raisonnables que celles du passé. Il reste que les laxismes antérieurs ont encore des effets sur l'inflation d'aujourd'hui, qu'il vaudrait mieux reconnaître que de les passer sous silence. Mais attribuer au seul Etat la responsabilité de l'inflation ne permet pas de la combattre avec efficacité. Car le phénomène s'entretient de la complicité de tous.

D'anticipations en rattrapages, qu'il s'agisse de l'ajustement des

(*) Président de l'Institut de commerce et de la consommation.

COURRIER DES LECTEURS

Réorganiser la police de Marseille

Dans votre numéro daté du 18 février, vous publiez un article de Daniel Duglery, secrétaire gé-

ral du Syndicat des commissaires de police, qui, sous le titre « Une ambition pour la police », dit « que les hommes et l'institution doivent être mis à l'abri de la politisation et viser le professionnalisme ».

(...) Est-ce la politisation ou le professionnalisme qui sont en cause dans la polémique nouvelle née à propos de l'échec essuyé par la police le 9 février à Marseille lors d'un vol à la Caisse d'épargne, qui vient une fois de plus de se terminer par des sanctions ? (...) Ne serait-ce pas plutôt la conséquence d'une situation dont la cause réside dans l'organisation de la police dans la deuxième ville de France, dont la singularité en matière de banditisme est bien établie ?

Il faut savoir par exemple qu'il existe une brigade de recherche et d'intervention (BRI), l'outil le plus performant à l'heure actuelle, depuis quinze ans à Paris, dix ans à Lyon, sept ans à Nice et qu'il n'en existait pas à Marseille tout récemment.

Il faut savoir également que le 9 février, à Marseille, il y avait sur les lieux : le procureur de la République, le préfet délégué pour la police, le directeur central des polices urbaines assisté du RAID (BRI nationale), commandé par un commissaire hautement spécialisé, le directeur départemental des polices urbaines assisté de son groupe d'intervention, commandé par un commissaire également très spécialisé, le directeur du service régional de police judiciaire, assisté de sa nouvelle BRI et de son groupe de répression du banditisme, tous ces fonctionnaires possédant un niveau de professionnalisme optimal.

Si des tensions se produisent après coup, c'est que les responsabilités sont mal établies. En cas de succès, on n'y attache aucune importance. En cas d'échec, personne ne veut être le « vaincu ».

Or, à Paris, dans une telle hypothèse, les choses sont très claires : sous l'autorité du parquet, le directeur de la police judiciaire dispose d'une brigade spécialisée englobant la BRI et l'équivalent d'un GIPN, ce service étant commandé par un commissaire divisionnaire et l'ensemble subissant un entraînement permanent.

Les échelons de responsabilité, de commandement et d'exécution sont ainsi pré-établis et scrupuleusement respectés. Cela tient à

l'organisation de la préfecture de police. (...) C'est un système en tous points comparable qui est nécessaire dans une ville de l'importance de Marseille. (...)

ROBERT MESSINI, inspecteur général honoraire de la police nationale (Marseille).

B
P&F

Depuis 1764
BOUCHARD PÈRE & FILS

BEAUNE DU CHATEAU
premier exclusivement des domaines DOMAINES DU CHATEAU DE BEAUNE dans la Grande Première Cuvée :
Le Aiglon
Le Portin
Le Anjou
Le Trévinois
Le Bâtard
Le Serris
Le Rémy
Le Clos de la Vigne
Le Grand
Le Bressandes
Le Thésand
Le Grives
Le Trévinois
Champagne
A l'Éto

Documentation :
L'Éto des domaines
à Beaune
Château P&F 70
21000 Beaune Cedex,
TÉL. 03.23.14.61
Tél. Beaudouin M&P
Tél. Beaudouin M&P
de la Vigne-Romane
de la Vigne-Romane
de la Vigne-Romane
de la Vigne-Romane

Salon Agricole - Porte de Versailles
Bât. 3 - Allée L - Stand 0828

LE SOCIALISME LIBÉRAL, de Jean Matouk

Syncrétisme ?

QUE d'eau ! Que d'eau dans le vin socialiste pour le faire boire par plus de citoyens ! Depuis 1983, c'est à qui tendra le plus les axes de référence, marxistes bien sûr, mais même moins voyants, pour adapter le message à une France qui fuit le dogmatisme, si elle cherche éperdument des valeurs nouvelles. Jean Matouk nous propose le Socialisme libéral. Il fait le tour de la France et de la vieillesse unanime à la mode, on ne pouvait trouver mieux.

Consécration du syncrétisme ? Méfions-nous. Dans ces temps où il faut absolument frapper fort pour faire ouvrir un livre — ou un journal — l'étriquette peut être trompeuse. L'auteur ne soutient pas une synthèse d'Adam Smith et de Jaurès et un « étonnant nous », Folleville » entre Pierre Joxe et Alain Madelin. Simple- ment veut-il contribuer à décanter le socialisme, après sa déroute idéologique. Et dans cet esprit, il ne craint pas de se faire taper sur les doigts par certains de ses amis.

Le thème central est celui-ci : le socialisme n'est pas opposé à l'individualisme exacerbé qui se cache derrière les projets des socialistes néo-libéraux. Il ne peut être que la doctrine de distribution. « Le socialisme libéral, c'est d'abord un socialisme d'entreprise. » Oui à la flexibilité des salaires, mais peut-être en raffinant sur leur composition ; oui au profit, mais avec un système de plus en plus participatif.

Et l'Etat ? Il s'en occupe du pain sur la planche, estime M. Matouk. Il n'y a pas à rougir des nationalisations, à condition qu'elles ne soient pas systématiques et qu'on laisse aux dirigeants choisis le maximum de liberté de gestion. Le Plan ? Il ne mérite pas l'indignité où l'ont laissé... les socialistes, mais mieux vaut le considérer comme un lieu d'organisation des interventions économiques de l'Etat dans une vision d'ensemble de l'avenir. Réforme fiscale ? Oui, en simplifiant l'IRPP mais en augmentant son produit.

Notre auteur, à propos de la Sécurité sociale, se prononce notamment pour le revenu minimum garanti et une retraite beaucoup plus modulée que celle d'aujourd'hui. Enfin, sur le chômage, Jean Matouk n'a pas plus de miracles et plaide pour la combinaison des solutions économiques et sociales.

Avant son congrès d'avril, le PS engrangera sûrement une masse de documents pour redonner des couleurs à son discours. La contribution de Jean Matouk fera grincer quelques dents mais confortera la position de militants qui ont envie de se libérer des banderolles du parti.

PIERRE DROUIN.
* Albin Michel, 242 p., 85 F.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75007 PARIS CEDEX 09
TÉLÉPHONE 43 53 51 52
TÉLÉCOPIER : (0) 43-23-96-51
TÉL. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Bourde-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Lemaire (1982-1985)

Dirige de la société : Paul Guichard, président du conseil d'administration, directeur de la publication
Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Bourde-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak
Rédacteur en chef : Daniel Vergot
Correspondant en chef : Claude Salin

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montesson, 75007 PARIS
TÉL. : (1) 45-23-91-82 ou 45-23-91-71
Téléc. MONDIPUB 206 136 F

Le Monde 706 918 is published daily, except Sundays for 2 400 per year by Le Monde s/a. Headquarters, 45-23 20 st street, LCL, N.Y. 11104. Second class postage paid at New York, N.Y. Postmaster: send address changes to Le Monde c/o Spanglers U.S.A., P.O. 45-23 20 st street, L.C.Y. 11104.

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
TÉL. : (1) 42-47-96-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)
I - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
399 F 762 F 1 089 F 1 390 F

II - SUISSE, TUNISIE
594 F 972 F 1 404 F 1 806 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre le dernier bandeau d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'impression.

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Compteur 26-15 - Tapes LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437
ISSN : 0395 - 2037

Handwritten text in Arabic script at the bottom of the page.

منا من الاصل

Etranger

Le Monde • Mercredi 11 mars 1987 3

RFA : après six semaines de négociations Les partis de la majorité sont parvenus à un accord sur un programme de gouvernement

BONN
de notre correspondant

Six semaines après les élections législatives du 25 janvier, les trois partis de la majorité (CDU, CSU et FDP) ont bouclé, lundi soir 9 mars, à Bonn, la mise à jour de leur programme de gouvernement pour la nouvelle législature.

La voie est désormais ouverte pour la rédaction officielle, mercredi, de M. Helmut Kohl, président du Parti chrétien-démocrate, comme chancelier pour les quatre prochaines années. La formation du nouveau gouvernement, qui devrait ressembler à son frère au précédent, devrait suivre très rapidement.

Le score des libéraux (9,1 %) avait plus que jamais donné les

maïns libres au ministre des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, pour poursuivre dans la voie qu'il s'est tracée : ancrage à l'Ouest et coopération avec la France, ouverture envers Moscou et engagement de la RFA en faveur d'un désarmement équilibré.

Réduction d'impôts

Avant même que ne soit connu le contenu de la déclaration gouvernementale que le chancelier doit faire la semaine prochaine, l'accord favorable de la RFA à l'offre soviétique de négocier avec les Américains le démantèlement de tous les missiles intermédiaires déployés en Europe ne laisse aucun doute sur l'orientation de la politique à venir.

Les plus importantes difficultés auxquelles se sont heurtés les négociateurs des trois partis de la coalition avaient trait au projet de réforme fiscale envisagé pour le début des années 90 et aux questions de libertés individuelles.

Un léger glissement à droite

Ce programme de gouvernement reflète un léger glissement à droite de la politique gouvernementale, notamment sur le plan des libertés individuelles. En matière de terrorisme, les négociateurs se sont entendus, mardi soir, sur l'introduction du système des repentis en acceptant un compromis proposé dès l'automne dernier par le FDP. Celui-ci prévoit que les auteurs de meurtres ne pourront bénéficier, s'ils acceptent de collaborer avec la police, que d'une remise de peine et non d'une mise en liberté totale.

Le principal succès des conservateurs aura cependant été d'obtenir la mise en place en matière d'avortement d'une structure de conseils, dont l'objectif sera de dissuader les femmes d'avoir recours aux interruptions de grossesse. Cette mesure a suscité de vives réactions dans les partis de gauche, où l'on y voit un moyen déguisé de recourir à une véritable « agression psychologique » contre les femmes. Si l'offensive spectaculaire lancée par le gouvernement de Bavière pour obtenir des mesures contraignantes dans la lutte contre le SIDA s'est, par ailleurs, heurtée à la résistance farouche du ministre de la santé, M. Stimmuth, le compromis élaboré laisse la porte ouverte à un changement d'attitude en cas d'aggravation de la situation.

HENRI DE BRÉSSON.

URSS : deux ans de pouvoir de M. Gorbatchev

La plupart des Soviétiques sont conscients que leur pays est engagé dans un processus

MOSCOU
de notre correspondant

Deux ans après son arrivée au pouvoir, le 11 mars 1985, M. Gorbatchev se présente volontiers comme l'héritier direct de Lénine et fait l'économie des intermédiaires — notamment de Brejnev, seulement décrit comme responsable d'une longue période de stagnation fortement teintée de corruption et des deux intermédiaires, Andropov et Tchernomir, qui l'ont immédiatement précédé.

La plupart des Soviétiques sont conscients que leur pays est engagé dans un processus. Le mouvement n'est pas seulement dans les slogans (« transparence », « démocratisation », « réforme ») martelés par la presse et la télévision. Il touche désormais la vie des entreprises avec la modification de méthodes de gestion et de fixation des salaires. Il commence à atteindre le parti avec les premières et timides expériences d'élections comportant des candidatures multiples. Plus important sans doute, la société commence à prendre une certaine autonomie par rapport aux grands pouvoirs (parti, armée, KGB) qui déterminent son existence.

Cette marge d'indépendance est encore bien mince. Elle est encadrée par le secrétaire général, ce qui est sans précédent. Celui-ci pense à la rose et, dans presque tous les domaines, essaie de donner à ses concitoyens le goût de l'initiative sinon du risque.

L'attitude attentive de beaucoup d'entre eux, surtout des cadres moyens, a d'ailleurs le don d'exaspérer l'hyperactif numéro un que s'est donné, au printemps 1985, la haute Nomenklatura, « sonnée » par la mort coup sur coup en moins de trois ans de trois secrétaires généraux successifs.

Les apparatchiks freinent les réformes

Les apparatchiks de la couche moyenne, dont l'« inertie » est régulièrement dénoncée, finissent à copier les réformes. Qu'est-ce qu'un responsable local du parti peut bien gagner, par exemple, à permettre une plus grande « transparence » de l'information qui risque de le faire cloquer au pilori par les médias du cru ? Les jeunes journalistes soviétiques sont devenus enrégimés. Ils rêvent de dénoncer un scandale, de faire tomber un dirigeant local incompétent ou corrompu ; mais les intérêts ont tendance à les empêcher de pouvoir bloquer la manœuvre. Il y a d'ailleurs eu un coup d'arrêt, ou en tout cas une mi-temps sifflée par le numéro un lui-même, qui a invité, le 13 février, les journalistes soviétiques à faire preuve de plus de retenue quand ils mettent en cause des responsables en les identifiant par leur nom.

On a pu voir, ces derniers mois, un officier du KGB sanctionné en Ukraine pour avoir persécuté un journaliste trop curieux, et des policiers de Carélie (une République autonome proche de la frontière finlandaise) condamnés à des peines de prison pour avoir, dans leur commissariat, torturé de simples citoyens soupçonnés de vol. Ces faits ont reçu une publicité considérable au nom de la « transparence ». Ils ne modifient pas fondamentalement l'état

des rapports entre la population et ceux qui sont davantage chargés de la surveiller et de la punir que de la protéger. Mais ils créent des précédents et modifient le climat.

M. Gorbatchev a pris la peine de téléphoner personnellement à M. Andreï Sakharov pour lui annoncer la fin de son exil intérieur. Il n'accorde donc pas un crédit total aux innombrables dossiers accumulés depuis plus de vingt ans par le



KGB contre l'académicien. Il préfère, en tout cas, s'informer par lui-même, ce que ne pouvaient ni ne voulaient faire ses prédécesseurs.

Le jeu de M. Sakharov

Cette conversation a été capitale, mais M. Sakharov sait garder un secret quand il le faut. Le plus célèbre des dissidents joue son jeu, qui n'est pas forcément celui du secrétaire général.

M. Sakharov souhaite reprendre ses travaux. Fatigué d'être au centre de l'attention des médias occidentaux, il est retourné passer un moment à Gorki, la ville fermée aux étrangers, où il a été exilé pendant près de sept ans. L'académicien entend également réfléchir sur l'évolution actuelle de son pays.

Les mesures de grâce individuelles prises à partir du lundi 2 février et touchant toutes les catégories de dissidents ont fait beaucoup de bruit en Occident, mais elles n'ont pas été mentionnées par les médias soviétiques. Il semble qu'on n'ira pas beaucoup au-delà du seuil de deux cents libérations que les services de sécurité avaient apparemment suggéré au numéro un il y a environ un an.

Les anciens prisonniers qui, parfois dans leurs vêtements de forçat, maigres et le crâne rasé, regagnent leur domicile racontent tous à peu près la même histoire. La vie dans les camps ne s'est pas améliorée depuis deux ans. On y dépérit tous, jours de faim et de froid. Le nombre des Soviétiques détenus pour leurs idées est stationnaire et tourne autour de deux mille. De nouveaux condamnés remplacent assez rapidement les sortants.

Il y a davantage de promesses que de résultats en ce qui concerne l'émigration juive. M. Iossif Begun a été libéré et a pu chanter l'hymne national israélien sur le quai d'une gare de Moscou. Il n'a toujours pas son visa pour Israël, mais le sujet

n'est plus tabou. Le style nouveau des relations publiques introduit par M. Gorbatchev permet une certaine dédramatisation. Au cours de ses voyages, le ministre des affaires étrangères, M. Chevardnadze, accepte de parler avec les familles des refuzniks. Son porte-parole, M. Guerassimov, accorde des entretiens à la radio israélienne.

Les faits sont têtus : 1 140 juifs ont pu quitter l'URSS en 1985, et 914 en 1986. Ils avaient été 51 320

graphiques et surtout théâtrales sont plus « osées ». La surprise est plutôt jusqu'à présent l'absence de véritables œuvres marquantes. Les créateurs sont invités à faire preuve d'originalité. Ils se méfient encore. Ils ont entendu parler de l'épisode des « cent fleurs » (1) en Chine.

C'est évidemment dans le domaine économique que tout va se jouer. La population est en effet davantage attentive à son niveau de vie qu'au retour des camps de quelques dissidents et même qu'à la libéralisation du théâtre et du cinéma.

Quelques progrès sont perceptibles depuis deux ans. Les magasins coopératifs qui se sont multipliés, surtout ces derniers mois, offrent des produits plus chers mais de meilleure qualité. Il est désormais plus facile, si l'on a une somme suffisante, de trouver de la viande mangée, non saucisson, voire quelques fruits et légumes.

Certains salaires diminuent cependant, en raison de la réforme de gestion des entreprises. Le processus est compliqué. Il s'agit, dans l'ensemble, de « moduler » davantage les salaires en fonction des résultats réels des entreprises. Dans certains cas, il y a donc baisse du pouvoir d'achat.

Les chiffres mirobolants annoncés par le président du comité d'Etat à la planification, M. Talyzine, ne doivent pas être pris pour argent comptant. Ce n'est pas dans une fourchette comprise entre 4 % et 5 % que se situe la croissance. On peut avancer plus sagement un progrès annuel de 2 % pour 1985 et 1986. Malgré toutes les gestulations, l'économie soviétique progresse à son rythme, qui est lent. M. Gorbatchev, qui a eu cinquante-six ans le 2 mars, a à la fois le temps pour lui. Pourquoi donne-t-il l'impression d'être pressé ?

DOMINIQUE DHOMBRES.

(1) La brève période de libération en Chine, en 1956, durant laquelle le régime de Pékin encouragea les intellectuels à exprimer leurs critiques avant de dénoncer comme « droitistes » plusieurs dizaines de milliers d'entre eux, qui avaient reproché au Parti communiste ses excès d'autoritarisme.

Les changements de personnel ont été plus importants que lors des précédentes successions

Une des parties les plus visibles de l'activité de M. Gorbatchev a été le renouvellement des élites, un processus dont le secrétaire général a admis qu'il avait été indûment retardé sous le règne de ses prédécesseurs, et tout particulièrement sous Brejnev. Le tableau confirme

avant ce congrès : les « anciens » voulaient rester entre eux, et ce n'est qu'en juillet 1985, plus de deux ans après la mort de Staline, que deux nouveaux venus y firent leur entrée, dont Mikhaïl Sousslov. Précisons encore que, contrairement à une idée répandue, M. Gor-

LES TAUX DE RENOUVELLEMENT SOUS GORBATCHEV, BREJNEV ET KHROUCHTCHEV (pendant les deux premières années)

	Gorbatchev mars 85-mars 87	Brejnev oct. 64-oct. 66	Khrouchtchev mars 53-mars 55
POLITBURO :			
Titulaires	45,4	36,3	0
Suppléants	75	62,5	100
SECRETAIRES :			
Titulaires	75	40	50
COMITÉ CENTRAL (1) :			
Titulaires	40,7	28,1	40,1
Suppléants	68,6	56,6	38,5

(1) Les deux premières années du règne de Brejnev et de Gorbatchev ont vu la tenue d'un congrès du parti, ce qui a permis d'être un nouveau comité central. Après la mort de Staline en revanche, il fallut attendre trois ans pour tenir un nouveau congrès, le XX^e, en février-mars 1956. C'est donc cette date que nous avons prise pour référence pour la période Khrouchtchev en ce qui concerne le « parlement du parti ».

Source : les banques de données « SOVT » du Monde sur l'URSS.

que la valse des cadres a, en effet, été plus importante que lors des successions précédentes : en pourcentage, les changements dans les principales institutions du parti pendant les deux premières années des règnes de Khrouchtchev et Brejnev ont été généralement moins importants que ce que l'on a constaté ces deux dernières années.

On notera au passage que le dernier congrès du parti (le vingt-septième) a renouvelé le comité central dans la même proportion que le vingt-troisième. Il y a trente et un ans, mais que, en revanche, Khrouchtchev a mené sa politique de réforme, pendant ses deux premières années, avec un Politburo inchangé par rapport à ce qu'il était sous Staline : il est vrai qu'un nombre important de nouveaux dirigeants y avaient été admis au précédent congrès, en octobre 1952. Mais cet intermède ne dura que quelques mois, et nous n'en avons pas tenu compte dans cette statistique. La première décision des héritiers du dictateur fut, en effet, d'évacuer ces « intrus » et de reconstituer le Politburo tel qu'il existait

batchev n'a pas promu davantage de jeunes que ses prédécesseurs. Une statistique portant sur soixante-deux postes importants (membres du Politburo, secrétaires, chefs de département du comité central, président et vice-présidents du conseil des ministres) montre que trente-huit de ces postes, soit 62 %, ont changé de titulaires pendant les dix-huit mois du nouveau règne, et que, sur ces trente-huit, un quart étaient âgés de soixante à soixante-dix ans, 11 % seulement avaient moins de cinquante ans. Pendant les dix-huit premiers mois de Brejnev, 45 % des mêmes postes avaient été renouvelés, et les nouveaux titulaires étaient plus jeunes : 7,6 % seulement avaient plus de soixante ans à l'époque, 23 % moins de cinquante ans. Il est vrai que ces jeunes promus des années 60 ont vieilli ensuite « sur pied » au-delà de toute mesure et que M. Gorbatchev, arrivant au pouvoir, a dû puiser de ce fait dans une réserve de cadres sensiblement vieillie.

MICHEL TATU.

ITALIE La difficile relève de Bettino Craxi

(Suite de la première page.)
Simple désir de faire un croc-jambe au « politicien le plus expérimenté d'Italie » selon les sondages ? Que non pas !

Dans une interview à l'hebdomadaire *l'Espresso*, M. Rino Formica, ministre socialiste du commerce extérieur, a expliqué que le choix par la DC de M. Andreotti est lié à son histoire, à l'*impartialité* politique de tous les mystères du pays : déjà cinq fois président du conseil et dix fois président, le ministre des affaires étrangères démissionnaire n'est-il pas en effet aux affaires depuis plus de quarante ans et n'a-t-il pas à ce titre été mêlé à bien des retournements de stratégie, voire bien des moments troubles ?

En proposant de préférence pour la présidence du conseil soit M. De Mita, soit celui qu'il considère comme son plus loyal partenaire au sein du principal parti italien, M. Forlani, l'ES explique qu'il n'a pas voulu : soustraire aux calculs personnels et aux jeux étroits de la politique des courants le choix du futur premier ministre démocrate-chrétien. Seules prévaudraient des considérations « institutionnelles », c'est-à-dire liées aux positions occupées par les uns ou les autres dans la hiérarchie du parti.

Le parti de l'Etat, le démocrate-chrétien Francesco Cossiga, qui n'a pas suivi cette logique, a aussitôt vu son impartialité sérieusement mise en doute par *l'Avanti*, le quotidien socialiste.

C'est dire que l'entreprise de M. Andreotti est menacée avant même le début de ses consultations mercredi 11. Sa position ressemble à celle qu'il avait déjà connue en juillet dernier et qui l'avait conduit à renoncer. A peine constaté-on un peu plus de souplesse chez les petites formations dites « laïques » qui concourent à la majorité à cinq du « pentaparti ». Le Parti communiste, quant à lui, voit, comme à chaque crise, se raviver la flamme des courants toujours intéressés par sa dot (198 voix sur 630 à la Chambre des députés), mais jamais empressés de lui proposer une alliance en bonne et due forme.

A un journaliste qui lui demandait s'il ne craignait pas que les socialistes se livrent à un véritable « tir aux pigeons » sur ses candidats, M. De Mita avait répondu qu'il n'y aurait qu'un « seul pigeon » — M. Andreotti en l'occurrence. L'image n'avait guère plus, assure-t-on, à l'intéressé. Est-elle de surcroît fondée ? Autrement dit, la DC est-elle prête, en cas d'échec de son champion, à la rupture brutale, avec sa conséquence : l'élection anticipée ? Ou bien accepterait-elle, en dépit de son leader, de « faire voler un deuxième pigeon » ? M. Arnaldo Forlani pour la circonstance ? Des intentions profondes de la démocratie-chrétienne sur ce point dépend évidemment l'évolution de la crise.

JEAN-PIERRE CLERC.

Les ventes d'armes suédoises Le syndicat des marins danois persiste dans ses accusations

COPENHAGUE
de notre correspondant

Après avoir longuement délibéré, lundi 9 mars, le bureau du syndicat des marins danois a annoncé à Copenhague que, pour l'instant, il n'entendait pas divulguer les renseignements qu'il possède sur les transports illégaux d'armes suédoises (le *Monde* du 7 mars). Le président du syndicat, M. Moeller-Hansen, a déclaré cependant se réjouir de la démission du directeur des usines suédoises d'armement Bofors (le *Monde* du 9 mars) et souhaitait qu'une série d'autres personnalités suédoises « installées dans le système » prennent le même chemin.

Le secrétaire du syndicat, M. Henrik Borlin, devait en principe participer, le 10 mars à Bruxelles, à une conférence de presse organisée dans le cadre des efforts déployés par certains mouve-

ments pour tenter de convaincre les membres de la CEE de constituer une commission parlementaire chargée d'étudier le problème des transports d'armes et d'explosifs.

Le quotidien danois *Ekstra-Bladet* prétend, par ailleurs, avoir pu consulter les registres de l'Hôtel de Karisborg où descendent habituellement les clients étrangers des usines Bofors. Son envoyé spécial y aurait relevé la présence de visiteurs suédois et tchèques de haut rang en 1984, 1985 et 1986.

La semaine dernière, le chef du gouvernement de Stockholm, M. Ingvar Carlsson, a mis au défi les dirigeants du syndicat des marins danois de jouer cartes sur table en communiquant à la police suédoise une documentation sérieuse à même d'étayer leurs allégations répétées concernant les livraisons d'armes suédoises illégales à l'Iran.

CAMILLE OLSEN.

Série de limogeages en Géorgie

Moscou. — Cinq hauts responsables de Géorgie ont été limogés et une dizaine d'autres blâmés, après que le comité central du PC de cette République a constaté de graves abus dans le secteur de la construction, a rapporté le quotidien local *Zarar Wostoka* (l'Aube de l'Orient) dans son édition du 6 mars, parvenue dimanche à Moscou.

Parmi les dirigeants démis de leurs fonctions figurent MM. Youri Kechichvili, vice-président du conseil des ministres local, Gueorgui Andreïanovitch, chef du département de la construction du comité central géorgien, un premier vice-ministre et deux vice-ministres de la construction.

Le comité central a également réclamé l'éviction du maire de Tbilissi, la capitale géorgienne, M. Zaur Mashkholvili, et son adjoint, M. Arbelidze. Parmi les personnalités blâmées figurent les premiers secrétaires du PC et les maires de villes géorgiennes : Batoumi, Soukhoumi, Gagra et Roustavi.

Graves de la faim. — Soixante-quinze femmes juives ont entamé, le 8 mars, dans plusieurs villes d'URSS, une grève de la faim de trois jours pour protester contre le refus des autorités de leur délivrer, des visas d'émigration en Israël.

Diplomatie

Le premier sommet « institutionnel » franco-espagnol

Une spectaculaire amélioration des relations entre Paris et Madrid

MM. François Mitterrand et Jacques Chirac sont attendus mercredi après-midi 11 mars à Madrid pour prendre part aux travaux du premier sommet « institutionnel » franco-espagnol. Outre le premier ministre, la délégation française comptera sept autres membres du gouvernement : MM. Balladur (économie, finances et privatisations), Raimond (affaires étrangères), Girard (défense), Noir (commerce extérieur), Besson (affaires européennes), de Villiers (secrétaire d'Etat à la culture et à la communication) et

M^{me} Alliot-Marie (secrétaire d'Etat à l'éducation).

Mercredi après-midi, M. Mitterrand puis M. Chirac auront chacun un entretien avec le premier ministre espagnol, M. Felipe Gonzalez, avant de prendre part à un dîner offert par le roi Juan Carlos. Jeudi matin, par ailleurs, d'autres entretiens, est prévue une rencontre à trois entre MM. Mitterrand, Chirac et Gonzalez. Le sommet doit prendre fin dans l'après-midi de jeudi.

« On se demande bien pourquoi M. François est venu... » Les discours de Mitterrand ont été agressifs et grossiers... Cette visite est l'un des événements les plus déplorablement que l'Espagne ait eu à supporter. C'est avec ces titres peu flatteurs que la presse espagnole commentait, en juin 1982, la venue à Madrid de M. Mitterrand. On mesure, à son retour, l'ampleur du chemin parcouru dans les relations bilatérales : ce ne sont, cette fois-ci, que sourires et éloges, tant dans la presse que dans les milieux officiels.

On n'en reconnaît pas moins volontiers, à Madrid, que le changement de majorité à Paris n'a pas vraiment affecté les relations bilatérales. Ainsi, M. Chirac a apparemment renoncé à son projet, évoqué durant la campagne électorale, de demander une renégociation partielle du traité d'adhésion de l'Espagne à la Communauté. Quant à la collaboration dans la lutte contre l'ETA, elle s'est intensifiée à ce jour, quarante-six membres supposés de cette organisation ont été remis par Paris à la police espagnole. On regrette certes, à Madrid, que ne figure parmi eux aucun de ceux qui sont considérés ici comme les « gros bonnets » de l'ETA. Mais on ajoute aussitôt que les progrès réalisés dans la collaboration sont suffisants pour ne pas trop insister sur de telles « divergences mineures ».

s'exprimer de manière à la fois unie et autonome sur les grands problèmes mondiaux. Ceux des rapports Est-Ouest, d'une part (les dernières propositions soviétiques en matière de désarmement figurent en bonne place dans les entretiens), mais aussi les relations avec les régions qui lui sont proches, au premier chef la Méditerranée.

Le gouvernement de Madrid considère que l'Europe a, en Méditerranée, des intérêts propres, qui ne coïncident pas toujours forcément avec ceux de Washington, et qu'elle doit donc être prête à se défendre de manière plus active. Aussi l'Espagne est-elle favorable à une relance du dialogue euro-arabe qui permette d'aborder l'ensemble de la problématique de la région, et pas seulement l'une ou l'autre question conflictuelle, comme le prix du pétrole hier ou le terrorisme aujourd'hui. Elle appuie activement, en outre, le projet d'une « conférence méditerranéenne » lancé par l'ex-premier ministre italien, M. Craxi.

Enfin, les thèmes culturels constitueront un autre volet important des entretiens de Madrid. Paris s'inquiète de l'affaiblissement de la présence de la langue française dans l'enseignement en Espagne, et demande que des mesures soient prises pour la revitaliser. La principale serait l'instauration d'une seconde langue étrangère obligatoire dans les lycées (la première choisie par les élèves étant généralement l'anglais). Quelques accords concrets pourraient être conclus dans le domaine culturel, notamment la création d'un organisme d'échanges de jeunes, sur le modèle de l'Office franco-allemand pour la jeunesse.

Un intérêt pour la Méditerranée

Pour une fois, ce ne sont donc pas les thèmes bilatéraux, mais bien les problèmes internationaux, qui devraient se trouver au centre des entretiens. D'un côté comme de l'autre, on entend accorder une importance particulière aux questions européennes, à propos desquelles l'harmonie entre les deux pays est moins évidente. L'Espagne souligne que l'établissement d'un marché unique européen doit aller de pair avec la réduction des inégalités sociales entre les pays membres de la Communauté. Or la France, juge-t-on ici, ne semble pas appuyer cette thèse avec l'enthousiasme souhaité.

Ce sommet franco-espagnol constitue la première des réunions annuelles de chefs d'Etat et de gouvernement prévues par la déclaration conjointe signée en juillet 1985 à l'Élysée, lors de la visite du roi Juan Carlos à Paris. Les Espagnols se montrent très sensibles au fait que ces rencontres, désormais institutionnalisées, les intègrent de plein pied dans le réseau de contacts bilatéraux des « grands » de la Communauté. Ils se plaisent aussi à souligner que les relations entre la France et l'Espagne commencent à évoluer, par leur intensité, celles, particulièrement étroites, liant Paris et Bonn.

M. Mitterrand sera reçu avec autant plus de chaleur qu'on n'oublie pas, à Madrid, que c'est à lui que revient le mérite d'avoir débouqué les relations bilatérales. C'est en effet à partir de la rencontre de décembre 1983 à Paris entre le président de la République et le premier ministre espagnol, M. Felipe Gonzalez, que les deux pays commencent à vider leurs deux vieilles querelles : l'absence de coopération de Paris dans la lutte contre l'ETA, et les conditions mises par la France à l'entrée de l'Espagne dans la CEE.

Amériques

NICARAGUA : la crise au sein de la Contra Démission de M. Arturo Cruz dirigeant modéré de la guérilla

SAN-JOSÉ
de notre correspondant

Après plusieurs fausses sorties, un des trois dirigeants de la direction politique de la Contra, M. Arturo Cruz, a annoncé, lundi 9 mars, à San-José (Costa-Rica), sa démission de ses fonctions à la tête de l'Union nicaraguayenne d'opposition (UNO). Cette décision, qui intervient trois semaines après le retrait de M. Calero, confirme la gravité de la crise qu'affronte la guérilla anti-sandiniste.

Fortement secoué par les révélations dans le cadre du scandale de l'« Irangate », la Contra est confrontée à une lutte de pouvoir entre son aile politique et son aile militaire. Sous la pression des Etats-Unis, elle avait accepté, en mai 1986, de constituer une nouvelle organisation, l'UNO, dirigée par un triumvirat. Il s'agissait d'améliorer son image auprès du Congrès des Etats-Unis. Mais les « militaires », représentés dans l'UNO par M. Calero, n'ont jamais accepté d'être soumis à l'autorité des deux autres membres du triumvirat.

Les « manœuvres » des militaires

La crise a pris un tour plus sérieux quand, une fois de plus sous la pression des Etats-Unis, M. Calero a été contraint de démissionner. Son remplacement par M. Pedro Joaquín Chamorro était censé donner une image plus démocratique de la Contra. Cela n'a fait toutefois qu'aggraver le malaise au sein de l'aile militaire, la Force démocratique nicaraguayenne (FDN), qui reproche aux dirigeants de l'UNO de se prélasser dans leurs bureaux de Miami pendant que les autres font le sale travail sur le terrain. L'abcès a finalement crevé à l'issue d'une réunion organisée à San-José au cours du week-end. Les

vingt-huit délégués représentant les organisations membres de l'UNO voulaient coopter des personnalités connues pour leur engagement en faveur de la démocratie. Il semble que le projet ait finalement capoté à la suite de manœuvres de la part de la FDN, qui contrôle 80 % des effectifs militaires de la Contra. Celle-ci aurait cherché à reprendre le contrôle de l'opposition sandiniste en proposant un simple changement de façade. L'UNO serait devenue la Résistance démocratique nicaraguayenne (RDN) et l'Armée de libération nationale aurait remplacé la FDN.

La confusion s'est encore aggravée avec la décision de Costa-Rica de prendre ses distances à l'égard de la Contra. Le gouvernement costaricien a convoqué, lundi, les trois dirigeants de l'UNO pour leur annoncer qu'ils ne pourraient plus exercer leur activité politique à San-José s'ils avaient effectivement pour objectif le renversement du régime sandiniste. Par ce geste de bonne volonté à l'égard du Nicaragua, le président Oscar Arias espère faire progresser le plan de paix régional qu'il a récemment proposé. Ce plan prévoit un cessez-le-feu et un engagement du Nicaragua en faveur de la démocratie.

Curieusement, les difficultés internes de la Contra surviennent au moment où celle-ci marque des points sur le terrain. Les sandinistes reconnaissent eux-mêmes que deux mille hommes de troupe se sont infiltrés au Nicaragua en provenance du Honduras depuis la fin de l'année. Il y aurait actuellement au moins six mille guérilleros à l'intérieur du pays et, selon Managua, on compterait trois cents affrontements armés au cours du seul mois de février et autant en janvier. L'armée populaire sandiniste reconnaît avoir eu cent vingt morts depuis le début janvier, et elle estime le nombre des victimes de la Contra à huit cent cinquante.

BERTRAND DE LA GRANGE.

Après la visite de M. Shultz à Séoul

Washington s'efforce de réduire les tensions dans la péninsule coréenne

Le département d'Etat américain a fait savoir, le lundi 9 mars, qu'il avait levé une interdiction faite à ses membres d'avoir des conversations « substantielles » avec des représentants de la Corée du Nord, à condition que ces derniers en prennent l'initiative. Cette décision a été présentée comme un geste « modeste » de conciliation en direction de Pyongyang destiné à réduire la tension dans la péninsule. Le secrétaire d'Etat, M. Shultz, en a informé les dirigeants de Séoul, de Pékin et de Tokyo lors de sa tournée en Asie la semaine dernière.

L'immolation par le feu d'un étudiant le jour même du passage à Séoul, la semaine dernière, de M. Shultz (le Monde du 10 mars) est un événement tristement significatif de la tension politique qui règne en Corée du Sud. L'étudiant avait été originaire de la province de Cholla, c'est-à-dire de la région de Kwangju, la ville où plus de cinq cents personnes furent massacrées par les parachutistes à la suite d'émeutes en mai 1980. L'étudiant voulait attirer l'attention de l'opinion publique américaine. Pour beaucoup de Coréens, Washington reste, en effet, la puissance tutélaire supposée capable d'infléchir le cours de leur histoire.

Alors que la question de la révision de la Constitution, sur laquelle est cristallisé l'autogamisme entre le pouvoir et l'opposition, est dans l'impasse, la tension devrait s'accroître avec la rentrée universitaire suivie, en avril, des traditionnelles luttes syndicales, une procédure réglée, à l'instar du Japon, comme du papier à musique, mais qui a de plus en plus tendance à dérapage. La visite de M. Shultz n'en était que plus attendue, avec appréhension du côté gouvernemental et espoir dans l'opposition.

Sans entrer dans le fond du débat, le secrétaire d'Etat américain a appelé le gouvernement à prendre des initiatives afin de sortir de l'impasse. « Nous soutenons les aspirations de tous les Coréens à une poursuite du développement politique, au respect des droits de l'homme et à des élections libres », a déclaré M. Shultz. « Nous continuerons à soutenir ceux qui prônent la non-violence comme moyen de concrétiser ces aspirations », a-t-il

ajouté. Le secrétaire d'Etat s'est gardé de se prononcer sur la réformation constitutionnelle demandée par l'opposition, mais il a insisté auprès du président Chun Doo-hwan, souligne-t-on de source américaine, pour qu'un compromis soit trouvé au plus vite.

La succession de M. Chun

Le problème de fond est celui de la succession démocratique de M. Chun, dont le mandat expire le 24 février 1988. Aux yeux de l'opposition, le projet de système parlementaire que tente d'imposer le gouvernement (avec un président cantonné dans des fonctions représentatives et un premier ministre investi des principaux pouvoirs, tous deux élus par le Parlement), permettrait aux hommes actuellement en place de conserver le pouvoir. Un régime de type présidentiel, avec un chef de l'Etat élu au suffrage universel, favoriserait, en revanche, l'opposition, étant donnée la faible popularité des candidats potentiels du régime.

En principe, le nouveau cadre constitutionnel devrait être mis en place au plus tard en juin afin de permettre des élections avant l'expiration du mandat de M. Chun. Comme on le souligne dans les milieux diplomatiques américains, les Etats-Unis n'ont pas modifié fondamentalement leur politique à l'égard de Séoul, mais l'accent est mis désormais par Washington sur la démocratisation de la vie politique et le respect des droits de l'homme.

L'ambassadeur américain à Séoul, M. James Lilly, a ainsi rencontré plusieurs dirigeants de l'opposition dont M. Kim Young-sam et pourrait voir bientôt M. Kim Deo-jung, le « bête noire » du pouvoir. L'entretien avec M. Kim Young-sam était le premier en six ans entre le représentant des Etats-Unis et le chef de l'opposition.

An début de février, M. Gaston Sagar, secrétaire d'Etat adjoint américain pour l'Asie et le Pacifique, avait d'autre part insisté, dans un discours à Séoul, sur la question du « transfert du pouvoir aux civils » : référence explicite au fait que les dirigeants sont en majorité d'origine militaire qui ont renoncé à l'urne pour exercer des fonctions politiques.

Enfin, le département d'Etat critique durement le régime de Séoul pour la situation des droits de l'homme dans un récent rapport d'enquête destiné au Congrès américain.

Les Etats-Unis ne veulent assurément pas déstabiliser le pouvoir actuel mais ils n'en ont pas moins clairement indiqué, ces derniers mois, qu'ils souhaitent éviter un dérapage politique.

PHILIPPE PONS.

La fin du voyage de M. Raimond à Tokyo

Reprise des consultations ministérielles franco-japonaises annuelles

TOKYO
de notre correspondant

La visite à Tokyo de M. Raimond, ministre des affaires étrangères, qui s'est terminée mardi 10 mars, s'est conclue par le souhait des deux parties de reprendre sur une base régulière des consultations ministérielles annuelles. M. Raimond a invité son homologue japonais, M. Kuranari, à se rendre en France au cours de 1988.

Le ministre français, qui a été reçu par le prince héritier, avait en outre, dans la journée de lundi des entretiens avec le premier ministre, M. Nakasone, et le ministre de l'Industrie et du Commerce international, M. Tamura, sur les sujets déjà évoqués la veille lors des rencontres avec M. Kuranari. Le chef français a renouvelé ses griefs à l'égard du Japon, dont l'excédent commercial s'accroît (21 milliards de francs dans les échanges avec la France). M. Nakasone a assuré ses interlocuteurs de la volonté de son gouvernement de remédier à cette situation, même si jusqu'à présent, a reconnu le premier ministre, les efforts japonais n'ont guère été couronnés de succès. Au cours d'une

conférence de presse, M. Raimond a déclaré que M. Nakasone avait « tenu des propos encourageants à l'égard des relations franco-japonaises » avec la « hauteur de vue qui le caractérise ».

Sur le plan politique, le tour d'horizon traditionnel a porté sur les rapports Est-Ouest, la situation en Asie et au Proche-Orient et dans le Pacifique. Sur cette dernière question, qui est à l'origine d'une certaine tension dans les relations franco-japonaises à propos de la Nouvelle-Calédonie (le Monde du 10 mars), les deux parties ont réaffirmé leur souci de développer leur aide aux pays de la région, et les Japonais ont souligné l'importance qu'ils accordaient à leur stabilité.

Concluant une visite dont l'objet était une reprise de contact, M. Raimond a déclaré que celle-ci « était conforme à ce qu'il entendait ». Le chef de la diplomatie française s'est félicité de voir le Japon « devenir une puissance mondiale », et il a émis le souhait que les deux pays « développent leurs relations dans un souci d'équilibre de leurs intérêts réciproques ».

Ph. P.

Asie

PHILIPPINES : le rétablissement des institutions démocratiques M^{me} Aquino a lancé la campagne pour les élections sénatoriales

MANILLE
correspondance

La présidente Cory Aquino a lancé, lundi 9 mars, le coup d'éclat de la campagne pour les élections sénatoriales du 11 mai, qui marqueront formellement l'instauration du système parlementaire à l'américaine dont se sont dotées les Philippines après une vingtaine d'années de dictature. M^{me} Aquino a procédé le même jour à un renouveau de caractère technique de son gouvernement, dont les membres portent désormais le titre de secrétaires, sur le modèle américain. Il s'agissait, en effet, de remplacer les membres du gouvernement qui ont démissionné pour être candidats sur les listes présentées par les autorités à certaines des vingt-quatre sièges de sénateurs et des deux cents sièges de députés de la Chambre. Ces dernières élections auront lieu également le 11 mai, mais la campagne ne débutera que le 24 mars.

M. Ramon Diaz, soixante-cinq ans, devient président de la Commission présidentielle pour un gouvernement propre ; le procureur général, M. Geoffrey Ordoñez, soixante-cinq ans, prend le portefeuille de la justice ; M. Carlos Dominguez, quarante-deux ans, passe des ressources naturelles à l'agriculture et est remplacé par M. Fulgencio Fac-

toran, quarante-trois ans. Deux postes restent à pourvoir, ceux des secrétaires à la réforme agraire et du budget. Ce renouveau n'a pas le caractère politique spectaculaire de celui au cours duquel M^{me} Aquino avait limogé, en novembre, son ministre de la défense, M. Juan Ponce Enrile.

Jusqu'à la dernière minute avant la clôture des listes de candidats au Sénat (celles pour l'élection des représentants sont encore ouvertes), l'opposition de droite a tenté de présenter une liste unique. Faut-il être payé, les partisans d'un recours à d'anciens responsables du régime Marcos et ceux qui s'y opposent - tenteront leurs chances sur deux listes distinctes. La victime de ces dissensions est M. Enrile, tête de liste de la Grande Alliance pour la démocratie, qui ne bénéficiera pas du soutien des partisans de M. Marcos. Ceux-ci se sont regroupés derrière MM. Britanico et Recto, deux anciens députés qui mènent la liste Union pour la paix et le progrès.

Dans l'opposition de gauche, le Partido ng bayan (PNB), perçu comme la virgine légitime de la gauche communiste, présente finalement sept candidats après avoir été menacé d'interdiction, et une nouvelle formation, les Volontaires pour une démocratie populaire, soutient une liste panache incluant des candidats du PNB et des personnalités de gauche proches de M^{me} Aquino.

Cette campagne électorale promet de se dérouler sur un fond de violence : les combats entre forces gouvernementales et insurgés communistes ont fait deux cent soixante-sept morts depuis leur reprise il y a un mois. Le gouvernement a renoué les décrets interdisant les bandes armées, et le général Fidel Ramos, chef d'état-major général, a prédit la semaine dernière une intensification des combats d'ici à la tenue du scrutin.

KIM GORDON-BATES.

TOUTE L'AMERIQUE LATINE

INFORMATIONS
TRADUCTIONS
SERVICES

TEL. 45 41 39 60

21 bis, rue des Plantes
75014 Paris

REPÈRES

Le conflit afghan

Ajournement probable des pourparlers de Genève

Les pourparlers indirects afghano-pakistais, qui se tiennent à Genève depuis le 25 février, seront ajournés sous peu dans l'attente d'un nouveau déblocage qui ne peut venir que de Washington et de Moscou. Rien n'indique, en effet, que des progrès raisonnables aient pu être accomplis sur le point crucial de la négociation - le calendrier d'évacuation du corps expéditionnaire soviétique d'Afghanistan - au point de revenir plus longtemps à Genève les ministres afghans et pakistais des affaires étrangères, MM. Abdoul Wakil et Aqouf Khan.

Le médiateur des Nations unies, M. Diego Corrovera, a de nouveau rencontré les deux délégations, le 9 mars, pour faire le point. Le marchandage engagé sur la durée du retrait de l'armée rouge n'a pas réduit l'écart qui sépare les Afghans des Pakistais. La position afghane s'articule autour d'un retrait étalé sur vingt-deux mois (un progrès par rapport aux quatre ans initialement envisagés) alors que les Pakistais parlent de quatre à six mois. Cependant, la résistance a affirmé avoir obtenu cent trois avions et hélicoptères au cours des mois de janvier et février. Selon l'Agence afghane islamique, proche de la guérilla, un quarantenaire, avec quinze militaires afghans et soviétiques à bord, a notamment été abattu par un missile le 4 mars dernier. Plus de la moitié des soviéto-afghans de Bagram (ouest de Kaboul). - (AFP.)

Nomination

M. Gabriel Robin ambassadeur auprès de l'OTAN

Le Journal officiel a récemment annoncé la nomination de M. Gabriel Robin, ancien directeur des affaires politiques du Quai d'Orsay, comme ambassadeur, représentant permanent de la France auprès de l'OTAN à Bruxelles (le Monde des 14 et 25 février). On trouvera ci-dessous son bref historique.

[Né le 25 août 1929, ancien élève de l'École normale supérieure, agrégé d'histoire, ancien élève de l'ENA, M. Robin a tout d'abord enseigné. Entré à l'administration centrale des Affaires européennes en 1958 (Europe), il a ensuite été en poste à Bruxelles (Communauté européenne) de 1961 à 1969, puis conseiller technique au cabinet du premier ministre, M. Couve de Murville, de janvier à juin 1969, de nouveau à l'administration centrale, délégué dans les fonctions de sous-secrétaire d'Etat, premier conseiller à Londres (1973) et, à la fin du septennat interrompu de Georges Pompidou, conseiller technique à la présidence de la République (1973-1974). En mai 1974, M. Robin a été nommé chef du service de coopération culturelle et technique, de nouveau conseiller technique à la présidence de la République de 1974 à 1979 (septennat de M. Giscard d'Estaing) ; puis, directeur des affaires politiques, puis qu'il a quitté quatre ans après l'arrivée de la gauche au pouvoir, en 1981. M. Robin a ensuite été délégué à l'université Harvard, et a publié un livre très critique pour l'ancien président de la République, la *Diplomatie de Mitterrand ou le Triomphe des apparences*.]

كانا من الأصل

Proche-Orient

LIBAN

Le chef d'Amal accuse les médias d'être responsables du « retard dans la libération de M. Terry Waite »

Le dirigeant chiite, M. Nabih Berri, a soutenu, lundi 9 mars, à Beyrouth, que les médias avaient retardé la libération de M. Terry Waite, principal négociateur dans l'affaire des otages occidentaux, disparu le 20 janvier dernier au Liban. Le chef du mouvement chiite Amal a déclaré que la libération de M. Waite devait intervenir, selon lui, en février dernier, selon ces propos lors d'un entretien avec les épouses de trois otages américains et d'un Indien, professeurs au Beirut University College (BUC), enlevés à Beyrouth-Ouest (à majorité musulmane), le 24 janvier dernier.

M. Berri, qui a cependant déclaré ne rien savoir du sort de l'émisnaire de l'Église anglicane, a réitéré sa proposition d'un échange d'un pilote israélien détenu par sa milice depuis le 16 octobre dernier et des quatre otages, les Américains Robert Fokhill, Alan Stein et Jesse Turner, et l'Indien Mithleshwar Singh, contre quatre cents prisonniers palestiniens et libanais, détenus en Israël et dans

la prison libanaise de Khiam tenue par la milice pro-Israélienne de l'Armée du Liban sud (ALS).

« Inquiétudes sur le sort de Roger Augue. — La radio franco-luxembourgeoise RTL a exprimé, lundi, son inquiétude devant le « silence exceptionnellement long et incompréhensible » sur le sort du journaliste français Roger Augue, enlevé à Beyrouth il y a près de deux mois, le 13 janvier dernier, et dont le rapt n'a pas été revendiqué.

« Malgré les démarches entreprises en liaison avec les autorités françaises, nous n'avons recueilli aucune information valable sur le sort de Roger Augue », indique RTL dans un communiqué. « Des promesses nous ont été faites par les représentants de gouvernements et d'organisations de la région. Jusqu'à présent, ces promesses sont restées vaines. Pourquoi Roger Augue a-t-il été enlevé ? Par qui ? Deux mois plus tard, nous ne le savons toujours pas », souligne la radio.

Le conflit Iran-Irak

Le Comité international de la Croix-Rouge en appelle à l'ONU

GENÈVE de notre correspondante

De guerre lasse, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), qui n'a jamais ralenti ses efforts pour tenter de protéger les prisonniers de guerre et les victimes civiles du conflit Iran-Irak, vient de s'adresser au Conseil de sécurité de l'ONU. Après avoir multiplié ses démarches auprès des belligérants, il avait déjà lancé, le 9 mai 1983, un appel à l'ensemble des États signataires des conventions humanitaires de Genève. Le CICR leur rappelait qu'ils s'étaient engagés non seulement à respecter ces quatre conventions mais, comme le stipule l'article premier de chacune d'elles, à les « faire respecter ».

Le CICR a, par ailleurs, systématiquement condamné les violations des conventions de Genève par l'Iran, ainsi que l'utilisation par l'Irak de produits toxiques prohibés.

par le droit international de la guerre.

Mais ni les appels à la responsabilité de la communauté internationale, ni les démarches entreprises auprès des autorités de Bagdad et de Téhéran n'ont pu arrêter l'escalade. Le président du CICR, M. Alexandre Hay, a donc convoqué le 6 mars les représentants à Genève des États membres du Conseil de sécurité. Il leur a communiqué qu'à la suite d'un « appel solennel » lancé le 11 février aux belligérants afin qu'ils cessent de bombarder les populations civiles, irakiennes et iraniennes avaient répondu qu'ils agissaient « à titre de représailles ». La situation paraissant ainsi sans issue, le président du CICR a demandé à ses interlocuteurs de proposer par tous les moyens possibles « les solutions d'humanité et de justice qui relèvent du mandat du Conseil de sécurité ».

ISABELLE VICHNIAC.

ISRAËL : le procès de John Demanjuk

Le témoignage accablant du « dentiste » de Treblinka

JÉRUSALEM de notre correspondant

« J'étais dentiste à Treblinka », raconte Yehiel Reichman. Il est venu d'Uruguay pour témoigner, en yiddish, contre John Demanjuk, « en souvenir de sa sœur », morte là-bas, « et de tous les autres ». Il a soixante-deux ans, la voix blanche et la mémoire douloureusement fidèle.

« Dentiste » ? Au mouoir de Treblinka, la dérision prenait la force du désespoir. « Dentiste » ! Le cruel euphémisme désignait la pire des basses œuvres, l'ultime outrage que l'arracheur de dents infligeait au cadavre. Yehiel Reichman fut commis, pendant plus de dix mois, à l'infâme besogne. « Nous opérions par groupes de six. Les porteurs de cadavres nous les présentaient sur leurs brancards, avant de les enfoncer dans la fosse commune. On ouvrait les bouches pour en extraire les fausses dents qu'on jetait dans unseau d'eau. Les gardes nous surveillaient de près. Un jour, j'ai oublié une couronne. Cela m'a valu soixante-dix coups de fouet. J'avais le corps en sang. Un ami, le docteur Zimmelman, m'a soigné toute la nuit. Au matin, j'ai pu me présenter à l'appel et reprendre ma place. »

Lorsque aucun train n'arrivait à Treblinka et que les chambres à gaz faisaient relâche, les « dentistes » étaient chargés de nettoyer avec soin le sinistre butin. « Il fallait faire disparaître toute trace de chair et de sang. Chaque semaine, les responsables du camp récupéraient ainsi environ 10 kilos d'or. » A Treblinka, le « détenu-travailleur » Yehiel Reichman remplit toutes sortes de tâches, dont la plus com-

mune, le transport des cadavres : « Je ne savais pas m'y prendre. Je regardais faire ceux qui avaient plus d'expérience, qui savaient comment saisir les corps par les jambes. »

Mais son premier « emploi » fut d'être « coiffeur ». « Dès mon arrivée à Treblinka, se rappelle-t-il, un Allemand cherchait quelqu'un pour compléter un groupe de cinq coiffeurs. J'ai crié : « Moi, moi, je suis « coiffeur » ! Je n'avais rien à perdre. » Ainsi devint-il, dès le lendemain, l'un des dix coiffeurs du camp. « C'était un travail horrible que j'ai fait pendant trois jours. Les femmes s'asseyaient nues sur des bancs entre les chambres à gaz. Nous devions leur raser la tête en cinq coups de ciseaux seulement

pour aller plus vite. C'était douloureux pour elles. Chaque fois qu'arrivait un train, on nous envoyait chercher. »

La voix de Yehiel Reichman racontant Treblinka de temps en temps se brise. « Une femme me demanda de couper ses cheveux moins vite. Elle voulait attendre sa fille restée derrière elle et ne pas la laisser mourir seule. Mais je n'ai pas pu ralentir à cause des gardes qui rôdaient autour de moi. Une mère me conjura de lui dire la vérité : certains enfants, demandait-elle, seront-ils au moins épargnés pour que vienne un jour la vengeance ? »

Comme trois autres survivants — sur les quatre — qui l'avaient précédé à la barre des témoins, Yehiel

Reichman a reconnu sans hésiter, lundi 9 mars, en John Demanjuk l'« Ivan Grozny » (« le Terrible », en polonais) qui hante ses cauchemars. Il s'est levé et l'a montré du doigt : « C'est lui, le super-démon, le vrai Satan de Treblinka ! Il est gravé dans ma mémoire. Pendant toute ma vie, il ne m'a pas laissé un seul jour en paix. » Demanjuk a soutenu son regard sans fléchir. Il ne semblait pas comprendre.

Comme par une force irrésistible, Reichman s'est levé encore plusieurs fois pour imiter les gestes d'Ivan et a redit sa cruauté : « Entre ceux qui allaient mourir était le plus grand plaisir d'Ivan. Pour le sadisme, il aurait pu recevoir le « prix Treblinka ». Reichman évoqua aussi le moment où l'on rouvrait les portes des mouoirs. « Les corps étaient encore chauds. Certaines victimes auraient pu être ramenées à la vie. »

Mais ce qui, quarante-cinq ans plus tard, tourmente le plus le vieux monsieur qu'est devenu Yehiel Reichman, c'est le souvenir de sa sœur : « Dans le train qui roulait vers Treblinka, j'avais emporté avec moi un peu de pain. On nous avait menti, au départ, en nous laissant prévoir un long trajet vers des camps de travail sur le front russe. Ma sœur voulait manger. Je l'ai persuadée d'attendre. Mais le voyage fut bien plus court, si court. Après notre arrivée à Treblinka, je ne l'ai jamais revue. Je ne me suis jamais pardonné de l'avoir laissée mourir affamée. » Dès le lendemain, il reconnut la robe de sa sœur dans la montagne de vêtements qu'il entassait. Il en découpa un petit bout qu'il garda pendant de longs mois au fond de sa poche.

J.-P. LANGELLIER.

La Cour suprême demande un nouvel examen de l'affaire Naccache

La Cour suprême d'Israël a annulé, mardi 10 mars, la décision du ministre de la justice, M. Abraham Sharir, de ne pas extraire en France M. William Naccache et lui a renvoyé le dossier pour « étudier l'affaire une fois de plus ». « Le ministre de la justice n'a pas autorisé pour insérer l'extradition d'une personne au sujet de laquelle les tribunaux se sont déjà prononcés, à moins de présenter des arguments ayant suffisamment de poids pour justifier une telle démarche. De tels arguments n'ont pas été présentés », ont déclaré les juges.

La décision de la Cour, composée de cinq magistrats, a été prise par une majorité de quatre contre un. Elle constitue un camouflet pour le

ministre. Condamné par contumace à la réclusion à perpétuité en 1984 par un tribunal français, pour le meurtre d'un ressortissant algérien le 22 février 1983, à Besançon, M. William Naccache s'était réfugié en Israël, où il a acquis la nationalité israélienne. En dépit des recommandations du tribunal de Jérusalem en septembre 1985, de celle de la Cour suprême et de celles du conseiller juridique, le ministre de la justice, M. Abraham Sharir, a refusé jusqu'à ce jour d'extraire M. William Naccache vers la France.

Depuis le début de cette affaire, M. Naccache a été défendu par certains secteurs de la droite israélienne, qui ont fait valoir que « sa vie serait en danger » s'il devait être emprisonné en France. — (AFP.)

Le Monde

sur minitel

IMMOBILIER

Pour trouver un logement
30 000 affaires Paris-Provence. Garantie FNAIM.
3615 TAPÉZ LEMONDE

SCIENCE & TECHNIQUE



MARS 87

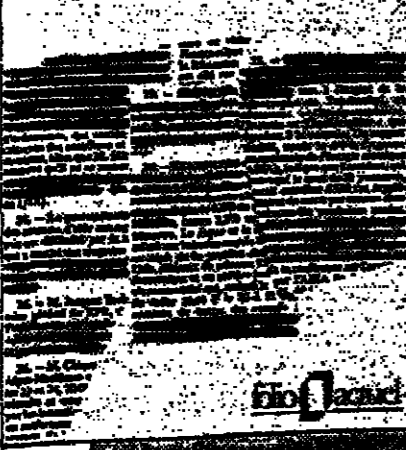
Logiciels de mise en page :
FAITES VOTRE JOURNAL VOUS-MEMÉ

Edouard Masurel

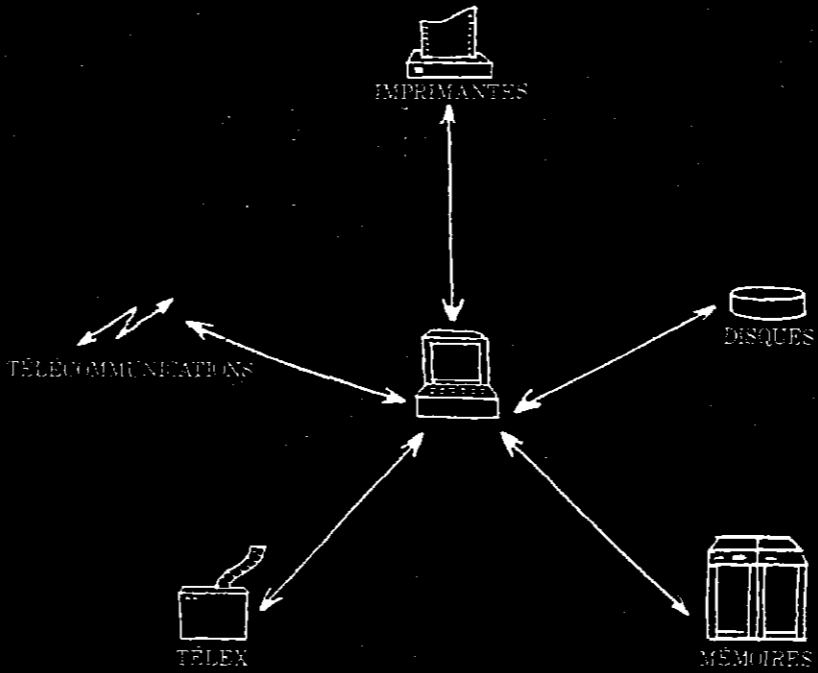
L'année 1986 dans Le Monde

Les principaux événements de l'année et à l'honneur

Préface d'André Fontaine

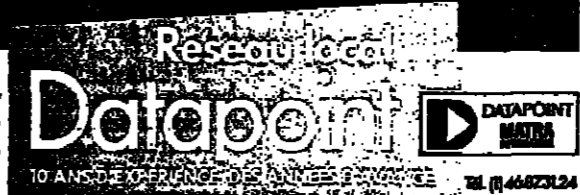


Flo-Jeune



UN RÉSEAU LOCAL QUI N'OFFRE PAS LE PARTAGE DE TOUTES LES RESSOURCES EST UN FAUX.

Il n'y a qu'un réseau local qui vous permet un véritable partage de toutes les ressources, c'est Arnet de Datapoint : télécommunications, disques, imprimantes, télex, unités centrales... Son système d'exploitation RMS a été conçu pour le réseau local. Arnet est un vrai réseau local, dans toute sa puissance.



Politique

La mort de Malik Ousseki

M. Létard juge « fâcheuse et maladroite » la déclaration de M. Pandraud

Au secours, la gauche revient !

« On en revient toujours à Gramsci » : une fois de plus, le courant « national et fédéral » de droite, dont le Club de l'Horloge s'efforce depuis 1974, de constituer l'une des têtes de pont idéologiques, dresse le constat de cet éternel retour. Éternel et fatal puisque, pour l'électeur avant-garde intellectuelle de la majorité, qui laisse au vestiaire, pour réfléchir en commun, les étiquettes RPR et UDF aussi bien que le label Front national, Gramsci égale à précéder le plan politique et qu'à ce jeu-là la gauche gagnerait toujours.

Toujours ? Absolument. En ce moment même par exemple. Ainsi M. Michel Leroy, secrétaire général du Club de l'Horloge et membre du cabinet de M. Alain Madelin, voit-il s'agiter derrière le décor renouvelé de la bande dessinée ou du « Top 50 » les mêmes ombres incessamment combattues.

« La gauche est minoritaire sur le plan électoral, dans les sondages », a expliqué M. Leroy en présentant le lundi 9 mars le séminaire que son club tiendra... le 18 mars sur ce thème, et pourtant on sent qu'il y a à l'heure actuelle un certain regain de cette gauche qui est en train de se regrouper.

Ce constat, et la crainte qui l'accompagne, M. Jean-Yves Le Gallou, ancien secrétaire général du club, conseiller régional (FN) d'Île-de-France, les résume en brandissant le spectre d'un « Yalta idéologique » : la gauche laisserait les amis politiques du Club de l'Horloge s'avancer sans combat sur le front économique, tandis que la droite abandonnerait — une fois de plus — sans coup férir le terrain culturel à M. Jack Lang et à quelques comparses.

Mais ce « Yalta idéologique », dont le Club de l'Horloge ne veut pas plus aujourd'hui qu'hier, déboucherait, si l'on suit le raisonnement de MM. Leroy et Le Gallou ou les propos de M. Henry de Lasquet, président du club, sur une défaite plus spectaculaire encore. Si le gouvernement mollit, si, après le retrait du projet Devoquet, il ne maintient pas contre vents et marées, contre SOS-Racisme, contre l'« ochlocratie » (la présence des foules), la « rhéocratie » (le recours à l'évis des autorités morales) ou la « technocratie » (les énarques sociaux-démocrates), son projet de réforme du code de la nationalité, alors, toutes les lignes seront rompues.

« Le lobby des médias et de l'intelligence » contre la sagesse d'un « peuple » privé de son droit d'expression directe (par le référendum) sur les sujets brûlants : voilà comment M. Yves Biot (président d'honneur du Club de l'Horloge et député RPR du Pas-

de-Calais) complète ce tableau politique.

Au-delà de la manière noire propre au Club de l'Horloge dans sa peinture des réalités de notre temps, au-delà du pessimisme permanent qui lui fait aujourd'hui s'exclamer avec quelque amertume : « Au secours, la gauche revient », la résurrection du thème du « Yalta idéologique » et de ses conséquences fait habituellement écho au désarroi perceptible dans certains rangs de la majorité (militants ou députés) devant ce qui est jugé comme une décevante absence de fermeté ou un excès de pragmatisme du gouvernement.

Cet accablement — qu'il soit strictement intellectuel ou plus « politicien » — brandi devant le spectacle supposé d'un peuple de droite muselé par les complicités objectives d'un gouvernement trop faible, de « SOS-Racisme et de Mgr Decourtray », trouvera-t-il, le moment venu, des voix, à l'Assemblée ou ailleurs dans la classe politique, au sein de la majorité ? Si les responsables du Club de l'Horloge l'espèrent, c'est secrètement, protestant (côté RPR en tout cas) d'une discipline parlementaire et politique sans faille.

Le Front national est plus libre, en principe. Et d'anciennes circulations de personnes et d'idées entre ce parti et le Club de l'Horloge ont souvent tourné à l'un et à l'autre des débouchés. Mais, obéissant par une entorse de légitimation politique parachève, à l'horizon de l'élection présidentielle, le Front national clamera-t-il tout haut ou mezza voce ce que pense aussi le Club de l'Horloge ?

Ces interrogations ne sont pas que conjoncturelles. A y regarder de plus près, on ne peut manquer de constater que le tracé de la frontière — si « Yalta idéologique » il y a bien — est beaucoup plus fluctuant, plus tarabiscoté que ne veulent bien le dire les cheuveliers intellectuels ou hauts fonctionnaires de la droite « nationale et libérale ».

Elle traverse, cette limite, qui découpe des blocs moins « canalisés » que l'économique et le culturel, la plupart des formations de la majorité. Elle isole quelquefois en deux groupes (au moins) certains cadres du PS et une partie des militants socialistes. Elle est peut-être même l'un des enjeux des combats qui déchirent en ce moment le PC affaibli.

Enfin — et ce n'est pas la moindre curiosité des temps politiques présents et prochains — la frontière du Yalta ne circule-t-elle pas au gré des tentatives, des occasions et des calculs successifs d'intérêt politique au beau milieu du principal responsable de la majorité, M. Jacques Chirac ?

MICHEL KAJMAN.

● L'Association des maires reçue par M. Chirac. — M. Jacques Chirac a accueilli, le lundi 9 mars, plus d'une heure d'entretien à une délégation de l'Association des maires de France, conduite par son président, M. Michel Giraud, maire (RPR) du Perreux (Val-de-Marne). Entouré de MM. Alain Juppé, ministre délégué chargé du budget, et

Yves Galland, ministre délégué chargé des collectivités territoriales, le premier ministre a annoncé aux élus venus d'entendre des difficultés essentielles françaises qu'ils devaient affronter, qu'il réunira, entre le 25 mars et le 15 avril, un comité interministériel « pour aborder l'ensemble des problèmes des collectivités locales ».

Les propos de M. Robert Pandraud, ministre délégué chargé de la sécurité, sur la mort de Malik Ousseki et publiés dans le Monde du 5 mars continuent de susciter des réactions de protestation.

M. Pandraud, qui participait, lundi 9 mars aux cérémonies commémoratives de la mort d'un CRS, le commandant Joël Le Goff, tué au cours d'affrontements avec les vétérans à Montredon-des-Corbères (Aude) le 4 mars 1976, a déclaré : « Toute opération du maintien de l'ordre qui se traduit, hélas, par mort d'hommes est un drame et une angouisse pour tous ceux qui ont été associés à ce genre d'opération. Sur le plan de l'autorité, chacun peut avoir les conceptions qu'il veut, mais sur celui de l'autorité parentale, ce n'est pas un problème de politique ou de solidarité gouvernementale. C'est un problème personnel familial. »

De son côté, invité de la radio arabe de Paris Radio-Orient, M. Pasqua a notamment déclaré : « M. Pandraud au cours d'une conversation à chaud avec des journalistes, il y a plusieurs semaines, a dit que Pandraud avait fait venir restoré aujourd'hui lui donne une tout autre connotation. » « Je connais suffisamment Robert Pandraud, il n'est pas plus raciste que n'importe quel autre membre du gouvernement. Je crois que dans ce domaine il faut être extrêmement prudent et veiller à ce que l'on dit », a ajouté le ministre. « La mort de ce jeune Malik Ousseki a été venue comme une épée de coup de sort », a poursuivi M. Pasqua. « Il ne faut pas croire que ce genre de situation puisse satisfaire qui que ce soit », a-t-il conclu.

M. Bernard Delaplace, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police, a fait part de la « honte » qu'il a éprouvée en prenant connaissance des propos que M. Pandraud avait déjà tenus devant lui trois semaines après la mort de Malik Ousseki. Interrogé lundi 9 mars par Radio Fréquence Nord, il a affirmé avoir dit à l'époque au ministre chargé de la sécurité : « Ce que vous venez de dire est ignoble, si vous ne cessez pas sur ce registre, je quitte la salle. » Mais, a poursuivi M. Delaplace, « je pensais que c'était un écrit de langage dans une audience entre nous ». « Quand je vois que le ministre, qui doit savoir qu'il représente 120 000 policiers qui ne pensent pas cela, reprend ses propos, j'ai honte pour lui », a-t-il conclu.

Le délégué national du Parti socialiste chargé des questions de sécurité, M. Gilbert Bonnemaison, a protesté « vigoureusement contre les propos réitérés » de M. Pandraud. Le député de la Seine-Saint-Denis a

● M. Jospin et la droite. — M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a affirmé, le lundi 9 mars, à l'occasion de la reprise des cartes de la section PS du spectacle : « La droite gouvernementale est inefficace sur le plan économique, dure sur le plan social, anachronique et archaïque dans ses visions des problèmes de société. » « Elle se pourrait bien, en plus, qu'elle soit fort divisée » lors de l'élection présidentielle, a ajouté M. Jospin.

observé que, « non seulement le ministre n'exprime aucun regret, mais il présente [la mort de Malik Ousseki] comme inévitable et il refuse de prendre ses responsabilités ». « Il convient plus que jamais, a-t-il ajouté, que dans le cadre des commissions d'enquête parlementaires, toute la lumière soit faite sur les circonstances de cet événement dramatique afin qu'il ne puisse pas se reproduire. »

La SGEN-CFDT (Syndicat général de l'éducation nationale) a appelé à participer aux rassemblements prévus mercredi 11 mars par les étudiants « pour protester contre les déclarations » de M. Pandraud.

De son côté, le MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples), qui condamnait « les propos ignominieux » de M. Pandraud, a associé au rassemblement fixé le même jour à 14 h 30, rue Monsieur-le-Prince, où Malik Ousseki était décédé dans la nuit

du 5 au 6 décembre. Le MRAP « attend du gouvernement, non seulement qu'il affirme un « désaccord » avec les propos de M. Pandraud, mais qu'il stigmatise clairement les méthodes utilisées pour réprimer les mouvements étudiants et prenne des sanctions exemplaires contre les meurtriers de Malik Ousseki pour empêcher que de tels actes ne puissent se reproduire. »

Quant à « l'hostilité totale » avec les déclarations de M. Pandraud affirmées par M. Claude Malhuret (le Monde du 10 mars), elle fait dire à M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, que le secrétaire aux droits de l'homme « est la grande pleureuse du gouvernement ».

Ce désaccord à l'insu du gouvernement a conduit M. Roger Gérard Schwartzberg, député (app. PS) du Val-de-Marne, à poser une question écrite au premier ministre pour lui demander « qui de

M. Pandraud ou de M. Malhuret exprime le véritable point de vue du gouvernement ».

Les remous au sein du gouvernement se sont poursuivis mardi matin 10 mars, avec l'intervention de M. François Léotard à l'Assemblée. Le ministre de la culture a déclaré : « J'ai regretté ces propos [de M. Pandraud]. Il nous arrive souvent en politique d'avoir des phrases maladroites (...). Je considère que c'est une phrase maladroite et fâcheuse car elle résume douloureusement pour beaucoup de jeunes et que ce n'est pas comme ça à mon sens qu'il faut considérer ce qui s'est passé. C'est grave, dans une société comme la nôtre, la mort d'un homme. »

[L'entretien avec M. Pandraud que nous avons rapporté (le Monde du 5 mars) a eu lieu le lundi 12 février, en présence de deux témoins, dont M^{lle} Michèle Fariat, attachée de presse du ministre.]

Le voyage de M. Raymond Barre aux Antilles

Le crime de lèse-RPR

FORT-DE-FRANCE de notre envoyé spécial

Antilles-Guyane : quatre cent mille électeurs. La route de l'Élysée passe toujours obligatoirement par les tropiques. M. Raymond Barre ne pouvait guère l'oublier. Trois jours à la Martinique, qu'il devait quitter le mardi 10 mars, un saut de deux jours en Guyane, trois jours à la Guadeloupe sur le chemin du retour : pour une première visite, l'ancien premier ministre n'a pas opéré pour le crédo.

Qu'importe le rythme, le simple fait que M. Barre se soit déplacé sous ces latitudes semble avoir constitué pour le RPR (qui continue de considérer l'outre-mer comme sa chasse gardée), un crime de lèse-majesté. M. Bernard Pons est venu promptement en éclaircir son rôle, l'alarme « contre ceux qui pratiquent la politique du concubinage ». S'en est suivi en Martinique une campagne d'affichage pour rappeler qu'entre cette île et M. Chirac, « l'étoile » une histoire d'amour de toujours ». Consigne a été donnée de Paris aux préfets de demeurer sagement dans leurs préfectures en attendant d'accueillir, dans un mois, M. Chirac en personne, qui se chargera de remettre la majorité sur le bon chemin. Bref, M. Barre n'a guère eu droit, pour le début de son séjour aux Antilles, aux égards dus à son rang et à la nécessaire solidarité majoritaire prônée si vivement à Paris.

Y voyant sans doute un signe de division encourageant dans la perspective de la campagne présidentielle, la gauche locale s'en est délectée à loisir. « Qu'un nouveau vienne faire ainsi la cour à la dame de nos pensées, on s'amuse beaucoup », relevait perfidement M. Aimé Césaire. Quelques instants auparavant, le maître de Fort-de-France s'était entretenu « courtoisement » avec M. Barre pour « tenir des propos libres entre hommes libres », ce que les responsables du RPR n'avaient pas daigné accepter.

Dès son arrivée en Martinique, M. Barre avait prévenu qu'il n'entendait pas s'abaisser à ce genre de querelles. « S'il fallait tenir compte de tout ce qui se dit, je n'aurais plus assez de vingt-quatre heures pour répondre. » Mais on devina cependant, par la suite, quelques détonations. Lorsqu'il releva, par exemple, que lui « n'[avait] pas besoin de grandes affiches pour prouver [ses] sentiments de solidarité et d'amitié avec les Martiniquais ». Ou encore, dans une envolée bien pensée, quand il déclara que l'île ne [possédait] plus acceptation tous les secteurs parés sans » et qu'il importait, « loin de toutes les mesquineries qui souillent nos îles à un appétit effréné de pouvoir, de faire triompher le souci de l'intérêt général ».

Malgré ce climat peu engageant au sein de la majorité locale, M. Barre a cependant bénéficié en Martinique d'un intérêt évident de la part des nombreux responsables économiques et sociaux qu'il a pu rencontrer. De même, sans jamais verser dans un enthousiasme effréné, les populations des quinze communes visitées lui ont réservé un accueil chaleureux et souvent bon enfant. A tous, le député de Lyon n'a jamais manqué de se présenter tout à la fois comme l'ancien premier ministre de M. Giscard d'Estaing, le « domien » qui « se sent aux Antilles presque chez lui », l'ancien expert auprès des Communautés européennes et enfin dans la situation de l'économiste bien au fait des affaires américaines. Devant tous, il s'est encore efforcé de tenir

le langage « du bon sens, de la vérité » et de l'union, appelant sans cesse à « la convergence des hommes de bonne volonté et de bonne foi ».

« Soyons pragmatiques », tel fut véritablement son leitmotiv au cours de ces trois journées. « La paix institutionnelle » est pour lui une nécessité. « La Martinique, comme les autres départements d'outre-mer », a-t-il insisté, a besoin de la stabilité institutionnelle. Il faut faire fonctionner les régions, la départementalisation est un socle à partir duquel l'outre-mer peut s'ouvrir la voie du vingt et unième siècle. Pour ce faire, M. Barre a encore insisté sur l'urgence d'une déconcentration fondée sur une économie de « partenariat » entre la métropole et l'outre-mer, sur la nécessité d'une coopération plus étroite entre les États de la Caraïbe et une action plus concertée au niveau européen.

Commentant les positions de M. Barre sur la régionalisation, M. Océaire nous a confié : « Si les hommes politiques de France arrivent à l'idée qu'il existe une personnalité martiniquaise méritant autre chose qu'une sorte de référence et de coup de chapeau, cela constitue un pas en avant sérieux. »

DANIEL CARTON.

Une protestation de femmes guadeloupéennes

A l'initiative de M^{me} Josiane Gatzelma, maître de conférences à l'université Antilles-Guyane, un groupe d'une cinquantaine de femmes guadeloupéennes, appartenant à toutes les origines sociales et à tous les horizons professionnels vient de diffuser dans les départements antillais et en métropole le texte d'une « protestation » réclamant la libération de M^{me} Marie-Georges Michel, cette militante indépendante de l'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe (UPLG) incarcérée à la prison de Mayotte pour sa participation supposée à divers attentats perpétrés dans l'archipel en novembre et décembre 1986. « Le seul crime dont elle semble accusée est d'avoir des convictions politiques qui la conduisent à militer pour l'indépendance de la Guadeloupe », indique le texte de cet appel. On l'accuse d'actes terroristes sans qu'aucune preuve soit apportée à son dossier. La « punition publique » et la simple conviction d'un juge semblent avoir en l'espèce valeur de vérité.

Les signataires « demandent que leur compatriote soit libérée et que, ce faisant, la justice française respecte les droits humains ». Elles « affirment que si nul n'est tenu de militer pour l'indépendance de la Guadeloupe, la liberté d'opinion reste le droit de tous et qu'il est imprescriptible. »

● POINTE-À-PITRE : un indépendantiste reconstruit sa participation à un attentat... Étriqué par les magistrats du tribunal de grande instance de Pointe-à-Pitre en audience correctionnelle le lundi 9 mars, un militant indépendantiste, Marcel Wilfrid Louis-Sydney, a reconnu sa participation à l'attentat à l'explosif qui, en novembre 1986, avait détruit les locaux de Radio-Caraïbes et International (RCI) radio de la SOFIRAD à Pointe-à-Pitre, ainsi que sa participation, avec deux autres de droit commun, à une tentative « insensée » de cambrioler d'armurerie française. C'est la première fois qu'un militant indépendantiste avoue, en audience publique, sa participation à de tels actes. — (Courag.)

Manifestation antimilitariste à Papéete

Mille deux cents personnes se sont rassemblées, le samedi 7 mars à Papéete (Polynésie française), à l'appel du Front de libération de la Polynésie et du Parti socialiste anticolonialiste, favorables à l'indépendance du territoire, pour protester contre la poursuite des essais nucléaires sur l'atoll de Mururoa. Une délégation du FLNKS veine de Nouvelle-Calédonie et un groupe de pacifistes japonais, membres des comités antimilitaristes de Nagasaki et de Hiroshima, participant à cette manifestation, qui s'est déroulée dans le calme.

M. Edouard Fritch, député RPR de Polynésie française, a affirmé lundi que ce rassemblement pacifiste constitue un « véritable échec » pour ses organisateurs, avant d'ajouter : « Les difficultés que soulève la présence du Centre d'expérimentations du Pacifique (CEP) doivent être résolues sérieusement et faire l'objet d'une approche réaliste et constructive. » « Notre économie ne se relèverait pas des déstabilisations qu'occasionnerait un retrait brutal du CEP », a-t-il précisé.

● NÎMES à Mayotte. — Quinze blessés légers, tel est le bilan des bagarres qui ont opposé plusieurs jours durant deux bandes de jeunes à Mayotte. Les incidents ont commencé, le mardi 3 mars, à Mamoudzou, à la suite d'un bannissement entre deux jeunes de deux villages. Les rixes ont dégénéré les jours suivants et se sont étendues à M'Tampéri où un dancing a été incendié et un magasin détruit. Ces affrontements ont pris fin, vendredi 6 mars, avec l'arrivée sur l'île de trois pelotons de gendarmerie en provenance de la Réunion.



Les Hôtels Lucien Barrière, sept hôtels de charme, symboles de luxe et de raffinement : Le Normandy, Le Royal et Le Golf à Deauville, Le Majestic à Cannes, L'Hermitage, Le Royal et Le Castel Marie-Louise à La Baule... sept stars de la grande tradition hôtelière française, au cœur des sites balnéaires les plus élégants. Piscine, golf et tennis sont bien sur à votre disposition.

*De 275 à 420 francs par personne et par jour, en chambre double selon chambre et hôtel choisis, sans périodes de haute saison.

LES HOTELS LUCIEN BARRIÈRE
CANNES-DEAUVILLE-LA BAULE

DÉCOUVREZ LES FUGUES LUCIEN BARRIÈRE

Pour que vous puissiez découvrir l'excellence de son hôtellerie, Lucien Barrière vous propose un prix exceptionnel de 275 à 420 francs par jour et par personne, pour déjeuner, et pratique du sport de votre choix inclus (hors nuit minimum). Vous recevrez une documentation sur cette offre et sur les hôtels qui vous intéressent en écrivant à : Les Hôtels Lucien Barrière, 9 avenue de l'Opéra, 75001 Paris. Tél. (0) 42963959. Réservation directe auprès de l'hôtel choisi.

Nom : _____
Adresse : _____
Hôtels envisagés : _____

Handwritten text in Arabic script at the bottom of the page.

كلنا من العالم

GRACE A UN ROBOT LA FRANCE A DEJA CONQUIS 90 PAYS.

Le Robot ménager, c'est le symbole de Moulinex.
En 20 années de succès ininterrompu, il a conquis le monde entier.

- | | |
|--|---|
| Royaume-Uni, Allemagne, Italie, Espagne, Pays-Bas, Danemark, Irlande, Belgique, Grèce, Portugal, Autriche, Suisse, Suède, Norvège, Finlande, Malte, Gibraltar, Madère, Chypre, Turquie, Pologne, RDA, Hongrie, URSS. | Maroc, Tunisie, Sénégal, Niger, Côte-d'Ivoire, Bénin, Togo, Burkina-Faso, Cameroun, Nigéria, Gabon, Congo, Zaïre, République Centrafricaine, Rwanda, Kenya, Malawi, Afrique du Sud, Ile Maurice, Madagascar, Réunion. |
| Emirats Arabes Unis, Jordanie, Liban, Arabie Saoudite, Koweït, Bahreïn, Qatar, Oman, Syrie, Irak, Yémen. | Etats-Unis, Canada, Mexique, Guatemala, Salvador, Costa Rica, Panama, Antilles Françaises et Néerlandaises, Guyane, Venezuela, Colombie, Equateur, Pérou, Bolivie, Chili, Paraguay, Uruguay, Argentine. |
| Israël, Egypte, Afghanistan, Iran, Pakistan, Union Indienne, Sri-Lanka, Népal, Bangladesh, Thaïlande, Indonésie, Malaisie, Taiwan, Singapour, Hong Kong. | Nouvelle-Calédonie, Fidji, Polynésie Française. |

Moulinex

QUI DIT MIEUX!

كانا من الأملك

Politique

Les travaux du club socialiste Démocratie 2 000

Les déçus de la décentralisation

Les socialistes doivent-ils regretter la décentralisation ? Après l'avoir qualifiée de « grande œuvre du septennat », poser une telle question est pour le moins iconoclaste. Elle fut pourtant au centre des travaux du club Démocratie 2 000 le samedi 7 et le dimanche 8 mars à Montpellier.

MONTPELLIER
de notre envoyé spécial

Bousculer ainsi les idées reçues ne fait pas peur aux animateurs socialistes de ce club. Né dans la mouvance des « transcourants », il se veut, maintenant que ceux-ci ne jouent plus de jeu particulier dans le PS, un laboratoire et un lieu de rencontres, au-delà même des frontières du parti, sans attache avec une tendance ou un homme. Il fut l'un et l'autre ce week-end sur un sujet presque tabou dans les discours officiels du PS. Car la plupart des intervenants n'ont pas caché leur déception devant cette décentralisation qui reste une des rares grandes

réformes de la gauche encore en place. Des déceptions contradictoires, bien entendu, entre ceux qui regrettent le passé et ceux qui déplorent que le mouvement ne soit pas allé assez loin. M. André Labarrère se distingue particulièrement dans le rôle du déçu. « La droite s'étant emparée de la décentralisation pour la dévoyer, je deviens jacobin », a reconnu le maire de Pau avant d'affirmer que les maires n'avaient obtenu aucun pouvoir supplémentaire, qu'ils étaient légitimement « agacés » par le contrôle des chambres régionales des comptes et que la gauche au pouvoir n'avait cessé de faire des cadeaux à la droite, « le plus beau étant la décentralisation ». Il lui limitant le cumul des mandats en étant un autre. Une telle diatribe ne pouvait qu'amener une réplique. Elle émana notamment de M. Jean-Pierre Worms, député de Seine-et-Loire, un des théoriciens socialistes de la décentralisation. « Ne faisons pas porter à la décentralisation la responsabilité de nos échecs politi-

ques ». Peut-être, mais le grand rêve décentralisateur, sans virer au canchener de M. Labarrère, a provoqué des réveils délicats. Si tous les participants ne partagent pas cette opinion d'un adjoint au maire de Montpellier déclarant « l'Etat prend en charge l'intérêt général mieux que ne le peuvent les collectivités locales », tous ont dû convenir que le classique mouvement de balancier amenait à redonner au pouvoir central une partie des prérogatives que les plus ambitieux des décentralisateurs avaient voulu lui retirer, parmi eux M. Alain Richard, député du Val-d'Oise, qui fut un des plus efficaces soutiens de Gaston Defferre au Palais-Bourbon. Lui est politiquement opposé, et que de plus le conseil général, dirigé lui par des socialistes, ne le soutient guère plus, car, explique-t-il, l'institution départementale, fortement dominée par les élus ruraux, ne peut pas comprendre les problèmes urbains. Racontant avec sa verve coutumière que la décentralisation a mis en place « une jungle institutionnelle » où il faut se frayer un chemin « non avec le droit mais avec des machettes », il constate, ironique, que la France a recréé les « féodalités du Moyen Age » et qu'un maire de grande ville préfère discuter directement avec les bureaux parisiens ou européens qu'avec les autres responsables locaux. Il existe pourtant des décentralisés heureux. M. Rodolphe Pesce, député de la Drôme, maire de Valence et président du conseil général, fut leur porte-parole : « Ne tombons pas dans la maladie française de l'acte de contribution », demanda-t-il à ses amis. Cela étant il convint que la nouvelle situation nécessite « un partenariat » entre les institutions et qu'elle « obscurcit les responsabilités aux yeux des citoyens ». D'ailleurs, du reste des interventions il apparaît clairement que de nombreux dossiers restent à solutionner : la place réservée aux associations pour une réelle démocratie locale, la dérive vers une « présidentialisation » de tous les niveaux de pouvoirs et donc le statut des élus de base, la différence de possibilités des communes dans l'action sociale selon leur richesse, la liberté d'action des régions pour l'animation économique dans le cadre du grand marché européen prévu pour 1992, et l'éternel serpent de mer de la réforme des finances locales. La « pause » décentralisatrice décrétée par M. Jacques Chirac, sera aussi bien utile aux socialistes pour mettre au point leur doctrine !

Présidentialisation à tous les niveaux

La déception de M. Georges Frêche, le maire de Montpellier, n'est pas, elle, nostalgique. Mais cet homme qui veut faire de sa ville une puissante métropole régionale doit bien constater qu'il ne reçoit pour cela aucune aide — bien au contraire — du conseil régional, qui, il est vrai,

Avant le conseil national du PCF

Le catalogue de M. Lajoinie

Décidée par le bureau politique en avril 1986 — les contestataires réclamaient alors un congrès extraordinaire, une réunion du conseil national (1) du PCF doit se tenir, à huis clos, les 14 et 15 mars prochains. Une commission dirigée depuis mai 1986 par M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, a rédigé un document préparatoire de trente-neuf pages fixant les « thèmes de réflexion pour la discussion ». « Le conseil national a pour objectif de mieux éclairer l'affrontement de classe actuel, et d'approfondir les réponses révolutionnaires, afin de mieux rassembler dans l'action pour les faire prévaloir contre la politique du capital », indique dans son introduction, le rapport Lajoinie, qui propose aux communistes quatre axes de réflexion.

« mieux poursuivre la politique d'austérité », le rapport Lajoinie réaffirme « la justesse de la proposition majeure du vingt-cinquième congrès [février 1985] de bâtir un nouveau rassemblement populaire majoritaire », qui, permet, selon le texte, « le socialisme à la française (...) pour sortir de la crise ». Toutefois, la primauté de ce « mouvement populaire » sur la « conception ancienne » (type programme commun signé au sommet) ne rejette pas la « conquête démocratique du pouvoir politique », en ce faisant le prolongement. A cet égard, le PCF s'affirme comme « un parti de gouvernement, favorable à une coopération avec d'autres formations politiques dès lors que

celle-ci vise à des objectifs anti-crise ». Cependant, le document souligne que « l'objectif de tous les autres partis politiques, c'est le maintien de la domination du capital » face aux communistes, « ces révolutionnaires modernes ». (1) Le conseil national, qui se réunit pour la quatrième fois depuis que cette structure a fait son apparition dans les statuts du PCF au vingt-troisième congrès (1979), regroupe les membres du comité central, ceux de la commission centrale de contrôle financier, le premier secrétaire de chaque fédération départementale, les députés, les sénateurs, les élus à l'assemblée européenne, les secrétaires des sections des grandes entreprises. Des membres du parti peuvent être invités en fonction de l'ordre du jour.

Le premier chapitre est intitulé « Contre l'enfoncement dans la crise : une nouvelle efficacité économique et sociale ». Dénonçant la « politique d'austérité » pratiquée par les « gouvernements successifs », le document suggère de « donner la priorité au pouvoir d'achat et de s'attaquer aux gâchis du capital ». A cet effet, il met en évidence les « nouveaux critères de gestion pour une nouvelle croissance » afin de « faire éclore des voies nouvelles pour la promotion des atouts de la France ».

Le deuxième thème, « Face au remodelage de la société par le capital : des solidarités inédites », s'attache à établir « une conception neuve des solidarités fondées sur le progrès, la justice, la liberté, la responsabilité, la coopération ». Le texte appelle à se rassembler autour d'« objectifs de lutte anti-crise et de transformations sociales ». Il s'élève contre la thèse selon laquelle « lutter serait une expression de corporatisme déguisé ou de conservatisme », pour affirmer qu'en réalité « des bases nouvelles de rassemblement apparaissent » dans la classe ouvrière, qui enregistre « une transformation continue ».

Le troisième axe, titré « Contre le surarmement et le sous-développement : un nouvel ordre économique, la paix, la coopération », est consacré à la situation internationale. Le texte appelle à de nouvelles coopérations « entre la France et les pays socialistes » ainsi qu'avec le tiers-monde. Il dénonce l'« hégémonie » des Etats-Unis, de la RFA et de la France elle-même en matière d'échanges économiques.

Sur la question « de la paix et du désarmement », le rapport s'oppose à l'idée selon laquelle « la France ne serait pas directement concernée, du seul fait qu'elle dispose d'une force de dissuasion », qui ne mériterait d'ailleurs plus guère cette dénomination ». Refusant le « désarmement unilatéral de la France » et prônant « une politique de défense au seul service de l'indépendance de notre pays », le document engage les communistes à faire pression sur le pouvoir « dans la perspective d'un monde sans armes et sans guerres ».

Le dernier chapitre, « Unir et rassembler pour transformer », remarque, sur le plan intérieur, que « la partie n'est pas gagnée pour les forces du capital et de la droite ». Face au « nouveau dispositif des forces politiques (...) tendant à assurer une coopération durable du Parti socialiste avec tout ou partie de la droite » ayant pour objectif de

OISE
OXFORD INTENSIVE SCHOOL OF ENGLISH
agréé par le British Council
21 rue Théophraste Bonnet
75005 PARIS 12E, (1) 40 33 13 62
Ann. Int 1987 - Lic. A 7199

L'ANGLAIS EN ANGLETERRE

Stages linguistiques :
• matin : 15 h de cours par semaine par groupes de 8 élèves maximum.
• après-midi : tennis, équitation, golf, natation, voile, planche à voile.

L'ÉGALITÉ DES INTELLIGENCES

François Jacotot, champion du sans maître. Redécouvert par Rancière, ce révolutionnaire de 1789 inventa une méthode d'auto-enseignement. Du succès de l'aventure, il déduisit que l'on pouvait émanciper l'homme de la plus subtile tyrannie : celle de l'inegalité supposée des intelligences.

Jean Hebrard - Libération

Jacques Rancière
Le maître ignorant
Cinq leçons sur l'émancipation intellectuelle

FAYARD

79 F
236 p.

THERRY BRÉHER.

"NOUS SOMMES FONCTIONNAIRES"...



... ET NOUS SOMMES A LA PRÉFON !

- La Caisse Nationale de PRÉvoyance de la FONction Publique est un organisme à but non lucratif créé pour les agents de la Fonction publique.
- Elle gère des régimes de Retraite et de Prévoyance garantis par les quatre plus grandes sociétés d'assurances : La Caisse Nationale de Prévoyance, l'U.A.P., le G.A.N. et les A.G.F.
- La sécurité et la rentabilité sont les caractéristiques essentielles de ces régimes particuliers. Les cotisations de retraite bénéficient d'une déduction fiscale intégrale.
- Pour votre retraite. Pour votre épargne. Pour la sécurité de votre famille.

Adressez-vous directement à la PRÉFON, votre interlocuteur particulier pour la retraite et la prévoyance.

PRÉFON
95, rue de Courcelles - 75017 Paris
16-(1) 42.27.51.84

Nombreux avantages fiscaux

PRÉFON : LA PRÉVOYANCE QUI FONCTIONNE.

Culture

CINÉMA

«La Couleur de l'argent», de Martin Scorsese

Bille en tête

Le dernier film de Martin Scorsese reprend le personnage de Paul Newman dans l'Arnaqueur (1961). Tapis verts et traquenards, un escroc sur le déclin se prend au piège de son testament. Tonique et moral.

Verte est la couleur de l'argent. Pas le vert acide, trop clair, du dollar, mais celui plus soutenu des tapis de billard, où, du reste, se ramassent les billets à la pelle pour qui sait manier sa queue en artiste. Paul Newman, qui a largement contribué à la mise au monde du projet de Scorsese (voir le Monde du 5 mars), en sait quelque chose, lui qui fut le héros de l'Arnaqueur, de Robert Rossen en 1961, où il était un joueur célèbre et dévoyé qui se remplissait les poches en bernant les parieurs et remportait son duel contre l'escroc, l'agile champion des Etats-Unis, Minnesota Fats. La Couleur de l'argent est donc, sinon une suite appliquée, comme un épisode de plus au feuilleton, de moins une reprise du personnage de Newman sous un autre angle.

Vingt-cinq ans ont passé. Eddie «Fast» Nelson, dit «le Fortiche», n'est plus qu'une légende. Des hommes en manteau sombre l'ont prié de ne plus exercer ses talents, sans quoi on lui briserait quelques membres importants. Il s'est reconverti dans le commerce du whisky, possède une voiture blanche, impeccable, une maîtresse mâle mais pas trop jalouse. Lui-même vieillit bien, se bonifie comme un alcool en fût. Tout baigne dans une paisible routine, jusqu'au jour où il fait la connaissance de Vincent, un gamin de vingt ans (Tom Cruise), beau gosse, tout en muscles, l'œil noir et la banane arrogante. Un taurillon brutal et borné, pétant de charisme, qui ne perd pas de l'œil sa petite amie Carmen (Mary Elizabeth Mastrantonio), une beauté vulgaire et pulpeuse de banlieue, le corps dodu d'une bonne affaire, la cervelle

d'une garce finie. Vincent est le premier depuis longtemps à surprendre Eddie, à pousser la bille avec autant de vigueur et d'adresse. Une graine de vainqueur, à coup sûr, s'il se laisse correctement guider. Eddie lui propose d'être son professeur, de partir en tournée. Il y a des dizaines de gogos à plumer, des fortunes à se partager.

Vincent doit apprendre à se frayer, à perdre délibérément pour frapper le poison et n'asséner qu'en suite son gourdin. Il ne faut pas être trop brillant d'emblée, cela effarouche la clientèle, mais retenez les figures de base de l'entourloupe. Le tempérament de Vincent s'y plie à regret, mais quand même. Lorsque, après une dispute, le professeur prend

congé de son élève, et qu'ils se retrouvent face à face en compétition dans la salle aux trente billards d'Atlantic City, Vincent montre qu'il est bien devant l'arnaqueur que l'on attendait.

Tom Cruise est remarquable en petit mec éblouissant, dansant autour du tapis vert, se déhanchant plus qu'un Travolta, faisant tourner son instrument comme un manchou avant d'écarter toutes ses billes sans hésitation, désinvolte.

Newman est encore plus surprenant dans la splendeur de la solennité. On connaît les yeux bleus, les cheveux argentés, on n'imaginait pas ce mélange étonnant de prestance, de délicatesse glacée, de fragilité soudaine, ces moments d'accablement, de doute, ce dos voûté.

Il a des passages à vide, comme le film, du reste, qui ne tient pas toujours le tempo des parties à 100 dollars le point, sur fond de rock'n'roll. Il y a des ralentis, des «freinages», pour mieux nous piéger à la séquence suivante. On ne poursuivra pas trop la chronologie de ces deux heures délectables où Scorsese témoigne d'une virtuosité égale à celle de Vincent et Eddie: on ne pourrait évaluer de citer à l'excès les «queues» et les «billes» au-delà de toute décence. Il y a bien pourtant quelque chose de cet ordre entre le tuteur et son disciple, le père et le fils, un Edipe gros comme un bombardier traversant l'air enfumé d'une salle de jeux que le motif freudien ne pourrait ignorer de bonne foi.



Paul Newman et Tom Cruise

MICHEL BRAUDEAU.

Reprise de «la Garce», de King Vidor

Les zones de l'inavouable

Bette Davis, la plus dangereuse des garces hollywoodiennes. King Vidor, le manipulateur de mélos. Un classique.

Elle habite un bourg sinistre agglutiné autour d'une scierie qui sent mauvais, et dont la flamme perpétuelle brûle les yeux. Elle a une maison, qui n'a pas fini d'être payée, un mari médecin de campagne sans ambition. De l'ambition, elle en a.

La Garce (Beyond the Forest), de King Vidor, date de 1945, époque de révolte contre le mariage, de misogynie agressive et fascinée. Le puritanisme du dix-neuvième siècle n'est pas loin. La femme c'est le sexe, et le sexe c'est le mal, donc la femme c'est le mal. L'héroïne, c'est Bette Davis, la plus dangereuse des garces hollywoodiennes de l'époque, plus mauvaise que Barbara Stan-

wick, plus vénéreuse que Joan Crawford. En exergue du générique, il est écrit que son personnage est diabolique. Pourtant, Rosa Molino est une victime. Victime de ses rêves naïfs, en décalage avec une réalité qu'elle ne connaît pas. Victime de l'étouffement des petites villes sans histoire aux fins fonds de l'Amérique profonde. Une Bovary qui aurait gardé en elle l'énergie indestructible des pionnières dans leurs chariots, avec un fusil et un enfant en berceuse. Mais l'actrice, Bette Davis, elle, c'est autre chose. Le diable? C'est peut-être.

Elle marche très droite sur ses hauts talons, dans les rues calamiteuses de sa ville prison. Elégance provinciale de la taille serrée sur une jupe en corolle. Elle est massive, trapue, et le décolleté arondi du corsage dégage un cou puissant d'oiseau en vol. Ses cheveux trop noirs qui tombent mollement sur ses épaules ne la rejoignent pas. Sa

poitrine est généreuse et son cœur stérile. Mais il y a ses yeux immenses, dévorants, capables d'avalir le monde, qui semblent se rien regarder, et cherchent une proie. Quelque chose, quelque chose qui la sorte de là, à qui elle pourrait tendre ses lèvres pour un sourire. Ses lèvres excessivement pulpeuses qu'elle barbouille de rouge violent — de noir dans le film en noir et blanc. Qu'elle débarbouille avec violence dans ses moments de découragement. Ses lèvres dédaigneuses, exaspérées, ne savent pas sourire. Elles commencent seulement le rictus d'un rire sans joie, d'une fureur sans frein.

L'histoire importe peu, elle est triste. Sa morale est douteuse, les péripéties sont prévisibles et les personnages des stéréotypes de mélos: le mari grande âme (Joseph Cotten), l'ami parvenu (David Brian), le vieil ivrogne lucide (Morgan Wallace), la fille inopinéable (Ruth Roman). Mais King Vidor utilise le mélodrame pour

faire voyager dans les zones de l'inavouable. Il est plus proche de Tennessee Williams que de Dumas. En deux actes, et trois intérieurs, il construit le cauchemar de Rosa Molino — la somnolence d'une nature où elle n'est pas à l'aise, la terreur fantasmagorique de la grand-vie nocturne, la médiocrité de son décor. Où qu'elle tourne les yeux, c'est elle. Et elle se prend à admirer la maison nouvelle, fière de son amant, à envier le manteau de fourrure tellement même de la jeune fille irréprochable. Et elle en vient à tuer un homme, l'enfant qu'elle porte et elle-même pour rejoindre le mirage au sourire mais dont elle a fait le prius en prenant qui va la couvrir de diamants.

Bette Davis, Scarlett de banlieue joue énorme et rend crédible l'outrance de son personnage, forte à faire peur, à faire pleurer d'émotion trop intense, prêtatrice qu'un regard mouillé avec un bouton sous le nez de soulagement, parce que son exigence désordonnée fait peur.

COLETTE GODARD.

MUSIQUE

Le retour de Léon Fleisher

Britten et Ravel par la main gauche

Le pianiste Léon Fleisher, dans deux œuvres capitales pour la seule main gauche, les Diversions de Britten et le Concerto de Ravel, a trouvé en Daniel Barenboim et l'Orchestre de Paris des partenaires éclatants.

Léon Fleisher est revenu à Paris après une très longue absence. Ce pianiste américain de cinquante-huit ans, fils d'un père russe et d'une mère polonaise, passa comme un météore en Europe après avoir remporté le concours Reine-Élisabeth de Belgique en 1952, et l'on n'en attendit plus qu'à venir en France, sinon par quelques beaux enregistrements, de Brahms notamment.

On ignorait qu'il avait vécu un terrible drame, deux doigts de sa main droite s'étant peu à peu paralysés. Sans perdre courage, il se consacra à l'enseignement et à la direction d'orchestre (il est aujourd'hui professeur au Curtis Institute de Philadelphie et directeur musical de Tanglewood), tout en se consacrant à l'interprétation uniquement pour la main gauche. Un répertoire de quelque cinq cents pièces où, malheureusement, les chefs-d'œuvre n'abondent pas.

Cependant un pianiste autrichien, médiocre mais fort riche, qui avait perdu un bras sur le front russe pendant la Grande Guerre, Paul Wittgenstein, avait commandé des concertos pour la main gauche seule à Richard Strauss, Hindemith, Pro-

koffier, Franz Schmidt, Britten et surtout Ravel. Pour ses concerts avec l'Orchestre de Paris, Léon Fleisher avait choisi les deux derniers. Dans les Diversions op. 21 de Benjamin Britten, on a retrouvé la magnifique virtuosité au jeu tranchant et profond, aux lignes nettes, très modérées, qui dialogue royalement, d'égal à égal, avec l'orchestre.

L'œuvre date de 1939. Elle part d'un thème monumental, où l'on croit percevoir «le pas des légions en marche», au milieu d'une fanfare assez cinquantaine. On ne le reconnaît guère ensuite heureusement à travers onze variations décoratives, où le compositeur «a pas cherché à donner l'impression d'une écriture à deux mains», mais seulement à exploiter les possibilités techniques offertes par une seule main. La virtuosité est brillante, mais assez extérieure, et l'ensemble présente un air de quelque chose qui se fait pas une grande œuvre.

Ravel est l'unique musicien qui ait composé un chef-d'œuvre pour cette entreprise paradoxale, superbe concerto romantique d'une seule main, plein d'une brasse ardente, parfois débordant de lève en fusion. Mais l'interprétation de Fleisher nous a paru trop viser au grandiose, détailler à l'excès, et parfois désarticuler le discours, insistant sur de beaux détails, sans saisir toujours l'impérieux lyrisme que magnifiaient naguère un Cortot ou un Samson François. Daniel Barenboim et l'Orchestre de Paris lui donnèrent une réplique sciatiste et quelque peu solennelle.

JACQUES LONCHAMPT.

Cinq opéras au Festival d'Aix-en-Provence

M. Louis Elko, directeur du Festival d'Aix-en-Provence, a dévoilé lundi à la presse le programme des manifestations qui se dérouleront du 8 au 31 juillet prochain. Grâce à la rénovation du théâtre de l'Archevêché, quatre opéras pourront être présentés en alternance: le Chevalier à la rose (direction Semjon Bychkov, mise en scène Tobias Richter), l'Enlèvement au sérail (Armin Jordan, Georges Lavandant), Psyché, de Lully (Jean-Claude Malgoire, Jean-Claude Funckhant) et Falstaff dans la production de la Komische de Bruxelles (Sylvain Cambreling, Louis Pascal). Un cinquième opéra Iphigénie en Aulide, de Gluck sera donné en concert sous la direction de John Eliot Gardiner.

Les neuf concerts feront entendre des œuvres de grande envergure, telles que la Fête d'Alexandre, de

Haendel, les Dernières Paroles du Christ, de Buxtehude, les Requiem de Mozart et de Duruflé, les Vêpres de Monteverdi, et au programme Purcell, auxquels s'ajoutent dix-huit récitals de solistes dans le cloître de Saint-Sauveur.

Une formule pratique de «forfait trois jours», correspondant à la fréquentation la plus courante, permet de louer à la fois chambres d'hôtel et places de spectacle. Fortement soutenu par la municipalité d'Aix-en-Provence, les pouvoirs publics et de nombreux mécènes, le Festival a repris sa place parmi les grandes manifestations internationales de l'été.

J. L.

* Festival d'Aix-en-Provence, palais de l'Archevêché, 13100 Aix-en-Provence.

VARIÉTÉS

Status Quo en tournée

Prévue en novembre 1986, la tournée française de Status Quo avait été annulée: pas suffisamment de locations. Le groupe, semble-t-il, n'aurait plus personne. Entre-temps, un album sort, le clip de la chanson vedette (In the Army Now) passe en rotation lourde sur TV 6 et, trois mois plus tard, Status Quo est au sommet du Top 50.

Voilà qui donne à réfléchir sur la situation d'un marché discographique désormais pieds et poings liés au pouvoir quasi exclusif de ce Top 50. Car il ne s'agit pas là d'un groupe débutant mais au contraire de l'un des plus vieux de l'histoire du rock, né en Angleterre en 1962. C'est dire que les vingt-cinq ans d'existence de ces fossiles du rock ne placent plus rien aujourd'hui face au maréchal d'un clip hypermédiatisé. Du coup, le jeune public, fraîchement attiré par les rythmes et les sons aux synthétiseurs de la chanson, risque fort d'être surpris par le décalage aberrant que lui réservent ces vieux routards du blues et du boogie. Francis Rossi et Rick Parfitt, entourés à présent d'une nouvelle section rythmique, avaient même annoncé leurs adieux en effectuant il y a deux ans une tournée intitulée The End of the Road. L'ironie est à son comble quand on sait que, après avoir rempli les plus grandes salles et vendu les disques par millions, Status Quo doit son nouveau succès à la reprise d'une chanson par un obscur groupe hollandais. There's no business like show-business!

ALAIN WASS.

* Le 11 à Paris (Zénith); le 13 à Nancy; le 14 à Nice; le 15 à Montpellier; le 16 à Toulouse; le 18 à Lyon; le 19 à Lille. Disques chez Polygram.

Cyndi Lauper au Zénith

Sorti en 1983, She's So Unusual, le premier album de Cyndi Lauper, est devenu le plus de huit millions d'exemplaires dans le monde. Il est resté deux ans dans les classements américains et les quatre chansons qui en ont été extraites sur le format 45 tours ont gagné le Top 10, ce qui constitue un record historique pour une première œuvre (de 33 tours du groupe Blue Angel, dont elle était la chanteuse, étant passé inopercu).

Cyndi Lauper a installé, clip après clip, un personnage ludique, très peu cachottier de son corps et sans peur du ridicule: crinoline orange, robes jaunes, vertes et rouges, maquillage en Technicolor, mise rivalisant d'extravagance. Elle produit ses disques, co-écrit ses chansons, dirige ses musiciens, imagine ses clips, dessine ses costumes et trouve même le temps d'être manager de la championne du monde de catch, Wendy Richter. True Colors, son second album, révèle, au-delà du personnage, une véritable artiste, des mélodies sophistiquées, des orchestrations lumineuses, de belles chansons qui ont panache et dignité.

Mais à Milan, en plein carnaval, elle donnait un concert le samedi 7 mars. Le Palaisrodou, un palais des sports de dix mille personnes, était à moitié vide. Autant dire tout de suite que sur scène Cyndi Lauper ne casse pas trois pattes à un canard — dont elle a par ailleurs de fortes intentions dans la voix: enuff et Betty Boop. La timbre haut perché et strident, surmonté quand elle parle entre les morceaux (Dieu qu'elle est bavarde!), on ne retrouve plus grand-chose du charme et de la sensibilité des enregistrements. Ses musiciens ne font pas dans la dentelle, desservant les morceaux à coups de martinet-pistolet proches du hard-rock. La disco cathodique ne gagne rien à sortir de ses clips.

A. W.

* Jeudi 12 mars à 20 heures, au Zénith. Disques chez CBS.

DEMAIN

DIANE KEATON JESSICA LANGE SISSY SPACEK

CRIMES DU CŒUR
et SAM SHEPARD
dans le rôle de "Doc"

THÉÂTRE

«Les Rescapés» de Stig Dagerman

Un conte philosophique

Stig Dagerman s'est suicidé, à trente et un ans, en laissant derrière lui bon nombre de nouvelles, pièces de théâtre ou romans, dont une douzaine ont été traduits en français. Ainsi le Condamné à mort, paru aux éditions Actes Sud, conte philosophique grinçant et désespéré, que Véronique Widock — Juliette dans le Roméo et Juliette de Daniel Mesglin — met en scène sous le titre les Rescapés.

Le pari est subtil, difficile. Il consiste par une adaptation (André Berg) devenue obscure. Un défaut que Véronique Widock n'a pas réussi à rectifier. Pourtant, elle fait preuve de suite dans les idées: elle choisit le parti pris de la rigueur, et s'y tient. Rien ne bouge, rien ne change dans ce lieu implacable aux lourdes portes, aux volets clos, condamnés (un décor de Gérard Philipe). C'est la salle d'attente d'une prison, d'un homme ne ressortant — sans l'exception — que sous la forme d'un petit paquet de vêtements et de menus souvenirs. Survient Pierre. Il est doux, esthète, ne veut pas dérangé. Il

vient juste chercher la réponse à une question: qu'est-ce que vivre? Surtout le soleil sur sa peau? Echapper à la mort? Voilà d'ailleurs la parole rare: un condamné à mort non seulement innocent, mais innocent, son bourreau ayant succombé à l'extrême d'une crise cardiaque. Le malheureux est assailli de questions par les gentils membres d'un club de rescapés, humains, égarés, survivants désorientés par les débris de la déroute.

Leur héros les déçoit: il n'a rien remporté, sinon la douceur d'un ruban de velours noir sur ses paupières, la beauté d'une petite acrobate syrienne, que dansant sous la voûte écailée de son crâne. Il y a mille autres beautés, mille autres questions, graves et grotesques, dans les Rescapés. Mais ni la mise en scène ni les comédiens ne parviennent à nous guider dans ce labyrinthe.

ODILE QUIROT.

* Théâtre Gérard-Philipe, Saint-Denis, 20 à 30, jusqu'au 12 avril.

Handwritten text at the bottom of the page: "Handwritten text in Arabic script, possibly a signature or note." (Note: The text is illegible due to blurring and handwriting style.)

كلنا من الامل

Culture

« Habiter 87 » à La Villette
L'anticonfort

Rendez-vous des chineurs du contemporain, Habiter 87, le « Salon grand public de la création dans la maison », investit pour la seconde fois la grande halle de La Villette.

Dans cette nef de verre harnachée de passerelles, deux clientèles se côtoient : les brancardés et les autres. Les premiers ascendent avec un oeil de connaisseurs blasés les meubles à mince en frêne noir, les fauteuils Costes, les sièges Beaubourg commercialisés chez Teda ; reculent pour admirer les caissons perchés sur des allumettes métalliques, les commodes-triangles et les horloges cubes. Les autres prennent des mesures, confondent les cafetières avec les théières, se bousculent à l'intérieur de la maison du futur, imaginée par Patrick Renaud et Daniel Rosenzweig, sous le patronage de VIA (Valorisation de l'innovation dans l'aménagement).

Dernière une façade hausmannienne peinte en trompe l'œil, on découvre un appartement découpé en cage à poule à haute valeur technologique. Tout y est : vidéo-projecteur dans le living, évier à ultrasons dans la cuisine, ordinateurs et télé-cabine autonome chez les fils, photocopies et jeux interactifs chez la fille, caméra pour surveiller bébé, coincée dans un bec à tortue.

On quitte ce foyer expérimental courbaud, comme après un long voyage. Tout ou presque illustre l'anticonfort des années 90. Du fauteuil-trône Barzel pour privé

galactique, signé Franck Lloyd Wright, aux chaises néo-décoratives à dossier échelle de Charles Mackintosh, le mobilier se donne un spectacle. Destinés à être vus plus qu'à être utilisés, les sièges de la post-avant-garde starckienne vous scient gentiment le dos. Meublés à messages, ils accessorisent des intérieurs en noir et blanc, où l'on ne passe que pour se changer, avant un vernissage à la Bastille, on épater la galerie. Tout le monde fait du design : même Gérard Cabos, sculpteur sur fer, se lance dans des lampadaires halogènes.

Il faut aller du côté des stands Roset ou Roche et Bobois pour retrouver un peu de moelleux et de rondeur. Là, on se laisse volontiers glisser dans un fauteuil pivotant en hêtre teinté noir, garni de cuir pleine fleur. Ailleurs, la créativité-gag se débonde : bureau à pied en tache d'encre, table basse en roue de gruyère de Pascal Faratier, pendaison-cabine de plage 1900 de Pierre Sala, et commode Lennie Long Nez à poignées en forme de chapeau de l'ère Carabosse, signée Thierry Wagner.

A propos, rendez-vous au stand du numéro deux de la VPC : la vendeuse affable vous tend un tabouret Starck : « Vous l'enjambez comme une bicyclette et vous essayez de trouver votre position, parce que ça, c'est personnel ».

LAURENCE BENAÏM.

* Habiter 87, porte de Pantin, jusqu'au 15 mars. Ouvert tous les jours, de 11 heures à 20 heures ; soirées mardi et jeudi jusqu'à 22 heures. Défilé de meubles le jeudi à 19 heures, samedi et dimanche à 17 heures. Prix d'entrée : 40 F par personne. Gratuit pour les enfants de moins de 6 ans.

DANSE

Maurice Béjart lance le concours chorégraphique de Lausanne

Chorégraphes nouveaux, à Lausanne, compétition internationale bi-annuelle organisée par M. Philippe Braunschweig, déjà responsable du Prix de Lausanne d'interprétation, bénéficie de l'appui du canton, de la ville, et dispose d'un budget de 1,2 million de francs suisses, alloué aux deux tiers par la Fondation Philip Morris.

Maurice Béjart, qui en a imaginé les grandes lignes, la voit comme une rencontre entre les jeunes créateurs et les grandes compagnies. Cinq ou six candidats sélectionnés sur dossier (projets, vidéos) auront à leur disposition pendant un mois les danseurs du Ballet du XX^e siècle pour monter leurs ouvrages.

En finale, trois jurys différents (personnalités de la profession, gens de chez Béjart, journalistes) décerneront trois prix (ils peuvent être cumulés par la même personne). Les œuvres primées seront, pendant un an, à l'affiche de la compagnie, qui lui assurera ainsi une diffusion mondiale. Par la suite, des troupes d'audience internationale (Ballet de l'Opéra de Hambourg, Compagnie Alvin Ailey, Jeffrey Ballet, San Francisco Ballet, Compagnie Graham, éventuellement) et d'autres se mettront à la disposition des futurs lauréats. Le concours de Lausanne sera ouvert aux candidats de moins

de trente-cinq ans, toutes tendances confondues, ce qui suppose de leur part un talent chorégraphique et un minimum d'expérience.

Chorégraphes nouveaux ne cherchent pas à doubler le concours de Bagnolet, devenu lui aussi bi-annuel. Il devrait, au contraire, lui servir de relais dans le domaine de la diffusion. A condition, bien sûr, que les organisations et les jurys soient ouverts à l'expression contemporaine.

M. M.

BLUES
SAMEDI 14 MARS 20 H 30
SEVRAN
NUIT DU BLUES
CHARLELIE COUTURE
"Solo Boy"
MAGIC SLIM
ZANI DIABATE
43 85 66 00

CONCOURS INTERNATIONAL 11, 12, 13 MARS de 9 h à 19 h
CLAUDE KAHN
SALLE ADYAR - 4, square Rapp. Participation Electricité de France

PALAIS DES CONGRES
11 mars - 26 avril 1987

Ballet Meisseier

RTL

Loc. 42.66.20.75

ABDULLAH IBRAHIM-DOLLAR BRAND
FILM + CONCERT
piano solo
MER. 11 MARS 21^H

l'écran de Saint Denis 48.20.99.20

PIANO ****
BRENDL
Cycle SCHUBERT
24-27 avril - 17-19 mai
POLLINI
Cycle BEETHOVEN
7-22 mai - 1^{er} juin
PERAHIA
Récital : 25 mai
ASHKENAZY
Récital SCHUMANN : 16 juin
ARRAU
BEETHOVEN - LISZT 22 juin
PERAHIA
sir GEORG SOLT
Récital DEUX PIANOS - 29 juin
SALLE PLEYEL
LOC. 45 63 88 73

musique à 19h30
10 ET 11 MARS
QUATUOR DE CLEVELAND
mardi 10
BEETHOVEN, RAVEL
mercredi 11
SCHUBERT, TCHAIKOVSKI
PRIX UNIQUE 48 F
2 PL DU CHATELET
42 74 22 77

Direction Musicale
JACQUES MERCIER
Solistes (violin)
VICTOR TRETIAKOV

ORCHESTRE NATIONAL D'ILE-DE-FRANCE
LALO - TCHAIKOVSKI - ROUSSEL
SALLE PLEYEL VENDREDI 13 MARS 20H30

SALLE PLEYEL - VENDREDI 17 AVRIL, 20 H 30
Pour célébrer le trentième anniversaire du Traité de Rome,
ORCHESTRE DES JEUNES DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE
Soliste : **SIR YEHUDI MENUHIN**
Direction : **JAMES JUDD**
VERDI - BEETHOVEN - STRAVINSKI Loc. 45-63-88-73

Concerts Radio France
VENDREDI 13 MARS, 20 H 30. GRAND AUDITORIUM
NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE
DIR. PIERRE DOMINIQUE PONNELLE
ANDREA JACCI, TENOR - MARTIN EGEL, BARYTON
MOZART : MUSIQUE MAÇONNIQUE
SAMEDI 14 MARS, 20 H. SALLE PLEYEL
NICOLAI : LES JOYEUSES COMMERES DE WINDSOR
NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE
M. LAFFERIERE - N. GUSTAFSON - S. JO - S. VOGEL
C. BLADIN - K. RIDDERBUSCH - P. MARTINELLI
CHOEUR DE RADIO FRANCE
DIR. PINCHAS STERNBERG
LUNDI 16 MARS, 20 H 30.
EGLISE SAINT-GERMAIN L'AUXERROIS
ENSEMBLE HESPERION XX - DIR. JORDI SAVALL
INTERMEDIOS DE LOPE DE VEGA
MARDIS 17 ET 31 MARS, 18 H 30, 20 H, 22 H 30
GRAND AUDITORIUM. ENTREE LIBRE
LES MARDIS DE LA MUSIQUE DE CHAMBRE
VENDREDI 20 MARS, 20 H 30. GRAND AUDITORIUM
NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE
DIR. GIAN LUIGI GELMETTI - KUN WOO PAIK, PIANO
WEBERN - RACHMANINOV - STRAVINSKY
24 ET 25 MARS, 18 H 30 ET 20 H 30.
AUDITORIUM 105. ENTREE LIBRE
CYCLE ACOUSMATIQUE INA-GRM.
RENCONTRES ET CONCERTS
CALON - DORRVAL/GIROUDON - FORT - MION - BAYLE
LA BROCHURE "LA MUSIQUE A RADIO FRANCE"
VOUS SERA ADRESSEE GRATUITEMENT SUR DEMANDE AU 42.38.16.18
LOCATION 14 JOURS A L'AVANCE
RADIO FRANCE
TEL. 42 30 15 16
SALLE PLEYEL
TEL. 45 63 88 73
Radio France
LA MUSIQUE EST NOTRE ELEMENT

Le Monde • Mercredi 11 mars 1987 11
CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

E.O.P. AUDITORIUM DES HALLES
Porte St-Eustache
Mardi 10 mars à 20 h 30 (p.a. Valenciennes)
E.O.P. AUDITORIUM DES HALLES
Porte St-Eustache
Mardi 11 mars à 20 h 30 (p.a. Valenciennes)
E.O.P. AUDITORIUM DES HALLES
Porte St-Eustache
Mardi 12 mars à 20 h 30 (p.a. Valenciennes)
E.O.P. AUDITORIUM DES HALLES
Porte St-Eustache
Mardi 13 mars à 20 h 30 (p.a. Valenciennes)

E.O.P. CATALANOTTI
Dir. : TIBOR VARGA
PURCELL - HAYDN - TSIMÉ TCHAKOVSKI

TRIO RAVEL
HAYDN - BRAHMS
RAVEL

GROUPE VOCAL DE FRANCE
Direction : Wolfgang FROHME
DURUFLE/POULENC
MILHAUD/SCHUBERT

MOZART MUS. MAÇONNIQUE
NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DE RADIO-FRANCE
Dir. : PAOLO OLMI
Sol. : Andrea JAGGI tén. MARTIN EGEL baryton J.-C. PENNETIER piano

GUNDULA JANOWITZ
PETER WATERS piano
HAYDN, WOLF-FERRARI, HUGO WOLF

ORCHESTRE SYMPHONIQUE DE L'OPERA NATIONAL DE BRUXELLES
Dir. : Sylvain CAMBRELING
Sol. : Martin DUPUY, mezzo MOZART

Orchestre LES VIRTUOSES DE MOSCOU
Dir. et sol. : Vladimir SPIVAKOV
BACH, MOZART, CHOSTAKOVITCH, TCHAIKOVSKI

REQUIEM de VERDI
CHOEUR et ORCHESTRE de l'OPERA DE PARIS
Dir. : LOTMAR ZIEGERS
Sol. : DANIELA DESSI, DOLORA ZALIC, BRUNO BECCARIA, FRANCO ELLERO D'ARTEGNA
L'ACTION MUSICALE PHILIP MORRIS présente piano : JEAN-EFFLAN BAVOUZET
HAYDN - RAVEL, STOCKHAUSEN - SCHUMANN

GRAND ANTHEATRE SCOPORNE
47, rue des Écoles
Jeudi 12 mars à 20 h 45
Tel. 42-51-66-11
Billet : FNAC
Crous, Fretail (p.a. Valenciennes)

GLORFEO
A. ZAEFFEL
V. DETSCHY
M. POLJANSKI
Chœur et orch. Sorbonne
Dir. / J. GRIMBERT

CONCERTS PASDELOUP MUSIQUE AMERICAINE
GERSHWIN, BEETHOVEN
Dir. : Michel QUEVAL
Sol. : Daniel WAYENBERG

THEATRE NATIONAL DE L'OPERA
Vendredi 20 mars à 20 heures
Samedi 21 mars à 15 heures (p.a. Valenciennes)

THEATRE DE LA PORTE ST-MARTIN
Lundi 23 mars à 21 heures (p.a. Valenciennes)

EGLISE ST-EUSTACHE
RER metro les Halles
Mardi 24 mars à 20 h 45
Loc. Monop
à journaux de lundi au samedi de 8 h à 18 h 30
Tel. 46-62-85-42
à samedi Form. égale Dim. 10 h à 13 h 14 h 30 à 18 h (p.a. Valenciennes)

SALLE PLEYEL
Mardi 16 mars à 17 h 15 (p.a. Valenciennes)

PARISER QUARTETT
D. CULLER, violon
J. BERFELD, violon de chambre
G. SCHARAPAN, alto
J. CULLER, clavier
Telermann, Bach, Mozart

CONCERT LAMOUREUX
Dir. : Moïse ATZMON
Sol. : Françoise-Joë THOLLIER
MENDELSSOHN
BEETHOVEN
SCHUMANN
Récital

1^{er} GRAND CONCERT DE LA CRÉATION DE HAYDN
LUCIA SCAPPATTOCI
SCOTT WERR
ROGER SOYER
Société des chanteurs de Saint-Eustache
CHOEUR DES CONCERTS DE SAINT-EUSTACHE
Violon solo : Jean-Pierre BERLINGEN
Dir. R.P. Emile
MARTIN
L'AFSA présente :
TCHAIKOVSKI
EUGÈNE
ONEGUINE
Concert chanté par les ÉLÈVES DU CONSERVATOIRE TCHAIKOVSKI DE MOSCOU
ORCL. DES ÉLÈVES DU CONSERVATOIRE NATIONAL SUP. DE MOSCOU DE PARIS
Dir. : Leonid NIKOLAEV
Au profit de l'AFSAE

NOUVEAU THEATRE MOUFFETARD
Mardi 17 mars à 20 h 45 (p.a. Valenciennes)
TERESA BERGANZA
Giuseppe DI STEFANO
Partenaire attiré de MARIA CALLAS
Sylvia
VALAIRE
soprano ROBERTO NEGRI
piano BELLI, TOSTI
MOZART, VERDI
PUCCINI

THEATRE NATIONAL DE L'OPERA
O P É R A - COMIQUE
SALLE FAVART
Mardi 23 mars à 20 heures (p.a. Valenciennes)

SALLE PLEYEL
Mardi 31 mars (p.a. Valenciennes)
Mardi 31 mars (p.a. Valenciennes)
Mardi 31 mars (p.a. Valenciennes)
Loc. ouverte le 23 février

COMEDIE DES CH-ÉLYSÉES
Lundi 16 mars à 20 heures (p.a. Valenciennes)
GEORGES ENESCO
Un portrait
MAYRSE CASTETS
AMÉLIE
SYLVIE GAZEAU
ELISABETH BALMAG
Alex. BRUSSELOVSKY
D. ABRAMOVITZ
BACH, RAVEL,
DINU LIPATTI
ENESCO YSAÏE

CONCERT DU 60^e ANNIVERS. DE MSTISLAV ROSTROPOVITCH
ORCL. PHILHARMONIQUE DE MONTE-CARLO
Dir. : Michel PLASSON
Sol. : Sophie MUTTER
Marieke NORDMANN
SIR YEHUDI MENUHIN
Belvatore ACCARDO
Jean-Pierre RAMPAL
Paul et Maud TORTELIER
BACH, PAGANINI, MOZART, LALO

MERCREDI
EURODIS INTERNATIONAL
vulnérable et seule
la parfaite victime...

Farrah Fawcett

EXTREMITES

FARRAH FAWCETT
JAMES RUSSO
ROBERT M. YOUNG

Le Monde
PUBLICITÉ ARTS ET SPECTACLES
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4335

Communication

La CNCL sélectionne les candidats à la reprise de TF 1

Hachette devra écarter la BNP de son tour de table

La joute peut continuer. Les deux groupes concurrents, Bouygues et Hachette, sont aptes « techniquement et financièrement » à concourir pour le rachat de la moitié du capital de TF 1. Ainsi en a décidé la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL), lundi 9 mars, à l'issue d'une réunion plénière.

Les trois « gardiens du temple audiovisuel » ont toutefois demandé à Hachette de modifier son tour de table. Ils en ont écarté la BNP, qui devait prendre initialement 3,5 % du capital de TF 1. La CNCL a jugé que cet établissement bancaire, conseiller du gouvernement pour la privatisation de la Une, devrait être remplacé par « un ou plusieurs partenaires offrant des garanties financières équivalentes ». Ces décisions seront publiées au Journal officiel du mercredi 11 mars. La CNCL n'a pas donné de délai précis à Hachette pour compléter son tour de table. Elle avait à examiner les dossiers déposés par trois candidats le 23 février dernier. Ayant à juger de la capacité technique, mais surtout financière, des repreneurs potentiels à réunir les 3 milliards de francs fixés par le gouvernement pour reprendre 50 % de la Une, cette instance n'a pas en de mal à écartier d'office la candidature - jugée folklorique - d'une jeune société de publicité, Tête-à-tête.

En revanche, la CNCL a passé au cribles les documents que lui ont

présentés Bouygues et Hachette, encore complétés le 3 mars par les intéressés. La commission a en égardement à trancher à propos d'une polémique lancée par le groupe Bouygues. Dans une lettre remise à M. Pierre-François Racine, directeur général de la CNCL, ce groupe contestait la « conformité » de la candidature de Hachette arguant du fait que le tour de table de ce dernier n'était pas achevé le jour de la clôture de l'appel d'offres (le Monde daté 8-9 mars). La CNCL ne semble pas avoir suivi M. Bouygues dans son analyse, même si la mise à l'écart de la BNP traduit certaines réserves des « sages » sur le tour de table d'Hachette.

Chez Hachette, où l'on « n'avait jamais douté de la décision de la CNCL », on se dit « très satisfait ». Mais, « tout en respectant la souveraineté de cette instance », on se déclare « surpris » de la mise à l'écart de la BNP, « rien apparemment dans les textes ne laissant prévoir cette mesure ». On souligne encore que la BNP est un « très ancien partenaire de la maison », et que le refus de l'accepter en tant que tel est susceptible de « jeter une suspicion sur une grande banque ».

Trouver un ou plusieurs autres associés « ne pose pas de problème » affirme Hachette, où l'on « sourit de l'agressivité du concurrent ». Elle s'explique « probablement par le fait, dit-on chez M. Lagardère, que

le groupe Bouygues a surtout l'habitude de traiter des affaires touchant au bâtiment, où l'objectif est d'éliminer juridiquement son adversaire. « Chacun a sa propre culture d'entreprise », conclut-on chez Hachette.

AMITA RIND.

Polémique autour du prix de la chaîne

Le comité d'entreprise de TF 1 a assigné en référé la direction de la chaîne afin d'obtenir communication de l'audit financier et de l'évaluation bancaire qui ont permis de fixer le prix de cession de la Une. L'audience se tiendra le vendredi 13 mars au Palais de justice de Paris, indique le CE dans un communiqué publié le lundi 9 mars.

Le sens de cette action, précise cette instance, se fonde sur la loi qui prévoit que cette estimation « doit être transparente et publique ». Or, selon le CE, la direction de la chaîne « a refusé de lui transmettre les informations réclamées ».

La direction de TF 1 déclare, pour sa part, que le ministère de l'économie, des finances et de la privatisation, seul maître d'œuvre dans l'évaluation du prix de cession de la chaîne, « ne lui a pas donné connaissance des documents qui l'y rapportent. Elle n'est donc pas en mesure de les communiquer au CE ».

M. Longuet veut lancer la DGT dans l'audiovisuel et TDF dans les télécommunications

M. Gérard Longuet, ministre des P et T, profite de la Semaine française de la communication, qui se tient cette semaine au CNIT, pour peser à l'offensive sur le terrain audiovisuel. Première étape : la présentation à M. Jacques Chirac, venu le 10 mars inaugurer la manifestation, des performances du satellite Télécom 1. Répondant aux industriels qui ont pris la défense du satellite de télévision directe TDF 1, M. Longuet veut démontrer que son propre satellite est capable de diffuser des images aux normes MAC sur des antennes de 1 mètre de diamètre et même de 75 cm. Mieux encore, il annonce que la nouvelle génération, Télécom 2, disposera, dès 1990, d'émetteurs plus puissants capables de diffuser des images de haute définition.

Mais la démonstration ne restera pas longtemps théorique. Dès que le gouvernement aura entériné le lancement de TDF 1, M. Longuet compte bien le concurrencer en autorisant son administration, la DGT, à traiter avec tous les opérateurs de télévision. Télécom 1 A et ses jumeaux B et C peuvent diffuser une douzaine de chaînes françaises ou étrangères. Pour la réception, la DGT a lancé une consultation pour 100000 antennes paraboliques et affirme que des industriels japonais sont prêts à lui en livrer pour 2500 francs hors taxes pièce. Le

ministre des P et T comptait même louer ces antennes pour moins de 250 francs par mois par l'intermédiaire du réseau commercial de la DGT. Mais cette dernière recule de peur d'être accusée de monopoliser le marché. L'opération aura bien lieu, mais par l'intermédiaire de Locatel et sans doute sur une moins grande échelle.

Un objectif

plus politique qu'économique

A quoi sert une telle mobilisation ? Au ministère des P et T on reconnaît que l'exploitation de douze canaux de télévision par satellite n'est qu'une goutte d'eau dans le chiffre d'affaires de la DGT. L'objectif semble donc plus politique qu'économique. En multipliant les chaînes de télévision, M. Longuet veut faire rimer libéralisme et abondance tout en dégageant son ami François Léotard de l'imbroglio politique autour des chaînes hertziennes.

L'offensive de M. Longuet risque de gêner considérablement Télédiffusion de France, qui jusqu'à sa transformation en société commerciale reste un établissement public sous tutelle du ministère des P et T. Entre satellite de télévision directe et satellite de télécommunications, la concurrence doit jouer à plein », répond-on au cabinet de M. Longuet. Mais on reconnaît bien vite que cette concurrence n'est qu'un trompe-l'œil. Pour assurer sa rentabilité, TDF 1 doit louer ses canaux de télévision plus de 100 mil-

lions de francs par an. Télécom 1, dont l'exploitation est entièrement rentabilisée par les communications militaires et les liaisons avec les DOM-TOM, peut casser les prix en descendant au-dessous de 30 millions de francs.

M. Longuet souhaite en fait que Télédiffusion de France abandonne la télévision par satellite, jugée peu rentable, et lui propose en échange de venir concurrencer la DGT sur le marché des télécommunications. Dès la fin de l'année, TDF pourrait ouvrir un service de paging, dérivé miniaturisé et sophistiqué de l'émission. Un marché potentiel d'un milliard de francs. L'établissement public est même invité à présenter sa candidature avec un groupe d'industriels, dont la Compagnie générale des eaux, dans le secteur du radio-téléphone. Mais les investissements nécessaires (2 à 3 milliards de francs pour un marché potentiel de 10 milliards de francs) excèdent pour le moment les capacités de TDF.

Le nouveau président de Télédiffusion de France, M. Xavier Gouyou-Beauchamps, ancien conseiller de M. François Léotard, semble assez sensible à ces propositions. Mais il doit faire évoluer avec prudence une société exclusivement concurrencée depuis plus de dix ans sur l'audiovisuel. Pour le moment c'est sur ce terrain que TDF s'applique à concurrencer la DGT et propose des réseaux câblés aux collectivités locales qui ont désormais le choix de leur maître d'ouvrage comme de leurs opérateurs.

JEAN-FRANÇOIS LAGAN.

DIGRESSIONS par Bernard Frank

Un Gorbatchev chez Larousse

1 Le mystère s'épaissit

Je ne pensais pas revenir sur le traitement réservé à M^{me} Dacier par les dictionnaires les plus récents (Bordas, Larousse et Robert) avant deux semaines : le temps qui lui serait pris connaissance de mon papier, consulté leurs fiches, accordé leurs violons. Un ami qui est du métier, maître d'œuvre d'une encyclopédie, m'avait mis en garde : « Ne vous attendez pas à des miracles. Ils vont faire le gros dos, attendant que ça vous passe. Et puis : n'en parlons plus ! »

Ca m'aurait étonné de la part du gros Bordas en trois volumes, de Jean-Pierre de Beaumarchais, Daniel Couty et Alain Rey. Les articles sont signés. Et je ne vois pas pourquoi M. Alain Niderst, qui a rédigé le notice sur le couple Dacier, se sentirait insulté par mes questions. Il connaît son sujet. Il lui consacre une bibliographie importante. Par lui j'apprends que deux des ouvrages de M^{me} Dacier, *Des causes de la corruption du goût* (1714) et *Homère défendu* (1718), ont été réédités en 1970 et 1971 à Genève par Slatkine Reprints. Sur cette femme, il me conseille de consulter *Etudes sur la vie de M^{me} Dacier*, de P. Travérisol, ou de Melcovati, M^{me} Dacier : une gentille femme philosophe du grand siècle (ça se comprend sans dictionnaire) (je que l'on peut se procurer dans toutes les bonnes librairies de France. Si Niderst a raison de faire naître M^{me} Dacier en 1654, il ne peut que se réjouir de mon interrogation qui va confondre les malheureux du Larousse et du Robert avec leur piètre 1647, et si par extraordinaire il était dans l'erreur, il ne peut que comprendre mes questions, lui qui dans ce même Bordas traite avec maîtrise de Bayle, lui surtout qui a présenté une remarquable édition de son chef-d'œuvre, le *Dictionnaire historique et critique* (1697), aux Editions sociales. Ce *Dictionnaire* servira, on le sait, de référence à tous les philosophes du dix-huitième siècle. Niderst écrit textuellement à propos de la méthode de Bayle : « Il importe pour chaque événement, pour chaque personnage étudié, de faire la part de ce qui est certain et de ce qui est douteux. »

A ma modeste place, qu'ai-je essayé de faire d'autre ? J'aurais pourtant gardé une pieuse réserve, sachant que ces questions ne sont pas toujours considérées par des lecteurs frivoles d'un intérêt public si la lecture accidentelle d'un *Petit Larousse illustré* à l'issue d'un dîner en ville jusqu'aujourd'hui sans histoire, *Petit Larousse* en apparence du même tonneau que celui que j'avais consulté chez moi, ne m'avait fait sursauter. Passe encore ce détail que je vous dirai, mais, ce vendredi, je reçois de l'autre rumeur du Monde, de mon frère en chronique Philippe Boucher, une lettre fort érudite qui balaise mes dernières hésitations. Parenthèse : mes sources sont récentes.

A de rares exceptions près, je ne possède dans le pavillon que l'habite provisoirement depuis trois ans passés que des livres trop frais à mort goût. Vous n'y trouverez pas l'excellent *Dictionnaire des arts et des techniques* de Furetère qui le fit exclure de l'Académie française. La paresseuse Compagnie après en avoir eu le dépit des fragments osa l'accuser de plagiat. Comme si l'on pouvait plagier ce qui n'existe pas, ce qui n'a jamais pu franchir les premières lettres de l'alphabet ! Ni le Littré qui resta obstinément dans mes cartons en attendant des jours meilleurs ni même ce chef-d'œuvre de naturel, le *Grand Dictionnaire universel du XIX^e siècle* de Pierre Larousse qui devrait faire rentrer sous terre ceux qui ont eu le sudac de faire proliférer leur carniole à l'abri de son nom. Dans sa lettre, Philippe Boucher, moins dénué que moi en

ouvrages savants, m'en apprend de belles : « La date de 1647 (celle donc que m'indiquent le *Petit Robert* et le *Larousse* en couleurs) ne figure dans aucun des dictionnaires que j'ai consultés et celle de 1654 une seule fois dans le *Brouillet*. Pour tous les autres, *M^{me} Dacier* est née en 1651. » Et Philippe Boucher est catégorique : « La première citation m'amène à penser (...) plutôt pour Saurur que pour Freully-sur-Claise (...), on ne voit pas pourquoi *M^{me} Tarneguy Lefebvre* serait prêtée à un homme centenaire de kilomètres de chez elle (...). Trop catégorique. Pourquoi la femme de l'humaniste Tarneguy Lefebvre, qui professait, lui, à l'école des protestants de Saurur, où André Dacier devint son élève, n'aurait-elle pas eu une maison de famille, de campagne, très confortable à Freully-sur-Claise ? Et pourquoi n'aurait-elle pas préféré vivre cette période délicate de son existence dans la douce maison de son enfance auprès de sa mère ?

Car enfin si Anne n'est pas née à Freully, pourquoi tant de bons esprits l'ont-ils fait naître là ? Si je devais parier gros, je choisirais 1654 et Freully. Mais il m'est arrivé de perdre sur courses et ailleurs, je compte sur vous tous, lecteurs, historiens, académiciens, confrères de la presse, Pasqua et Fandrad, pour tenter d'éclaircir enfin cette énigme sans affaire. Comment voulez-vous que les Américains et les Russes puissent s'entendre sur la réduction de leur armement, sur le nombre exact de missiles à tête chercheuse, sur leurs ogives nucléaires, si ce que nous avons de meilleur en nous, les dictionnaires, n'arrivent pas à se mettre d'accord sur deux points de la vie de M^{me} Dacier ?

2 Quand la terre se dérobe !

Vous vous souvenez peut-être que dans mon dernier article (*le Monde*) va bientôt vous proposer à prix réduit des chemises, des jaquettes de différents couleurs, d'une solidité à toute épreuve ou vous pourrez encarter, année par année, ces *Digressions* j'aurais remarqué que sur le lieu de naissance d'Anne Lefebvre on assistait de la part des dictionnaires envisagés à un renversement des alliances. Sur la date, c'était parole de Bordas contre celle de Larousse-Robert. Tout au contraire, sur le lieu, le *Petit Larousse* en couleurs 1987 partageait l'opinion du Bordas en la faisant naître à Saurur, où exerçait son père. Saurur qui est aujourd'hui un chef-lieu d'arrondissement de Maine-et-Loire. Robert, lui, la faisait naître à une centaine de kilomètres de là, à Freully-sur-Claise, chef-lieu de canton d'Indre-et-Loire. Ca qui m'étonnait, c'est que l'imposant *Dictionnaire des littératures* de Jacques Demougin (qui date de 1985), Larousse jusqu'à la fin, confirmait Robert : Freully.

Cette querelle entre les deux Larousse avait quelque chose de délicieux pour l'esprit. A force de s'enner à tout vent, on finit par perdre la boule. Je reviens à ce dîner en ville que j'évoquais. Nous étions à l'heure des cigares et je n'en fume plus. Dans mon désaccord, un malin génie me fit ouvrir le *Petit Larousse illustré* du cru qui date de 1986 (tournée 1969). Stupeur, ce Larousse-là indiquait lui aussi Freully. Il faut voir les choses comme elles sont. Je sais bien que la terre ne tourne pas autour de M^{me} Dacier. Justifié, je m'étais dit que, pour une personne comme elle, le *Petit Larousse* de l'année qui a mille choses en tête se contentait de recopier, en le condensant éventuellement, ce que le *Petit Larousse* précédent avait pris soin de noter. Non, il fallait se rendre à l'évidence, il y avait rupture dans la chaîne.

Un Gorbatchev chez Larousse s'était écrit un jour : « Freully-sur-Claise, ça ne peut plus durer. Il faut que Larousse se réveille, assez de vodka, de bureaucratie, en route pour Saurur ! » Mais ça s'était passé quand, ce véritable coup d'Etat ? Je fais appel à toutes les

bonnes volontés, à tous les possesseurs d'un *Petit Larousse illustré* qui ne soit ni de 1986 ni de 1987 pour me dire quand la décision a été prise. Il y aura des récompenses, des primes. On verra. Sur le lieu de naissance, Philippe Boucher est catégorique : « La première citation m'amène à penser (...) plutôt pour Saurur que pour Freully-sur-Claise (...), on ne voit pas pourquoi *M^{me} Tarneguy Lefebvre* serait prêtée à un homme centenaire de kilomètres de chez elle (...). Trop catégorique. Pourquoi la femme de l'humaniste Tarneguy Lefebvre, qui professait, lui, à l'école des protestants de Saurur, où André Dacier devint son élève, n'aurait-elle pas eu une maison de famille, de campagne, très confortable à Freully-sur-Claise ? Et pourquoi n'aurait-elle pas préféré vivre cette période délicate de son existence dans la douce maison de son enfance auprès de sa mère ?

Car enfin si Anne n'est pas née à Freully, pourquoi tant de bons esprits l'ont-ils fait naître là ? Si je devais parier gros, je choisirais 1654 et Freully. Mais il m'est arrivé de perdre sur courses et ailleurs, je compte sur vous tous, lecteurs, historiens, académiciens, confrères de la presse, Pasqua et Fandrad, pour tenter d'éclaircir enfin cette énigme sans affaire. Comment voulez-vous que les Américains et les Russes puissent s'entendre sur la réduction de leur armement, sur le nombre exact de missiles à tête chercheuse, sur leurs ogives nucléaires, si ce que nous avons de meilleur en nous, les dictionnaires, n'arrivent pas à se mettre d'accord sur deux points de la vie de M^{me} Dacier ?

3 Consultation gratuite

C'est déjà assez dur de se passer du *Figaro*, je ne voudrais pas le quitter en mauvais termes. Je revois une lettre de Jean-Marie Rouart datée du 5 février 1987 où le rédacteur en chef du *Figaro littéraire* me demandait à l'occasion du Salon du livre de choisir cinq noms parmi les écrivains de moins de quarante ans qui seront les écrivains importants de demain, « plus précisément de l'an 2000 ». De préférence par ordre alphabétique. J'aurais dû répondre impatimentement avant le 1^{er} mars, mais l'homme n'est pas toujours le maître de sa destinée.

En premier, je mettrais Patrick Besson. Ça va lui servir beaucoup cet ordre alphabétique. Forcément, on pensera d'abord à lui. Il se serait appelé Aron, j'aurais été encore mieux. Mais c'est vrai qu'il a beaucoup de talent. Je voudrais qu'il n'abuse pas de son communisme pour exprimer en toute bonne conscience des opinions réactionnaires. Et puis François Bon (*Sortie d'usine, Limite et le Crime de Buzon*). C'est drôle Jérôme Lindon ! On dirait qu'il a voulu illustrer ce conseil que l'on donnait jadis au futur jeune écrivain : « Devenez célèbre et je vous éditerai ». Il a rendu sa maison d'édition fameuse vraiment par tous les moyens : Vercoeur, Robbe-Grillet, Simon, Duras. De la Résistance au Nobel. Et maintenant les Editions de Minuit ne publient pratiquement que de bons auteurs.

Parmi les moins de quarante ans, Bon, donc et Jean-Philippe Toussein (*La Salle de bain, Monsieur*). Ça fait trois. Didier Van Cauwelaert fera un partenaire idéal s'il manque un quatrième au bridge. On en parle beaucoup. Ça n'est pas une raison pour le détester. Eric Neuhoff devrait un peu accorder sa voix et son ton. Mais pourvu qu'il reste longtemps ses livres : certains écrivains n'ont survécu dans nos mémoires que pour nous permettre de les tancer. Et pour finir : Arniek Galie, sauteur de la gong, parce que ça sonne romain de la force : le dernier surtout. Ciel, j'allais oublier Michel Braudeau !

Après une lettre de M. Roland Faure

Les syndicats de Radio-France retirent leur préavis de grève

M. Roland Faure, PDG de Radio-France, a adressé aux représentants syndicaux de la société, le lundi 9 mars, une lettre afin de répondre aux inquiétudes suscitées par le remplacement de l'information continue. Cette substitution « n'a pas pour destination et ne saurait avoir pour conséquence la remise en cause des autres objectifs de Radio-France pas plus que du niveau de l'emploi », explique le PDG. Il n'y avait aucune certitude que les fréquences de Radio-France soient maintenues à Radio-France, continue M. Faure, compte tenu de la rareté des fréquences et de l'obligation de justifier l'existence et les objectifs de ces différentes stations. Le PDG de Radio-France ajoute qu'il n'a pas l'intention de procéder à une remise en question en profondeur de la structure générale des programmes nationaux et décentralisés de Radio-France.

Il donne aux syndicats « l'assurance que la spécificité des rédactions (France-Inter, France-Culture, France-Musique radios locales, FIP-Plus et bientôt Radio-France INFO) ne sera pas remise en cause, ce qui n'aurait nullement pour conséquence et d'amplifier les incertitudes rétrogrades entre les différentes composantes de Radio-France ».

Enfin, concernant les inquiétudes manifestées par les syndicats à propos du pluralisme, le PDG de Radio-France affirme que celui-ci « se constate sans qu'il soit besoin de grandes déclarations, en l'occurrence *supra* ». Une prochaine rencontre « sur les problèmes essentiels de la vie de Radio-France » est

proposée pour le mois de mai aux syndicats, lesquels ont décidé de retirer provisoirement le préavis de grève fixé pour ce mardi 10 mars.

Le journaliste Yves Loiseau, responsable CFTD et président de l'Union nationale des syndicats de journalistes, a démissionné du siège de représentant du personnel au conseil d'administration de Radio-France pour protester contre les « méthodes mises en œuvre » par M. Faure. M. Loiseau déplore « le manque d'informations, qu'il dénonce sur l'angoisse ou le refus » et dénonce le « climat déplorable qui règne dans la rédaction de France-Inter ».

L'émotion de Kurt Waldheim interdite sur Canal Plus

La compagnie française BASF a obtenu, lundi 9 mars, une ordonnance du juge des référés du tribunal de grande instance de Paris interdisant à la société d'exploitation de la quatrième chaîne, Canal Plus, de diffuser une période de sa publicité.

Le spot publicitaire original présente le buste d'un Puccini éru aux lettres en écartant le portrait de Manon, suivie de slogan : « BASF, l'émotion intacte ». Mais dans la période que Canal Plus se proposait de diffuser dans l'émission « Objectif nul », c'est le président autrichien Kurt Waldheim qui versait une larme, alors qu'un chœur viril entonnait une marche allemande, pendant que sur l'écran s'inscrivait la phrase « BASF, l'émotion intacte ».

Dans son ordonnance, le juge des référés, M^{me} Huguette Le Foyer de Coull, rappelle : « La parodie, le pastiche et la caricature, manifestations de la liberté d'expression, sont autorisés à condition que l'auteur ne dépasse pas le genre satirique et demeure dans certaines limites ». Aussi le magistrat, en observant que le président de la République d'Autriche, « a effectivement fait l'objet récemment d'une campagne relative à son passé militaire », considère que la période « est de nature à associer, dans l'esprit du public (...) la firme allemande BASF, sa filiale française et ses produits avec les SS et l'Allemagne nazie qu'évoquent les chants d'accompagnement ». L'ordonnance souligne : « Eu égard à la nationalité de cette firme et à l'allusion au nazisme, le dommage subi apparaît certain et pouvant être certainement compensé par une réparation pécuniaire. »

MARC PORTEY.

Fantôme
BUREAU DE CREATION ET DE REALISATION SELECTIONNE DANS UN SENS EXCLUSIF LES MEILLEURS PARFUMIERS MONDIAUX POUR LA CREATION DE NOUVEAUX PARFUMS.

FANTÔME
55, Rue de F. St Antoine
75011 PARIS
45 45 45 45

L'ESPRIT DE SYNTHÈSE

La
avec...

Handwritten signature or text at the bottom of the page.

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-matin. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre des films expriment notre appréciation : □ A éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 10 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20.35 Feuilleton : Dallas.
- 21.25 Série : Chapeau maison et bottes de cuir.
- 22.20 Documentaire : Allers-retours. De Roger Pic. Troisième et dernier volet : Le Laos aujourd'hui.
- 23.20 Journal.
- 23.40 Magazine : C'est à lire.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20.30 Mardi cinéma : Les rois du gag. □ Film français de Claude Zidi (1985). Avec Michel Serrault, Gérard Jugnot, Thierry Lhermitte, Macha Méril, Mathilda May, Coluche.
- 22.10 Débat : Les jeux de Mardi Cinéma. Avec Claudine Auger, Catherine Rouvel, Marina Vlady, Evelyne Dreyer.
- 23.25 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20.35 Cinéma : La poudre d'escampette. ■ Film français de Philippe de Broca (1971). Avec Marlène Jobert, Michel Piccoli, Michael York, Louis Velle, Amélie.
- 22.35 Journal.
- 23.00 Télévision régionale.

CANAL PLUS

- 20.35 Cinéma : Mon beau-frère a tué ma sœur. ■ Film français de Jacques Rouffio (1986). Avec Michel Serrault, Michel Piccoli, Juliette Binoche, Jean Carmet. 22.10 Flash d'informations. 22.20 Cinéma : Pascale, la pauvre petite milliardaire. □ Film français de Claude Confortès (1985). Avec Jeanne Marie, Catherine Leprince, Luis Rego, Gérard Desarthe, Roland Blanche. 23.45 Cinéma : Tempête. ■■ Film américain de Paul Mazursky (1982). Avec John Cass-

vetes, Gene Rowlands, Susan Sarandon, Vittorio Gassman. 2.05 Les superstars du catch.

LA 5

- 20.30 Cinéma : Star Trek II. □ Film américain de Nicholas Meyer (1982). Avec William Shatner. 22.30 Série : Thriller. 23.45 Série : Mission impossible. 0.30 Supercopter. 1.20 Jaimé. 2.10 Star Trek.

M 6

- 20.30 Cinéma : Le souffle de la tempête. ■■ Film français d'Alan J. Pakula (1978). Avec J. Cass, J. Fonda. 22.30 Série : Brigade de nuit. Le témoin. 23.30 Flash d'informations. 23.35 Magazine : Club 6. 0.00 Flash d'informations.

FRANCE-CULTURE

20.30 Le Journal du corps. L'alcool pour toujours : L'homme, la mer et leur santé ; dossier : Folies : la psychiatrie, perspectives et bilan. 21.30 Les nouveaux mariés de la chanson. Ecoute la nuit : en direct du Magnetic Terrace. 22.30 Nuits magnétiques. Les gens... tout de même ; Histoires de couples. 0.10 De jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 22 septembre 1986 à Ascona) : Sonate pour violon et piano n° 1 en ré majeur, op. 12 n° 1, de Beethoven ; Sonate pour violon et piano n° 1 en fa mineur, op. 90, de Prokofiev ; Sonate pour violon et piano n° 1 en la majeur, op. 13 de Faure, par Augustin Dumay, violon, et Michel Dubrota, piano. 22.25 Les soirées de France-Musique. A 22.30 : Concert de minuit (cycle Arturo Toscanini) : Anacréon, ouverture, de Cherubini ; 40^e Symphonie en sol mineur, K 550, de Mozart, Roméo et Juliette, ouverture-fantaisie, de Tchaïkovski, par l'Orchestre symphonique de la NBC ; à 24.00, Poissons d'or.

Mercredi 11 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 13.50 Feuilleton : Symphonie (dernier épisode).
- 14.45 Feuilleton : Cœur de diamant (8^e épisode).
- 15.15 Vitamine. Mon petit poney et ses amis ; Séquence z'animé ; Séquences danse ; Jeu ; Séquence cinéma ; Séquence local ; Les Swerky ; Séquence sport ; Séquence gadget ; Robostory.
- 17.20 Patinage artistique. Championnats du monde à Cincinnati.
- 18.00 Feuilleton : Huit, ça suffit.
- 18.25 Mini-journal, pour les jeunes. De Patrice Drevet.
- 18.45 Jeu : La roue de la fortune.
- 19.10 Feuilleton : Santa-Barbara.
- 19.40 Cocoricocoboy.
- 19.55 Tirage du Tac-O-Tac.
- 20.00 Journal.
- 20.30 Tirage du Loto.
- 20.35 Série : L'heure Simonon. Les démoselles de Concarneau. Téléfilm d'Edouard Niernans et Jean-Pierre Petrolacci. Avec Jean-Pol Dubois, Christine Cohendy, Béatrice Agenin. Chronique de mœurs cruelle et pourtant tendre, climat oppressant, excellents interprètes.
- 21.15 Magazine : Médecine à la Une. Émission d'Igor Barré. Les médecines douces.
- 22.55 Football. Championnat de France.
- 0.35 Journal.
- 0.45 Magazine : Premier plan. Actualité cinématographique.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 13.45 Feuilleton : Michel Strogoff (7^e épisode).
- 14.40 Terre des bêtes.
- 15.05 Réoré A 2. Pac-Man ; Mini Casca : Les Schtroumpfs ; Tchaou et Grégoire ; Biffoce ; Les Ewoks : Les enfants à la mer ; Le sourire du dragon ; Les pirates ; Quick et Flapka ; Sherlock Holmes ; Flip Bouc ; Cosmocats.
- 17.45 Magazine : Mamba stén. 18.05 Feuilleton : Madame est servie. 18.30 Magazine : C'est la vie. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.10 D'accord, pas d'accord. 19.15 Actualités régionales. 19.40 Le nouveau théâtre de Bourard. 20.00 Journal. 20.30 Variétés : Le grand échiquier. Émission de Jacques Chancel. Avec Régine, Mireille Darc, Catherine Lara, Didier Barbelivien, Louis Arté, Francis Lalanne et son frère Jean-Félix, Jean-Claude Brialy, Serge Lama, Daniel Varsoy, Yves Salgues.
- 23.35 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 14.00 Documentaire : Splendeur sauvage (rediff.).
- 14.30 Caméaventure.
- 15.00 Série : Les associés contre le crime. Le sunning dale, d'après Agatha Christie.
- 15.50 Documentaire : Archéologie. Alain Jaques.
- 16.00 Documentaire : Des chercheurs pour qui ? Des robots et des hommes.
- 17.00 Feuilleton : Dessein l'annour.
- 17.25 Dessin animé : Lucky Luke.
- 17.30 Ciné-hit.
- 17.55 Paroles de bêtes : Le méante.
- 18.00 Feuilleton : Edgar, détective cambrioleur.
- 18.25 Paroles de bêtes : Le colley.
- 18.30 Feuilleton : Flipper le dauphin.
- 18.57 Juste ciel ! Petit horoscope.
- 19.00 De 19-20 de l'information. De 19.15 à 19.35, actualités régionales.
- 19.55 Variétés : Embarquement immédiat. Émission de Martine et Gilbert Carpentier.

Avec Jean-Luc Lahaye, Catherine Lara, Philippe Lavil, Buzi, Carlos, Bernard Lavilliers, le groupe Carte de séjour, Stella, Régine, Mitsou, Amanda Lear...

21.55 Magazine : Thalassa.

Venice, California. 22.45 Journal. 23.15 Danse : Concours chorégraphique international de Bagnolet. 1^e partie : Les multiples visages de la danse.

CANAL PLUS

- 14.00 Cabos cadis. 14.25 Téléfilm : L'hôpital en flammes. 15.55 Téléfilm : L'étrange Mr. Ryder. 17.30 Documentaire : Les animaux du soleil. 18.00 Flash d'informations. 18.05 Dessins animés. 18.15 Jeu : Les affaires sont les affaires. 18.40 Jeu : Maxibouche. 18.45 Top 30. 19.15 Zénaïde. 19.50 Flash d'informations. 19.55 Feuilleton : Objectif nul. 20.02 Jeu : Maxibouche. 20.05 Starquiz. 20.34 Jeu : Maxibouche. 20.35 Bandes annonces cinéma dans les salles. 21.00 Cinéma : Samson et Dalila. ■■ Film américain de Cecil B. De Mille (1949). Avec Hedy Lamarr, Victor Mature, George Sanders, Angela Lansbury, Henry Wilton. Saison, j'ai une force féminine. Lutte pour l'indépendance de son peuple. Il se fait une ennemie de Dalila, fille d'un marchand phénicien, qui voulait le séduire. La légende biblique vue dans le style baroque et kitsch propre à Cecil B. De Mille. Un film très étonnant et connu, on n'en fait plus. 23.05 Flash d'informations. 23.15 Cinéma : Mait et son Harry ? ■■ Film américain d'Alfred Hitchcock (1956). Avec Edmund Gwenn, John Forsythe, Shirley MacLaine, Mildred Matwick, Jerry Mathers, Mildred Dunnock (v.o.) 0.50 Cinéma : Elle boit pas, elle fume pas, elle drague pas, mais... elle cause. ■■ Film français de Michel Audiard (1969). Avec Annie Girardot, Bernard Blier, Mireille Darc, Sim, Jean-Pierre Darras. 2.10 Série : Espion à la mode.

LA 5

- 14.15 Série : Star Trek. 15.05 Série : K 2000. 16.00 Série : Sédrif, fais-moi peur. 16.50 Dessins animés. 17.30 Magazine : Oki cinéma. 18.00 Hit des clubs. 19.00 Série : La petite maison dans la prairie. Les évadés (1^{re} partie). 19.30 Journal. 19.45 Série : La petite maison dans la prairie. Les évadés (2^e partie). 20.15 Jeu : Le 20.20. 20.30 Série : Dynastie. Souppons. 21.30 Série : Les cinq dernières minutes. La mémoire longue. 23.10 Magazine : Club 6. 23.30 Flash d'informations. 23.35 Magazine : Club 6. 0.00 Flash d'informations. 0.05 Musique : 6 Nuits. 0.15 Flash d'informations. 0.20 Musique : 6 Nuits. 0.30 Flash d'informations. 0.35 Musique : 6 Nuits. 0.45 Flash d'informations. 0.50 Musique : 6 Nuits.

M 6

- 14.00 Série : Laredo. Cœur de rangers. 15.00 Magazine : Dis-moi. 16.00 Dessin animé. 16.30 Jeu : How la. 17.30 Magazine : Oki cinéma. 18.00 Hit des clubs. 19.00 Série : La petite maison dans la prairie. Les évadés (1^{re} partie). 19.30 Journal. 19.45 Série : La petite maison dans la prairie. Les évadés (2^e partie). 20.15 Jeu : Le 20.20. 20.30 Série : Dynastie. Souppons. 21.30 Série : Les cinq dernières minutes. La mémoire longue. 23.10 Magazine : Club 6. 23.30 Flash d'informations. 23.35 Magazine : Club 6. 0.00 Flash d'informations. 0.05 Musique : 6 Nuits. 0.15 Flash d'informations. 0.20 Musique : 6 Nuits. 0.30 Flash d'informations. 0.35 Musique : 6 Nuits. 0.45 Flash d'informations. 0.50 Musique : 6 Nuits.

FRANCE-CULTURE

20.30 Pour ainsi dire. Invité : Christian Descamps. Portrait : Bacon. Novum organum ; Reportage sur les éditions Michel Chanteigne. 21.30 Musique : Bourges, musiques haut-parlantes. XVII^e Festival international des musiques expérimentales, du 4 au 15 juin 1986. Œuvres de N. Collins, G. Brancic, G. Baggiani ; Regard sur l'Argentine, œuvres et interviews de E. Kusmir. L.M. Serra. 22.30 Nuits magnétiques. Les gens... tout de même ; Histoires de couples. 0.10 De jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 8 décembre 1985 à Herne) : Concerto pour deux claviers, deux cors, cordes et basse continue en fa majeur de CPE Bach ; Sonate pour deux claviers en fa majeur et Concerto pour deux claviers, deux cors, deux trompettes, timbales, cordes et basse continue et mi bémol majeur de W.-F. Bach, par le Musica Antiqua de Cologne, dir. Reinhard Goebel. 23.00 Les soirées de France-Musique. Cycle acoustique ; à 23.08, Jazz-Club, en direct du New Morning.

MÉTÉOROLOGIE

Évolution probable du temps en France entre le mardi 10 mars à 0 heure et le dimanche 15 mars à 24 heures.

La zone dépressionnaire s'étendra de la péninsule ibérique vers la Méditerranée occidentale. Cette situation entraînera un courant de secteur sud à sud-est sur le sud de la France, où le temps sera doux, mais souvent très nuageux avec des pluies qui seront plus abondantes sur les versants sud des reliefs. Au nord, le temps restera sec mais plus froid. Dimanche, un front froid venant du nord-ouest apportera une aggravation sur la moitié nord.

Méridien 11 mars : la journée s'annonce bien ensoleillée sur la majeure partie de la France, à l'exception des régions méridionales.

En effet, il faudra s'attendre dès le matin à un temps gris et faiblement pluvieux des Pyrénées à l'Aquitaine, au Roussillon, au Languedoc, au sud des Alpes, à la Provence et à la Corse. Partout ailleurs, le grand beau temps, froid et sec, continuera de régner. Le vent soufflera modérément de secteur nord-est sur la moitié nord du pays ; il sera plus faible et de secteur est sur la moitié sud.

Quant aux températures, elles demeureront généralement stationnaires avec des minima négatifs sur la moitié nord (en général 0 à -2 degrés, -3 à -5 degrés du Massif Central au Nord-Est), positifs sur la moitié sud (7 à 9 degrés dans le Sud-Ouest, 5 à 7 degrés dans le Sud-Est).

Les maxima seront de l'ordre de 1 à 4 degrés du Nord-Est au Nord, 6 à 9 degrés du Bassin parisien au Centre-Est, 9 à 12 degrés de la Bretagne au Limousin, 12 à 14 degrés dans le Midi pyrénéen et méditerranéen.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4438

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT

I. Vivant témoignage d'une politique antiségrégationniste. — II. Fait entrevoir de mauvais jours dans les affaires. Trébuché sur les comptoirs orientaux. — III. Points de suspension. Démonstratif. — IV. Epithète ironique d'un procureur. Corps à cors. — V. Agitation d'un monde en révolution. Conifère. — VI. Type de deuil. Indication hors texte. — VII. Dont la réaction n'est pas empreinte d'indifférence. Préposition. — VIII. Le cœur au boulot. Futur révolutionnaire. — IX. Emigre dans l'espoir d'un nouveau cadre de vie. — X. Négation. Un tel concours exige un parler de reines. — XI. Met la vedette en lumière. Négation.

VERTICALEMENT

1. Un genre d'expression plutôt vache. — 2. Ses poupées s'amusement personne. Liquide avec lequel plus d'un s'est fait lessiver. — 3. S'adresse, dans une certaine phraseologie, à des vipères. — 4. Etat pour bien des États africains. Organisme au service de nombreux organismes. — 5. Outil de travail ou réjouissance. Vaste chasse protégée les trésors de Cérès. — 6. Peut occuper un seul couple, mais toute une troupe peut l'occuper. On n'en croise jamais un seul à la fois. — 7. Préposition. Très liant, il se laisse facilement entortiller. — 8. Premier examen. Extrait final d'un roman. — 9. Tel qu'on ne peut gratter, même en y mettant toute la goumme.

Solution du problème n° 4437

Horizontalement
I. Chenilles. — II. Héros. Api. — III. Avins. II. — IV. Reg. Rosse. — V. Bancale. — VI. Erme. Oc. — VII. NASA. Noce. — VIII. Ni. Pansu. — IX. Insane. La. — X. Ou. Loup. — XI. Rondes. St.

Verticalement
1. Charbonnier. — 2. Héva. Ain. — 3. Erignes. Son. — 4. Non. Craud. — 5. Iseran. An. — 6. Selen. — 7. La. Se. Os. — 8. Epis. Ocaus. — 9. Silence. Apt.

GUY BROUTY.

EN BREF

● COLLOQUE : bibliologie. — Un colloque franco-hongrois de la bibliologie (science de la communication écrite) se tiendra à Paris à l'Institut hongrois (92, rue Bonaparte, 75006 Paris) du 16 au 18 mars. Il portera sur le thème suivant : « Texte, livre et document ». Les résultats des travaux et des échanges seront publiés dans la revue de bibliologie *Schéma* et *schématisation*, organe de la Société de bibliologie et de schématisation.

* Pour tout renseignement, téléphoner ou écrire à : Tour Rubin, 36, avenue d'Italie, 75644 Paris Cedex 13. Tél. : 45-81-03-41.

Informations

Jeu 12 mars : sur les Charentes, le Massif Central, le Jura, les Alpes, les régions méditerranéennes, et l'Aquitaine, le temps sera très nuageux avec des pluies éparse, plus abondantes sur les versants sud des Alpes et du Massif Central. Il neigera au-dessus de 800 mètres sur les Alpes et de 1500 mètres sur les Pyrénées. Sur ces régions, les températures minimales seront comprises entre 7 et 10 degrés, et les maximales entre 12 et 14 degrés.

Sur les régions situées au nord de cette zone, le temps sera ensoleillé mais assez froid et le vent d'est modéré. Les températures minimales y varieront de -3 à -5 degrés dans l'Est, jusqu'à 0 à -1 degré dans l'Ouest, 5 à 7 degrés près des côtes. Les maximales s'éleveront de 3 à 11 degrés d'est en ouest.

Vendredi 13 mars : le temps évoluera peu par rapport à la veille avec un ciel très nuageux, avec des pluies passagères sur le Sud et un temps plus froid et bien ensoleillé sur le Nord. Cependant, l'après-midi des nuages apparaîtront de

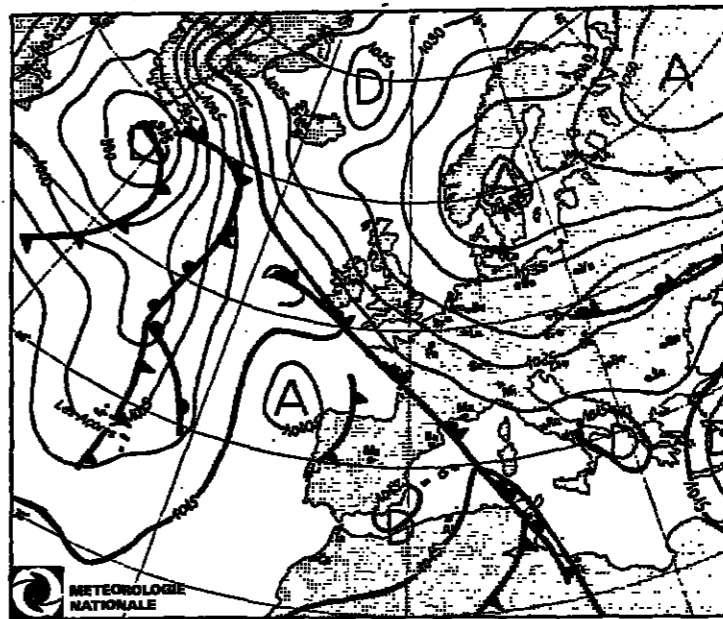
la Manche orientale au Nord, où de faibles averses de pluie ou de neige pourront se produire.

Samedi 14 mars : le temps restera toujours très nuageux avec des pluies rose toutefois apparaître au pied des Pyrénées. Sur la moitié nord, les nuages deviendront progressivement plus abondants. De petites averses de pluie ou de neige se produiront le matin sur le Nord et le Nord-Est. Le soir une zone pluvieuse mieux organisée atteindra les régions proches de la Manche et la Bretagne.

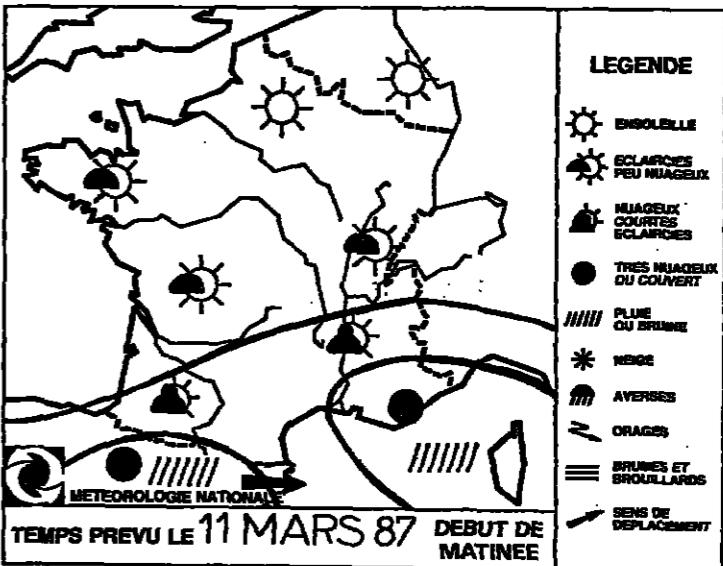
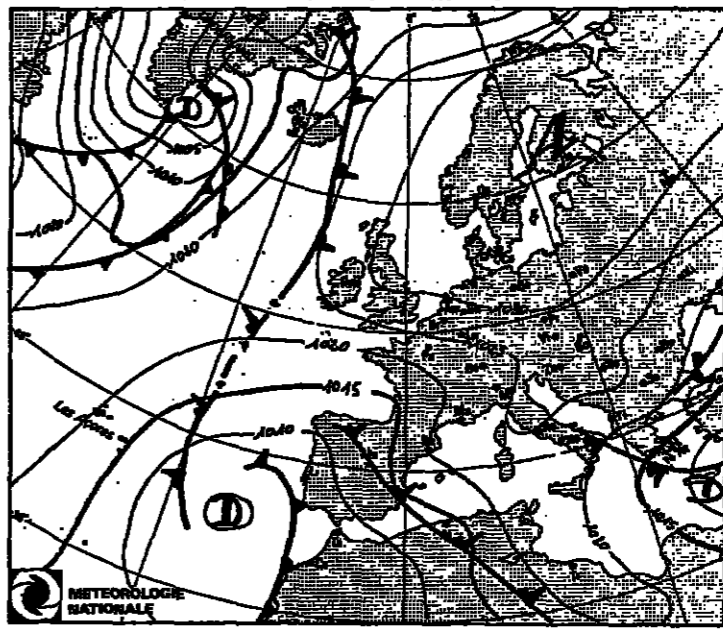
Peu de changement dans les températures sauf sur le sud de l'Aquitaine où les maximales seront en hausse.

Dimanche 15 mars : le temps sera très nuageux à couvert avec des pluies ou des averses sur toute la France. Les températures seront stationnaires, sauf les minimales, qui seront en hausse sur la moitié nord.

SITUATION LE 10 MARS 1987 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 12 MARS A 0 HEURE TU



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 9-3 à 6 h TU et le 10-3-1987 à 6 h TU		le 10-3-1987	
FRANCE	TOURS	LIÈGE	LIÈGE
AMCÉZ	10 1 D	10 1 D	10 1 D
BARRÈZ	16 11 C	10 9 P	10 9 P
BORDEAUX	13 10 F	10 9 P	10 9 P
BOURGES	12 -2 D	10 9 P	10 9 P
CAEN	8 6 F	10 9 P	10 9 P
CHERBOURG	6 0 D	10 9 P	10 9 P
CLERMONT-FERR.	10 -1 D	10 9 P	10 9 P
DIJON	7 -4 D	10 9 P	10 9 P
GRAND-BRETAGNE	12 -1 N	10 9 P	10 9 P
LYON	11 2 D	10 9 P	10 9 P
LYON	11 -2 B	10 9 P	10 9 P
MARSEILLE-MAR.	8 6 C	10 9 P	10 9 P
NANCY	4 -5 D	10 9 P	10 9 P
NANTES	9 2 D	10 9 P	10 9 P
NICE	8 3 D	10 9 P	10 9 P
PARIS-MONTS.	9 -1 D	10 9 P	10 9 P
PARIS	17 10 P	10 9 P	10 9 P
PERPIGNAN	9 6 C	10 9 P	10 9 P
RENNES	10 0 N	10 9 P	10 9 P
STRASBOURG	10 0 N	10 9 P	10 9 P
STRASBOURG	3 -4 D	10 9 P	10 9 P
TOURS	2 -1 D	10 9 P	10 9 P
TOULOUSE	10 9 P	10 9 P	10 9 P
VALD'AIGUERS	30 18 D	10 9 P	10 9 P
VALD'AIGUERS	25 16 D	10 9 P	10 9 P
MEXICO	24 9 B	10 9 P	10 9 P
MEXICO	6 -4 D	10 9 P	10 9 P
MONTREAL	8 -16 D	10 9 P	10 9 P
MEXICO	0 -13 D	10 9 P	10 9 P
NEW-YORK	30 19 D	10 9 P	10 9 P
NEW-YORK	23 -6 C	10 9 P	10 9 P
OSLO	0 -15 D	10 9 P	10 9 P
PALMA-DE-MAJOR.	17 8 C	10 9 P	10 9 P
PRIN	6 -2 D	10 9 P	10 9 P
RIO-DE-JANEIRO	30 24 P	10 9 P	10 9 P
SAO-PAULO	11 -1 D	10 9 P	10 9 P
SHANGHAI	31 25 C	10 9 P	10 9 P
STOCKHOLM	9 -14 D	10 9 P	10 9 P
SYDNEY	20 17 C	10 9 P	10 9 P
TOKYO	12 2 D	10 9 P	10 9 P
TOKYO	11 6 P	10 9 P	10 9 P
VIENNE	1 -8 N	10 9 P	10 9 P
VIENNE	5 -2 N	10 9 P	10 9 P
YERUN	-2 -6 C	10 9 P	10 9 P

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

كلنا من أصل

« services »

GASTRONOMIE

Le nouveau guide Michelin

Cru 87

Le voilà donc paru, ce guide rouge qui fait rougir de honte ses exclus et de confusion ses récompensés.

Mais ce qu'attend avec plus d'impénitence encore le petit monde des cuisiniers et restaurateurs, c'est la distribution des prix, le fameux des étoiles.

Deux étoiles : ils sont soixante-trois contre quarante-huit. On se réjouira des promotions de l'Apiclus (à Paris) et, en province, de la Bonne Étape à Châteauneuf et de Barbery, à Tours.

Perdent deux étoiles, à Paris, le Chiberta et, à Maisons-Laffitte, la Vieille Fontaine.

Fermi les étoiles défilantes on s'étonnera de trouver l'excellent Relais des Pyrénées, dans le 19^e, et la Coquille, dans le 17^e.

Etoiles nouvelles à Paris : Hubert, installé à présent rue de Richelieu, l'Arpège (dans le VII^e) et la Truffe noire à Neuilly, dont

J'ai ici même vanté les mérites dès leur installation.

Nouveaux promus dans la capitale (et là encore le lecteur reconnaîtra des adresses données dans le Monde) : Clavel (qui de la Tourneille), le Régent (rue du Cherche-Midi), le Troquet (rue François Bonvin), Sous l'olivier (rue Gauthier), Epicure (rue Fourcroy), le Santonny (avenue Niel), la Gourmandine (rue d'Anvers), le Cap-Dauphin (boulevard des Batignolles), le Pommerais Joffroy (rue Joffroy), le Poubot gourmet (rue Lamark).

Mais il faut toujours que Michelin se fasse remarquer, ne serait-ce que pour rivaliser avec ses jeunes confrères : c'est alors dans l'injustice flagrante... Ainsi, on peut se demander pourquoi supprimer l'étoile du cher Paul Chêne (rue Lauriston) ? Cela faisait vingt-sept ans que Chêne était étoilé. En vingt-sept ans sa cuisine comme sa carte sont restées les mêmes : scotch, françaises et hollandaises. Sans doute le décor n'a pas changé beaucoup, ni le personnel, si attentif et amical, ni peut-être la clientèle, qui se trouve ici comme chez elle.

Ce n'est pas de l'arbitraire, comme le pensent peut-être les jeunes censeurs de Michelin : c'est de la sagesse et de l'honnêteté. Brave Paul Chêne, cette étoile perdue te fera de la peine mais, crois-moi, elle ne t'inquiète pas : elle nous dit — et tes clients le savent bien — que c'est toi qui as raison.

LA REYNÈRE.

EN BREF

BIENFAISANCE : une bibliothèque francophone pour le Liban. Afin d'aider la jeune université libanaise d'expression française de Kasik à agrandir le bâtiment de sa bibliothèque et à assurer des livres, une association loi 1901 vient d'être créée sous la présidence de M. André Thuiller, conservateur en chef honoraire de la bibliothèque de la Sorbonne, afin de recueillir les fonds nécessaires à cette opération.

Association des Amis de l'Université Saint-Espirit de Kasik (AUSSEK), c/o CEROC, BP 761, 75123, Paris Cedex 03.

SOLIDARITÉ : « Dessins à dessiner ». Plusieurs antennes de Mission France ont été implantées par Médecins du monde dans les plus grandes villes, là où le besoin se fait le plus ressentir.

Association des Amis de l'Université Saint-Espirit de Kasik (AUSSEK), c/o CEROC, BP 761, 75123, Paris Cedex 03.

UN DÉCRET

N° 87-158 du 9 mars 1987 modifiant le code de la construction et de l'habitation et relatif aux hébergements de loisirs à vocation sociale réalisés par les organismes d'habitations à loyer modéré.

UN ARRÊTÉ

Du 12 février 1987 fixant les produits et les charges financiers de la Caisse nationale de Crédit agricole pour l'exercice 1987.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés en Journal officiel du mardi 10 mars :

UN DÉCRET

N° 87-158 du 9 mars 1987 modifiant le code de la construction et de l'habitation et relatif aux hébergements de loisirs à vocation sociale réalisés par les organismes d'habitations à loyer modéré.

UN ARRÊTÉ

Du 12 février 1987 fixant les produits et les charges financiers de la Caisse nationale de Crédit agricole pour l'exercice 1987.

ÉDITION

Des jambes et des lettres

Comment vendre des livres à l'étranger ? Pour de petits ou moyens éditeurs ne disposant pas de service d'exportation, c'est un véritable casse-tête. Une sous-entreprise d'entraide est née regroupant dans un organisme, l'UEDF (1), qui unit leurs efforts.

Une raison de 60 à 80 kilomètres par jour, ce joggler intrépide mettra onze mois pour atteindre sa destination, après de nombreuses étapes qui seront chaque fois l'occasion de manifestations culturelles à la gloire du livre, du cinéma ou du disque français. Les conseillers culturels de plusieurs ambassades de France se sont dévoués à organiser la course d'un marathonien solitaire, de Paris à... Shanghai puis à Tokyo.

Signe des temps : le héros de ce marathon culturel s'appelle Djamel Belhadj. Français de père

algérien, âgé de vingt-trois ans, ce n'est pas un bleu : il a déjà couru l'an dernier de Paris à Istanbul pour le plaisir.

Cette fois, il s'agit d'un « jogging d'exportation », avec un budget de 1 million de francs. Départ prévu à la fin mai, du parvis de Notre-Dame de Paris. Djamel devra atteindre Munich le 15 juin, Vienne le 17, Budapest le 1^{er} juillet... et Shanghai le 15 avril 1988. Il s'y prépare activement, par une course quotidienne, des lectures et un apprentissage du chinois.

Ce projet fera au moins un jaloux : M. François Léotard, ministre de la culture, dont nul n'ignore le jeu de jambes. Après tout, rien n'interdit à Paris-Shanghai à deux « L50 », qui mûrit dans une UDF sans E, serait-il engagé dans une autre course pour 1988 ?

R. S.

(1) Union des éditeurs français pour l'exportation, 35, rue Mazurine, 75006 Paris.

Presse

Christian Fauvet quitte « le Matin »

M. Christian Fauvet, directeur de la rédaction du Matin de Paris, a annoncé, le 10 mars, sa décision « de quitter pour raisons personnelles la direction du journal à la fin du mois ».

Fils de M. Jacques Fauvet, ancien directeur du Monde, M. Christian Fauvet était entré au Matin de Paris en septembre 1986, après avoir fait l'essentiel de sa carrière à l'Express où il était chef du service politique.

Ce départ survient quelques jours après l'arrivée de nouveaux actionnaires dans le capital du Matin et la nomination de M. Paul Quilès à la tête du holding contrôlant le groupe de presse.

Grève d'avertissement au « Matin ». — La majorité du personnel du quotidien le Matin a observé, le lundi 9 mars, une grève d'avertissement « en manque de concertation » dans la marche de l'entreprise.

Selon un délégué syndical, le personnel n'avait pas été averti de la réduction de pagination des éditions du samedi ni de la suppression du supplément « livres », dont les différentes rubriques sont désormais intégrées dans les pages culturelles.

Après le rachat de « l'Indépendant »

Le « Midi libre » met en sommeil son agence de Perpignan

Moins de trois mois après la prise de contrôle de l'Indépendant de Perpignan par le Midi libre (Le Monde daté 21-22 décembre 1986), le quotidien de Montpellier ne considère plus nécessaire de maintenir son édition de Perpignan qui était difficilement, et à grands frais, contre son ancien concurrent aujourd'hui absorbé.

Dans une note adressée aux vingt-trois personnes de son agence de Perpignan, la direction du Midi libre signale que « le fonds de roulement du Midi libre sera, du seul rachat de l'Indépendant, déficitaire entre 1989 et 1993 » et précise que le déficit annuel de l'édition de Perpignan du Midi libre était de 5 millions de francs. Un plan propose de réduire de douze à deux le nombre de journalistes attachés à la rédaction, et indique que leurs charges seraient, à partir du 1^{er} avril de « personnaliser une ou deux pages d'informations locales transmises par le quotidien l'Indépendant ».

D'autre part, les annonces de l'Indépendant et de l'édition locale du Midi libre sont désormais complètes.

Grève d'avertissement

Vendredi 6 mars, des employés de l'agence du Midi libre de Perpignan observaient une grève d'avertissement pour protester contre cette décision. Le journal est cependant paru samedi, mais sans aucune information sur les Pyrénées-Orientales. Dans une motion adressée à la direction générale du Midi libre, une assemblée générale du personnel du groupe de presse a demandé l'ouverture de négociations, ainsi que de geler toute décision qui mettrait en cause la situation ou les statuts actuels des différents personnels. En outre, elle a affirmé « son hostilité à toute tentative qui traiterait à l'encontre de l'autonomie de chaque titre ».

Interrogé par FR 3-Montpellier, M. Maurice Bujon, PDG du Midi libre et président du Syndicat de la presse quotidienne régionale, a affirmé que, excepté le réaménagement proposé pour l'agence de Perpignan, aucune menace de licenciements ne pèse sur son groupe de presse.

RESULTATS COMPLETS

Table with 2 columns: Numéro, Montant. Includes LOTO SPORTIF results.

galerie P. Nadalin

10 Saint-Louis - 7, rue Budé 75004 PARIS - Tél. : 48-34-63-63

MATHIGOT peintures

T.L., 6^e ét., lun. 15 h à 19 h 30 6 mars et 31 mars

Le Carnet du Monde

Naissances

— Clara, Hervé et Sophie BARRÉ sont heureux d'annoncer la naissance de Arthur, le 2 mars 1987.

— Danielle MANSION, Gérard KALEKA, ont le plaisir d'annoncer la naissance de Alexandre, le 6 mars 1987, à Paris.

— M. Robert-André Vivien, ancien ministre, député, maire de Saint-Mandé, M^{me} et MM. les adjoints au maire, Le conseil municipal, Les anciens adjoints et conseillers municipaux, M. le secrétaire général, Le personnel municipal, ont le regret de faire part du décès de

M. Jean BERTAUD, maire honoraire de Saint-Mandé, sénateur honoraire, officier de la Légion d'honneur, médaille militaire, croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945, ancien vice-président du Sénat, ancien premier vice-président de l'Association des maires de France, ancien président de la commission des affaires économiques et du Plan au Sénat, ancien conseiller régional d'Île-de-France, membre de la Résistance Fer, ancien président du Comité local de libération de Saint-Mandé, ancien président de la délégation spéciale à la Libération, survenu le 8 mars 1987, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

La levée du corps se fera en l'église de la ville de Saint-Mandé, où un dernier hommage lui sera rendu, le jeudi 12 mars, à 9 h 15.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame de Saint-Mandé, à 10 h 45.

Le corps sera exposé à l'hôtel de ville, le mercredi 11 mars, à partir de 14 h 30.

Hôtel de ville, 10, place Charles-Digoin, 94160 Saint-Mandé.

Le 9 septembre 1986 à Nîmes (Gard), Jean Bernard, licencié en droit, a effectué toute sa carrière professionnelle à la SNCF. Du maire de Saint-Mandé (Val-de-Marne) en 1944, il le devint jusqu'aux élections de 1985, auxquelles il ne se représentait pas. Sénateur qualifié de la Seine de 1948 à 1985, puis du Val-de-Marne de 1985 à 1982, il présida la commission des affaires économiques et du plan de 1968 à 1977.

— Le docteur et M^{me} Jacques Van Pètelghem, ses enfants, M. et M^{me} Philippe Compoin, M. et M^{me} Etienne Lacour, Comte et comtesse de Virieu, M^{me} Isabelle Van Pètelghem, M. et M^{me} Marc Van Pètelghem, ses petits-enfants, Luc, Sara, Alexandra, Christophe, Pierre, Elou, Godefroy, Virginie, Charlotte, Isabelle, Anabelle, Tristan, Camille, Paul, Flo, Mathias et Arthur, ses arrière-petits-enfants, M. Claude Coquerel, son beau-frère, M. et M^{me} Roger Bellin, ses beaux-frères et belle-sœur, ont la douleur d'annoncer le rachat de Dieu de

M. Maurice COUTOT, géologue, président de la Chambre syndicale des géologues de France, membre correspondant de l'Institut, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 8 mars 1987, dans sa quatre-vingt-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 12 mars, à 10 h 30, en l'église Saint-Thomé d'Aquin, 75007 Paris.

7, rue de la Chaise, 75007 Paris.

CARNET DU MONDE

Les avis peuvent être insérés LE JOUR MÊME s'ils nous parviennent avant 10 h au siège du journal, 7, rue de la Chaise, 75007 Paris Cedex 03. Tél. MONPAR 660 672-F. Télécopieur : 45-23-06-81. Renseignements : Tél. 42-47-95-03. Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 60 F Abonnés (avec justificatif) : 80 F Communications diverses : 72 F Insertion minimum 10 lignes (dont 4 lignes de blanc). Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes.

— M^{me} Albine Ducros, M. et M^{me} Liégeois et Magali, M. et M^{me} Stéphane Ducros, M. et M^{me} Housson et Mélanie, M. Jérôme Ducros, M^{me} Annette Ducros, son épouse, ses enfants et petits-enfants, sa sœur et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. ABIN DUCROS, chevalier de l'ordre national du Mérite, survenu le 6 mars 1987, à l'âge de cinquante-neuf ans.

Ses obsèques religieuses auront lieu au temple protestant, 106, rue de Grenelle, 75007 Paris, le mercredi 11 mars, à 10 h 30, suivies de l'inhumation dans le caveau de famille au cimetière des Batignolles.

— Le président de l'université des Sciences de Grenoble, l'administrateur délégué du CNRS de Grenoble, Le directeur de l'Institut de recherche économique et de planification (IREP), ainsi que tous ses collègues de l'Université et de la Recherche, ont la tristesse de faire part du décès de

ALAIN GAULE.

Les obsèques auront lieu le mercredi 11 mars, à 14 h 15, en la chapelle de l'hôpital de La Tronche (Isère).

— Les docteurs Jacqueline et Jacques Sayag et leurs enfants, Le docteur et M^{me} Albert Hadida et leurs enfants, ont la tristesse de faire part du décès, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, du

professeur ELIE HADIDA.

Marseille, le 27 février 1987.

— M^{me} Renée Helgorsky, M^{me} Françoise Helgorsky, née Blaise, M^{me} Nadine, Dominique, Lise et Catherine Helgorsky, leurs parents et proches, ont la douleur de faire part du décès de

Jacques HELGORSKY, survenu le 6 mars 1987, 21, avenue de la République, 95740 Frétilles.

— M^{me} Hubert Mutricy, Ses fils, belles-filles et petits-enfants, Ses familles Ferrasson, Gascard, Bertrand, Bévière, Mémont, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du retour à Dieu de

docteur Hubert MUTRICY, ancien interne des hôpitaux de Paris, chevalier de la Légion d'honneur, décédé le 7 mars 1987, à l'âge de quatre-vingts ans.

La messe de funérailles aura lieu en l'église Saint-Léonard d'Aleçon, le jeudi 12 mars, à 14 h 30.

Ni fleurs ni couronnes, mais des prières et des messes.

21, rue du Val-Noble, Aleçon.

— Geneviève et Henri Marin, Françoise et Bernard Van Leckwyck, Michel et Dominique Rodary, Chantal Prost-Rodary, Ses dix-neuf petits-enfants et arrière-petits-enfants, M^{me} Robert Noailles, M^{me} André Rodary, M^{me} Robert Laurenon, ses gendres et belles-sœurs, M^{me} Odette Jeanne, Les familles Laurenon, Noailles, Guibert, Rodary, Haas, Lesage, Trémeau, Wallon, Delhomme, Rabut, Petit et Rivière, Tous ses amis, Les anciens de Saint-Hippolyte, Les anciens des Guides de France, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} PAUL RODARY, née Yvonne Laurenon, survenu le 8 mars 1987, en son domicile, 13, rue Cassette, 75006 Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 13 mars, à 14 heures, en l'église Saint-Sulpice, 75006 Paris.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Montparnasse, dans la sépulture de famille.

134, boulevard Raspail, 75006 Paris, 47, rue Carnot, 94130 Nogent-sur-Marne, BP 49 Yaoundé, Cameroun, Estrel 5, 49, rue de Châteauneuf, 92160 Antony.

— M^{me} Jacques Servant, son épouse, M. et M^{me} Serge Quéille Et Associés, Anne et Guillaume Servant, ses enfants et petite-fille, Le docteur et M^{me} Philippe Servant, leurs enfants et petits-enfants, Les familles Gimel, Cochet, Desrier, Borge, Marand, Driot, Noyon, Tous les parents et amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques SERVANT, survenu le 23 février 1987.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité familiale.

220, rue Saint-Martin, Urville-Nacqueville, 50460 Querqueville, 25, avenue de Budé, 1202 Genève.

— Lilian et Aric, Raymond et Pascale, Marcel et Sarah, Camille, Gilad, Arnon, ses enfants et petits-enfants, Les familles Sica, Ardit, Alzaraki, Salmons, Srinazi, Beumi, Dattchevrig, ont la tristesse d'annoncer le décès de

M. Raphaël SION, survenu le 6 mars 1987.

On se réunira le jeudi 12 mars, à 10 h 30, à l'entrée principale du cimetière parisien de Pantin.

Ni fleurs ni couronnes. Cet avis tient lieu de faire-part.

22, avenue Emile-Zola, 75015 Paris.

Remerciements

— M. et M^{me} René Théron, M. et M^{me} Pierre-Gui Théron, Emmanuel Théron, remercient toutes les personnes qui, par leur présence ou leurs messages, leur ont témoigné leur sympathie lors du décès de

M. Jean THÉRON, entomologiste, survenu à Nîmes, le 18 février.

27, rue de Lausanne, 67000 Strasbourg.

Anniversaires

— Le souvenir de Pierre-Jean CHARLES, agronome INA, Paris, est rappelé par ses parents au deuxième anniversaire de son décès.

— Dans un pays d'enfance retrouvée en larmes, Dans une ville de battements de cœurs morts... Les Sept Solitaires.

O.V. de L. Milot.

Valérie CHAMAILLARD a quitté cette vie cruelle, le dimanche 11 mars 1984. Elle avait vingt et un ans. Elle aimait ce poème...

Laon, 11 mars 1987.

— Le 8 mars 1986, mourait Mervyn BENCHEIKH EL FEGOUN.

Elle avait dix-sept ans.

Messes anniversaires

— Pour le premier anniversaire du décès de M. Jack NAKACHE, une messe sera célébrée le mercredi 11 mars 1987, à 8 h 30, en l'église Saint-Pierre du Gros-Caillois.

92, rue Saint-Dominique, 75007 Paris.

Soutenances de thèses

— Université Paris-III, vendredi 13 mars, à 14 heures, salle Liard, M. Jean-Pierre Naugrette : « Aventura, mythe et fantasmagorie dans la fiction de Robert-Louis Stevenson ».

— Université Paris-III, samedi 21 mars, à 13 h 30, salle Liard, M. Denis Ferraris : « Éléments pour une critique de l'écriture. Étude de l'œuvre narrative d'Antonio Pizzuto ».

— Université Paris-VIII, mercredi 25 mars, à 9 h 30, salle F 288, M. Michel Denis : « Formes, images de la représentation cognitive ».

— Université Paris-IV, samedi 4 avril, à 13 h 30, salle Louis-Liard, M^{me} Raphaëlle Costa de Beauregard : « Le portrait élisabéthain dans l'œuvre de Nicholas Hilliard ».

Mort de la rosériste Lucette Meilland

Lucette Meilland, la célèbre rosériste, vient de mourir, à Antibes, à l'âge de soixante-six ans.

Issue d'une famille d'horticulteurs installée au Cap-d'Antibes au début du siècle, elle avait épousé, en 1939, Francis Meilland, créateur de roses aux noms illustres. Le nom de Meilland est lié à l'histoire de la rose dans le monde et l'« affaire d'amour », comme la famille se plaisait à appeler l'entreprise, s'était largement ramifiée à l'étranger. La première rose « Peace », offerte aux délégations de la première Assemblée de l'ONU, portait la griffe Meilland.

Les obsèques de M^{me} Meilland, qui était chevalier de la Légion d'honneur, ont lieu mardi 10 mars, en l'église Saint-Benoît du Cap-d'Antibes.

NICE de notre correspondant

JUSTICE

Cent règles pénitentiaires pour vingt et un pays

Le Conseil de l'Europe opposé aux prisons privées

La France a décidé de faire bande à part en refusant de se conformer à une recommandation du Conseil de l'Europe spécifiant que les gardiens de prison « doivent avoir le statut d'agent d'Etat ». M. Albin Chalandon, garde des sceaux, tient à son projet de prisons privées et veut le mener à bien. La France se distingue ainsi parmi les vingt et un pays membres du Conseil de l'Europe (1) qui, à l'exception du Danemark sur un point mineur, viennent tous d'adopter, sans réserve, cent règles pénitentiaires communes.

L'adoption de ces Règles pénitentiaires européennes — telle est la dénomination officielle de ce document — vise à actualiser une résolution adoptée en 1973 par le Conseil de l'Europe et intitulée *Ensemble des règles minima pour le traitement des détenus*. Il s'agit dans les deux cas de dispositions non contraignantes destinées « à assurer un niveau minimum d'humanité et de dignité dans les prisons ». Les pays membres ne sont pas tenus de s'y conformer, mais le fait de les adopter est une incitation à les appliquer.

Le Conseil de l'Europe constate partout dans les prisons une « pression sans précédent » due à un « taux croissant de criminalité », à l'« augmentation des populations carcérales » et à la « baisse des ressources financières » que les Etats consacrent à celles-ci. En France comme ailleurs, la situation dans les prisons est devenue critique.

Ce qui place la France en marge, c'est qu'elle se réserve le droit de « se conformer ou non » à l'une de ces règles pénitentiaires euro-

peennes qui, à peu près dans les mêmes termes qu'en 1973, prévoit que « les membres du personnel doivent normalement être employés à titre permanent en qualité de fonctionnaires pénitentiaires » et qu'ils « doivent avoir le statut d'agents de l'Etat et être assurés, en conséquence, d'une sécurité de l'emploi ne dépendant que de leur bonne conduite, efficacité de leur travail, aptitudes physiques et santé mentale et d'un niveau d'instruction approprié ».

Préparer à une vie normale

M. Chalandon compte sur le privé pour faire face à l'augmentation des détenus et à la baisse des crédits qui leur sont consentis. Le Conseil de l'Europe maintient néanmoins son

point de vue de 1973 : l'exécution des peines doit rester une prérogative de l'Etat.

La comparaison entre les règles édictées il y a quatorze ans et celles qui ont été adoptées récemment montre dans quels secteurs les Etats signataires jugent indispensable d'aller de l'avant. Le nouveau document insiste particulièrement sur la nécessité de préparer les condamnés à revenir à une vie normale : « Tous les détenus devraient bénéficier de dispositions visant à les aider lors de leur retour dans la société, à renouer avec leur vie familiale et à trouver un emploi après leur sortie de prison. Des arrangements et des cours spéciaux devraient être prévus à cette fin ».

Le nouveau document insiste aussi sur les qualités personnelles et sur la formation des gardiens de prison, jugés indispensables à une

réinsertion réussie des détenus dans la société. Ce souci de formation est poussé très loin puisque « la diversité, son adjoint et la majorité des autres membres du personnel de l'établissement doivent parler la langue de la plupart des détenus ou une langue comprise par la majorité d'entre eux ». Certes, on compte en moyenne 16,4 % d'étrangers dans les prisons européennes, mais lorsqu'on sait que la Santé à Paris, exemple extrême, abrite des détenus de soixante et une nationalités...

Tous les objectifs que se sont fixés les pays membres du Conseil de l'Europe ne sont pas à ce point hors d'atteinte. Certains mériteraient même de bénéficier d'une réelle priorité. Au nombre des améliorations que le Conseil de l'Europe invite les administrations pénitentiaires à faire leurs, figurent des mesures que le ministère de la justice ferait bien de mettre un jour en œuvre : « Les détenus doivent, en principe, être logés pendant la nuit dans des chambres individuelles » ou encore : « Les installations sanitaires et leur accès doivent permettre au détenu de satisfaire aux besoins naturels, au moment voulu, dans des conditions de décence et de propreté ». Lorsqu'on sait que de nombreux cellules surpeuplées ne disposent encore que d'une tinette ou de latrines à la turque sans cloisons...

323 761 détenus

La France figure au sixième rang des vingt pays d'Europe pour lesquels a été calculé le 1^{er} septembre 1986 un taux de détention pour cent mille habitants. Ces pays comptaient au total 323 761 détenus le 1^{er} octobre 1986.

Le taux de détention, pour la France, est de 84 pour cent mille, et de 83,2 si l'on exclut les DOM TOM.

Voici le classement établi pour les services du Conseil de l'Europe par M. Pierre Tournier, du Centre de recherches socio-

logiques sur le droit et les institutions pénales du ministère français de la justice.

Autriche : 102,6. Turquie : 102,3. Royaume-Uni : 95,3. Luxembourg : 88,5. République fédérale d'Allemagne : 87,9. France : 84. Portugal : 82. Italie : 76,3. Suisse : 66,6. Danemark : 65. Espagne : 64,6. Belgique : 62,2. Irlande : 52,4. Suède : 49. Norvège : 48,5. Chypre : 41. Grèce : 38,8. Pays-Bas : 34. Islande : 34,3. Malte : 28,8.

Nuit ordinaire dans les prisons de Lyon

(Suite de la première page.)

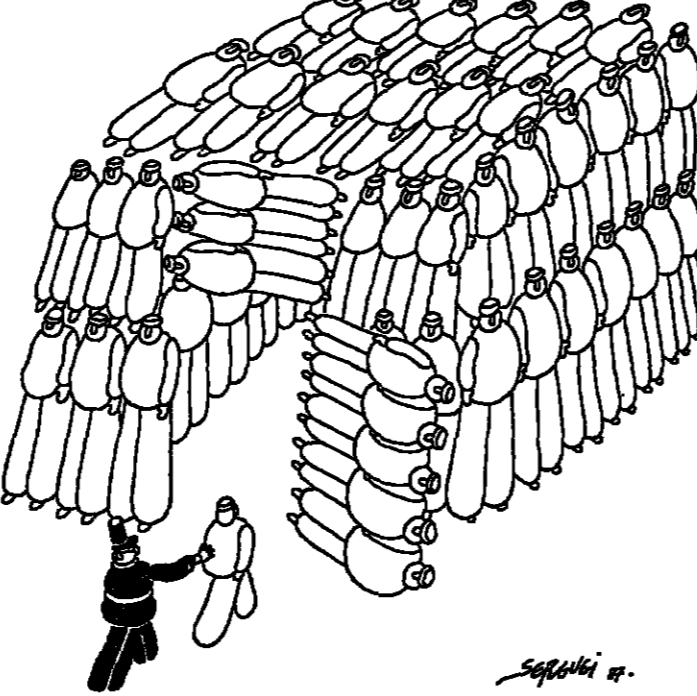
Chaque déplacement vers le petit lavabo avec une froide ou la cuvette des wc — que rien n'isole du regard — devient alors acrobatique. Les quelques objets personnels déborder largement des petites étagères, la minuscule table se révèle insuffisante à l'heure des repas et l'entretien du réduit relève de la performance. « Au moins, à quatre, on peut faire une belote », plaisaient amèrement certains. « Le principal, c'est de réussir à s'entendre », remarquent d'autres, sans vraie conviction. Les regards disent l'insupportable contrainte de cette cohabitation permanente.

On a peine à imaginer l'exiguïté et le débâtement des cours de promenade. Quant aux « terrains de sport », quelques ares de bitume ou de bautes murs lépreux, ils renvoient aux images les plus misérabilistes du cinéma néo-réaliste des années 50.

Malgré les efforts de la direction, qui a aménagé une salle de musculation et de ping-pong et un bel espace

ordinaire. Inégalités aussi dans la répartition des tâches. Les « cols blancs », condamnés pour « escroquerie » ou « abus de biens sociaux », ont la chance — relative — d'être affectés à des travaux de comptabilité ou d'écriture. Aussi dans leur cellule aménagée en petit bureau — avec machine à écrire et duplicateur — un clerc de notaire et quelques hommes d'affaires indécents assurent-ils chaque nuit, avec

les miradors vitrés qui dominent le chemin de ronde inondé de lumière piquet (1 heure à 7 heures) ne peuvent s'octroyer de repos avant d'avoir pris en charge les « clients » qui passent en jugement ou sont retenus dans les cabinets d'instruction du palais de justice. Ce soir-là, les six arrivants annoncés ne feront que deux jusqu'à minuit. « C'est le jour où j'ai pu, souligne M. Henry, les arrivages à 2 ou 3 heures ne sont pas rares... »



L'effet télévision

Si l'emplacement, conséquence de la surpopulation pénitentiaire est néanmoins, vaille que vaille, supportable, l'installation, voilà près d'un an, de téléviseurs, payés par les détenus, y est pour beaucoup. L'étrange lucarne est une ouverture sur le monde extérieur, un lien avec l'époque, et chacun s'y accroche jusqu'à l'overdose. Pour les délinquants primaires comme pour les « chevaux de retour », qui se côtoient trop souvent, la drogue douce dispensée par le tube cathodique s'est substituée aux tranquillisants. Les surveillants sont unanimes à reconnaître que la télévision a provoqué une révolution tranquille dans la maison d'arrêt. « Moins d'un détenu sur dix réclame aujourd'hui une stèle de sédatifs », explique M. Maurice Henry, premier surveillant à « Saint-Jo », les bagarres et les crises de nerfs du soir se sont raréfiées, les tentatives de suicide également, bien qu'il y en ait toujours trop. Le calme des soirées n'est même plus troublé par les séances de parole sauvage, par-dessus les murs d'enceinte. Cela dit, la tension est toujours moins forte en hiver. Avec la télé, l'excitation des feux qui avait lieu naguère à 22 h 30 a été reportée à 1 heure du matin. Le problème maintenant, c'est plutôt de les faire sortir du lit à 7 heures... avec certaines tolérances jusqu'à 9 heures.

Certains secteurs du complexe pénitentiaire, et notamment les ateliers où les détenus de Saint-Joseph montent de petites voitures. Majoritairement ont été rénovés. D'autres travaux sont programmés, ce qui laisse penser au personnel que le transfert des deux prisons hors la ville (envi-sagé par le garde des sceaux lors de sa visite à Lyon le 20 février) n'est pas pour un avenir proche. Reste que la plus grande partie des bâtiments est d'une effroyable vétusté, y compris le quartier des mineurs, qui abrite trente-deux adolescents de treize à dix-huit ans.

polyvalent pour les spectacles invités et la célébration des cultes, la tâche reste immense. La cuisine est propre, rationnelle, mais trop petite. Les salles de loisirs ne sont que des recoins, et pas un arbutus, pas un brin d'herbe ne trouve place pour humaniser le paysage.

Faute de travail, un grand nombre de détenus — y compris des condamnés — restent inoccupés. Du coup, une affectation au « service général », qui groupe la lingerie, la cuisine, la comptabilité et les servants (véritables auxiliaires qui assurent les corvées de nettoyage et la distribution des repas), correspond à un quasi-privilège.

Dans un univers où le « caïdat », le racket, les petits trafics — d'influence ou de haschisch — résistent à la vigilance des gardiens, l'éradication du phénomène des castes semble un leurre et de profondes inégalités subsistent. Elles s'observent d'abord dans le « cantinage ». Les détenus qui disposent d'un certain pécule peuvent commander à la cantine toutes sortes de produits : alimentaires (de la bière aux légumes frais en passant par l'escalope cuisinée), manufacturés (poste de radio, rasoir électrique, etc.) ou autres (tabac, journaux) ; les indigents doivent se contenter de

une belle conscience professionnelle, la mise en fiche des nouveaux arrivants.

Les très fortes têtes — comme ce détenu surnommé « le Tigre » pour son irascibilité pathologique — ou les cas « sensibles » — comme André Olivier et ses complices du groupe terroriste « Affiche rouge » — bénéficient d'un isolement, plutôt enviable en la circonstance. Mais le cas le plus particulier est assurément celui de Klaus Barbie, locataire du bâtiment « i », qui n'a jamais eu le moindre contact avec les autres détenus. L'ancien nazi dispose, dans ses deux cellules communicantes, d'une douche, d'un téléviseur et d'une bibliothèque (il lit Homère dans le texte) et se dégoûte les jambes dans une cour dissimulée aux regards.

La nuit, tous les murs sont (plus) gris et la prison tourne au ralenti. Après la soupe, distribuée vers 18 heures, les cellules sont bouclées et ne peuvent être rouvertes — en cas d'urgence — qu'en présence du premier surveillant. Après l'appel de 19 heures, les gardiens assurent, à tour de rôle, des rondes avec poignées, la permanence dans la « bulle » — équipée d'écrans vidéo et de commandes électroniques pour certaines portes — et la garde dans

les miradors vitrés qui dominent le chemin de ronde inondé de lumière piquet (1 heure à 7 heures) ne peuvent s'octroyer de repos avant d'avoir pris en charge les « clients » qui passent en jugement ou sont retenus dans les cabinets d'instruction du palais de justice. Ce soir-là, les six arrivants annoncés ne feront que deux jusqu'à minuit. « C'est le jour où j'ai pu, souligne M. Henry, les arrivages à 2 ou 3 heures ne sont pas rares... »

Nu comme un ver

Dès que le fourgon de police s'est immobilisé dans la cour, tout va très vite. Débarqués de leurs menottes, les six hommes, jeunes pour la plupart, sont enregistrés au greffe. Tandis qu'on prend ses empreintes digitales et qu'on met en dépôt les objets de valeur trouvés sur lui (argent, chèque, alliance, chaîne, etc.) le détenu est questionné : âge ? diplôme ? condamnations ? personne à prévenir en cas d'accident ? « Mes parents... », souffle ce garçon de vingt ans, livide, la gorge nouée, mais qui se retient de craquer devant témoins. Puis c'est la fiche au corps : nu comme un ver, le nouvel inmatriculé doit se pencher en avant et tousser... Il reçoit ensuite son paquetage : couvertures, draps, serviettes, bol, assiette, couverts et en « prime Badinter », un sac de plastique renfermant un petit nécessaire de toilette de dépannage.

Conduits à la cellule d'accueil — six lits, murs repeints de frais — les arrivants se voient proposer un bol de soupe et une assiette de pommes vapeur. « Généralement, ils apprécient beaucoup, commente le premier surveillant, car très souvent ils n'ont rien mangé pendant les vingt-quatre ou quarante-huit heures de leur garde à vue. » Le lendemain midi, ils auront droit à un vrai menu : tartiflette, merguez, riz et fruit. En attendant, ils vont s'occuper de la somnolence agitée du justiciable en dérapage. Les portes et les grilles se ferment une à une.

Une heure : les hommes du premier piquet vont dormir dans la salle de repos, leurs collègues du deuxième piquet, moins chanceux, s'apprêtent à enchaîner douze heures « non stop ». La nuit passe et l'attente. Rien ne bouge, rien ne casse. Silence oppressant. A 6 heures, les surveillants procèdent au réveil des « custodes » et des hommes de corvée et font le compte, à vue, des détenus tout en repassant leur courrier, non cacheté. RAS. Au bout du personnel, le patron a mis en marche son percolateur. Le café crème a un goût de semi-liberté, un parfum de « perm ». Sur le cours Sacré, les marronniers commencent à bourgeonner.

M^e Jean-Paul Mazurier donne sa démission du barreau de Paris

M^e Jean-Paul Mazurier n'est plus avocat : l'ancien défenseur de Georges Ibrahim Abdallah, qui était en même temps un agent de la DGSE, a fait remettre, lundi 9 mars, par son avocat, M^e François Gibault, sa lettre de démission au conseil de l'ordre des avocats de Paris. Agé de trente-deux ans, M^e Mazurier tire ainsi de lui-même les conséquences de son choix, qui l'avait conduit — consciemment — à trahir son client, en acceptant de collaborer avec les services français afin, assure-t-il, d'arrêter les attentats.

Dans le livre d'entretiens avec le journaliste de *Libération* Laurent Gally, *L'Agent noir, une taupe dans l'affaire Abdallah* (le Monde du 7 mars), où il révélait son double jeu, M^e Mazurier laisse entendre qu'après sa perdition il n'avait pas d'autre solution que d'abandonner sa profession d'avocat.

POINT DE VUE

Après la condamnation de Georges Ibrahim Abdallah

Consolider l'indépendance de la magistrature

par Nicolas Saint-Naves

pséudonyme de deux magistrats tenus à l'obligation de réserve

EVANT le cour d'assises de Paris, un magistrat du parquet vient de requérir contre Georges Ibrahim Abdallah une peine qui n'excède pas dix ans au titre de réquisitions où le rôle de la justice a été présenté comme subsidiaire. La cour d'assises n'a pas cru devoir suivre le représentant du ministère public en prononçant la réduction criminelle à perpétuité.

Cette condamnation n'a pas à inspirer d'autres commentaires que ceux qui ont, à juste titre, relevé cette manifestation évidente de l'indépendance de la justice.

Arrêtons-nous donc cependant aux réquisitions de l'avocat général. Voilà, sans nul doute, un magistrat ferme, intègre, courageux. Quelles raisons ont alors provoqué ce « Munich du parquet » ?

Si l'on s'en tient aux déclarations du garde des sceaux et du magistrat concerné, la chancellerie ne donne pas d'instruction à ce dernier, comme elle aurait pu d'ailleurs le faire en toute légalité. C'est donc de son propre chef qu'un magistrat a cru bon et utile, devant l'opinion publique internationale attentive et concernée, d'écarter la morale et le droit, en somme la justice.

Un magistrat « de haut niveau » parvenu à de tels ornements, c'est là le symptôme d'un mal latent qui l'arrêt de la cour d'assises ne peut totalement masquer.

Un mal latent, manifeste, qui est apparu évident : l'habitude quotidienne du conformisme empressé que le statut actuel de la magistrature a érigé en condition coutumière d'un avancement convenable.

Ne pas déplaire, courtoisie, respecter les pouvoirs sans toujours honorer le sien. Vierge banale ? Voire. Virtue singulière lorsqu'il s'agit de garantir les libertés, juger, punir, trancher.

Cette bien grise réalité est l'envers de carrières où bien souvent, trop souvent, ministres, chefs et sous-chefs diront « oui », « c'est X... qu'il faut là », « il a un bon profil ».

EN BREF

● L'ancien PDG de l'AFP inculpé pour fausse nouvelle. — M. Henri Figeat, ancien PDG de l'AFP, a été inculpé, lundi 9 mars, de publication de fausse nouvelle par M. Claude Grellier, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris. Le magistrat avait été chargé, le 14 janvier, de l'information ouverte contre X... par le parquet de Paris, après une plainte déposée par le maire de Paris visant une dépêche du 7 décembre 1986 selon laquelle un groupe de jeunes gens casqués seraient sortis de la mairie de Paris pour rejoindre les manifestants sans être inquiétés par les forces de l'ordre.

[De plus, l'agence France-Presse indique, dans une dépêche du 9 mars, que M. Figeat a été inculpé de diffamation à la suite d'une plainte, avec constitution de partie civile, de M. Jacques Châtres.]

● M. Charles Pasqua : le maintien des visas est prorogé pour six mois. — M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, a rappelé, lundi 9 mars, que le maintien des visas pour rentrer en France, à l'exception des ressortissants de la CEE, était « prorogé pour six mois ». M. Pasqua, qui s'exprimait à la veille de son voyage en Arabie saoudite, sur Radio-Orléans, une radio locale parisiennaise, a ajouté : « Nous prorogerons ces dispositions et les maintiendrons tant que cela sera nécessaire. Le rétablissement des visas a incontestablement gêné les milieux terroristes ».

● M. Jean Trouillet, directeur départemental des polices urbaines de la Haute-Garonne. — M. Jean Trouillet, directeur départemental des polices urbaines des Pyrénées-Atlantiques, commissaire central de Pau, vient d'être nommé directeur départemental des polices urbaines de la Haute-Garonne, commissaire central de Toulouse.

M. Trouillet, cinquante et un ans, qui est commissaire divisionnaire depuis 1980, va remplacer M. Gérard Meury, appelé prochainement à faire valoir ses droits à la retraite.

● Des objections de conscience pour les victimes. — L'association « Strasbourg ACCORD (Association comitologie de coordination pour la prévention, la réinsertion des détenus et l'aide aux victimes) recherche, pour son bureau d'aide aux victimes, un juriste (niveau de maîtrise de droit privé) et un psychologue (niveau maîtrise). Pour des raisons financières, l'association souhaite confier ces postes à des objectifs de conscience qui peuvent lui adresser leur candidature, accompagnés d'un curriculum vitae et d'une photo, 17, rue de la Toussaint, 67000 Strasbourg. Téléphone : 88-23-03-86.

Handwritten text in Arabic script at the bottom of the page.

كلنا من الامل

Société

SÉCURITÉ

Du 5^e au 13^e arrondissement

Fusillades dans Paris : quatre jeunes gens arrêtés

La fusillade déclenchée pendant la nuit de dimanche 8 au lundi 9 mars, à Paris, par quatre jeunes gens contre des policiers... et dont les tenants et aboutissants ne sont pas encore élucidés... est largement « couverte » par la presse, ce mardi, « La folle équipée de quatre jeunes imbéciles », titre le Figaro à la une; « Le petit prince passe à l'Action directe », proclame la manchette du Parisien; « Les terroristes à l'œuvre ? » interroge le Quotidien de Paris.

Pour leur part, le Matin se contente d'un titre froid: « Les deux étaient des fils de famille », libération d'une question: « Mais que visaient les fusillades du Panthéon ? » et l'Humanité d'un sobre entrefilet en page intérieure: « Fusillade dans la nuit hier à Paris ».

Le long silence des services de police à propos de l'identité des jeunes gens semble avoir, en partie, alimenté la curiosité de la presse. Ce n'est qu'en fin d'après-midi, lundi, que l'Agence France-Pressa a, en effet, pu communiquer qu'Edouard de Faucigny-Lucinge, « du nom d'une des plus illustres familles de France », vingt-deux ans, étudiant en sciences politi-

ans, qui préparait Sciences-Po et Laurent Comte, vingt et un ans, étudiant en philosophie, étaient les auteurs présumés d'une fusillade nocturne, vers 2 h 30, tout d'abord devant le domicile de M. Jean Tibéri, premier maire adjoint de Paris, 1, place du Panthéon (cinquième) puis dans le troisième arrondissement (le Monde du 10 mars).

Deux des jeunes gens se seraient dirigés, armés de revolvers 357 magnum, vers les deux gardiens de la paix en faction et heureusement vêtus de gilets pare-balles, en exigeant: « Vos uniformes et vite ». Des coups de feu auraient immédiatement été échangés. Prenant la fuite à bord d'une voiture où les attendaient un camarade et une jeune femme, une course-poursuite s'engageait avec la police. C'est alors qu'Edouard de Faucigny-Lucinge, installé à l'arrière du véhicule, a été sérieusement blessé par balle.

Trois des jeunes gens ont finalement été arrêtés dans le troisième arrondissement, tandis qu'une jeune femme - Christelle Rodriguez, vingt ans, vendeuse dans une grande surface - arrivait à s'échapper durant quelques

heures. Lors de son arrestation, dans la banlieue sud, les policiers auraient découvert à son domicile plusieurs armes.

Plus de vingt-quatre heures après les faits, les mobiles de cette fusillade restent énigmatiques. L'un des jeunes gens a lancé aux policiers qui l'interrogeaient: « Je suis d'Action directe », laissant sceptiques les enquêteurs. Peut-être, pour autant, mettre « simplement » cette fusillade sur le compte de la banlieue? Les auteurs des coups de feu étaient « éméchés », après avoir dîné dans un restaurant et bu un dernier verre dans un bar.

En fait, l'enquête et l'instruction judiciaires, qui ne manquera pas d'être ouverte, devront déterminer la provenance des armes dont on dit, déjà, que l'une a été dérobée chez un armurier de l'avenue de la Bourdonnais (7^e arrondissement) en novembre 1986. Ainsi les jeunes gens pourraient-ils, au choix, vouloir épater une jeune fille, ou préparer un « coup » en s'emparant des uniformes de deux policiers.

M. Louis de Faucigny-Lucinge, trésorier-payeur général, en vacances à Courchevel s'est déclaré « stupéfait »: « Cela ne correspond absolument pas à la

personnalité de mon fils, a-t-il dit, ajoutant: « Je serai demain à Paris. J'ai vu mon fils pour lui demander ce qui s'est passé et ce qu'il me dira, le croira-t-il ».

Le Syndicat général de la police et les gardes statiques: « Le Syndicat général de la police (SGP), membre de la FASP, majoritaire parmi les gardiens de la paix de la région parisienne, estime que la fusillade devant le domicile de M. Jean Tibéri « remet une nouvelle fois l'accent sur les gardes statiques de la préfecture de police ». « Actuellement, ajoute le SGP, la protection des personnes et bâtiments publics repose uniquement sur la présence physique des policiers. Cette façon d'appréhender la sécurité, nous la contestons. En 1986, le ministère avait entrepris une étude technique des gardes statiques [qui] aboutissait à la mise en place de moyens en personnel mais aussi et surtout en technique de pointe ». Le SGP est favorable à l'allègement des gardes statiques par leur remplacement par des moyens de surveillance électronique, notamment de vidéo.

ENVIRONNEMENT

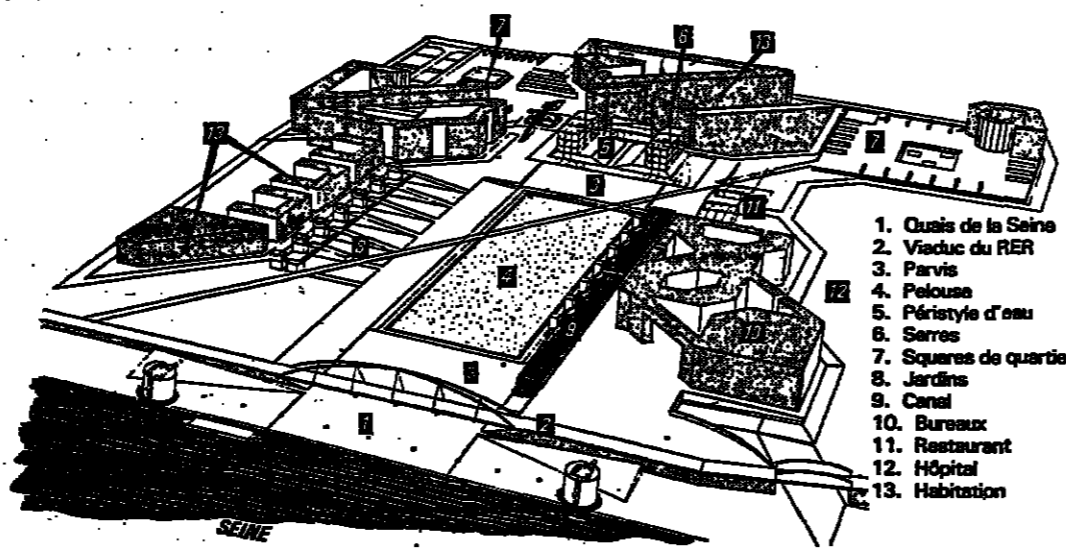
M. Chirac lance le parc Citroën

Une nouvelle fenêtre sur la Seine

Après La Villette, le parc Citroën sera le plus vaste espace vert réalisé à Paris depuis le Second Empire.

C'est en ces termes que M. Jacques Chirac, accompagné de M. Balladur et de M^{me} Michèle Barzach, a présenté, le 6 mars, sur le chantier même, la maquette du jardin de 13 hectares qui s'étendra à l'emplacement des usines automobiles, dans le quinzième arrondissement. Beau projet en effet, qui, avec le nouveau quartier déjà en construction alentour, va transformer ce coin de la capitale jusqu'ici plutôt désolé.

Renouant avec la tradition qui articulait sur la Seine les grandes troupes urbaines, le jardin des Plantes, le Champ-de-Mars et les Invalides, les architectes (1) ouvrent une nouvelle fenêtre fluviale. Partant des quais libérés de leurs entrepôts, puis passant sous la ligne du RER, les promeneurs verront s'ouvrir devant eux une perspective longue de 450 mètres. Au centre, les enfants pourront jouer sur une immense pelouse. Derrière, une esplanade restera libre pour de grandes manifestations. Au fond, deux serres encadrant des jets d'eau formeront le regard. À droite de la trouée et la saillie d'un trait liquide, un canal ponctué de belvédères descendra vers la Seine. À gauche, exposés au soleil, se succéderont six petits jardins séparés par des outèdes d'eau; chacun, garni de plantes soigneusement choisies, aura sa couleur propre et, par conséquent, son ambience. Enfin, tout au fond, deux squares plus intimes



1. Quais de la Seine
2. Viaduc du RER
3. Parvis
4. Pelouse
5. Péristyle d'eau
6. Serres
7. Squares de quartier
8. Jardins
9. Canal
10. Bureaux
11. Restaurant
12. Hôpital
13. Habitation

LE PARC CITROËN ET SES ALENTOURS

feront autant de brèches dans la falaise des immeubles.

Voilà un rêve plus facile à coudre sur le papier qu'à inscrire sur le terrain. Il y a déjà quinze ans qu'on y songe, et l'ensemble du parc ne sera guère accessible avant 1991. Il faudra, entre-temps, rassembler 100 000 mètres cubes de terre, planter 2 200 arbres et 40 000 arbustes, construire des dizaines de bassins, les canaux et les serres.

« On ne négotiera pas »

Pour que l'on ait accès au fleuve, la ligne du RER devra être mise en viaduc et le boulevard Citroën disparaître sous terre. Le devis est à la mesure de ces ambitions: 600 mil-

lions de francs; et le maire a décidé qu'« on ne négotiera pas ».

Le parc Citroën - l'équivalent en surface du parc Montsouris - doit en effet constituer le poumon d'un futur quartier déjà en cours d'édification. Sur la façade sud s'élève un ensemble de bureaux aux parois de verre, dû au crayon de l'architecte Clément Cacoub. Ce « monument », à l'architecture intéressante mais trop haute d'une dizaine de mètres, est heureusement percé de rues intérieures qui allègent. Derrière, sont programmés un hôpital de 650 lits et une zone d'activités bordant l'autre chemin de fer de petite ceinture.

Sur les pourtours nord et est du parc sont en chantier, ou prévus, 2 500 logements, des commerces, un

hôtel quatre étoiles et quelques ateliers d'artistes. Ils seront accompagnés des équipements publics nécessaires à la vie quotidienne: collège, écoles, crèche, gymnase, bibliothèque... Ces constructions-là, a-t-on promis, ne dépasseront pas sept étages, c'est-à-dire la hauteur traditionnelle des immeubles parisiens.

Le nouveau quinzième sera relié au centre de Paris par la voie C du RER, le métro Balard-Créteil et de nouvelles lignes de bus.

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) Alain Provost, Gilles Clément (paysagistes), Jean-Paul Viguier, Patrick Berger et Jean-François Jodry (architectes).

Le naufrage du « Herald-of-Free-Enterprise »

A la recherche des corps des victimes et des causes de la catastrophe

La préparation du renflouement du car-ferry Herald-of-Free-Enterprise, toujours coincé sur le flanc sur un haut-fond, près de Zeebrugge, a commencé lundi 9 mars. Tout espoir de retrouver des survivants est abandonné. Le naufrage du navire de la compagnie britannique Townsend Thoresen a fait 53 morts et 81 disparus.

Le gouvernement belge insiste pour que tout soit fait pour récupérer d'abord les corps des victimes, emprisonnés dans la coque, une opération qui présente des risques graves pour les hommes-grenouilles, soumis d'autre part aux aléas du vent, de la marée et de l'état de la mer. Les travaux devraient durer plus d'un mois.

La justice de Bruges a chargé trois membres de la commission maritime près le tribunal d'Anvers d'enquêter sur les causes du naufrage. Selon des sources judiciaires, les témoignages des membres d'équipage et des survivants ont été recueillis. Ainsi Marc Stanley, un marin de vingt-huit ans chargé de la fermeture des portes, a démenti

devoir les enquêteurs les propos qui lui étaient attribués et selon lesquels il aurait pu être responsable de la catastrophe.

À Londres, le ministre britannique des transports, M. John Moore, a annoncé lundi devant la Chambre des communes la nomination d'un magistrat de l'amirauté pour conduire l'enquête officielle.

De premières indications suggèrent que le ferry a chaviré en raison d'« un apport subit d'eau » qui s'est engouffré par les portes de proue, a déclaré le ministre. Il n'y a pas de preuves de défauts fondamentaux dans la conception du bateau, a-t-il ajouté.

Cependant, de nombreux experts remettent en cause la conception des car-ferris, dessinés comme d'immenses hangars flottants où doivent embarquer et débarquer le maximum de véhicules, en un temps record, au détriment de la navigabilité. Le Lloyd's List, quotidien des assureurs maritimes londoniens, rapportait ainsi lundi que des modifica-

tions structurelles importantes sont réclamées en vain depuis dix ans: notamment des cloisons étanches, que les compagnies refusent en raison du coût.

La stabilité des ferris, qui ont une très faible surface mouillée par rapport à leur superstructure, est en général assurée par des ballasts, réservoirs d'eau situés au fond du bateau et que l'on peut remplir ou vider à volonté pour compenser les déséquilibres dus au vent, à l'état de la mer, ou à un chargement inégalement réparti.

Le Herald-of-Free-Enterprise était apparemment doté de cet équipement, dont la défaillance, cumulée avec le maintien des portes en position ouverte, pourrait constituer une explication au chavirement brutal.

La compagnie Townsend Thoresen, qui n'exclut pas de remettre en service le bateau après son renflouement, a donné l'ordre à tous les capitaines de ses navires de s'assurer de la fermeture des portes avant de prendre la mer.

RELIGIONS

RECTIFICATIF. - Dans l'affaire de Port-Marly, ce n'est pas une délégation de catholiques traditionalistes, mais de la municipalité et de la paroisse catholique officielle, qui a été reçue le 7 mars par un conseiller du premier ministre (le Monde du 10 mars).

PROMENADE CULTURELLE

ECS ENSEIGNEMENT PRIVÉ À DISTANCE

A LA DÉCOUVERTE DU MONDE pour occuper vos loisirs apprendre et connaître...

- Beaux-arts
- Musique
- Littérature
- Cinéma
- Histoire
- Techniques

Documentation gratuite sur demande ECS 1 rue Thénard - 75005 Paris Tél. (1) 46 34 21 99

American Airlines.
La compagnie aérienne transatlantique qui a le meilleur réseau de correspondances.

Vols quotidiens de Paris-Orly/ Dallas/ Fort Worth et Paris-Orly/ Chicago.
Correspondances vers plus de 200 villes aux USA, Canada, Mexique et Caraïbes.

American Airlines.
The American Airline:
 Contactez votre agent de voyages ou appelez-nous au: 42.89.05.22.
 * La compagnie typiquement américaine.

Société

Un sondage « le Monde »-RTL

La crainte du SIDA modifie sensiblement le comportement sexuel des jeunes

Près de trois jeunes Français et Françaises sur quatre ont modifié ou modifieront leur comportement sexuel à cause des risques de contamination par le virus du SIDA. Tel est l'enseignement le plus important d'un sondage SOFRES effectué pour le Monde et RTL.

Moins de cinq ans après son apparition en France, l'épidémie de SIDA est un phénomène qu'aucun jeune ne peut plus ignorer. Pour les quinze-vingt-quatre ans, cette nouvelle maladie constitue une crainte majeure derrière la guerre nucléaire certes, mais presque au même titre que le développement du terrorisme ou le chômage, et nettement devant « la famine dans le monde » ou « la montée des dictatures ».

Concernant le SIDA, 57 % des jeunes interrogés se disent « très inquiets » ou « assez inquiets » et ils ne sont que 12 % à assurer « ne pas être inquiets du tout ».

Pour l'essentiel, cette inquiétude n'est pas la conséquence d'une mauvaise information puisqu'ils sont 58 % à estimer être « très bien » ou « assez bien » informés. Toutefois, les quinze-dix-neuf ans, comme ceux qui n'ont pas eu de relations sexuelles (ou qui n'en ont qu'occasionnellement) s'estiment en général moins bien informés que les autres.

Seuls 22 % des jeunes pensent que les informations sur le SIDA « visent à rétablir les valeurs morales traditionnelles ». De même, ne sont-ils que 6 % à dire qu'ils seraient « choqués » si l'on installait un distributeur de préservatifs dans leur lycée, leur faculté ou une discothèque. Si l'on parle du SIDA avec ses ami(e)s, on n'évoque jamais le sujet avec un prêtre. Mais on aborde moins le sujet avec son (ses) ami(e)s intimes qu'avec, par exemple, ses parents. D'une manière générale, face au SIDA, le sexe, les préférences politiques, les origines socio-professionnelles ou la situation matrimo-

niale ne semblent guère influencer sur le type de réponse.

La traduction la plus évidente de l'importance que les jeunes Français de quinze à vingt-quatre ans accordent à cette nouvelle maladie sexuellement transmissible concerne l'évolution de leur comportement sexuel. Ils sont ainsi 37 % à dire avoir changé quelques-uns de leurs habitudes en matière de sexualité. Cette évolution porte essentiellement sur le choix des partenaires sexuels et sur l'utilisation de préservatifs.

La réponse est sans ambiguïté quand on évoque l'avenir, puisque 70 % des jeunes annoncent qu'ils prendront des précautions particulières vis-à-vis du SIDA, qu'il s'agisse du choix des partenaires (34 %) ou de la réduction du nombre de leurs partenaires à venir (15 %). La proportion est d'autant plus significative qu'ils ne sont aujourd'hui que 24 % à

croire pouvoir contracter le SIDA et 72 % à penser être à l'abri.

Le SIDA est bien perçu par les jeunes comme une maladie sexuellement transmissible et non plus, comme c'était le cas il y a quelque mois encore, comme une affection ne concernant que les homosexuels ou les toxicomanes. Corollaire : les jeunes se sentent directement concernés. Dans le même temps, la majorité d'entre eux sait de quelle manière on peut, en pratique, éviter de contracter la maladie.

Information et morale

Cette prise de conscience vient brutalement bouleverser une profonde dynamique amorcée par la maîtrise progressive de la procréation, par la dissociation de la sexualité et de la reproduction qu'elle implique, et par la libération des mœurs. Les milieux religieux ne s'y sont pas

trompés, qui s'intéressent de très près, en France, au contenu des messages publics que le gouvernement va prochainement lancer, dans le cadre de sa campagne nationale d'information et de prévention du SIDA. « On devra dire aux générations élevées avec la liberté sexuelle : il faut que vous changiez de mode de vie ; il faudra parvenir à des changements de comportement individuel », déclarait le 3 mars, M^{me} Michèle Barzach, ministre déléguée, chargée de la santé et de la famille. « Notre responsabilité collective dans ce domaine est énorme ».

Tout laisse penser que, pour être pleinement efficace, l'information que le gouvernement entend diffuser auprès des jeunes ne devra en aucune manière pouvoir être interprétée comme sonnant le glas d'une époque « où tout était permis », ou encore comme cachant, derrière des impératifs de santé publique, une morale traditionnelle et normative vis-à-vis de la sexualité.

JEAN-YVES NAU

Qu'est-ce qui vous fait peur pour les dix prochaines années ?

- La terreur	37
- La famine dans le monde	23
- Le développement du SIDA	34
- La guerre nucléaire	41
- La crise économique	36
- La montée des dictatures	12
- Sans opinion	5
%(1)	

(1) Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner plusieurs réponses.

Avez-vous changé quelque chose à vos habitudes à cause du SIDA ?

		Ensemble des 15-24 ans
- Oui		37
- Vous avez moins de partenaires sexuels		7
- Vous utilisez des préservatifs ou vous demandez à votre partenaire d'en utiliser		14
- Vous faites très attention au choix de vos partenaires sexuels		20
- Même si vous en avez envie, vous évitez d'avoir des relations homosexuelles		4
- Non, je n'ai rien changé à mes habitudes		61
- Sans réponse		2
		100 %

Fiche technique

- Date de réalisation : du 24 février au 2 mars 1987.
- Echantillon national de cinq cents jeunes de quinze à vingt-quatre ans représentatif de cette tranche d'âge.
- Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage) et stratification par région et catégorie d'agglomération.

Craignez-vous d'attraper le SIDA ou pensez-vous que vous ne risquez pas d'avoir cette maladie ?

- Je crains d'attraper le SIDA	24
- Je pense être à l'abri	72
- Sans opinion	4
100 %	

Sur les risques de développement du SIDA en France, êtes-vous...

- très inquiet	15	} 57
- assez inquiet	42	
- pas très inquiet	29	} 41
- pas inquiet du tout	12	
- Sans opinion	2	2
100 %		

Vous-même, quelle serait votre réaction si on installait un distributeur de préservatifs dans un endroit fréquenté par des jeunes comme vous ? (lycée, faculté, maison de jeunes, discothèque, etc.)

- Je serais plutôt content	29
- Ça me laisserait indifférent	58
- Je serais gêné	6
- Je serais très choqué	6
- Sans opinion	1
100 %	

Est-ce qu'il vous arrive de parler du SIDA : souvent, de temps à autre, rarement ou jamais avec...

	Souvent	De temps à autre	Rarement	Jamais	Sans réponse
	%	%	%	%	%
vos parents	7	34	37	48	2
vos frères et sœurs	41	21	16	52	6
vos ami(e)s	19	41	28	19	1
vos petit(e) ami(e)	7	21	12	52	8
vos professeurs	4	14	7	54	21
un médecin	1	5	6	85	4
un prêtre	-	-	1	93	6
					94

À l'avenir, prendrez-vous des précautions particulières à cause du SIDA ?

		Ensemble des 15-24 ans
- Oui		70
- Vous aurez peu de partenaires sexuels		15
- Vous utiliserez des préservatifs ou vous demanderez à votre partenaire d'en utiliser		34
- Vous ferez très attention au choix de vos partenaires sexuels		34
- Même si vous en avez envie, vous éviterez d'avoir des relations homosexuelles		5
- Non, je ne prendrai aucune précaution particulière à cause du SIDA		28
- Sans réponse		2
		100 %

REPÈRES

Qui aime bien...

Que peut-il se passer dans la tête d'un enfant de douze ans qui, pour un vol de pétards dans un magasin, se voit affublé d'un surnom : « J'ai volé, je suis puni » et contraint, devant tous les clients, de nettoyer les rayons pendant quatre heures à l'aspirateur ? C'était il y a dix jours, en France à Cluny (Saône-et-Loire).

Le garçon en larmes a été raccompagné chez lui par un témoin compatissant qui n'a d'abord rien dit aux parents, à la demande de l'enfant, par crainte d'une nouvelle punition.

Le procureur de la République de Mâcon a jugé l'affaire suffisamment grave pour ouvrir une enquête.

Décentralisation

La météo à Toulouse ?

Les services techniques centraux de la Météorologie nationale vont-ils enfin s'installer à Toulouse ? Oui, si l'on en croit les déclarations faites dans cette ville le 6 mars par M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports.

C'est en 1972 que l'idée de la décentralisation des services parisiens de la Météorologie nationale a été lancée. Mais, jusqu'à présent, seules l'École nationale de météorologie et une partie de l'Établissement d'études et de recherches météorologiques se sont effectivement installés à Toulouse.

Un comité interministériel consacré à l'aménagement du territoire devrait bientôt prendre la décision.

Déchets nucléaires

Levée de boucliers dans les Deux-Sèvres

Deux semaines après l'annonce du choix du massif granitique de Neuville-Bouin (Deux-Sèvres) comme site d'étude préalable à l'enfouissement de déchets radioactifs, à vie longue (le Monde daté 22-23 février), tous les élus locaux se montrent extrêmement réservés. Les conseils municipaux des neuf communes concernées se sont tous déclarés opposés à l'accueil éventuel d'un centre de stockage souterrain, y compris celui de Lorgeasse, dont le maire, M. Guy Gonnard, conseiller général (UDF), avait d'abord personnellement approuvé le projet. Il s'est rallié à la position de son conseil, qui refuse de « compromettre la vocation agricole et touristique de notre Sèvre nantaise ».

M. Jean de Gaulle, député (RPR) des Deux-Sèvres, a écrit au ministre de l'Industrie, M. Alain Madelin, pour

s'étonner de l'absence de consultation préalable des élus, tout en reconnaissant que « la gestion à long terme des déchets radioactifs générés par notre industrie nucléaire est une mission d'intérêt général ». Il demande la constitution d'une commission d'enquête nationale, chargée de publier un rapport avant toute décision du gouvernement. — (Corresp.)

Séisme

Peut-être 300 morts en Equateur

Les séismes — dont l'un de magnitude 7,3 — qui se sont produits dans la nuit du 6 au 6 mars en Equateur, auraient tué quelque trois cents personnes. La région la plus affectée est la province de Napo, située au sud-est de Quito sur le versant amazonien des Andes. Les dégâts matériels au chiffre de milliards de dollars et les sans-abri par milliers. — (AFP.)

SPORTS

Jeu à XIII

La tournée de l'équipe de France aux antipodes est annulée

Le comité directeur de la Fédération française de jeu à XIII a décidé, samedi 7 mars, d'annuler « pour des raisons financières et sportives » la tournée aux antipodes que l'équipe de France devait effectuer en juillet prochain. Cette tournée en Australie, en Nouvelle-Zélande et en Nouvelle-Guinée, au cours de laquelle les tricolores devaient disputer trois tests-matches comptant pour la Coupe du monde, est reportée d'un an et sera réduite à quatre semaines.

Dans l'impossibilité de boucler le budget, le président fédéral, M. Jacques Sappéa, dont la gestion est très contestée par l'ensemble des clubs, a dû se rendre aux arguments de son secrétaire général, M. Pierre Rayssac, qui estimait récemment : « Je nous vote mal nous déplacer sans argent, sans entraîneur et avec une équipe sans moral ».

La crise qui secoue la Fédération de jeu à XIII depuis le 2 février, alimentée par les mauvais résultats de l'équipe nationale et par le décès accidentel du joueur carrossien Jean-François Davy, devrait trouver son épilogue le 8 mai à Toulouse, où un comité directeur devra désigner la nouvelle équipe dirigeante.

● CYCLISME : Paris-Nice. L'équipe Carrera avec son leader Stephen Roche a remporté, lundi 9 mars à Champigny (Yonne), la première étape disputée contre la montre avec

19 secondes d'avance sur Sylvain U (Laurent-Fignon). Au classement général, Roche précède Thierry Marie et Erik Maechler de 14 secondes.

● FOOTBALL : droits de retransmissions. — La Fédération internationale de football (FIFA) a signé, lundi 9 février, un contrat de 340 millions de francs suisses (1,96 milliard de francs) avec le Consortium international de télévision (WCSTV) pour les droits de retransmissions des phases finales des Coupes du monde 1990, 1994 et 1998. Les droits de retransmissions pour l'Amérique du Nord (Etats-Unis et Canada) ne sont pas compris dans ce contrat. Sur les 350 millions de francs suisses, 133 devraient être à la charge de l'Eurovision. Pour la Coupe du Monde 1986 au Mexique, l'ensemble des droits de retransmissions s'élevait à 49 millions de francs suisses.

● SKI ARTISTIQUE : formation des cadres. — Ancien directeur technique de la Fédération française de gymnastique, Arthur Magnéhen a donné son accord, le lundi 9 mars, à Marcel Rossi, président du comité artistique et acrobatique de la Fédération française de ski, pour prendre en charge, en temps que responsable bénévole, la formation des cadres de cette discipline.

SCIENCE & TECHNIQUE

IBM

MARS 87

• Bill Gates dévoile **LE NOUVEAU STANDARD IBM**

Le Monde sur minitel

VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL

Bourse : suivez l'évolution de vos actions grâce à un code personnel et secret.

36.15 TAPEZ LEMONDE

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde ARTS ET SPECTACLES

Handwritten text in Arabic script: "الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية"

SECTEURS DE POINTE

Chaque grand choix!

Chef de projet informatique


Formation supérieure (Bac + 5) ou école d'ingénieurs bénéficiant d'une expérience minimum de 5 ans.

POSTES A POURVOIR : **GESTION** LYON(VAX) PARIS MARSEILLE INDUSTRIELLE LYON

Esprit d'équipe, qualité relationnelle, sens de la communication sont les clés de votre réussite à ce poste qui offre de réelles perspectives d'avenir.



Adressez-nous votre dossier de candidature, C.V., lettre man. en indiquant le poste choisi à CORI - 29 rue de Miromesnil 75008 PARIS qui vous garantit une totale discrétion.



Avec le Crédit Lyonnais, dites oui à l'avenir.

Dites oui et venez participer à l'élaboration d'une architecture de systèmes à la pointe de l'innovation technique.

Dans un environnement IBM de grande puissance et un réseau de plusieurs milliers de terminaux, le Crédit Lyonnais poursuit son évolution, conçoit et développe de nouveaux outils utilisant, d'ores et déjà, les technologies du futur.


Jeunes informaticiens formation supérieure

débutants ou première expérience.

Ces projets d'avant-garde nécessitent votre potentiel et vos compétences. Nous avons besoin de votre ouverture d'esprit, de votre créativité pour réfléchir à la conception, la réalisation et la mise en place de nos nouveaux systèmes. ORDINATEURS INDIVIDUELS (DOS), RESEAUX LOCAUX, MOYENS SYSTEMES A TOLERANCE DE PANNES, VIDEOTEX, MESSAGERIE ELECTRONIQUE.

Une floraison de projets très pointus vous promet un épanouissement total de vos capacités au sein d'équipes mobilisées par ce défi.

Relevez-le avec elles à LA DEFENSE. Une fois gagné, des perspectives d'évolution personnalisées s'offriront à vous, soit en informatique, soit dans une autre fonction de notre grande banque internationale.



Adressez votre dossier de candidature en précisant bien la Réf. JI 726 à notre Conseil DATAID SELECTION 48, av. Raymond Poincaré 75116 PARIS.

Notre entreprise (1000 personnes, 2 usines) est filiale d'un important groupe industriel français. Nous créons une nouvelle fonction :

Ingénieur qualité

Rendant compte au Directeur Technique de l'une de nos lignes de produits, vous vous engagez dans une mission à la fois rigoureuse et créative. Vous superviserez le contrôle de qualité du département et encadrerez une petite équipe.

A l'écoute des besoins de nos clients, de l'information de nos commerciaux et de l'innovation de la production, vous saurez, dans une interface dynamique, faire évoluer les caractéristiques techniques de nos produits.


Vos compétences vous permettront d'intégrer nos équipes à de nouvelles technologies de contrôle et de nous apporter un réel esprit qualité.

A 30 ans, diplômé d'une G.E. d'ingénieur, vous avez acquis votre expérience «qualité», si possible, dans les industries mécaniques ou d'équipements électriques.

Vous vous êtes déjà imposé comme un homme de dialogue, autonome et efficace. Anglais indispensable.

Localisation : 150 km Nord-Est de Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo, en précisant sur l'enveloppe la réf. IQM, à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra en toute confidentialité.



Chef de Produits

HEC, ESSEC, ESC

Des chiffres qui parlent. Première société de services en informatique cotée en Bourse, CCMC vient de vivre 13 années de résultats bénéficiaires et s'illustre toujours sur un marché en expansion où elle a atteint près d'un milliard de CA en 86. En collaboration avec 5.000 experts-comptables, CCMC est au service de 250.000 entreprises françaises auxquelles elle propose la qualité éprouvée des traitements classiques sur grands ordinateurs et une gamme de micro et de logiciels.

Un marketing hautement spécialisé constitue aujourd'hui votre pôle d'attraction. Si vous avez 3 à 5 ans d'expérience de Chef de Produits ou d'Assistant, notre Direction Marketing vous offre l'opportunité de concrétiser vos idées en créant de nouveaux logiciels de gestion. Vous suivrez la démarche classique du Chef de Produits - analyse des besoins, prévisions, conception, lancement, suivi - en assurant un dialogue étroit avec nos informaticiens et notre force de vente. Si à un esprit créatif et à des facultés d'analyse développées, vous alliez de réelles qualités relationnelles, CCMC, appliquant une politique avancée des ressources humaines, saura vous présenter de nouvelles opportunités.

ORION vous remercie, si ces perspectives vous motivent, de lui adresser votre dossier (CV, photo, lettre manuscrite et présentations), sous réf. 703.518 M

ORION 35, rue du Rocher 75008 Paris.

ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT

recherche

INGENIEURS INFORMATIENS

INGENIEUR CONFIRME Réf. 101
Pour encadrer l'équipe support pour le logiciel de base des systèmes et le développement des applications dans les domaines :
- systèmes d'exploitation,
- télécommunication et télématique,
- bureautique,
- micro-informatique compatible.
Expérience de 5 ans minimum dans les deux premiers domaines cités.

INGENIEUR SYSTEME Réf. 102
Pour connaître et définir les «operating systems» de notre gamme de matériel (processeur INTEL) :
- évaluer les «operating systems» nouveaux,
- former et assister les clients,
- suivre les développements des logiciels.
Expérience de 2 à 3 ans sur des systèmes multiprocesseurs (RMK, UNIX...) et éventuellement en télécommunication. Coût du support en clientèle.

INGENIEUR LOGICIEL DE BASE Réf. 103
Pour porter des «operating systems» sur machine multiprocesseurs de la gamme MOTOROLA (68000 et 68020).
Ingénieur de haut niveau, vous avez une expérience de 3 à 5 ans en logiciel de base. Une connaissance de l'UNIX et/ou PASC est souhaitée.

INGENIEUR TELECOMMUNICATIONS Réf. 104
Pour assurer le développement de logiciel réseau sur machine multiprocesseurs de la gamme MOTOROLA (68000 - réseaux locaux, connexion entre ordinateurs).
Ingénieur de haut niveau, vous avez une expérience de 3 à 5 ans dans ce domaine ainsi qu'une capacité d'encadrement d'une équipe.

INGENIEURS ELECTRONIENS

INGENIEUR ETUDES Réf. 105
Pour réaliser des programmes fonctionnels destinés au contrôle et à la qualité des cartes électroniques en liaison avec les départements Production et Maintenance.
Une bonne connaissance de la programmation sur microprocesseur (gamme INTEL) est nécessaire.

INGENIEUR D'APPLICATION Réf. 107
Pour développer des applications de type «concentrateurs - serveurs», machines multiprocesseurs sous UNIX ou PICK dans le domaine des concentrateurs.
Vous êtes déjà ingénieur chef de projet et avez une expérience de 3 à 5 ans.

Merci de nous adresser votre candidature (lettre et CV) en précisant la ou les réf. répondant à vos aspirations.
ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT - DIRECTION DE L'ADMINISTRATION DU PERSONNEL
55, QUAI MARCEL DASSAULT - 92214 SAINT-CLOUD.

Groupe français, 7 000 personnes, bénéficiant d'une très forte notoriété, recherche pour sa Direction des systèmes d'information - Paris -

- matériel IBM 3084 et 4381 (x 2), réseau de 2 000 terminaux mini et micro,
- applications industrielles de contrôle de processus - applications temps réel hautes performances - infocentre en pleine expansion.

3 chefs de projets informatiques

Diplômés Grande Ecole scientifique (Mines, Centrale, ESE, Télécom...) ou de gestion (HEC, ESSEC, ESCP...), disposant de 2 années d'expérience en informatique de gestion, ils se verront confier la conduite et l'installation de projets de taille et d'importance en gestion commerciale et gestion de production.

A la fois rigoureux, ouverts aux techniques avancées et généralistes dans leur démarche, leurs qualités d'organisation et de communication leur ouvriront de nombreuses perspectives.

Notre groupe se transforme et les projets pour des hommes à fort potentiel ne manquent pas.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et présentations) à A.S. Publicité, 3, rue de Liège 75009 Paris, sous réf. 113.

Nous sommes une très importante société de loisirs, leader mondial sur son marché (C.A. 25 Milliards de Francs)

Vous souhaitez évoluer vers un poste de :

Manager d'une grosse équipe informatique

Agé d'environ 35 ans, vous êtes ingénieur informatique/électronique.

Vous avez acquis une expérience professionnelle réussie soit dans une entreprise en tant que responsable de développement logiciels, soit dans une S.S.I.I. en tant que chef de secteur. Vous pouvez aussi avoir été chef de projet. Vous avez managé une équipe d'une vingtaine de personnes et vous avez une connaissance de systèmes temps réel.

Venez nous rejoindre, nous vous confierons les responsabilités suivantes :

- Assurer la cohérence fonctionnelle et technique des différents projets informatiques.
- Planifier et contrôler les travaux d'intégration.
- Animer et superviser les chefs de projets.
- Recommander les moyens matériels et logiciels de développement et de tests.

Le lieu de travail est en proche région Parisienne.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle, sous la référence 223 à : PUBLIFOP, 29, rue Bleue, 75009 PARIS qui transmettra.



Filiale Monétique de la CAISSE NATIONALE DU CRÉDIT AGRICOLE, nous souhaitons intégrer, dans le cadre de la mise en œuvre d'importants projets de développement d'applications liées aux Cartes de Paiement, un

CHEF DE PROJETS

Ingénieur diplômé en Informatique, spécialiste de la construction de bases de données de grande envergure, vous avez déjà conduit des projets de cette nature dans un environnement IBM (MVS, DL1, CICS) et encadré des équipes de réalisation.

Notre projet de système d'information commun à toutes les applications de gestion des Cartes de Paiement (commandes, fabrication, autorisations, télécollecte, oppositions...) vous permettra de faire la preuve de vos qualités techniques, d'animation et d'encadrement. Nos perspectives de développement vous assureront, par la suite, de réelles opportunités de carrière.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo, sous réf. 601, à notre Conseil :

UNILOG
9, rue Alfred de Vigny - 75008 Paris
Membre de SYNTÉC Informatique

Handwritten text in Arabic script: "معلومات الاتصال"

كلنا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 11 mars 1987 23

SECTEURS DE POINTE

Importante société industrielle de la BRANCHE PAPIER BOIS de la COMPAGNIE SAINT-GOBAIN leader sur son marché, vous offre de participer à son développement. INGENIEUR GRANDE ECOLE, vous avez au moins cinq ans d'expérience dans l'industrie lourde et l'organisation de la production en continu. Nous vous ferons bénéficier d'une formation de quelques mois à nos procédés de fabrication pour vous permettre de prendre en charge les responsabilités de CHEF DE PRODUCTION d'une unité ayant fait récemment l'objet d'investissement de 60 M. portant son C.A. à 140 M. Vous animeriez votre équipe pour optimiser le volume et la qualité de la production, les méthodes et le process. L'exercice de ces fonctions prépare effectivement à d'importantes responsabilités au sein de notre Groupe. Adresser lettre de candidature, C.V. sous référence : M/P/M/A CETAGEP 30 avenue Amiral Lamourier 78180 MARLY LE ROI

Chef de projet Informatique bancaire - Une banque privée crée un poste de chef de projet. Outre une formation supérieure (ingénieur grande école ou équivalent), le candidat devra avoir, au minimum, 2 à 3 ans d'expérience bancaire acquise soit dans le service informatique d'une banque soit en SSII. Le goût et la capacité de programmer en cobol ainsi qu'une grande ouverture d'esprit et une forte puissance de travail sont indispensables. Le poste a pour vocation d'offrir de réelles opportunités à un candidat de valeur qui saura s'intégrer dans une petite équipe jeune et dynamique. La rémunération sera fonction de l'expérience et de la compétence. Pour ce poste, les réponses seront transmises directement à notre client; prière d'indiquer le nom des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées. Ecrire à PH. LESAGE en précisant la référence B/5919M. (PA Minitel 36.14 code PA)

Ingénieur électronique hyper-fréquences Sud-ouest - Cette société en forte expansion (400 personnes, 200 millions de francs de chiffre d'affaires) est leader national sur le marché du matériel électrique de distribution publique basse tension (35 % du marché français). Particulièrement attachée à poursuivre son avance technique, elle recherche pour son bureau d'études un jeune ingénieur électronicien. Il viendra compléter une équipe développant des produits de haute technologie (antennes paraboliques...) et se verra confier l'identification, la conception et la mise en œuvre de projets. A l'effet de l'innovation, il entreprendra également des contacts de haut niveau, tant en France qu'à l'étranger. Pour ce poste, basé dans une agréable ville du sud-ouest, nous recherchons un jeune ingénieur électronicien (ENSI, ISEP, ISEN, ESIEE, universitaire ou équivalent...) bénéficiant d'une première expérience réussie en hyper-fréquences, signal audio-vidéo, démodulateurs. La connaissance de l'anglais est nécessaire. La rémunération sera fonction des compétences du candidat retenu. Ecrire à L. PEYSALE en précisant la référence A/T 7178M. (PA Minitel 36.14 code PA)

Conception de systèmes à SEMA ♦ METRA Les méthodes (Merise, Axial, Racines, Hos) et outils de Génie logiciel du groupe SEMA ♦ METRA permettent d'optimiser la production de logiciels. Leur utilisation assure la meilleure adéquation entre systèmes d'information et systèmes de gestion de l'entreprise. Nos consultants sont les experts garants de cette cohérence; ils assistent nos clients par des missions de conseil méthodologique ou d'encadrement de grands projets. Pour renforcer ces équipes, nous recherchons des concepteurs expérimentés (4 ans de pratique minimum) souhaitant approfondir les techniques et les méthodes associées à la conception de systèmes d'information. Merci de prendre contact avec Marie-France Burq en mentionnant la référence MFB/CC à SEMA ♦ METRA 16-18, rue Barbès 92126 Montrouge Cedex

Ingénieurs d'affaires Pour une S.S.I. en forte croissance RESPONSABLES DE SECTEUR PROGIELS ET LOGICIELS Votre expérience commerciale et votre formation vous permettront de commercialiser des logiciels professionnels, des logiciels généraux et des applications clé en main sur systèmes 36/38. Réf. MRS 1. RESPONSABLE DU DEPARTEMENT PRESTATIONS INTELLECTUELLES: Votre expérience de la Délégation de Personnel, votre sens des relations humaines, votre connaissance du marché IBM 36/38, vous permettront de prendre en charge le département pour le gérer en centre de profit et développer son activité. Réf. MRS 2. Vous avez une expérience dans les domaines évoqués (minimum 5 ans) et vous souhaitez rejoindre une SSII en plein développement qui propose une rémunération attractive et des possibilités d'évolution. Merci d'envoyer votre dossier de candidature (C.V. et lettre manuscrite), en indiquant la référence choisie, à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

INFREP Institut National de Formation et de Recherche sur l'Education Permanente Dans le cadre de son développement, l'INFREP (et ses antennes: Aquitaine, Auvergne, Midi-Pyrénées, Basse-Normandie, Picardie, Franche-Comté) recrute des formateurs consultants juniors et seniors Avec expérience en entreprise dans les domaines du marketing et techniques de commercialisations, finances et comptabilité analytique, organisation production, gestion des ressources humaines, formation, communication interne et externe. CONSULTANT FORMATEUR JUNIOR Vous avez une formation universitaire niveau Bac+5, écoles de commerce ou grandes écoles dans les domaines du marketing, de l'action commerciale et des problèmes de communication ainsi qu'une première activité en entreprise pendant deux à trois années. CONSULTANT FORMATEUR SENIOR Après une formation universitaire, école de commerce ou grande école, vous avez acquis (au cours des dix dernières années) une expérience diversifiée en entreprises ou dans un cabinet conseil. Vous êtes à même de conduire une équipe de consultants, de gérer un portefeuille de clients, de développer une gamme de produits. Adresser curriculum vitae à: I.N.F.R.E.P. 14, rue du Général-Humbert, 75014 PARIS.

POUR ASSURER SON EXPANSION EN REGION PARISIENNE ET OUTRE-MER Société de coordination et pilotage, recherche INGENIEURS DIPLOMES PONTS ET CHAUSSEES, ENSAM, ESTP ET INSA TECHNICIENS SUPERIEURS OU DUT GENIE CIVIL Expérience sur chantiers de 3 à 10 ans. Qualités requises: goût, méthodes et relations humaines. Fonction à assurer: ingénieurs d'affaires selon références et compétences. Adresser CV manuscrit, photo et prêt, sous réf: 21727 à CONTESSE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui tr.

Ingénieurs haut niveau DES CONTRATS PRESTIGIEUX. DES TECHNIQUES DE POINTE. UNE SOCIETE PERFORMANTE ET EN BONNE SANTE. DES PERSPECTIVES D'AVENIR. Voilà le contexte dans lequel nous pouvons envisager une collaboration fructueuse. Filiale d'un Groupe mondialement connu, 1300 personnes, 800 MF de CA, une activité en pleine expansion (50% Etranger) dans le domaine des RESEAUX et des SYSTEMES (Télécommunications, Radio, Détection, Navigation Aérienne, Identification). Nous souhaitons rencontrer des INGENIEURS DE FORMATION ELECTRONIQUE/INFORMATIQUE • Issus d'écoles allant des ENSI jusqu'à Sup Telecom, Supélec, Sup Aero; • du débutant à l'ingénieur doté d'une très solide expérience; • du Concepteur au Réalisateur et des INGENIEURS DE TRES HAUT NIVEAU ET A TRES FORT POTENTIEL L'éventail des fonctions est vaste - INGENIEURS DE DEVELOPPEMENT RADARS CHARGES DU TRANSFERT DE NOUVELLES TECHNOLOGIES VERS L'ETRANGER. - INGENIEURS CHARGES DE L'INDUSTRIALISATION DE PRODUITS NOUVEAUX DANS LE DOMAINE DES RESEAUX DE COMMUNICATION; - INGENIEURS CHARGES DE CONCEVOIR DES ARCHITECTURES DE RESEAUX DE TELECOMMUNICATIONS DANS DES TECHNIQUES AVANCEES; - des CHEFS DE GROS PROJETS EN RESEAUX DE TELECOMMUNICATIONS; - des INGENIEURS SYSTEME POUR DES RESEAUX; - des CHEFS DE PROJET ET DES CHEFS DE GROUPE LOGICIEL; - des INGENIEURS D'INTEGRATION-VALIDATION-QUALIFICATION; - des INGENIEURS LOGICIEL; - des INGENIEURS METHODES LOGICIELLES; - des INGENIEURS CHARGES DE LA DOCUMENTATION ET DE LA REDACTION TECHNIQUE; - des INGENIEURS D'ETUDES ET DES RESPONSABLES D'ETUDES DANS LE DOMAINE D'EQUIPEMENTS ELECTRONIQUES AEROPORTES ET DAIDE A LA NAVIGATION DAERONEFS; - des INGENIEURS D'AFFAIRES POUR MARKETING TECHNIQUE ET ELABORATION DE PROPOSITIONS. Un grand nombre de ces projets sont orientés vers les Défenses Nationales et requièrent la nationalité française. Implantation à la limite Ouest de Paris. Merci de faire parvenir votre dossier sous référence 5510-M à ICA, 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

ICA International Classified Advertising NEW YORK PARIS

SECTEURS DE POINTE

LE DEFI TECHNIQUE

La Division Moyens Industriels recherche des INGENIEURS D'AFFAIRES

ILS DEVRONT :

- Coordonner les activités de rénovation et de création des moyens d'essais.
- Etablir les avant-projets avec devis et planning prévisionnels.
- Organiser et contrôler le déroulement des projets.

Les candidats retenus seront diplômés d'une grande école d'ingénieurs et auront acquis une première expérience industrielle.

Une bonne connaissance de la langue anglaise est indispensable.

Lieu de travail : Région Parisienne (Sud-Est).

Vous voudrez bien adresser CV et prétentions s/réf. 43/87 à SNECMA - Département Encadrement 2, boulevard Victor, 75724 PARIS Cedex 15.

GROUPE SNECMA

SOCIÉTÉ NATIONALE, nous sommes spécialisés dans l'étude et la fabrication de moteurs d'avions civils et militaires. Largement exportateur, notre GROUPE (24 000 personnes, dont 3 400 cadres) poursuit une politique active de recherche et de développement de technologies avancées.

CONTEXTE TELEMATIQUE : (1) 42 81 10 05 ou 34 34 Code : CONTEXTE

SEGINE INDUSTRIE

(Expansion 1986 : 50%)
Société d'informatique spécialisée en

TELECOMMUNICATIONS LOGICIEL DE BASE CARTE A MEMOIRE VIDEOTEX

recherche en création de postes

- 1) des ingénieurs CONFIRMÉS
- 2) des ingénieurs DEBUTANTS ayant une première expérience acquise au cours de stages

Pour concevoir et réaliser des logiciels TEMPS RÉEL sur microcalculateurs et microprocesseurs.

La QUALITE des relations dans notre entreprise, l'INTERET des projets qui nous sont confiés permettent d'offrir un travail enrichissant, compatible avec les aspirations de chacun.

Envoyer C.V. et prétentions sous référence M 10, à JEAN TASSON - 6 bis/8, rue Firmin Gillot, 75015 PARIS.

Ingénieurs grandes écoles, participez à l'avance TRT

TRT développe au sein du CENTRE DE TECHNOLOGIES INFORMATIQUES :

- mini-ordinateurs temps réel, contrôleurs de terminaux et réseaux de communications, • terminaux et cartes à mémoire, • informatique familiale, • nouvelles architectures de systèmes et nouvelles applications.

Ingénieurs diplômés de Grandes Ecoles, débutants ou bénéficiant de quelques années d'expérience, TRT vous propose différentes missions si vous avez des connaissances en :

- architecture 68000 (matériel et logiciel),
- système d'exploitation UNIX/OS 9 et langage C,
- développements d'applications temps réels et si vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

INGENIEUR DEVELOPPEMENT SYSTEME réf. M.104

Dans un contexte international, vous serez chargé de mettre en œuvre des techniques nouvelles et vous participerez au sein d'une équipe dynamique à des projets avancés sur des architectures d'ordinateurs (système à tolérance de fautes...).

INGENIEUR LOGICIEL D'APPLICATIONS réf. M.105

Dans le cadre de l'activité «carte à mémoire», vous rejoindrez notre équipe «projets» pour participer au développement d'applications (monétique, sécurité, fichier portable) mettant en œuvre cette nouvelle technologie, au sein de projets nationaux ou internationaux.

INGENIEUR LOGICIEL SYSTEME réf. M.106

Dans le cadre de l'expansion de notre division «Systèmes Domestiques Interactifs», vous participerez à des études avancées (compact disc interactif...).

Merci d'adresser CV et lettre manuscrite, en indiquant la référence du poste choisi, au Département du Personnel, C.T.I., 4 à 16 avenue du Général Leclerc, 92260 Fontenay-aux-Roses.

TRT L'une des premières sociétés françaises d'électronique professionnelle.

CAP GEMINI SOGETI
premier groupe européen de services informatiques

Haute technicité, maîtrise d'œuvre de grands projets caractéristiques CAP SOGETI LOGICIEL qui recherche pour assurer son développement des

Ingénieurs expérimentés et Chefs de projets de haut niveau.

Télématique, Bureautique, Réseaux, Bases de Données...

sont autant de domaines dans lesquels vous pourrez assurer des missions diversifiées : Etudes, schémas directeurs, encadrement et maîtrise d'œuvre de projets.

Nous recherchons des candidats diplômés Grandes Ecoles ou Enseignement Supérieur. Nous attachons une très grande importance à votre expérience confirmée et vos compétences dans un des domaines cités pour vous permettre d'évoluer rapidement au sein de CAP SOGETI LOGICIEL et dans le groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, à C. RENARD, 129 rue de l'Université, 75007 Paris.

CAP SOGETI LOGICIEL

GERER NOTRE LOGISTIQUE INTERNATIONALE

Reconnus comme l'un des leaders mondiaux pour la performance et la technicité des équipements sophistiqués que nous réalisons en imagerie médicale, nous sommes présents dans 93 pays avec 70 % de notre CA à l'export.

Notre vocation internationale implique le développement constant de la qualité de notre Service Après-Vente. Pour le réaliser, nous recherchons des

DIPLOMES GRANDES ECOLES D'INGENIEURS OU DE COMMERCE

Intégrés dans une équipe d'ingénieurs vous participerez à l'optimisation des performances de notre Centre International de Pièces de Rechange, notamment :

- au développement et à la mise en œuvre de méthodes de gestion prévisionnelle des stocks adaptés à un système de distribution diversifié (international, national, régional).
- au perfectionnement et à la gestion de la définition des besoins et du traitement de l'information dans une optique de fiabilité et de rentabilité.

Vous avez environ 5 ans d'expérience professionnelle en gestion de production, ou contrôle de gestion, acquise dans un contexte industriel de technologie de pointe. Une bonne pratique de l'anglais est indispensable.

Ce poste offre ultérieurement de nombreuses possibilités d'évolution dans notre Groupe.

Poste basé dans la proche banlieue Nord de Paris.

THOMSON-CGR

Merci d'adresser votre C.V. sous la réf. DAV/376B/LM à Jacqueline SIGOLET - THOMSON-CGR - 3, rue d'Amiens, 93240 STAINS.

Soyez des hommes d'affaires à part entière chez SG2 Systèmes.

SG2 systèmes, filiale du groupe SG2, occupe une place prépondérante dans les Etudes Informatiques auprès des entreprises du secteur tertiaire.

Le nouvel essor de nos activités dans les domaines

BANQUE FINANCE

nous conduit aujourd'hui à recruter des

INGENIEURS COMMERCIAUX

Rompus à la négociation de haut niveau, après une expérience de 3 à 5 ans chez un constructeur ou une SSI, vous possédez en outre une culture financière et une bonne connaissance du milieu bancaire.

Nous vous proposons de devenir nos hommes d'affaires en vendant une gamme de prestations sophistiquées avec l'assistance d'une équipe de spécialistes.

Vos compétences et votre talent de négociateur vous permettront d'évoluer rapidement, avec des responsabilités motivantes.

Si ce profil vous correspond, adressez-nous votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé), sous la référence M 02 à :

SG2 SYSTEMES
55, quai de Grenelle - 75015 PARIS

Importante Société d'Informatique française (C.A. 1986 : 4,4 Milliards de Francs, 8 000 personnes) recherche, dans le cadre du développement de ses activités :

INGENIEURS COMMERCIAUX INFORMATIQUE GRANDS COMPTES

De formation supérieure (type ESC ou équivalent), ils auront prouvé leurs talents commerciaux lors d'une expérience significative (2 à 5 ans) de la vente de produits ou services aux entreprises.

Possédant une bonne connaissance de l'informatique et de la gestion, ils auront pour mission de commercialiser nos systèmes de la gamme "UNIX" auprès de Grands Comptes (grandes entreprises privées, secteur bancaire).

Le poste est basé à Paris.

Nous proposons à des candidats de valeur une rémunération attractive ainsi qu'une évolution de carrière à la hauteur de leurs ambitions.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence M 406 à notre Conseil IMAGO, 86, rue du Gouverneur Général Eboué - 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX, qui transmettra.

DES CHALLENGES TECHNIQUES ?

... C'est notre spécialité depuis plus de 20 ans dans le domaine des systèmes mini-micro temps réel, dédiés à l'informatique des communications, de l'image, du vocal, de la productique...

Car nous aimons la créativité, la remise en question de l'acquis sans exclusion de l'indispensable rigueur méthodologique et du souci de la qualité.

Société d'Ingénierie Informatique, nous recherchons

INGENIEURS LOGICIEL

Diplômés d'une grande école, votre 1ère expérience vous a permis de "trier" vos compétences en matière de microprocesseurs (68.000), minicalculateurs (Vax...) et vous aimez vous confronter à des domaines nouveaux dans des contextes variés ?

Ecrivez-nous :

TITN - Ariane CHARTIER
1 à 5 rue Gustave Eiffel - 91420 MORANGIS

TITN

Handwritten signature or note at the bottom of the page.

هنا من أصل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 11 mars 1987 25

SECTEURS DE POINTE

Nous sommes une entreprise de taille moyenne en pleine expansion, située dans le sud de l'Allemagne. Nous produisons des matières premières utilisées principalement dans l'industrie de matière plastique, de caoutchouc et de peinture.

Pour renforcer nos affaires commerciales avec la France nous recherchons:

Ingénieur chimiste expérimenté
Directeur du service des ventes

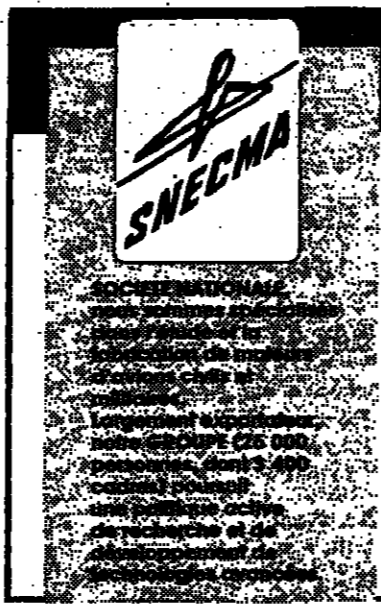
De formation chimiste, ingénieur de grande école ou technicien, vous êtes un homme de contacts et d'action, autonome et disponible. Vous pouvez prouver d'une réelle expérience professionnelle d'au moins 3 ans dans un secteur similaire. Agé de 35 à 45 ans, de langue maternelle française, vous avez une parfaite maîtrise de l'anglais et/ou de l'allemand. Vous êtes avant tout un homme d'organisation et êtes en mesure d'accepter des déplacements de courte durée.

Votre mission: Après une formation à nos méthodes en Allemagne vous prendrez en charge le réseau de distribution et suivrez en direct nos clients de langue française en Europe. Vous aurez la responsabilité de la mise en place d'une agence de distribution en France que vous aurez à gérer ultérieurement.

Nous vous offrons l'occasion de donner le meilleur de vous-même. Notre activité en très forte croissance permet de vous ouvrir de réelles perspectives d'évolution de carrière qui n'ont rien d'hypothétiques.

Merci d'adresser votre candidature (CAV complet, photo, et prétentions) à:

UPB-Management Service
Postfach - D-8069 Oberding
Code: France



LE DEFI TECHNIQUE

recherche pour sa
DIRECTION TECHNIQUE (Région Parisienne Sud-Est)
**RESPONSABLE DE L'ETUDE
ET DU DEVELOPPEMENT**

des nouveaux concepts de prévision des durées de vie des composants de turboaéroteurs.

Ce poste sera confié à un ingénieur mécanicien de haut niveau (X, ECP, SUP AERO, MINES PARIS, ...) ayant une expérience d'une dizaine d'années en dimensionnement des structures et de la mécanique de la rupture dans des technologies de pointe.

Vous voudrez bien adresser CV et prétentions, s/réf. 205/86 à SNECMA - Département Encadrement 2, boulevard Victor, 75724 Paris Cedex 15.



LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE
recherche pour le

Department Zones et Réseau de sa Direction Internationale un

Assistant de zone senior
Région Asie Pacifique

Il devra :
- coordonner les actions du Crédit Agricole dans cette zone,
- proposer une politique de développement,
- définir avec les Directeurs d'implantations une stratégie de pénétration du marché,
- contrôler les implantations,
- analyser les risques pays, entreprises, banques,
- développer et gérer le réseau de correspondants, etc...
Formation commerciale et économique (ESSEC, HES, Sup de Co...) et anglais courant exigé.

Adressez votre lettre de candidature avec CV détaillé, photo et rémunération s/réf. SB/O322 à la CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE - Service Gestion des Personnes - 7510 PARIS BRUNE.

INGENIEURS INFORMATIENS

Imaging... et reality!

Nous: Nous appartenons au peloton de tête des groupes industriels et commerciaux français à dimension internationale. Nous n'avons pas la réputation de limiter les moyens qui nous permettent de nous développer.

Vous: Au terme de vos études ou après une expérience de consultant, vous préférez orienter votre carrière dans des fonctions où l'importance des projets vous permettra de vous intégrer à une véritable stratégie d'entreprise.

Nous vous proposons de commencer ou de poursuivre votre carrière en vous intégrant à notre département informatique (informatique industrielle ou de gestion), appelé à un spectaculaire développement.

Ecrire à INTERMEDIA n° 642 - 9 bis, rue Labie - 75017 PARIS, qui transmettra. Discrétion assurée.

INFORMATIENS et ELECTRONICIENS

Soyez au cœur des solutions d'avenir

SIVAN, filiale du groupe ALIA, est une société d'informatique industrielle de taille humaine. Notre expansion et notre dynamisme nous conduisent aujourd'hui à recruter de jeunes ingénieurs à fort potentiel:

INGENIEURS D'ETUDES

1 à 4 ans d'expérience (réf. HB/IE 3)

INGENIEURS CONCEPTEURS

minimum 4 ans d'expérience (réf. HB/IC 3)

Vous connaissez les environnements suivants :
Langages : C, PASCAL, ASSEMBLEUR DEC, ASSEMBLEUR 88000.
Matériels : VAX, HP, ECKMACKS, SOLAR.
Systèmes d'exploitation : UNIX, VERSADOS, VMS, RTES-D.
Vous avez mené à bien des applications dans l'un des domaines ci-dessous :
- Systèmes de télé-surveillance de centrales nucléaires
- Traitement d'images - Applications graphiques
- Conceptions de compilateurs - Architecture Systèmes
- Traitements du signal - Systèmes Temps Réel - Logiciels embarqués
Postes à pourvoir à Paris et dans le midi de la France. Merci d'adresser C.V. + photo et lettre manuscrite sous réf. à Jean-Jacques Haura.

SIVAN
10, bd de Strasbourg
75010 Paris
L'esprit informatique

JEUNE INGENIEUR

Vous avez une première expérience en entreprise. Vous êtes intéressé par un poste de généraliste, alliant le technique, le commercial et la gestion. Vous parlez l'anglais et l'allemand.

Le charme de la province (centre de la France) et les déplacements à l'étranger vous attirent. Nous sommes un groupe industriel français, travaillant en coopération avec d'autres groupes français et étrangers.

Nous vous proposons de venir assumer le suivi et la coordination de programmes sur des produits faisant appel à des technologies pointues.

Adressez votre candidature s/réf. 11783 qui sera transmise par :

Pierre Lichau s.a.
10, rue de Louvain - 75002 PARIS

Mener l'étude et la mise au point de matériels à base de micro-processeurs

PETERCEM (filiale du Groupe Brown Boveri & Cie), est spécialisée dans l'appareillage électronique, notamment le domaine de la basse tension où nos produits approuvés nous permettent un CA. de 340 MF.

Ingénieur d'études en électronique
DIGITALE ET ANALOGIQUE

Vous êtes diplômé d'une école d'ingénieur ou titulaire d'une maîtrise ESA. Vous pouvez être titulaire d'une expérience d'au moins deux ans en électronique digitale ainsi que de bonnes connaissances en analogique, systèmes asservis et électronique de puissance. Vous avez le sentiment d'une excellente opportunité pour pleinement vous réaliser... alors adressez CV et prétentions au Directeur du Personnel - PETERCEM - 61, Route de Grenoble 88008 SAINT-PIERRE.

PETERCEM

Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de 26 000 collaborateurs, de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons sur tous les marchés des solutions évolutives intégrant matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs plus de liberté pour mieux entreprendre.

Au sein du Groupe, BULL SYSTEMES conçoit, développe et industrialise nos grands et moyens systèmes. 5 000 personnes dont 1 500 ingénieurs y participent.

INGENIEURS
ET UNIVERSITAIRES
BULL ENGAGE
DES FUTURS PRO.
DES ETUDES

Que vous soyez Ingénieur ou Universitaire (Bac + 5 en Maths, Physique...), l'informatique vous attire.

Nous vous offrons l'opportunité de trouver votre voie dans nos équipes d'études (matériel et systèmes d'exploitations).

Si vous voulez exprimer votre potentiel et votre dynamisme dès votre premier emploi, nous sommes décidés à investir sur la mise en œuvre de vos talents.

Venez-nous rejoindre, nous vous assurons 4 mois de formation initiale à nos métiers d'études.

Vous intégrerez alors nos équipes et pourrez évoluer dans l'avenir entre ces différents métiers.

Si vous êtes l'un de ces futurs Pro. animés comme nous, de l'esprit d'équipe, adressez dès aujourd'hui votre dossier de candidature (lettre + CV et photo) sous réf. 116 M à Georges HIRSCH, Groupe Bull, PR 11009D, 94, av. Gambetta, 75990 Paris cedex 20.



SECTEURS DE POINTE

Electronique et Mesure : votre terrain d'action

FLONIC, société du groupe SCHLUMBERGER, leader dans le domaine de la Mesure, recherche

pour son DEPARTEMENT MESURE ENERGIE THERMIQUE à MACON un

Ingénieur étude et développement électronique Réf. IED

Au sein d'une petite équipe et dans un secteur dynamique sur lequel nous sommes pilotes, vous avez la responsabilité de la conception et de l'industrialisation de produits électroniques à base de microprocesseurs et de circuits prédiffusés. Une première expérience, même courte, ainsi que de bonnes connaissances en analogique sont nécessaires.

pour sa DIVISION MESURE INDUSTRIELLE GAZ à COLOMBES un

Ingénieur étude industrialisation électronique Réf. IIE

Au sein de la cellule Etudes électroniques, vous serez responsable des études et de la réalisation de prototypes et pré-séries des produits électroniques (enregistreurs, calculateurs). Une première expérience, même courte, ainsi que de bonnes connaissances en microprocesseurs et analogiques dans la mesure sont requises.

Ingénieur méthodes électroniques Réf. IME

Intégré dans le service Méthodes, vous serez responsable de la conception et de la mise en place de bancs d'essais utilisés pour nos produits électroniques. Ce poste requiert une première expérience en milieu industriel ainsi que de bonnes connaissances en analogique, logique, microprocesseurs et programmation de petits systèmes.

Nous offrons à des candidats de valeur, mobiles et aimant l'action, des perspectives d'évolution à l'échelle de notre groupe. La pratique de l'anglais est souhaitée.

Merci d'adresser vos candidatures, en précisant la référence du poste choisi, à la Direction du Personnel, FLONIC, 12 Place des Etats-Unis, 92542 Montrouge Cedex.

FLONIC
Schlumberger

Nous sommes une importante Société de Construction de Matériel Electro-mécanique mondialement connue. Nous recherchons pour nourrir notre expansion, assurer le développement de nouvelles technologies en matière de systèmes électroniques, pour notre Etablissement de Paris, des :

INGENIEURS ELECTRONICIENS
passionnés par les Microprocesseurs et leurs applications temps réel.

Débutants et confirmés, pour venir nous rejoindre, vous devez être Ingénieurs Grandes Ecoles, être aussi de ceux qui associent rigueur et créativité. Parler l'anglais sera un plus. Des possibilités d'évolution existent au sein de notre Groupe. Merci d'adresser votre candidature, sous réf. 703.PA.089 M, à notre Conseil Béatrice GAIEVSKY.

center 13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS

RESPONSABLE INFORMATIQUE

Doté d'une expérience acquise en PME - PMI (dans la Banque de préférence), vous êtes l'homme orchestre capable de gérer les systèmes mini et micro informatique actuels tout en préparant la future organisation des applications.

Parfaitement au fait des techniques nouvelles de bases de données et de bureautique, vous êtes tout à la fois rigoureux, rapide et adaptatif. Homme de technique et de dialogue, vous êtes déjà expérimenté et surtout animé du dynamisme nécessaire pour progresser avec votre système.

Ce poste, basé à Paris, au sein d'un organisme national sans but lucratif, constitue une opportunité passionnante compte tenu de la nature de la mission de l'organisme, de la forte croissance de ses activités et du caractère original des problèmes à résoudre.

Si vous estimez trouver une voie nouvelle dans ce poste et offrir les compétences requises, veuillez adresser une lettre manuscrite, une photo récente et un résumé de carrière sous référence 985/M à CURRICULUM "L'ATELIER", 6, Passage Lathuille, 75018 PARIS, qui transmettra.

HOBART

LA référence mondiale
- qualité, technologie, gamme -
pour l'équipement professionnel de cuisine

**UN INGENIEUR DEVELOPPEMENT
TECHNOLOGIE ET GASTRONOMIE**

Définir, mettre au point et développer une nouvelle gamme de matériel de cuisson professionnelle avec une équipe de projet et des moyens de production exceptionnels. Utiliser des technologies de pointe pour révolutionner un marché mondial.

Un rôle d'étude mais aussi d'animation pour un chef de projet comportant des missions de coordination à partir du lac d'Annecy : cadre de vie exceptionnel pour une nouvelle étape de votre carrière... et de votre plaisir.

Envoyez votre dossier à : C/o HOBART - DRT
58, rue Cambon - 75021 PARIS Cedex 01.

PARIONS ENSEMBLE SUR L'AVENIR ...

SLIGOS

Rejoignez un Département en pleine expansion : LE CENTRE DE COMPETENCES UNIX de SLIGOS, comme

INGENIEUR COMMERCIAL CONFIRME

- Votre bon niveau de formation, votre expérience de quelques années de la vente de services sont autant d'atouts pour vous adapter à notre marché en fort développement.
- Vous développerez votre marché et négocieriez la vente de services d'ingénierie, d'assistance et de formation.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) sous référence DM/AS à
Avenue STAROSWIECKI - Responsable du Service Recrutement - Direction des
Ressources Humaines - SLIGOS - Immeuble Ile de France - Cadex 49 - 92067 PARIS LA DEFENSE 9.

Un nouveau départ : l'informatique avec CGI

Compagnie Générale d'informatique

une des plus performantes Sociétés de Services et d'Ingénierie Informatique, souhaite intégrer des équipes techniques et participer à d'importants projets de

Jeunes Ingénieurs diplômés

Après une expérience professionnelle de 2 à 3 ans et vous souhaitez enrichir votre carrière et diversifier et évoluer.

En tant qu'opérationnel, vous participerez à la conception et la réalisation d'applications informatiques, en relation avec nos clients.

Après des études de formation, une formation à l'informatique et aux méthodes de gestion (MERISE, PACBASE).

Grâce à votre potentiel vous pourrez bénéficier pleinement

des possibilités d'évolution ouvertes par le développement de CGI.

Envoyez votre lettre et C.V., sous référence IC/M 337, à Madame JAMET

17, rue de Grenelle - 75007 PARIS

CGI
Compagnie Générale d'informatique
L'Energie Créative

Sitintel
GROUPE STERIA

Spécialisés dans l'informatique et télétransmission, nous sommes à la chaudière de la téléinformatique, télématique, réseaux. Représentant un point de passage obligatoire des protocoles de raccordement de matériels hétérogènes : IBM - BULL - BURROUGHS - SPERRY, etc., nous concevons et fabriquons des matériels d'innovation et de hightec. En pleine expansion, nous recherchons :

**UN CHEF DE PROJET
LOGICIEL**

Ref. 802 PA 086 M HF

**UN INGENIEUR
DE REALISATION**

Ref. 802 PA 087 M HF

Issus d'une Grande Ecole d'Ingénieurs (ENST, SUPELEC, ISEN, INSA, etc...) maîtrisant l'anglais, justifiant d'une expérience de 5 à 10 ans, vous vous épanouirez au sein d'une équipe, dynamique, jeune et très motivée. De nombreuses responsabilités vous attendent pour travailler à la pointe de la technologie. Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., lettre manuscrite, rémunération actuelle) sous les références choisies à notre conseil Jacques Henry CANLER qui vous documentera avant de vous recevoir.

center 13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS

**consultant
logistique**

Filiale de 1300 personnes (2,5 Milliards de C.A.), d'un important groupe industriel, nous recherchons un ingénieur confirmé qui intégrera notre équipe de consultants spécialisés dans les études et la mise en place de systèmes logistiques, pour les sociétés du groupe ou des clients extérieurs en France et à l'étranger.

Diplômé de grande école (Centrale, AM, IDN, INSA...), vous avez une expérience réussie de conseil et/ou d'opérationnel en logistique de production ou de distribution.

Responsable de projets importants nécessitant le dialogue à haut niveau et l'encadrement d'une petite équipe, votre évolution reposera sur la qualité de vos interventions et sur l'action commerciale que vous développerez auprès de nouveaux clients. La réussite dans ce poste vous permettra d'envisager une évolution dans l'ensemble du groupe.

Adresser C.V., photo et prétentions en précisant bien sur votre enveloppe la référence 1772 M à BLEU Publicité - 17, rue Lebel 94307 VINCENNES CEDEX

**Débutants,
et si vous pensez
carrière informatique ?**

Un groupe parisien de sociétés de services et d'ingénierie en informatique, nous avons su depuis plus de vingt ans conquérir une excellente réputation auprès de grands organismes du secteur public et privé, tout en maintenant une entreprise à dimension humaine.

Aujourd'hui, nous recherchons de jeunes collaborateurs possédant plusieurs années d'études supérieures scientifiques ou en gestion et dépourvus des obligations militaires et libres rapidement.

Vous n'avez pas de connaissances particulières en informatique, mais vous forcerons intégralement à la technique et à nos méthodes et vous permettrons de connaître une véritable évolution au sein de notre groupe.

Pour un premier contact, merci d'adresser une lettre manuscrite avec CV détaillé + photo sous réf. M 1003 à A.S. PUBLICITE, 3, rue de Liège 75009 Paris, qui transmettra.

Handwritten signature or note at the bottom of the page.

كانا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 11 mars 1987 27

SECTEURS DE POINTE

Machinisme agricole

Nous sommes filiale d'un Groupe européen de taille internationale, parmi les leaders mondiaux de notre profession. Notre développement passe notamment par le renforcement de notre potentiel technique.

Ingénieur B.E. responsable d'applications CAO/DAO

Vous dépendrez directement du responsable de l'engineering qui crée cette fonction. Après prise en compte des méthodes actuelles de l'analyse des besoins du bureau d'études, vous assurerez l'introduction du système CAO/DAO que vous gèrerez. De ce fait, vous saurez apporter aux utilisateurs toute la formation et l'assistance adéquates. Vous assurerez également la liaison avec l'ensemble des services internes avec son prolongement aux usés du Groupe dans un objectif d'harmonisation.

30 ans environ, de formation ingénieur type Arts et Métiers, ou équivalent, vous avez une première expérience en B.E. et la pratique de l'informatique industrielle avec l'utilisation de matériel CAO/DAO (micro-ordinateurs et logiciels).

La connaissance de notre milieu professionnel sera un atout supplémentaire. La maîtrise de la fonction peut assurer à son titulaire une évolution de carrière particulièrement intéressante au sein de notre Groupe.

Ce poste est à pourvoir sur le littoral Atlantique, dans une région très proche de la mer.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence 6820/G, à notre Conseil CHRISTIAN LOUVRIER - CAPFOR - B.P. 846 - 44020 NANTES Cedex 01.

CAPFOR

PARIS - LYON - NANTES - BORDEAUX - NICE - STRASBOURG - BRUXELLES - ANVERS - ANTWERP - LONDRES - BRISTOL - CAEN - NANTES - NICE - QUÉBEC

STRATÉGIES DU FUTUR

INVENTEZ ET GEREZ POUR GAGNER.

A LYON AVEC NOUS

Notre groupe est l'un des leaders mondiaux en ingénierie d'installations nucléaires (7500 personnes - 9,5 milliards de CA).

Le savoir-faire, acquis dans de nombreuses technologies de pointe doublé d'un esprit constant d'innovation pour de nouveaux produits, sera un atout pour votre avenir.

Notre division COMBUSTIBLE, chargée de la conception et de la vente des assemblages de combustible, recherche :

Ingénieur technico-commercial réf. 43 M

Vous serez chargé de :

- participer aux relations avec les clients,
- préparer les dossiers de constitution d'offres et de la réalisation des contrats,
- assurer les relations avec les fabricants de combustible et harmoniser les approches concernant les équipements et procédés.

Ingénieur généraliste, vous aimez les contacts et vous êtes très disponible. Une expérience dans les produits nucléaires serait un atout supplémentaire.

Ingénieur commercial réf. 44 M

Vous assurerez l'interface avec le département chargé de la définition technique, constituerez les offres pour les matériels de service et participerez à la rédaction des contrats.

Ingénieur ayant acquis une formation économique, vous avez, si possible, une bonne connaissance des produits nucléaires.

L'anglais courant est impératif, l'allemand souhaité.

Pour ces 2 postes, nous souhaitons rencontrer des candidats capables de s'adapter à notre forte culture d'entreprise.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV + photo + présentations), sous référence choisie, à FRAMATOME LYON, Affaires Sociales-Emploi, 10 rue Juliette Récamier, 69006 Lyon.

FRAMATOME

Filiale d'une société multinationale leader mondial de l'application de peinture recherche

INGENIEUR

De formation A.M. ou équivalent, le candidat retenu aura acquis une expérience de 3 ans ou moins en milieu industriel. Il se sera familiarisé avec le fonctionnement interne d'une P.M.I. ainsi qu'avec les différents aspects de la sous-traitance et les études de conception de machine pour la manutention de liquides, petite mécanique et automatisme.

Il aura pour tâche de seconder le directeur technique et prendra un rôle actif dans l'étude, le développement et plus généralement le suivi de nos machines et systèmes. Il sera un appui technique majeur tant pour notre force de vente que pour notre clientèle.

Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

Envoyer CV, photo et prétentions sous réf. 61 M à

GRACO FRANCE
Direction des relations humaines
113, rue des Solets
94523 RUNGIS SILIC

REGION RHONE-ALPES

Grosses responsabilités pour 3 ingénieurs grosses-têtes

Nos produits : 90 % de mécanique, 10 % d'électronique. Notre Entreprise : 20 000 personnes, un CA de 13 milliards dont 40 % à l'export. Mais il y a plus : notre action constante sur les techniques : CFAO, systèmes de production flexibles... ; sur les structures : gestion de stock par flux tendus, spécialisation des sites industriels... ; sur les hommes : cercles de qualité, équipes autonomes... ; investir c'est aussi recruter.

Adressez vos dossiers de candidature en précisant la référence du poste à : **NUMER 7**, 108 rue Saint Honoré - 75001 Paris, qui transmettra en toute confidentialité.

ingénieur contrôle-qualité

L'une de nos usines - 2 300 personnes - a récemment bénéficié d'investissements considérables. Ses objectifs - qualité, productivité - exigent de renforcer l'équipe de Direction par un jeune ingénieur de haut niveau (Contrôle, Mines...) ayant une expérience d'au moins trois ans de la gestion de la qualité ou des méthodes.

Il prendra immédiatement en charge le service **CONTROLE** (conformité des fabrications aux cahiers des charges) et le service **QUALITE** (en liaison avec la Direction Centrale de la Qualité). Le niveau de rattachement de cette fonction ainsi que ses moyens en hommes (50 personnes) et assistance centrale rattachent compte de l'importance de la mission : garantir la qualité de chaque produit sortant de l'usine.

Au-delà de sa crédibilité technique, ce jeune ingénieur s'impose par son aptitude à convaincre et à entraîner l'adhésion. Ce dernier point est pour nous un critère déterminant.

Réf. SR 1 M

ingénieur méthodes

Le département des « Techniques et Moyens de Fabrication » de l'une de nos usines agit sur les méthodes à court terme (mise en production) et long terme (choix technologiques).

Les objectifs de ce département nécessitent son renforcement par un jeune ingénieur (Contrôle, A & M...) bénéficiant d'une première expérience. L'utilisation des techniques de CFAO exige qu'il soit formé à ces méthodes.

Il prendra en charge des projets liés notamment à l'amélioration de la productivité qu'il conduira jusqu'à la mise en place des solutions retenues. Le rôle d'interface entre les ateliers de l'usine et les services connexes à la production, la multiplicité des paramètres à considérer - humains, techniques, financiers - rendent cette fonction très opérationnelle.

Réf. SR 2 M

ingénieur en organisation

Notre Direction Centrale des Achats recherche le chef de service gérant ses moyens informatiques et ses projets organisationnels. Animant une équipe de 5 personnes bien expérimentées dans leur domaine, il assure la maintenance et l'évolution du système central et des périphériques, joue un rôle moteur quant aux choix des moyens, élabore le cahier des charges des nouvelles applications et forme le personnel.

La puissance des moyens informatiques (IBM, 3090, 4381...) ainsi que la complexité des applications nous amènent à rechercher un jeune ingénieur bénéficiant de 3 à 5 ans d'expérience en gestion de production. Ses qualités relationnelles et son imagination sont les conditions de sa réussite.

Réf. SR 3 M

CHEF DE PROJET RESPONSABLE QUALITE

Chef de Projet confirmé, votre solide expérience (+ 10 ans) acquise en informatique temps réel, vous a convaincu de l'efficacité de la démarche assurance-contrôle qualité.

Ardent défenseur de son utilité, vous savez motiver, convaincre votre environnement.

Importante société d'Ingénierie Informatique filiale d'un grand groupe industriel, nous vous proposons un poste opérationnel d'organisation et de contrôle à tous les stades du processus de développement, pour une équipe travaillant en technologie de pointe dans le domaine des communications OSI.

Une évolution vers un poste de direction pourra être proposée à un candidat de valeur.

Poste basé à Aix-en-Provence.

Envoyez C.V., lettre, photo et prétentions s/réf. 10016, qui seront transmis par :

Pierre Lichau s.a.
10, rue de Louviers - 75002 PARIS

Le 11 et 12 mars 1987 se tiendra **LE FORUM DES MINES 87** à l'école des Mines de Paris, 60, boulevard Saint-Michel, 75006-Paris

A l'occasion de ce forum, « LE MONDE » et les élèves de l'école des Mines organisent un débat le jeudi 12 mars, à 16 heures, sur le thème : **PEUT-ON CONFIER LA COMMUNICATION A UN INGENIEUR ?**

CAP SUR LE SUD-EST

Filiale de THOMSON-CSF, au tout premier rang de la compétition internationale nous concevons et développons des équipements et systèmes de détection sous-marine pour la plupart des pays occidentaux ou d'Extrême-Orient.

Pour faire face au développement important de l'informatique dans nos systèmes, nous souhaitons étoffer nos équipes et confier l'une des fonctions suivantes à des

INGENIEURS INFORMATIENS CONFIRMES

RESPONSABLE METHODOLOGIE DEVELOPPEMENT DE LOGICIELS

Pour promouvoir au sein du département la méthodologie de développement des logiciels et les outils associés, il sera chargé de :

- coordonner la définition et la mise en œuvre de la méthodologie avec les équipes informatiques et les utilisateurs,
- participer à la définition d'outils de génie logiciel et à leur expérimentation,
- définir et mettre en œuvre la politique de formation des équipes logiciel dans ce domaine.

REF : RM/387/LM

CHEF DE PROJET LOGICIELS D'APPLICATION

Pour conduire le développement d'un ensemble de logiciels de traitement du signal pour un important projet de système sonar, il sera responsable de :

- l'analyse des besoins et la conception générale des logiciels,
- l'animation d'une équipe de réalisation,
- la conduite des phases d'intégration des logiciels et de mise en œuvre opérationnelle dans le système sonar,
- la tenue des objectifs de coût et de délai.

REF : CP/387/LM

Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs diplômés d'une grande école, (ECP, ESE, MINES PARIS, ENST) ayant déjà acquis une expérience confirmée dans l'un de ces domaines.

Votre capacité d'innovation, votre aptitude au travail dans des équipes pluridisciplinaires constituent des atouts indispensables. La maîtrise de l'anglais est impérative.

Si vous souhaitez contribuer à la réussite de nos projets, nous vous proposons d'adresser votre candidature à P. BERETTI THOMSON-SINTRA ASM chemin des travaux - 06800 CAGNES SUR MER en précisant la référence de votre choix.

THOMSON SINTRA
ACTIVITES SOUS-MARINES

SECTEURS DE POINTE

CONSTRUCTEUR AUTOMOBILES

INGENIEUR D'ETUDES
QUALITE FIABILITE

Cet important constructeur automobile européen développe au sein de sa direction de la recherche une activité d'études théoriques et appliquées dans le domaine de la qualité et de la fiabilité.

Au sein d'une équipe de haut niveau et en liaison étroite avec les études, les méthodes, la production et le SAV, l'ingénieur recherché aura pour mission de développer un certain nombre d'outils (programmes d'analyse, méthodologie, moyens informatiques, etc) destinés à maîtriser davantage la qualité des produits fabriqués et ceci dès le stade de leur conception.

Ce poste, basé en proche banlieue ouest de Paris, s'adresse à un jeune ingénieur, éventuellement un universitaire dont la formation est à dominante mécanique. Il aura acquis une première expérience d'au moins trois ans dans le domaine de la qualité.

Son aptitude au dialogue et ses qualités d'animateur pourront lui permettre d'évoluer rapidement vers des responsabilités plus larges.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M32/813 G à :

EGOR TECHNOLOGIES
125, av. des Champs Elysées - 75008 PARIS

egor
PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

ANPE / SIEMENS
Ensembles pour l'emploi

Siemens S.A.
Effectif 348.000 personnes, C.A. 175 Milliards de Francs, 6^e rang mondial dans l'électronique recherche pour sa filiale française (pôle social ST-DENIS 93) de nouveaux collaborateurs (diplômés et confirmés) et Ingénieurs grandes écoles (Electronique, électrotechnique...).

- Techniciens (DUT, BTS) Electronique/Electrotechnique/Automatismes.
- Secrétaires bilingues allemand (BAC, G1, niveau BTS).

attirés par les fonctions de :

ingénieur technico-commercial
pour : Composants électroniques : semi-conducteurs et circuits intégrés (réf. H&E), Technique Médicale : Electromédecine, Imagerie et radiologie (réf. H&E).

ingénieur d'application
pour : Informatique Industrielle (réf. H&E).

ingénieur/technicien de maintenance (S.A.V. en clientèle)
pour : Technique Médicale : Radiologie, Imagerie et Electromédecine (réf. H&E), Arts Graphiques : Equipements électroniques pour photographie et photocomposition (réf. H&E), Energie et Automatisation : Automatismes programmables, Commandes Numériques et Entraînements à Vitesse Variable (réf. E/A).

secrétaire commerciale bilingue allemand (réf. S.A.V.)

Nous vous proposons des postes ouverts à l'initiative, formateurs avec d'intéressantes perspectives d'évolution.

- Des possibilités d'emploi sont également offertes dans nos établissements en R.F.A. (en particulier à Erlangen pour le réf. E/A* et à Munich pour le réf. CE).
- Pour l'ensemble de ces postes, le connaissance de l'allemand serait appréciée, et pour les réf.* (R, E/A, SB) elle est indispensable.

Venez nous rejoindre en prenant contact avec votre A.N.P.E. locale et en adressant votre dossier de candidature en précisant la référence choisie à :

A.N.P.E. 4, bd Anatole-France - 93200 ST-DENIS

PARTIPEZ AU DEVELOPPEMENT DE NOS PROJETS.

INGENIEURS ELECTRONICIENS

pour la CONCEPTION de circuits intégrés photosensibles en technologie CCD/MOS.

Vous prendrez en charge, au sein d'une équipe de développement, la conception d'un ou plusieurs circuits et en coordonnerez la réalisation jusqu'à la fourniture de maquettes.

Nous désirons rencontrer des Ingénieurs Diplômés (SUPELEC, TELECOM, ISEN, ENSERG, DOCTORATS...) possédant une première expérience en conception de circuits intégrés et/ou en technologie MOS, souhaitant élargir leur fonction aux aspects opto-électroniques des détecteurs d'images.

Anglais souhaité.

Déplacements ponctuels (France ou Etranger).

Poste basé à GRENoble.

Merci d'adresser votre C.V. à Eliane GIRAUD - THOMSON-DTE - BP 320 - 38523 SAINT-EGREVE CEDEX.

THOMSON-CSF

CLECOM
Groupe SFE BATHIGNOLLES

DE LA CONCEPTION A LA REALISATION : UN VASTE DOMAINE D'INTERVENTION !

CLECOM : 1400 personnes, 850 Mr de CA dont 70 % à l'export, filiale de la SFE BATHIGNOLLES est spécialisée dans l'étude, la construction et l'installation d'équipements pour la météorologie.

INGENIEUR PROCESS

Vous intervenez dès la phase de conception de systèmes d'automatismes et de contrôle régulation pour nos équipements en position les services de nos clients.

Adresser votre dossier de candidature complet à CLECOM, Service Gestion des Ressources Humaines, 107 bd de la Mission, Merchand, 92408 Courbevoie.

Vous participez étroitement en phase de réalisation à la rédaction d'analyses fonctionnelles, à la modélisation de nos procédés, à la coordination interne et au suivi des sous-traitants. Votre mission s'étend également dans le cadre des essais et des mises au point et vous contribuerez à assurer des interventions sur les équipements en fonctionnement.

Ingénieur de formation Grande Ecole, diplômé de première expérience, vous êtes très intéressé par le Process et l'Informatique. Vous maîtrisez impérativement l'anglais.

Goal Systems
Software Solutions

Avec nous, un challenge à gagner !

NOTRE VOCATION :
Créer des logiciels permettant d'améliorer les performances et la sécurité des grands systèmes IBM et d'en faciliter l'utilisation.
12.000 sites dans le monde nous ont déjà accordés leur confiance. Notre implantation en France est récente : nos 20 collaborateurs ont néanmoins réalisé un chiffre d'affaires de 20 millions de francs, réparti sur 1.000 clients.

Ingénieurs commerciaux

MISSION :
Vous êtes responsable de la commercialisation de nos produits sur votre «territoire». Du premier contact téléphonique à l'installation, vous savez développer et suivre votre clientèle. Vous bénéficiez pour cela d'un support international et d'une équipe technico-commerciale locale.

PROFIL :
Vous justifiez d'une expérience réussie d'au moins 2 ans, acquise dans la vente de services informatiques, de préférence dans un environnement IBM. La connaissance de la vente de logiciels serait un atout complémentaire. Vos succès s'expliquent par votre crédibilité, votre ténacité et votre optimisme.
Réf. GOAL/SPG.

Assistante commerciale

MISSION :
Rattachée au Directeur Général de la filiale française, vous assurez la réalisation de la stratégie commerciale et marketing : campagnes de publicité, mailings, brochures, organisation de séminaires, relations presse, suivi de résultats, support commercial et technico-commercial.

PROFIL :
Il s'agit d'un poste alliant des responsabilités fonctionnelles et opérationnelles convenant à une jeune diplômée de l'enseignement supérieur (de préférence Ecoles de Commerce), ayant une première expérience professionnelle acquise chez un constructeur ou un fournisseur de services informatiques.
Ces postes sont basés à Paris et imposent la maîtrise de l'anglais.
Merci d'adresser votre candidature, sous référence choisie, à notre conseil :
Réf. GOAL/SPG.

PSYCHE INFORMATIQUE - 16, RUE VIGNON, 75009 PARIS.

Bétel Ingénierie

DESTINATION AVIONIQUE, IMAGERIE SYSTEMES EMBARQUES, LOGICIELS DE BASE...

INGENIEURS MINES, ESE, ENST, ENSIMAG, ENSEEHT...

Nous vous proposons de franchir le cap décisif de votre carrière en rejoignant notre département, INFORMATIQUE INDUSTRIELLE (systèmes embarqués, avionique, imagerie, logiciels de base...).

Vous avez acquis une première expérience sur l'un des environnements suivants : 68000, UNIX, C, PASCAL, VAX, aes, aes, H&E, POP, MITRA, SOLAR.

Société de services et d'ingénierie informatique, notre odyssey informatique est maîtrisée et nous gardons le goût de l'aventure et un certain esprit «maison» qui font de chacun des collaborateurs un professionnel qui réussit.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, présentations) à BETEL INGENIERIE - 23 rue de la Paix 75002 Paris.

L' O D Y S S E E I N F O R M A T I Q U E

Ingénieur en Télécommunications Voix et Données.

Pour renforcer son équipe Télécom, une importante banque recherche un Ingénieur en Télécommunications, Voix et Données.

Il sera chargé de secondar le chef de service dans les domaines suivants :

- conception et suivi de réalisation de réseaux téléphoniques et de transmission de données,
- relations avec les constructeurs, installateurs et informaticiens
- relations avec les PTT

Par ailleurs, il se verra confier l'animation d'équipes techniques et la gestion de budgets.

Ce poste basé à Paris conviendrait à un Ingénieur âgé de 35 ans minimum, ayant, au cours d'une expérience similaire acquise chez des constructeurs ou des installateurs, fait la preuve de son goût des contacts et de son sens de la négociation.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la réf. 3997 à RSCG CARRIÈRES 48, rue St Ferdinand 75017 PARIS, qui transmettra.

LE DÉPARTEMENT DE BIOMÉTRIE DE L'INRA

recrute
par voie de concours

Deux chargés de recherches

L'UN, affecté à AVIGNON, se consacra à la statistique des processus aléatoires spatiaux, avec application à l'analyse d'image. L'AUTRE, affecté à TOULOUSE, se consacra aux problèmes de recherche opérationnelle et d'analyse numérique liés à l'optimisation de la gestion des systèmes biologiques.

Les candidats titulaires d'un doctorat d'Etat, de 3^e cycle, de docteur-ingénieur ou d'un diplôme équivalent, sont priés d'adresser leur CV au département de biométrie.

INRA : 78350, JOUY-EN-JOSAS.
avant le 23 mars 1987.

INTERGRAPH
leader en CAO recherche pour son centre européen de logiciel

UN INGENIEUR D'APPLICATION

pour participer au sein d'une équipe, au développement d'applications dans le domaine de la mécanique (dimensionnement associatif...). Une expérience de 3 ans en informatique scientifique et une bonne pratique du langage C sont souhaitées.

Anglais courant.

INTERGRAPH

Envoyer C.V., et- prétentions à
Monsieur PATIENCE
INTERGRAPH
Software Development Center
95-101, rue des Solets - Site 578
94653 RUNGIS Cedex.

interface sa
Sis d'ingénierie informatique en milieu industriel

rech. **INGENIEURS** gdes écoles
informaticiens/electroniciens spécialistes temps réel
expérience transmissions, télécommunications,
Motorola 68.000 appréciée.

Ecr. ou Tél à **INTERFACE 95 bis, bd Péreire 75017 PARIS**
Tél : 4622.9033

Handwritten note in Arabic script: "هذا هو الأصل"

كانا من اولادك

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde Mercredi 11 mars 1987 29

SECTEURS DE POINTE

SERVICE ET DEVELOPPEMENT INFORMATIQUES

recherche
INGENIEURS GRANDES ECOLES
ENST, ESE, ENSIAG, INSA, ENSI, DEA, MIAGE

POUR ASSURER DES DEVELOPPEMENTS EN :
- LOGICIELS SYSTEMES ;
- LOGICIELS D'APPLICATION TEMPS REEL ;
- TELECOM, RESEAUX ;
- CA, CFAO, IA.

Ecr. à : SDI
78-80, avenue Gallieni,
Tour Gallieni,
93174 Bagnolet CEDEX.

STÉ ELECTRONIQUE INDUSTRIELLE

TECHNICIEN
pour poste de contrôle et mise en service après fabrication

SOCIÉTÉ ANS
37, rue Bource, 75019 Paris.

R.A.C. SOCIÉTÉ D'ASSISTANCE TECHNIQUE

recrute
3 INGENIEURS ELECTRONICIENS
1 SPECIALISTE RADAR
1 ELECTRONICIEN GENERALISTE
1 MAINTENANCE SYSTEME-COMPLEXE

POUR ASSURER LA FORMATION EN FRANCE DE PERSONNEL FRANÇAIS ANGLAIS OBLIGATOIRE

Contrat de 2 à 3 ans. Possibilité de passer en 2 ans pour le 3^e poste.

JEUNE INGENIEUR ACOUSTICIEN

pour études et expertise.
Connaissance mécanique vibratoire recommandée.

IMPORTANT EDITION

recherche
Collaborateur expérimenté dans le domaine des LOGICIELS EDUCATIFS

Compétences recherchées :
- Méthodologie ;
- Pédagogie ;
- TIC - Informatique ;
- animation d'équipes.

JEUNES SPECIALISTES VIDEOTEX

DUT, maîtrise ou école d'ingénieur.
Passer ou C. Ingénieur.
Système SIVICRY apprécié.

MICRO-ELECTRONICIEN

Niv. : minimum BTS, plusieurs années d'expérience en Etudes Bonne pratique Micro, Motorola à l'ère

GENIEUR recherche CHEF DE PROJET

4 ans d'expérience
PORTRAIT, simulation, optimisation.

INGENIEURS

LOGICIEL T.R., SOLAR, UNIX, C, B5000.

INRA

Centre de recherches de Clermont-Ferrand

1 PHYSICIEN

(mécanique, génie chimique)

1 NEUROPHYSIOLOGISTE

(perception sensorielle)

Inséré avant le 1^{er} avril 1987

NOTRE METIER LES PRODUITS DE HAUTE TECHNOLOGIE.

LE CONTEXTE
- Un site industriel à 2 heures au Sud de Paris comprenant plusieurs unités de fabrication.
- Une équipe de GESTION DE PRODUCTION performante spécialisée sur Copics.
- Un IBM 3083, MVS, CICS, DL1.

UN CHEF DE PROJET INFORMATIQUE

Spécialisé en gestion de production.
Soucieux de conduire ses projets avec la rigueur et l'esprit de méthode que nous appliquons à nos propres fabrications.

SON PROFIL
- Ingénieur Grande Ecole
- 3 ans de conduite de projets en GPAO avec pratique d'une méthode (MÉRIS, AXIAL...)

Société de distribution électronique

en pleine expansion, appartenant à un groupe national RECHERCHE

LE RESPONSABLE DE SON ACTIVITÉ SYSTEMES

Pour assurer la gestion commerciale et le marketing des produits.
- Connaissances techniques sur les UNIX et VME.
- Expérience commerciale de 2 ans souhaitée.

UN INGENIEUR D'APPLICATION SYSTEMES

- Connaissances techniques précises sur UNIX, VME, OS9, G. 64.
- Lieu de travail : Paris, région parisienne et déplacements en France.

CERICS Centre Européen de Génie Logiciel

De grandes entreprises (BULL, THOMSON...) offrent une trentaine de bourses d'études à des jeunes :

DIPLOMES GRANDE ECOLE X CENTRALE, MINES...

ou universitaires équivalents pour accéder aux fonctions d'INGENIEUR CONCEPTEUR DE LOGICIEL

A l'issue d'une formation de 9 mois, en étroite association avec l'INRIA, le CERICS délivre un : MASTRE SPECIALISE EN GENIE LOGICIEL

Adressez votre candidature à CERICS BP 48 Sophia-Antipolis 06561 Valbonne Cedex tél. 93.95.45.00

INGENIEUR ELECTRONICIEN ENCADREMENT TECHNIQUE

en région Méditerranéenne

Constructeur de systèmes robotisés et d'ensembles automatisés - département études - recherche un Ingénieur Electronicien confirmé d'environ 35/40 ans, diplômé Grandes Ecoles Supélec, A & M + Supélec ou équivalent pour encadrement technique d'un service électronique de pointe dans la conception de systèmes intégrant des matériels analogiques et logiques à base de micro ou mini-ordinateurs (matériels et logiciels). Salaire annuel 250 000 F +.

Adressez votre dossier de candidature avec photo, à notre conseil IPSO Consultants, 73 rue St-Savournin, 13005 Marseille.

IPSO Consultants

Jeune microbiologiste

Universitaire ou Grande Ecole
Le centre de Recherche et de Développement de la Société Evian pilote d'ambitieux projets d'innovations scientifiques et technologiques.

evian
La société Evian (1,4 milliard de francs de CA, 1250 personnes), poursuit son expansion sur le marché français avec ses marques Evian, Badoit, Froté, Athlon et consolide son rang de leader mondial de l'exportation d'eaux minérales.

Expert qualifié pour les usines avec lesquelles vous mettez en oeuvre les plans de contrôles et d'audit microbiologiques, vous êtes le spécialiste de la micro-flore de nos eaux.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. P 3 M, en précisant votre rémunération actuelle, à BSN, Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.

Publicité pour Framatome. Titre: Informatique du futur. Texte: Un axe de développement, de déploiement et d'épanouissement à FRAMATOME. Informaticiens temps réel. Ingénieur diplômé, vous avez de bonnes connaissances et éventuellement une première expérience dans les domaines de l'automatique, de l'informatique industrielle et de la programmation.

INGENIEUR ET MANAGER RESPONSABLE ACHATS

Animant une équipe de 6 acheteurs, il aura pour mission d'optimiser la fonction Achats dans ses différents aspects :
- achats de matériels (composants, matériels informatiques...),
- négociation de contrats de prestations,
- développement du Marketing Achats auprès de la Direction Technique et Scientifique.

Ingénieur Electronicien (ou équivalent), vous justifiez d'une expérience de 2 à 3 ans dans une fonction achats ou en industrie électronique.

Merci d'adresser vos CV, lettre manuscrite et photo sous réf.91580/LM à Agnès DENES - THOMSON-CGR - 283, rue de la Minière - 78530 BUC.

INGENIEURS GRANDES ECOLES H/F Débutants ou confirmés

INGENIEUR ETUDES - LOGICIEL (Réf. 91571-IE1) :
Dans un environnement de génie logiciel, vous maitrisez en oeuvre et enrichissez vos capacités d'étude et de réalisation de logiciels "Temps réel" sur microprocesseur et mini-ordinateur appliqués à des systèmes de radiocommunications.

INGENIEUR D'AFFAIRES (Réf. 91571-IA) :
Vous serez chargé de l'élaboration de projets techniques, de la rédaction et de la défense des propositions clients, en liaison avec les services commerciaux. Ceci vous conduira à être responsable du suivi et de la réalisation d'affaires "France et export".

INGENIEUR DEVELOPPEMENT (Réf. 91571-ID) :
Vous serez responsable de conception de matériels dans les domaines architecture, thermique, mécanique.

CHEF DE PRODUIT (Réf. 91571-CP) :
Votre mission sera :
- études de marché,
- spécification des produits,
- édition des outils commerciaux

Merci de bien vouloir adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V., photo, présentations) sous référence correspondante à HAVAS CONTACT, 1, place du Palais Royal - 75001 PARIS.

AGENCE MARQUES BASE...
NIEUR ATION
RAP

SECTEURS DE POINTE

Le Monde : premier titre national pour l'emploi des cadres

Secteurs de pointe :
LA RUBRIQUE DES INGÉNIEURS QUI BOUGENT

Rendez-vous le mardi 17 daté 18 mars.

Groupe Victoire

LE GIE DU GROUPE VICTOIRE cherche à intégrer dans son département informatique (1100 terminaux),

ERGONOME diplômé (maîtrise ou DESS) pour prendre en charge l'ergonomie des logiciels.

Formation à l'informatique assurée.

Candidats motivés adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. ERG/INF GIE GROUPE VICTOIRE Monsieur Giessner 9, rue de Vienne - 75009 PARIS.

CEGOS

COMACTIF

Promouvoir des produits et services de communication "high tech"

HEC, ESSEC, ESCP ...

COMACTIF est un département de la CEGOS, groupe international de conseil et de formation.

Nous sommes une jeune équipe de consultants et créateurs passionnés par la conception et la réalisation de **SYSTEMES DE COMMUNICATION INTERACTIFS ET MULTIMEDIA**. Nos clients nous choisissent pour notre compétence, notre créativité mais aussi pour notre méthodologie de développement de produits et le "contrôle-qualité" dans toutes ses étapes.

Notre savoir-faire en ingénierie de la communication nous amène à développer des **PRODUITS ET DES SERVICES INSTRUMENTÉS** pour les secteurs industriel et tertiaire. Le marché est porteur, les produits sont nouveaux et les techniques utilisées relèvent de l'informatique, de la vidéo, de la télématique, du vidéodisque, de l'FAO...

Après définition des "cibles", vous organisez les premiers contacts avec les équipes dirigeantes des sociétés prospectées, vous établissez des relations de confiance. Vous négociez et concluez les ventes, développez votre activité, fidélisez une clientèle, ouvrez de nouveaux marchés.

De formation HEC, ESSEC, ESCP, vous avez une vocation commerciale.

Vous connaissez l'entreprise et avez une première expérience de la vente de produits ou services "high tech".

Nous vous offrons des échanges riches et conviviaux, une large autonomie dans le cadre d'objectifs définis et des perspectives d'évolution au sein de COMACTIF et du Groupe.

Veillez adresser votre candidature (lettre manus., C.V. et prétentions) sous la réf. 704/M à la DRH CEGOS, PH. DELILLE, Tour Chenonceaux - 92516 BOULOGNE CEDEX.

Valeo L'Équipement Automobile

28000 personnes - C.A. : 12 milliards de francs dont 48% à l'étranger
recherche pour sa filiale Valeo Distribution

Adjoint au responsable de l'administration commerciale

Fort d'une expérience réussie de 3 à 5 ans dans une fonction similaire où vous aurez démontré un sens commercial certain, vous prendrez progressivement en charge l'administration des ventes :

- gestion des commandes jusqu'à leur expédition et leur facturation ;
- action d'harmonisation et de coordination auprès des Directions Régionales ;
- animation de l'ensemble des équipes du service.

Après une analyse de l'ensemble des circuits, vous mettrez en place de nouvelles procédures en liaison avec l'informatique afin d'organiser de façon optimale le flux des documents commerciaux. Plaque tournante entre le Commercial, l'Informatique, le Marketing et la Comptabilité, ce poste de haut niveau, basé à Saint-Omer (59), s'adresse à un diplômé de l'Enseignement Commercial Supérieur (HEC, ESSEC, ESCP...) ou à un Ingénieur généraliste ayant une formation type CESMA, et maîtrisant l'informatique comme outil de gestion.

De larges perspectives d'évolution de carrière vous seront offertes à la mesure de votre potentiel et de notre Groupe à vocation internationale.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, C.V., prétentions et photo) sous la référence M/75 : VALEO - Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - 43 rue Bayen - 75848 Paris Cedex 12.

"GPAO, ordonnancement, planification... : Votre Domaine"

Informatique Industrielle, Informatique de Gestion, Gestion de Production sur mini et micro ordinateurs : cette triple compétence OMG est unique sur le marché. Notre notoriété se traduit par une progression constante de 50 % l'an. Nos forces depuis 10 ans, ce sont d'une part, nos équipes de professionnels constamment formés et informés qui chaque jour mettent leur savoir-faire au service des techniques nouvelles, nos partenaires-clients de grande renommée et, d'autre part, notre philosophie d'entreprise. Nous donnons à chacun de nos collaborateurs les moyens d'exploiter son potentiel dans une ambiance d'autonomie et de respect mutuel.

CHEFS DE PROJET

Ingénieur grande école, vous justifiez de plusieurs années d'expérience en SSI ou chez un utilisateur en informatique de gestion ou en gestion de production et maîtrisez bien le matériel DIGITAL (VAX). Professionnel, nous attacherons beaucoup d'importance à votre sens commercial. En effet, vous interviendrez à un double niveau : • en avant-vente en soutien à notre équipe commerciale, • en après-vente en dirigeant des applications importantes en gestion de production avec des équipes de haut niveau (formation Ingénieur) que vous encadrez et animez. Absence dans les contacts, sens du travail bien fait vous permettent d'être l'interlocuteur efficace de nos clients. Les projets de grande envergure que vous saurez mener avec succès vous permettront de contribuer à l'avance technologique de OMG... et d'assurer votre avenir avec nous.



Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. CP/GP/M, à Madame Gouffier, OMG, 21 de Courtaboeuf, 91942 Les Ulis Cedex.

ANGLAIS - FRANÇAIS

La Filiale Française de Mc CORMACK et DODGE Corporation (groupe international spécialisé dans la conception et la distribution de matériels de gestion) haut de gamme, membre du groupe DJN et BRADSTREET renforce son service Traduction et recherche un TRADUCTEUR ANGLAIS/FRANÇAIS.

Agé d'environ 30 ans, vous justifiez d'une expérience réussie dans la traduction de documents informatiques. Des connaissances en informatique et en Traitement de Texte seront appréciées pour mieux remplir votre mission : traduire des Projets et leur documentation.

Vous êtes libre rapidement. Merci d'adresser lettre de candidature, C.V., photo et prétentions, à Mc CORMACK et DODGE FRANCE S.A. - Département Traductions - Tour Manhattan - 82000 PARIS-LA-DEFENSE Cedex 21.

McCormack & Dodge France S.A.

La technologie de pointe pour valoriser votre potentiel

Nous sommes une Société de 350 personnes, faisant partie d'un très grand groupe industriel européen, fabriquant et commercialisant des biens d'équipements de très haute technicité. Notre vocation est l'automatisation des moyens de production. Maîtrise des technologies les plus avancées, innovation, écoute du marché... telle est notre expérience. Nous recherchons :

jeunes ingénieurs

A.M. - INSA - ENSTIMD...

Débutants ou dotés d'une première expérience dans l'automatisation des moyens de production, ils participeront au développement de nos nouvelles applications au sein d'une équipe jeune et passionnée par les automatismes industriels.

De réelles perspectives de carrière sont offertes à des candidats de valeur.

Les postes sont à pourvoir en région sud de Paris.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous références 5380 à Organisation et Publicité 2, rue Marango - 75001 PARIS, qui transmettra.

DEVELOPPEZ DES PROJETS D'AMENAGEMENT EN COTENTIN...

Diplômé grandes écoles ou 3^{ème} cycle universitaire avec une première expérience dans l'aménagement urbain et/ou l'immobilier, vous aurez la responsabilité du développement et de la conduite des opérations d'aménagement de notre agence du Cotentin (chiffre d'investissement annuel : 30 millions de F) en phase directe avec les élus locaux.

L'équipe légère basée à Cherbourg que vous animerez, est intégrée à une société d'aménagement régional qui vous apportera son appui. De réelles possibilités d'évolution existent au sein de notre Groupe national.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la réf. 6907, à Méclo-System, 2, rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

Handwritten note: *Le Monde*

كلنا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 11 mars 1987 31

Le Monde
CADRES

EUROST
Directeur industriel

Leader sur son marché, notre société (335 pers.) conçoit et réalise des équipements de bureaux. Notre développement s'appuie sur la qualité de nos méthodes de production et sur la performance de nos moyens de gestion.

Nous souhaitons rencontrer un jeune Directeur Technique pour lui confier la responsabilité de nos deux établissements.

A 30 ans environ, de formation AM ou équivalent, vous avez déjà dirigé une unité opérationnelle dans les secteurs Métallurgie ou Plastique. Gestionnaire et technicien, vous présentez toutes les qualités d'un manager et maîtrisez l'anglais.

Le poste est basé à Nevers.

Merci d'adresser votre candidature à notre Conseil ALGOE.

Ecrire sous référence 133 M en mentionnant votre rémunération actuelle, à E. MARTIN, 9 bis route de Champagne 69134 ECULLY CEDEX.



Jeune ingénieur généraliste
réalisez votre potentiel chez BSN

AMORA

C'est 1 milliard de francs de CA en 1986 et une forte progression, une gamme étendue de moutardes, sauces, légumes condimentaires, poivres, épices et herbes, un développement soutenu de produits nouveaux : vinaigrettes, flocons souples...

Développer techniquement les contenants et les sur-emballages en conciliant les impératifs du marketing, de la recherche produit et de l'industrialisation, assurer sécurité, qualité, rentabilité; recenser, analyser, formuler, recommander et vendre les solutions. Telle est la mission de l'ingénieur packaging que nous recherchons.

Jeune Ingénieur Généraliste, vous avez été sensibilisé, au cours de vos stages ou d'une première expérience professionnelle, aux

problèmes de conditionnement au sein d'une industrie de grande consommation.

Notre Directeur Technique vous formera à ce métier passionnant où tout est en jeu au cœur de la technique vous êtes en dialogue permanent avec le Marketing, les Achats, la Recherche et Développement, les usines. Nous vous proposons ici un premier poste basé à Dijon. Votre évolution de carrière est ouverte. Notre Groupe sait valoriser les talents.



Merci d'adresser votre candidature, sous réf. R 48 M, en précisant le cas échéant votre rémunération actuelle, à BSN, Service Recrutement des Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.

Responsables de développement

Immobilier d'entreprise

Paris - Lyon - Colmar



Spécialisée dans la construction de bâtiments à usage industriel et commercial, l'Entreprise Guiraudie-Auffève (C.A. 900 MF) a déjà livré 10 millions de m² de bâtiments en 25 ans. La capacité de production annuelle de ses trois usines en France représente 800 000 m².

Poursuivant sa progression, elle recherche trois responsables du développement. Implantés régionalement, ils seront chargés de l'initiation, de la négociation et du montage d'opérations immobilières de promotion : recherches et négociations foncières, études de marché, bilans prévisionnels, obtention des autorisations de construire, etc.

Nous souhaitons rencontrer des candidats ayant déjà, si possible, une expérience similaire en immobilier d'entreprise, bureaux, activités. Ils devront également posséder à la fois le goût de la négociation, une intense énergie, de la créativité et de réelles capacités d'organisation et de synthèse pour suivre simultanément de nombreuses affaires.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. B081/M, en précisant la ville choisie à P. Audhuy.



SEMA-SELECTION

54 bis, rue Alsace Lorraine 31000 TOULOUSE.



BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE

recherche pour ses succursales de
LILLE, TOULOUSE et LYON

EXPLOITANTS V / VII (H/F)
à dominante Clientèle Industrielle et Commerciale

Vous avez un tempérament COMMERCIAL, DYNAMIQUE et le goût des contacts à tous niveaux.

Votre formation supérieure (Grandes Ecoles) a été enrichie d'une expérience de 3 à 5 ans dans la prospection et le suivi d'une Clientèle industrielle, commerciale et dépositaire.

En rejoignant notre équipe vous aurez pour mission essentielle de développer une clientèle industrielle et dépositaire.

Votre évolution de carrière sera liée aux performances professionnelles à partir d'objectifs préalablement définis.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 22426 à B.U.E. - Service du Recrutement 75107 Paris Cedex 02.

BANQUE PRIVÉE appartenant à un groupe international

recherche pour son siège PARIS 8e

Exploitant entreprises de haut niveau

Pour prendre en charge et développer un portefeuille d'entreprises, essentiellement PME, évoluant dans des secteurs d'activité précis. L'expérience de domaines d'activités nouveaux pour la banque sera aussi appréciée.

Ce poste s'adresse à des candidats âgés de 32 ans environ diplômés d'Etudes Supérieures, ayant déjà une expérience réussie de l'exploitation et de la prospection d'au moins 6/7 ans.

Esprit d'initiative, capacité à s'intégrer à une équipe, dynamisme commercial, aptitude à concrétiser des affaires nouvelles et sens du risque sont des qualités essentielles.

Rémunération en fonction de la valeur et de l'expérience. Développement de carrière en fonction de la réussite dans le poste.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé et photo en précisant bien sur votre enveloppe la réf. 17375 M à BLEU Publicité 17, rue Label 94307 VINCENNES CEDEX qui transmettra

CENTRALE, ENSAE, AM, ... HEC, ESSEC, ...
ASSUREZ DANS L'ACTION!



Vous avez confirmé votre diplôme grande école (CENTRALE, ENSAE, AM, HEC, ESSEC...) par une première expérience. Seuls les plus performants d'entre vous nous intéressent : ceux dont les ambitions professionnelles égalent les compétences.

Les MUTUELLES UNIES, vous connaissez ? Société mère du 1^{er} groupe privé français d'assurances : AXA (30 sociétés dans 8 pays, 6 millions de clients, 18 mds de F de CA dont 30 % à l'étranger), inutile de vous préciser que chez nous, toutes les carrières sont possibles (même à l'étranger...) et que tous les moyens logistiques d'un grand Groupe sont mis à votre disposition.

En clair ? Nous avons des postes de haut niveau à vous confier dans de nombreux secteurs d'activités : risques d'entreprise, risques des particuliers, finance, informatique, statistiques, ingénierie, marketing... Votre capacité à assurer rapidement des responsabilités, à manager une équipe, à prendre des décisions et à vous intégrer avec enthousiasme dans notre société déterminera notre choix. Vous apprendrez d'abord à nous connaître, à vous sentir bien, et ensuite... vous passerez à l'action !

Pour ces postes basés à ROUEN, merci d'adresser (sous réf. AI/20) votre dossier de candidature à MUTUELLES UNIES M^{me} MAUHOURET 76029 ROUEN CEDEX.

Mutuelles Unies
PASSEZ A L'ACTION.



LA VOLONTÉ D'ENTREPRENDRE.
LES MOYENS DE RÉUSSIR.

Vous êtes diplômé de grande école, vous avez plus de 30 ans et une expérience réussie de ventes d'équipements industriels.

Entrepreneur et ambitieux, vous voulez prendre une part déterminante dans la réussite d'une entreprise d'envergure internationale, pour y exercer, à terme, des responsabilités de management.

Unité autonome d'un grand groupe industriel français, nous avons réuni toutes les conditions pour réussir : notre marché est très porteur, en France et à l'étranger, nos activités s'appuient sur des technologies de pointe que nous maîtrisons parfaitement.

Ingénieur Commercial

STRATÈGE ET HOMME DE TERRAIN

Vous serez, auprès de notre Direction, le responsable du développement de nos activités.

Vous définirez notre stratégie commerciale, vous en assurerez l'application sur le terrain, en France et à l'Export, vous étoufferez et animerez votre service Commercial, au fur et à mesure de notre expansion.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature, sous la référence 2010, à notre Conseil, qui vous assure d'une totale discrétion.

MILO - Ressources Humaines 3, Avenue des Termes, 75017 Paris



Parmi les plus grands groupes céréaliers français

DIRECTEUR... Division céréales

Gérer un C.A. de 1 MILLIARD DE FRANCS dans le négoce de matières premières...

Nous sommes un groupe agro-alimentaire, situé dans le SUD-BASSIN PARISIEN, nous commercialisons principalement des céréales et de l'agro-fouriture. Le C.A. du groupe : 1,6 milliard de francs. Notre dynamisme et notre développement constant nous a permis de tripler notre C.A. en 10 ans.

Vous aurez à terme, la responsabilité totale de la filière céréales et oléo-protéagineux, depuis l'achat aux producteurs jusqu'à la vente sur le marché français et international.

Vous gèrerez la division comme un centre de profit autonome avec le souci de la performance financière. Vous définirez la politique commerciale. Notre équipement très performant et les qualités agro-climatiques de la région sont un atout important pour la satisfaction de nos clients.

Une phase de transition vous permettra de vous imprégner de notre environnement et d'être introduit auprès de notre clientèle amont et aval par l'actuel directeur de la division avant son départ.

Vous avez une expérience du négoce des matières premières, agricoles ou similaires. La connaissance du milieu agricole sera un atout supplémentaire. Votre formation : grandes écoles commerciales, Sup. de co., Agro + gestion... Excellent négociateur mais aussi gestionnaire vous avez déjà eu la responsabilité de C.A. important. Votre sens des relations et votre souplesse font de vous un homme de communication.

La rémunération importante tient compte de l'étendue des responsabilités.

Merci d'envoyer lettre de motivation, CV, photo, à notre conseil J.P. MAURY - 35, rue E. Zola - 37000 TOURS

AGRO-FORCES

Notre Société Spécialiste de la Logistique et du Commerce International recherche pour sa division Pétrole et Pétrochimie

L'ADJOINT COMMERCIAL DU DIRECTEUR

La fonction à prédominance commerciale peut convenir à un Cadre Technico-Commercial, minimum 30 ans. Une bonne connaissance et une réelle expérience des milieux pétroliers et/ou pétrochimiques, plus particulièrement dans le domaine du transport et des approvisionnements constituent un avantage certain. Le dynamisme commercial, un esprit ouvert au changement et à l'innovation seront cependant déterminants pour votre choix. Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

Merci d'écrire avec CV, prétentions à Madame BAGUET 42 avenue George V - 75008 PARIS

AGRO-FORCES
PARIS - TOULOUSE

Le Monde
CADRES

flux tendus et qualité totale

Fabricant de produits mécaniques réputés, nous sommes en train de remodeler notre usine (70 km au nord de Paris) dans une optique de production encore plus moderne et encore plus performante. Nous cherchons notre

ingénieur, chef de fabrication

pour diriger nos ateliers de mécanique et d'assemblage (300 p. en 2 x 8).
Jeune ingénieur (même débutant), BTS ou DUT, du moment que vous êtes passionné par la conduite des hommes en fabrication et la gestion moderne de la production, venez vous investir dans cette mission, pas facile mais passionnante, au sein d'une équipe très dynamique.

Merci d'écrire à notre consultant
J.P. DOURY (réf. 4990 LM)

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE 75008 PARIS
LYON GRENOBLE LILLE NANTES

MEMBRE DE SYNTEC

optimiser les moyens de production

Equipementier automobile, nous produisons dans 3 usines des pièces et des ensembles complexes faisant appel à la métallurgie et à la mécanique. Notre directeur Technologie cherche à s'adjoindre à PARIS

un ingénieur responsable des études industrielles

Venez coordonner nos études de process, optimiser nos moyens de production, rationaliser nos investissements, promouvoir de nouvelles méthodes d'ordonnement.

Jeune ingénieur (ECP, Mines... avec pourquoi pas une formation complémentaire à la gestion), vous avez commencé votre carrière peut-être en maintenance ou aux méthodes, en tout cas en usine; aujourd'hui à 30 ou 35 ans, vous pouvez assurer une fonction d'état-major en management technique, en attendant le poste opérationnel de haut niveau que vous visez. Anglais indispensable.

Notre consultant, J.P. DOURY, vous remercie de lui écrire (réf. 4995 LM)

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE 75008 PARIS
LYON GRENOBLE LILLE NANTES

MEMBRE DE SYNTEC

VILLE DE COLOMBES 92701
offre un poste de
CHARGÉ (E) DE MISSION
auprès du Secrétaire général

MISSION :

- Conception de la communication en direction du personnel communal et du bulletin d'information du personnel communal;
- conseil en organisation notamment ressources humaines;
- gestion et montage d'opérations ponctuelles (filas, stages, expo).

PROFIL :

- Facilité de rédaction, sens de la coordination et de la synthèse, sens du contact, adaptabilité et disponibilité.

FORMATION :

- Droit ou Economie ou Sciences Po. ou Sociologie ou CELSA.
- Expérience des collectivités locales souhaitée.

Candidature, C.V., copie des diplômes à adresser à :
Monsieur le maire avant le 23 MARS 1987.

Entreprise d'électricité du bâtiment, indépendante de tout groupe et au management aussi convivial que rigoureux, nos affaires se développent bien; nous cherchons pour Paris

un ingénieur d'affaires,

capable de mener de front 5 ou 6 chantiers (au total 10 MF/an).
Au-delà des responsabilités classiques de ce poste : pilotage des études (nous avons un bon BE), achats, gestion des contrats, nous lui demandons de diriger les travaux, de mener les hommes (nous avons des chefs de chantier expérimentés) et de fidéliser nos clients.

Ingénieur électricien, vous avez commencé votre carrière dans une entreprise de second œuvre sérieuse. Aujourd'hui, vous avez 30 ans et vous vous sentez de taille à bien commander, à bien gérer, à bien développer nos affaires.

Notre consultant, J.P. DOURY, ingénieur E.S.E., vous remercie de lui écrire (réf. 4994 LM)

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE 75008 PARIS
LYON GRENOBLE LILLE NANTES

MEMBRE DE SYNTEC

SSCI leader sur son marché
cherche pour son siège à Paris

FORMATEUR (H/F)

Micro-informatique

- **Le poste :**
- Installer et mettre en œuvre en clientèle nos logiciels bureautiques et de gestion (paie, comptabilité, facturation).
- **Le candidat :**
- Formation supérieure;
- Goût prononcé pour les contacts humains;
- Précieuses expériences réussies de formations à l'emploi de logiciels informatiques;
- Une bonne connaissance de la paie sera un plus, ainsi qu'une disponibilité rapide.

Envoyer CV + lettre manuscrite + photo à POTAB
12, rue de la Grande-Chaumière, 75006 PARIS.

ENSPITT
ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES P&T

JEUNES DIPLOMES
DES GRANDES ECOLES
DE GESTION

**LA POSTE
ET LES TELECOMMUNICATIONS
DE L'AN 2000 ONT BESOIN DES MEILLEURS.**

Devenez Administrateur de la Poste et des Télécommunications... Un concours de très haut niveau pour des postes de haute responsabilité.

L'ENSPITT, une grande école de management qui vous donnera accès à des postes de décideurs au sein d'un univers de technologies de pointe consacrées à la communication sous toutes ses formes.

Rémunération dès l'entrée en formation.
Les épreuves de sélection se dérouleront les 27, 28 et 29 AVRIL 1987.

Renseignements et inscriptions : ENSPITT, 46 rue Barroult, 75634 Paris Cedex 13, **NUMERO VERT** : 05.05.66.77.

CLÔTURE DES INSCRIPTIONS LE 24 MARS 1987

SOTRALENTZ

SOTRALENTZ (1000 pers., CA 1986 : 550 MF dont 40% à l'exportation) recherche pour son département Chaudière un

Directeur Commercial

Rattaché au Directeur Commercial Groupe et conjointement au Directeur Technique, il sera chargé pour son département (effectif : 250 personnes) de dynamiser la force de vente tant en France qu'en Europe. Des déplacements sont donc à prévoir; c'est un homme de terrain que nous recherchons, capable d'animer une équipe de technico-commerciaux responsables, et de veiller à la bonne réalisation de nos objectifs : maintenance de la clientèle existante, prospection et développement du CA.

Le candidat idéal peut avoir entre 30 et 40 ans, doit être ingénieur de formation et avoir acquis une expérience réussie de la vente de produits chaudières; il connaît les milieux d'ingénierie pétrolière, chimique et nucléaire.

L'anglais courant est impératif. Le poste est basé en Alsace. La rémunération sera fonction de l'expérience des candidats retenus. Un véhicule de service sera fourni.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV + photo + rémunération actuelle à notre Conseil : **YELLOW'S**, référence CB-70 rue de Ponthieu 75008 PARIS.

ellow's Division de CLM Partners

champion
supermarché

Recherche un **SUPERVISEUR**, pour ses magasins intégrés

Le contexte :
Les 46 Supermarchés CHAMPION intégrés sont les fers de lance de la stratégie de développement de cette enseigne en franchise (biensit 200 en France)

Le poste :
Rattaché au Directeur d'une région, ce cadre bénéficiera d'une large délégation pour animer et gérer 6 à 8 magasins Champion intégrés. Il apportera au Directeur saisi de ces points de vente ses compétences et son dynamisme dans la mise en œuvre et l'application de la politique commerciale codée sur le "discours".

Le profil :
Ce poste conviendrait à un professionnel de la distribution, justifiant d'une expérience réussie de Directeur de magasin, reposant sur une formation générale de bon niveau. Il acceptera obligatoirement d'habiter au cœur de sa zone géographique.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. + photo et présentations à Patrick MOREAU, PROMODES, 21 - Route de Paris, BP 17 14127 MONDEVILLE CEDEX

Promodès Des hommes responsables au service des consommateurs

LE CLAP RECHERCHE
DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL
Homme/femme
A PLEIN TEMPS
Français ou étranger, vous avez :

- Une connaissance et une expérience approfondies de direction d'entreprises, sociétés, associations, mouvements etc. d'animation d'équipes de responsables.
- Une expérience de relations extérieures, notamment avec les pouvoirs publics.
- Une connaissance des mécanismes comptables, de financement et de gestion, plus particulièrement de gestion financière; et une capacité de négociation.
- Une connaissance de la vie associative, des problèmes posés aux publics dévoués, immigrés et français, une connaissance du dispositif de formation.
- Des aptitudes à l'équipe du terrain, à la relation et à la prise de parole en public.
- Une grande disponibilité pour déplacements et interventions en soirée et le week-end.

Votre mission essentielle est d'assurer la réalisation des objectifs de l'association, de sa gestion, et de son développement. Cette relation s'exerce dans le cadre des orientations et décisions de nos instances nationales. Le salaire mensuel brut net (avant impôt) est de 11.940 F + 13% mois.

Merci d'envoyer votre candidature au Président du CLAP, 25, rue Gandon, 75013 Paris, pour le 27/3 au plus tard.

Juriste

DANS L'IMMOBILIER, ETRE A L'ECOUTE ET DONNER DES SOLUTIONS PERFORMANTES.

A 30 ans +, vous avez 5 ans environ d'expérience, de préférence dans l'immobilier, un DESS de Droit Privé minimum, et des compétences en Droit des Sociétés et Immobilier; la facilité vous intéresse. Vous êtes prêt(e) à nous rejoindre!

Filiale d'un groupe financier important, nous sommes l'une des principales sociétés immobilières françaises, prestataire de services, assurant la gestion de patrimoines et de sociétés immobilières.

Nous vous confierons des missions d'études pointues et vous assisterez notre réseau en prenant en compte les préoccupations opérationnelles.

Notre petite équipe de juristes est très professionnelle et très sollicitée par les sociétés ou services de notre Groupe.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à Edith Giachetti, CPA, 3, rue de Liège, 75009 Paris, sous réf. 27 M 045.

MEMBRE DE SYNTEC

DAP
ECOLE D'APPLICATION DES HAUTS POLYMERES

recherche

2 PROFESSEURS

Exemples susceptibles d'être pourvus par :

- des professeurs ou maîtres de conférences de l'enseignement supérieur;
- des ingénieurs titulaires d'un doctorat d'Etat.

Domaines de compétences :

- Techniques de transformation des matières plastiques.
- Modélisation des procédés.
- Calcul numérique appliqué aux transferts de masse et chaleur.

Les candidats seront familiarisés avec les contacts industriels et l'encadrement de travaux de recherches appliquées.

Candidatures à : Monsieur le Directeur de l'EAHP, 4, rue Bousingault, 67000 STRASBOURG.

HOPITAL PRIVE LORRAINE
recherche suite départ en retraite

DIRECTRICE ADJOINTE INFIRMIERE CHEF

pour assister le Directeur de ce centre hospitalier médical et chirurgical, d'un effectif de 400 personnes.

- Formation Ecole des cadres plus solide - expérience idéologique ou similaire indispensables.

LA FONCTION :

- Liaison direction et gestion médecins-personnel soignant.
- Coordination générale entre tous les services.
- Supervision des services administratifs et du fonctionnement général de l'établissement.

Merci de nous transmettre votre candidature complète (lettre manuscrite + C.V. détaillé + photo récente) sous référence 14 en précisant votre motivation et votre intérêt pour ce poste.

GPA conseil Nicole Ferville
60, rue des Tisserands
54000 NANCY.

eas
groupe aéronautique

Filiale électronique d'un important groupe aéronautique, située en proche banlieue Nord, recherche son

CHEF DE FABRICATION

pour lui confier la responsabilité des ateliers de production, du réglage, des services lancement, ordonnancement et méthodes (80 personnes).

Agé de 30 ans minimum, ce poste conviendrait à un ingénieur A et M ou équivalent ayant quelques années d'expérience en production électronique et micromécanique. Anglais souhaité.

Adresser C.V. et présentations à EAS
Service du Personnel B.P. 51
93350 LE BOURGET

Anne Milcent,

a le plaisir de vous annoncer la création de son Cabinet spécialisé dans le recrutement, l'orientation et l'évolution des personnels de l'informatique.

Société Anne Milcent
5, rue de Turbigo
75001 Paris.
Tél. 40.26.12

Handwritten signature or note at the bottom of the page.

قالا من اناط

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde CADRES

Masoneilan
Spécialiste mondial des Vannes de Régulation recherche pour ses Services Ventas
jeune ingénieur technico-commercial

VILLAGE DE VACANCES DU CAF...
cherche son RESPONSABLE D'ACTIVITÉS
COMPTABLES BON NIVEAU

DEMANDES D'EMPLOIS

JOURNALISTE
15 ans d'expérience professionnelle étudierait toutes propositions concernant presse ou secteurs de la communication.

Lyonnaise allemande, sportive, 20 ans, aimerait s'occuper d'enfants dans une famille pendant 3 ou 4 sem. (juil.-sept) pour améliorer son français.

LUCHAIRE
puls spécialiste de directeur du personnel chez SCHLUMBERGER

J.P. 18 ans ayant BEP, CAP comptable et 1^{er} degré de comptabilité.

capitales propositions commerciales

PLACEMENTS
Intérêt 15%. Garanties sur immeubles. 42-88-12-10.

appartements ventes
1^{er} arrdt
PROX. OPERA Bureau-entréed 3 p. 2.000 F/mois occasion bail ou Associat. 47-03-32-44.

ÉTOILE 200 m²
Bel imm. 4^e, obs. rénové, 4 à manger, 3 chambres. GARB 46-67-22-88

ARAGO STUDIO
120 m² + 45 m² terrasse. Immo Mercedes 42-62-01-82.

AGENCE LITRE
recherche pour clientèle Française et étrangère appart et hôtels part. dans quartiers résidentiels.

appartements achats
AGENCE LITRE

locations non meublées offertes
Paris

BUTTES CHAUMONT
Vue exceptionnelle sur parc et lac.

locations meublées demandées
Paris

MONDIAL MERCURE
recherche STUDIO et 2 PIÈCES pour clientèle étrangère.

OFFICE INTERNATIONAL
recherche pour un directeur beauté appas de conseil, 4 postes et plus.

bureaux bureaux
Locations
ÉTOILE
BUREAUX MEUBLES
PÉREIRE 17^e
BUREAUX ÉQUIPÉS
NEUILLY-MÉTRO

L'IMMOBILIER dans Le Monde du Lundi au Vendredi
Tél. 45-55-91-82

L'AGENDA
Moquettes
Relations humaines
Vacances
Centre ABAC

annonces associations
Appels
PROFESSEURS D'ANGLAIS/USA Association organisée d'entraide Franco-Américaine.

Conférences
L'AFGHANISTAN SUR MINITEL
CONFÉR. A ENTRÉE LIBRE par S.D. VARMA

Sessions et stages
JAPONAIS INTENSIF
en avil. Contact : 43-38-21-37.

locaux commerciaux
Ventes
maisons individuelles
VINCENTS BOIS

fonds de commerce
Ventes
maisons individuelles

SKIEZ DANS LE JURA PARADIS DU FONB

VICTOIRE SUR LE TABAC
En 4 semaines, sans chimie doucement mais sûrement, cessez de fumer, sans angouise ni stress, sans grosir. Sans engagement de votre part.

FORUM 108
SOPHIE-DEBAT avec Pierre MAUYOL, sociologue chargé d'études au ministère de la culture.

STAGE DE PERFECTIONNEMENT en RÉALITÉ des ENTREPRENES et des ASSOCIATIONS

RENSEIGNEMENTS
Renseignements : INF 23, rue de Valenciennes, 75005 PARIS. T. 43-38-44-86 ou 43-38-44-83.

ENTREPRISE DE PRESSE CENTRE DE PARIS recherche JOURNALISTE

UNAPEI recherche SON RESPONSABLE JURIDIQUE

SOCIÉTÉ TOURNAISE recherche pour villages de vacances, saison été ANIMATEURS (TRICES) ET RESPONSABLES ANIMATION

DIRECTEUR
Ayant compétences en Animation et Gestion, SEFA ou équivalent demandé

PROFS F.L.E.
langue maternelle française, forces anglaise et espagnole

STENO-DACTYLO EXPERIMENTÉ (25-30 ans maximum) (Anglais est un plus)

SECRETARE DE DIRECTION
CV + photo indispensables. Ecr. à COPAF s/n° 50 1834

EXPÉRIENCE INDISPENSABLE
Env. CV + photo s/n° 8-400

Lyonnaise allemande, sportive, 20 ans, aimerait s'occuper d'enfants dans une famille pendant 3 ou 4 sem. (juil.-sept) pour améliorer son français.

LUCHAIRE
puls spécialiste de directeur du personnel chez SCHLUMBERGER

J.P. 18 ans ayant BEP, CAP comptable et 1^{er} degré de comptabilité.

capitales propositions commerciales

PLACEMENTS
Intérêt 15%. Garanties sur immeubles. 42-88-12-10.

appartements ventes
1^{er} arrdt
PROX. OPERA Bureau-entréed 3 p. 2.000 F/mois occasion bail ou Associat. 47-03-32-44.

ÉTOILE 200 m²
Bel imm. 4^e, obs. rénové, 4 à manger, 3 chambres. GARB 46-67-22-88

ARAGO STUDIO
120 m² + 45 m² terrasse. Immo Mercedes 42-62-01-82.

AGENCE LITRE
recherche pour clientèle Française et étrangère appart et hôtels part. dans quartiers résidentiels.

appartements achats
AGENCE LITRE

locations non meublées offertes
Paris

BUTTES CHAUMONT
Vue exceptionnelle sur parc et lac.

locations meublées demandées
Paris

MONDIAL MERCURE
recherche STUDIO et 2 PIÈCES pour clientèle étrangère.

OFFICE INTERNATIONAL
recherche pour un directeur beauté appas de conseil, 4 postes et plus.

bureaux bureaux
Locations
ÉTOILE
BUREAUX MEUBLES
PÉREIRE 17^e
BUREAUX ÉQUIPÉS
NEUILLY-MÉTRO

L'IMMOBILIER dans Le Monde du Lundi au Vendredi
Tél. 45-55-91-82

L'AGENDA
Moquettes
Relations humaines
Vacances
Centre ABAC

annonces associations
Appels
PROFESSEURS D'ANGLAIS/USA Association organisée d'entraide Franco-Américaine.

Conférences
L'AFGHANISTAN SUR MINITEL
CONFÉR. A ENTRÉE LIBRE par S.D. VARMA

Sessions et stages
JAPONAIS INTENSIF
en avil. Contact : 43-38-21-37.

locaux commerciaux
Ventes
maisons individuelles
VINCENTS BOIS

fonds de commerce
Ventes
maisons individuelles

SKIEZ DANS LE JURA PARADIS DU FONB

VICTOIRE SUR LE TABAC
En 4 semaines, sans chimie doucement mais sûrement, cessez de fumer, sans angouise ni stress, sans grosir. Sans engagement de votre part.

FORUM 108
SOPHIE-DEBAT avec Pierre MAUYOL, sociologue chargé d'études au ministère de la culture.

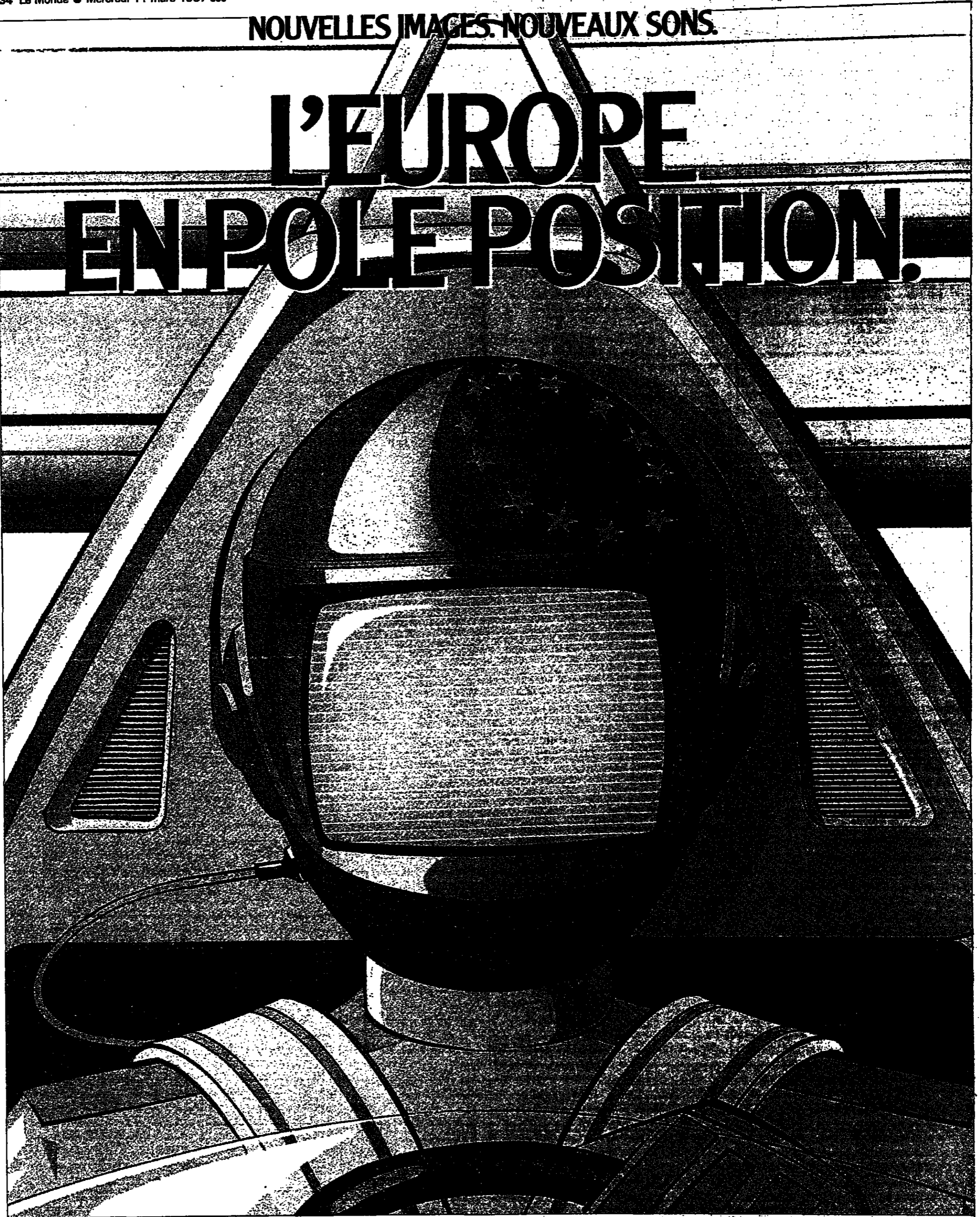
STAGE DE PERFECTIONNEMENT en RÉALITÉ des ENTREPRENES et des ASSOCIATIONS

RENSEIGNEMENTS
Renseignements : INF 23, rue de Valenciennes, 75005 PARIS. T. 43-38-44-86 ou 43-38-44-83.

les annonces classées
Le Monde
sont reçues par téléphone du lundi au vendredi de 9 heures à 18 heures au 45-55-91-82.

NOUVELLES IMAGES. NOUVEAUX SONS.

L'EUROPE EN POLE POSITION.



LES INDUSTRIELS EUROPEENS VOUS ATTENDENT DU 11 AU 15 MARS 1987 AU FESTIVAL INTERNATIONAL SON ET IMAGE VIDEO.

Ça y est ! Les nouvelles images et les nouveaux sons arrivent. En lançant leur satellite de télédiffusion directe, TVSAT 1 et TDF1 en 1987 à Kourou, la RFA et la France placent l'Europe en pole position de la compétition audiovisuelle.

Grâce à eux, vous pourrez recevoir de nouveaux programmes en "D2 Mac Paquet", la nouvelle norme européenne qui vous appor-

tera une image haute fidélité, des sons de qualité laser et des émissions dans toutes les langues.

Si vous voulez assister en direct au lancement de TDF1, rendez-vous au Festival. Les industriels européens vous y feront gagner un voyage à Kourou pour 2 personnes et vous feront découvrir en avant première votre univers audiovisuel de demain.

IMAGES ET SONS DU FUTUR, L'EUROPE ASSURE.

* BLAUPUNKT, BRANDT, GRUNDIG, OCEANIC, PATHE-CINEMA, PHILIPS, RADIOLA, SABA, SCHNEIDER, SONOLOR, TELEFUNKEN, THOMSON

معلومات الاتصال

La ve
in désen
Des inve

كلنا من أوطان

Economie

Le Monde • Mercredi 11 mars 1987 35

La vente par la régie Renault d'American Motors à Chrysler

Renault et Chrysler ont signé, le lundi 9 mars, une lettre d'intention dans laquelle Chrysler propose d'acquiescer American Motors Corp. Les deux parties ont trente jours pour mettre au point un accord définitif.

Chrysler achèterait les intérêts détenus par Renault dans AMC (soit 46 %) sous forme d'obligations et d'actions, les premières payées par une obligation de Chrysler de 200 millions de dollars, les secondes par un paiement contractuel dépendant des ventes et produits futurs d'AMC et pouvant atteindre 350 millions de dollars (valeur 1987). Dans le même temps, Chrysler ferait une

offre d'échange (actions Chrysler contre actions AMC) aux autres actionnaires d'AMC.

Les actions de la société de financement d'AMC (AMFC) détenues par Renault Crédit international (une holding financière du groupe) sont rachetées par Chrysler pour 300 millions de dollars.

Chrysler prend en charge la totalité des engagements financiers de Renault dans AMC.

Sur le plan commercial, la fourniture d'équipements Renault à AMC se poursuivra.

Pour la R-21 (Medallion), selon les quantités prévues (50 000 unités en année pleine).

Pour la Premier (moteurs, boîtes de vitesse...), produite dans la nouvelle usine canadienne de Bramalea, selon un minimum (non précisé), alors que les objectifs de vente affichés par Renault étaient de 90 000 unités en année pleine. Renault sera dédommée des frais d'études et de lancement pour la Premier par des royalties.

Cet engagement commercial est valable pour cinq ans.

Renault et Chrysler peuvent étudier le développement de produits futurs destinés à être commercialisés par les deux constructeurs en Amérique du Nord et dans le monde.

Diverses conditions suspensives (approbation par les conseils d'administration, par les actionnaires, par les autorités gouvernementales...) sont prévues.

La lettre d'intention ne concerne ni Mack, filiale américaine de Renault dans les poids lourds, ni l'usine mexicaine de moteurs de Gomez Palacio, qui fournit à AMC les moteurs des Alliance et Encore.

Un désengagement de plus de 1 milliard de dollars

Pour gagner de l'argent, il faut en perdre moins et en consommer moins, affirmait Georges Besse dans sa sagesse souveraine. M. Raymond Lévy, son successeur à la tête de Renault, est en passe de lui emboîter le pas. En signant le lundi 9 mars, peu avant 15 heures, à Paris, son juste avant l'ouverture de la Bourse de New-York, avec Chrysler, une lettre d'intention par laquelle l'américain propose de racheter American Motors Corporation (AMC), la filiale à 46 % de la Régie, le PDG de Renault s'allège d'un foyer de pertes mais surtout d'une source d'hémorragie d'argent frais.

Tout en espérant récupérer, grosso modo, la mise initiale. Une affaire «convenable» vue du quai du Point-du-Jour, même si la CGT, farouche adversaire, dès l'origine, de l'investissement américain, en doute. Sans compter que ce projet de désengagement outre-Atlantique permettra ensuite de mieux faire passer des sacrifices sur le territoire national.

Sur les cinq dernières années, AMC a perdu 500 millions de dollars et a pesé lourd dans le déficit de Renault. Tout spécialement en 1982, où la société a émarqué pour 792 millions de francs au 1281 millions de pertes consolidées de la maison mère. Depuis que Renault a pris, en 1980, le contrôle (en passant de 5 % à 46 % du capital) de celui qui était alors le quatrième constructeur américain derrière les «trois grands» - General Motors, Ford, Chrysler - AMC n'a été bénéficiaire qu'une fois, en 1984, de 15,5 millions de dollars.

Mais tout autant que par ses pertes, AMC a été, au fil des ans, par ses besoins financiers, un fardeau pour une Régie aux ressources de plus en plus limitées. En capital (achat des 46 %, plus souscriptions d'obligations), AMC a représenté 645 millions de dollars d'investissements. Auxquels sont venus s'ajouter les frais d'études, les garanties bancaires et cautions diverses... Au total, un

engagement financier qui dépassait 1 milliard de dollars, comme le précisait Georges Besse dans l'interview qu'il nous avait accordée (Le Monde du 30 septembre). Chrysler dégagea d'ailleurs Renault de la totalité de ses engagements financiers (garanties, créances...).

Certes, dans le même temps (1982-1985), AMC avait rapporté quelques revenus à sa maison mère : 123,4 millions de dollars d'intérêts, 68 millions de dollars de royalties, et surtout un courant d'achat de 2 milliards de dollars pour la fourniture d'équipements nécessaires à la fabrication des Alliance et Encore (R9 et R11 américanisées).

Certes, aussi, les efforts d'économies (réduction des coûts de production, diminution d'effectifs...) conjugués avec le succès des ventes de Jeep (82 000 en 1983, 154 000 en 1984, 207 500 en 1986) avaient permis à AMC de «sortir» des bénéfices (20 millions de dollars) au quatrième trimestre 1986. Et ce, malgré l'effondrement continu des ventes d'Alliance et d'Encore (190 000 en 1984, 73 000 en 1986), frappées de plein fouet par l'assaut retourné des Américains pour les grosses voitures et par la concurrence japonaise.

1987 aurait été une année encore difficile (la commercialisation de la Medallion a commencé en mars et celle de la Premier est programmée pour septembre), légèrement déficitaire et l'équilibre était attendu pour 1988.

Mais Renault considérait qu'il y avait trop de pain sur la planche pour continuer. Rendre AMC durablement crédible, nécessitant de poursuivre des plans d'investissement pour les voitures (il fallait songer au remplacement des Alliances et des Encores) et les Jeep. Un effort que la Régie ne pouvait consentir alors que ses unités et sa gamme européennes doivent elles aussi des sommes considérables et que son endettement de plus de 60 milliards de

francs représente un handicap de taille.

Cet accord avec Chrysler représente pour nous une étape qui nous a semblé indispensable dans le redéploiement des forces d'une entreprise qui est sur la voie du redressement. a affirmé M. Lévy. Les progrès de 1986, avec réduction de moitié des pertes de 1985, et ceux de 1987 sont importants mais ils ne suffisent pas. J'attends des progrès sensibles sur les années suivantes.

L'effort de redressement

La préoccupation de M. Lévy, qui était aussi celle de Georges Besse, porte sur les années 1988 à 1990. L'effort de redressement achevé, la Régie devra dégager des ressources suffisantes pour poursuivre la modernisation de ses usines et de sa gamme. Une démarche qui exigeait de choisir entre sa «base» principale (l'Europe) et le reste. Chrysler, au bord de la faillite, l'avait compris en 1978 en cédant ses unités européennes à Peugeot. Tout comme Fiat, qui se repliait en 1980 sur l'Italie en abandonnant l'Amérique du Nord et l'Espagne. Renault roule sur leurs traces depuis deux ans.

L'idée d'un désengagement de Renault au profit de Chrysler dans AMC s'est précisée en milieu d'année dernière. Mais Georges Besse avait finalement rejeté l'offre du numéro 3 américain, considérée alors comme trop «léonine». Depuis, la situation de Renault - et d'AMC - n'a cessé de s'améliorer, tandis que les besoins de Chrysler, à la recherche de nouvelles capacités de production, se précisaient.

Les choses se sont accélérées le week-end dernier, amenant les partenaires à boucler les discussions en quarante-huit heures. Du côté français, on semblait même un peu étonné d'avoir abouti si rapidement. Etomé mais satisfait. Au moins en ce qui concerne M. Lévy, qui n'a jamais pris part

à l'aventure américaine de Renault, et la considère d'un œil assez froid, tout en se gardant de porter le moindre jugement. «Cela fait partie du va-et-vient des grandes entreprises. Cet accord n'est ni dramatique, ni désastreux. Il est même porteur d'un double avenir», affirme-t-il encore.

Il est vrai que Chrysler, au-delà du rachat des actions de Renault s'engage, aux termes de la lettre d'intention, à poursuivre pour cinq ans la commercialisation de la Medallion et de la Premier, alimentant un courant d'affaires estimé à 35 milliards de francs sur cinq ans. Renault est donc assuré de sa présence sur le continent américain jusqu'en 1992.

Chrysler et Renault peuvent également envisager une coopération sur des produits futurs, susceptibles d'être commercialisés par les deux constructeurs en Amérique du Nord et dans le monde. Cette coopération apparaît en théorie séduisante, au moment même où Chrysler cherche à reprendre pied en Europe, où il ne possède aucune base. Tout comme elle pourrait convenir à une Régie dépourvue de réseau américain.

Encore faut-il relativiser la portée de telles bonnes intentions. Peugeot et Chrysler n'avaient-ils pas signé le même type de grands engagements généraux au moment du retrait européen de l'américain ? Dans un premier temps, Chrysler a effectivement acheté des moteurs à Peugeot, mais la coopération s'est arrêtée là. Autant ne pas se faire trop d'illusions... Si un jour Renault veut se «redéploier» aux Etats-Unis, le mieux sera peut-être de compter sur ses propres forces. Car l'ont ou tard, les constructeurs qui l'ont quitté ne revient que de retourner sur le marché nord-américain, le premier du monde. Il n'est que de regarder les ambitions affichées par Fiat. Mais avec le temps - et la concurrence - le ticket d'entrée y est de plus en plus coûteux.

CLAIRE BLANDIN.

Une transaction bien accueillie à Wall Street

WASHINGTON de notre correspondant

Bien accueillie par les syndicats et les concessionnaires, mais pas applaudie de tous dans les milieux financiers, la prise de contrôle d'American Motors Corp. par Chrysler présente trois avantages majeurs pour le troisième constructeur américain.

Elle va lui permettre de s'annexer Jeep, la plus sûre valeur du groupe AMC, avec des ventes en augmentation, à près de deux cent dix mille unités, de 14 % l'année dernière et dont le seul nom représente un important capital puisqu'il est, comme l'a déclaré le président de Chrysler, M. Lee Iacocca, celui de «la plus connue au monde des marques automobiles». Cet apport est d'autant mieux venu pour Chrysler, ajoute-t-on au siège de la compagnie, que celle-ci n'a dans sa gamme aucun modèle comparable, alors même que ces tout terrain au confort très urbain sont portés par un puissant et durable effet de mode.

Deuxième avantage : la récupération de l'usine ultra-moderne dont ACM-Renault achevait la construction à Bramalea, au Canada, et qui réunit, dit-on, chez Chrysler, ce qui se fait «de plus en plus en fait de construction automobile de haute technologie». Chrysler pourra enfin, troisième avantage, augmenter son réseau de ventes de 25 % grâce aux mille cent concessionnaires AMC.

En ce qui concerne le communiqué publié par le constructeur américain, l'accord annoncé lundi va également «permettre à Chrysler et Renault d'étudier le développement de produits futurs distribués par les deux firmes en Amérique du Nord et dans le reste du monde». L'état-major de Chrysler se refuse cependant à toute précision sur ces perspectives, et le porte-parole du groupe, M. Guivian, a semblé vouloir les ramener à de prudentes dimen-

sions en déclarant au Monde que sa firme «venait juste de commencer à étudier les plans d'AMC».

Un seul élément est d'ores et déjà acquis pour le maintien de liens privilégiés avec Renault : AMC, qui restera pour un temps, a indiqué M. Iacocca, «une filiale indépendante», ira, comme prévu, de l'avant aussi bien dans l'importation des Medallion, version américanisée de la R-21, que dans la production, à Bramalea, de la Premier, un modèle de conception américaine qui pourrait rencontrer un gros succès aux Etats-Unis.

Pour le reste, on est encore dans le flou, bien qu'il soit très probable que la production des Alliance et des Encore (la R-9 et la R-11 américanisées) soit assez rapidement interrompue. Outre que ces deux modèles ont essuyé une chute de 57 % de leurs ventes en 1986, ils sont en effet peu concurrentiels face aux produits japonais et à certains modèles de Ford. Si Chrysler peut espérer tenter un développement européen grâce au réseau Renault, la diffusion par Chrysler des véhicules de la Régie dépendra essentiellement, au bout du compte, de la capacité de celle-ci à trouver son créneau sur le marché américain - ce qui, ironiquement, était peut-être en passe d'être le cas avec la Medallion et la Premier.

Cet accord est «logique et sain pour tout le monde», a en tout cas estimé M. Owen Bieber, le président du Syndicat des ouvriers de l'automobile, en expliquant qu'il conduisait «à un avenir plus sûr pour les ouvriers» d'AMC comme de Chrysler. «Cette fusion ne peut nous faire que du bien», a renchéri l'Association des concessionnaires AMC, dont les membres préfèrent, eux aussi, une compagnie américaine ayant déjà surmonté sa crise à une compagnie étrangère sous traitement de choc.

Après un moment de flottement, Wall Street a favorablement réagi à l'annonce de cet accord. Le titre AMC a progressé de 13 %, en hausse de 50 cents, tandis que l'action Chrysler gagnait 2 dollars, en hausse de 4 %. La Bourse a ainsi fait sien le raisonnement de nombreux analystes financiers pour lesquels Chrysler avait besoin des capacités de production d'AMC et ne tirera qu'avantage de Jeep, le tout à de bonnes conditions.

Deux grandes firmes d'expertise financière de New-York, Standard and Poor's et Moody's Investors Service, ont en revanche émis de fortes réserves, en jugeant que la transaction envisagée n'aura que peu d'impact pour Renault et que Chrysler allait au total payer 2 milliards de dollars une compagnie «aux perspectives incertaines».

Sorti depuis 1982 d'une crise qui l'aurait acculée à la faillite sans le soutien fédéral que lui avait accordé M. Carter en 1980, Chrysler occupe aujourd'hui 11,4 % du marché américain de l'automobile derrière General Motors (41 %) et Ford (18,2 %). AMC ne représente quant à elle que 0,6 % de ce marché, loin derrière les importateurs japonais (18,2 %), allemands (3,8 %) et coréens maintenant (1,5 % conquis en une seule année).

BERNARD GUETTA.

Des investissements français insuffisants

Tous les grands pays industriels ont mené, au cours des dernières années, une politique active d'implantation sur le sol américain et redoublent d'efforts à l'heure où les menaces protectionnistes et la baisse du dollar accroissent l'intérêt de fabriquer sur place, indique le poste d'expansion commerciale aux Etats-Unis, dans une note sur la présence française outre-Atlantique.

En dépit de quelques beaux coups, souligne la note, la France est loin derrière ses concurrents et ne semble pas rattraper son retard global.

La France se classe au huitième rang des investisseurs étrangers aux Etats-Unis (voir tableau), ce qui est à rapprocher de sa neuvième place parmi les exportateurs sur le marché américain. Sur le plan qualitatif, l'investissement français, par rapport à ses concurrents, est trop industriel et pas assez dirigé vers la distribution (90 % dans le premier cas et 10 % dans le second), précise le conseiller commercial, tout en faisant remarquer que cette situation pourrait évoluer grâce à l'implantation croissante des grands groupes de distribution (Promodes, Casino, Carrefour, etc.)

Considérant que le succès aux Etats-Unis est une œuvre de longue haleine et passe le plus souvent par une implantation sur place, l'étude ne méconnaît pas les efforts qui ont été faits en 1986, marqués notamment par quelques belles affaires : rachat de Big Three par L'Air liquide pour 1,1 milliard de dollars ; rachat de Charles of the Ritz par Yves Saint Laurent pour 631 millions de dollars ; rachat de la division agro-chimie d'Union Carbide par Rhône-Poulenc pour 575 millions de dollars. Malheureusement, les concurrents étrangers ne restent pas non plus inactifs, notamment le Japon, l'Allemagne fédérale et la Grande-Bretagne, de sorte que la place relative de la France en 1986 risque de n'être pas modifiée.

La situation de la France, enfin, est affectée par la baisse du dollar, voire seulement par sa stabilisation à un cours sensiblement inférieur à 7 F.

Une enquête menée par le poste d'expansion économique de New-York auprès de cent sociétés françaises, un peu selon les méthodes des enquêtes conjoncturelles de l'INSEE, en apporte une confirma-

tion intéressante. La baisse de la devise américaine encourage les investissements industriels outre-Atlantique, mais - une fois de plus ? - les Français réagissent beaucoup moins vite que leurs concurrents européens ou japonais, en dépit des quelques opérations spectaculaires en 1986. Alors que les trois quarts des entreprises françaises travaillant aux Etats-Unis reconnaissent être touchées «de manière importante» par la baisse du dollar, un quart seulement se déclare prêt à substituer une fabrication locale - ou dans des pays tiers - aux importations venant de France. Comme pour les exportations dans leur sens large, le secteur industriel est plus directement touché que celui des services. Dernière indication, les entreprises disposent rarement d'un système de gestion des risques de change adapté à une situation longtempore fluctuante. «Dans 52 % des cas, c'est la maison mère française qui supporte les conséquences les plus importantes de la baisse du dollar», à l'exception des sociétés de biens de consommation. En l'occurrence, ce sont leurs filiales américaines qui sont les plus exposées.

Un deuxième essai non transformé

Avec AMC, Renault n'en était pas à son coup d'essai sur le continent nord-américain. Déjà aux heures triomphales de la présidence de M. Dreyfus, la Régie s'était piquée d'outre-atlantisme. En 1955, 1 500 4 CV sont expédiées sur un marché de plus de 6 millions de voitures. Mais c'est avec la Dauphine, lancée en 1956, que Renault part vraiment à la conquête des Etats-Unis.

Cette petite voiture, d'un type inconnu des Américains (les Japonais n'ont pas encore fait leur apparition), s'inscrit alors au palmarès des valeurs sûres d'exportation du génie français. Au même titre que la révélation de la même année, Brigitte Bardot dans Et Dieu créa la femme.

En 1957, 28 000 Dauphine sont livrées en Amérique du Nord. Elles seront 57 000 en 1958, 102 000 en 1959 et on prévoit 130 000 pour 1960. A la fin de 1959, un jeune consultant pourvu d'un MBA de l'université

Columbia, pronostique pourtant, à l'étude du produit et du réseau commercial, la catastrophe. Il s'appelle Bernard Hanon.

1960 lui donne raison. La crise automobile, qui frappe tous les constructeurs aux Etats-Unis, touche encore plus durement la Dauphine, dont elle souligne toutes les faiblesses (moteur peu adapté aux longues distances, absence de climatisation...). La cote de celle-ci s'effondre. Le réseau craque ; 63 000 voitures sont vendues à coups de rabais, 45 000 pourrissent sur les aires de stockage. C'est le débâcle.

Renault ressentira cet échec comme la honte à effacer. Et fera d'autant plus confiance à M. Hanon - son futur PDG - pour faire le choix judicieux, au moment opportun. D'ailleurs, c'est bien comme «une bonne occasion», et malgré le part de risque, «apparaît à celui-ci le rachat d'AMC, quatrième constructeur américain, à une époque où le dollar valait 4,10 F.

Réactions syndicales mitigées

Satisfaction prudente pour la CGT et FO, indignation à la CFDT, approbation de la CGC : les réactions syndicales au projet de vente d'AMC sont fort mitigées. Pour la CGT, M. Henri Krasucki, qui s'exprime, lundi sur France-Inter, est «resté sur [ses] gardes». «Je n'y croirai que lorsque je verrai, et il dit : si c'est vraiment le désengagement de la Régie Renault du gouffre financier américain, alors c'est une bonne nouvelle.»

Même prudence à la Fédération de la métallurgie Force ouvrière, qui fait remarquer que, si, «sur un plan

financier et immédiat, il s'agit d'une bonne affaire pour la Régie (...), par contre il faut être conscient du fait que, par cette opération, Renault renonce aux activités sur la France. A long terme, la perte du réseau nord-américain (...) risque d'avoir pour conséquence de fermer tout ce marché à la Régie.»

Moins modérée, la CFDT de la Régie s'indigne de ce «véritable scandale». Ce n'est pas au moment où l'usine canadienne d'AMC va sortir la Renault Premier qu'il était opportun de se «débarrasser» de cette implantation, ajoute le syndi-

cat, soulignant que «six mille emplois en France dépendent de l'engagement de la Régie en Amérique du Nord», et qu'on ne voit pas pourquoi Chrysler «serait intéressé à commercialiser des modèles concurrents».

La CGC, enfin, se félicite de cette «bonne» opération, qui «contribue, en réduisant les pertes financières de l'entreprise, à son redressement et à son développement», tout en lui laissant la possibilité de commercialiser sa production en Amérique du Nord en multipliant les points de vente.

Les principaux investisseurs étrangers aux Etats-Unis

	Montant cumulé au 31 décembre 1985	
	Millions de dollars	% du total
Total des pays étrangers	182 951	
1. Royaume-Uni	43 766	23,92
2. Pays-Bas	36 124	19,75
3. Japon	19 116	10,45
4. Canada	16 678	9,12
5. République fédérale d'Allemagne	14 417	7,88
6. Suisse	11 840	6,53
7. Antilles néerlandaises	10 483	5,80
8. France	6 295	3,44

Source : FEE Washington, Département américain du commerce.

CRÉATEURS D'ENTREPRISES
VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 HT PAR MOIS
 Réception et réexpédition du courrier
 Permanence téléphonique
 Sur options : Permanence téléfax
 Bureau meublé
 Rédaction d'actes et constitution de sociétés.
GEICA/42-96-41-12
 88 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

Economie

Libéralisme

(Suite de la première page.)

« Les Etats-Unis poursuivent Raymond Barre, sont devenus le premier débiteur net mondial depuis 1985 : à la fin de 1986, leur dette extérieure atteignait 250 milliards de dollars. Comment une telle situation pourrait-elle se prolonger indéfiniment ? Comment ne provoquerait-elle pas une forte baisse du dollar ? »

Dans le même article, l'ancien premier ministre rappelle que, pour Washington, la réduction du déficit de la balance des paiements courants passe par la combinaison de trois mesures : baisse du dollar, accélération de la croissance en Allemagne et au Japon, plus grande libéralisation du commerce international. Or que se passe-t-il en ce qui concerne la croissance en RFA ? Les statistiques les plus récentes montrent que, en janvier dernier, la production a diminué de 3 % par rapport à décembre. Le gouvernement de Bonn en rend le froid responsable, mais, comme le note le *Financial Times* du 5 mars, la production s'était accrue de 2,5 % l'hiver précédent, bien qu'il ait été aussi rude. Quant au Japon, de janvier 1986 à janvier 1987, sa production industrielle n'a été que de 0,2 %. « A son tour de suser un peu », écrit gentiment *U.S. News and World Report*.

De ce point de vue, la Grande-Bretagne peut se targuer d'avoir connu en cumul depuis 1982 la plus forte croissance d'Europe.

Le cas de la Suède

Mais cette croissance « libérale » n'a pas empêché une lourde aggravation du chômage, qui dépasse les 11 % de la population, alors que la Suède, avec une croissance infiniment plus rapide au cours de la dernière année (+ 4,3 %, contre + 1,8 % au Royaume-Uni), a ramené son taux de chômage, déjà très faible, de 2,4 % en 1986 à 2,1 % à l'heure actuelle. Mieux : l'*Economist* de

Londres, peu suspect de dirigisme ou de socialisme, publie un graphique montrant clairement que le déficit budgétaire suédois, qui n'avait cessé de croître pendant les années du pouvoir de la droite, de 1976 à 1982, est redescendu dès le retour de la gauche, pour passer de 13 % du PNB à moins de 4 % aujourd'hui.

L'exemple de la Suède ne peut certainement pas être étendu à d'autres pays, mais il devrait aider les uns et les autres à se garder du dogmatisme. De ce point de vue, les socialistes français, auxquels l'expérience du pouvoir a fait perdre une bonne part de leurs illusions, sont en tel progrès qu'on a peine à démêler, au travers de leurs fastidieux débats de « courants », s'ils ont encore aujourd'hui ce qu'il est convenu d'appeler une pensée, et dans ce cas laquelle. Mais certains de ceux qui nous gouvernent à présent ou de ceux qui les conseillent ont encore quelque chemin à faire.

Il est vrai que leur comportement relève aussi souvent du dirigisme hérité d'un colbertisme profondément ancré dans l'égo national que du libéralisme dont ils se réclament. On n'en veut pour exemple que l'étrange méthode adoptée pour privatiser TF 1 en ne mettant que 40 % des actions sur le marché et en obligeant la moitié des repreneurs à payer celles qu'ils acquerront à un prix supérieur du tiers au nominal. Ou encore la tranquillité d'esprit avec laquelle le ministère des finances, après avoir incité les banques à faire payer les chèques, les a obligés à y renoncer. On pourrait continuer longtemps...

Un an après les législatives, un an avant l'élection présidentielle, le bilan économique du « libéralisme » au pouvoir pourrait être meilleur. Bien sûr, il y a la flambée

de la Bourse, la ruée sur les actions de Saint-Gobain et de Paribas. On ne saurait pourtant oublier que, pour reprendre des formules dont se sert l'*Expansion*, « l'épargne des ménages est tombée au taux le plus bas depuis 1953... Les demandes d'emploi se sont hissées à un nouveau sommet (voisinant le taux de chômage britannique)... La hausse des prix a été la plus forte, pour le mois de janvier, depuis 1983... L'investissement ne donne aucun signe de redémarrage... Les perspectives de production des industriels se sont nettement assombries en ce qui concerne le climat général ».

Trop d'optimisme

N'accablons pas le gouvernement. L'indice des prix de février 'est bon. Les mêmes Français qui font part, dans les sondages, de leur déception doutent visiblement, d'après les mêmes sondages, qu'une autre équipe à la place ferait mieux. Ce qu'on peut reprocher à l'actuel pouvoir, c'est son optimisme initial : un peu d'emplois, un peu de sécurité, et c'est dans la poche, disait en substance, il y a un an, le premier ministre, et il est évident qu'il le croyait. En matière de sécurité, d'ailleurs, l'arrestation des chefs d'Action directe et la diminution de la criminalité sont un fait. Pour l'emploi, c'est une autre affaire : on nous laisse entendre qu'il y aura cent cinquante mille chômeurs de plus à la fin de l'année.

Cet optimisme et son dynamisme naturel ont fait méconnaître à Jacques Chirac l'importance des obstacles et d'éléments qui de toute façon échappent à sa volonté, qu'il s'agisse du froid, du cours du dollar, du prix du pétrole ou des taux d'intérêt pratiqués outre-Rhin. Mais il a beaucoup sous-estimé la difficulté des Français à accepter, lorsqu'il les concerne directement, le changement. Il aurait fallu engager tout

de suite le dialogue social qui s'amorce aujourd'hui, s'occuper tout de suite du cas des chômeurs en fin de droits, au lieu de donner l'impression que l'on cherchait d'abord à donner satisfaction aux électeurs les mieux lotis.

Il aurait surtout fallu, il faudrait encore, mesurer la relativité de toutes choses. L'économie pas plus que la politique n'est une science exacte. Il reste aux adeptes du libéralisme intégral, seul à justifier la loi de la jungle et le darwinisme, à nous expliquer pourquoi, alors qu'il faut tant agir, tant intervenir pour amener les hommes à se supporter, il y aurait un domaine où les ajustements se feraient tout naturellement, pour le meilleur.

Qu'on ne voie surtout pas dans ces réflexions une apologie du dirigisme. La prétention à tout régenter peut conduire au désastre, et l'on a mesuré cent fois que l'excès de contrôle décourage automatiquement l'initiative et la productivité. Ce qui est le plus dangereux, qu'il soit socialiste ou libéral, c'est le dogmatisme, la croyance, où l'orgueil le dispute à la naïveté, que l'on dispose d'une clé qui ouvre toutes les serrures de l'interprétation et de l'action. L'histoire montre pourtant que toutes les réussites qu'ont pu connaître, des entreprises aux nations, les sociétés humaines sont dues, d'abord, à leur aptitude à combiner une ambition commune, clairement exprimée, avec la fermeté dans la définition et la poursuite des objectifs, et la souplesse dans les moyens employés pour les atteindre. C'est un peu à cela que servaient les Plans dont les héritiers du général de Gaulle ont trop oublié, suivant d'ailleurs en cela la voie paradoxale ouverte par la gauche au pouvoir, qu'il en avait fait une « ardente obligation ».

ANDRÉ FONTAINE.

M. Balladur annonce une importante réforme de la Bourse

Après Londres, la Bourse de Paris devrait à son tour connaître son « Big Bang ». M. Edouard Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a en effet annoncé, ce mardi 10 mars, dans la matinée, son intention d'engager une importante « réforme institutionnelle de la Bourse ».

Avant que ne soit engagée une concertation à ce sujet avec les professionnels de la place, le ministre d'Etat a d'ores et déjà fait part de certaines décisions. Ainsi, il a confirmé que le monopole de négociation des titres serait maintenu au bénéfice de quarante-cinq charges parisiennes et des quinze charges de province jusqu'au 1^{er} janvier 1992. Au-delà, ce monopole disparaîtra. Le capital des charges d'agent de change sera ouvert en trois étapes successives : jusqu'à hauteur de 30 % au 1^{er} janvier 1988, de 49 % le 1^{er} janvier 1989 et de 100 % le 1^{er} janvier 1990.

Autre décision importante : les banques françaises et étrangères pourront devenir actionnaires des sociétés d'agents de change. Ces prises de participation devront cependant obtenir un agrément de la chambre syndicale des agents de

change, en liaison avec la direction du Trésor.

Par ailleurs, le ministre a indiqué que les compétences des charges d'agent de change pourraient être élargies de manière à leur ouvrir l'accès au marché monétaire et à développer leur capacité propre d'intervention sur le marché financier. Une autorité de Bourse sera créée sous la forme d'une société anonyme ayant probablement le statut d'établissement de crédit. Elle se substituera à terme à la Chambre syndicale des agents de change.

M. Edouard Balladur envisage donc maintenant d'engager une concertation avec les agents de change. Une période transitoire devrait s'ouvrir jusqu'au 1^{er} janvier 1988, pendant laquelle un projet de loi sera présenté au Parlement. Ce projet pourrait être déposé avant la fin de la session de printemps du Parlement et voté à temps du Parlement et voté à l'autonomie. Pour M. Balladur, cette réforme devrait permettre de moderniser la Bourse de Paris, tout en maintenant la sécurité de l'épargne investie en valeurs mobilières.

ERIK IZRALEWICZ.

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue la Boétie, 45-63-12-66

VENTE au palais de Justice PARIS, jeudi 19 mars 1987, à 14 heures
UN APPARTEMENT 3 P. PRINC. au 12^e ét., bât. C 47 à 51, RUE GUERSANT - PARIS (17^e)
37 à 41, boulevard Gouvion-Saint-Cyr et 16-18, avenue des Pavillons
Mise à prix : 300 000 F - S'adr. à M^o D. FAQUET
avocat, 27, boulevard Raspail, 75007 PARIS - Tél. 45-44-52-95

Vente aux enchères immobilières au palais de Justice à NANTERRE
LE JEUDI 26 MARS 1987, à 14 heures. - EN NEUF LOTS DE : 9 APPARTEMENTS DE 2, 3 OU 4 P. PRINC., avec CAVE
dans le Bât. A, ancien A d'un ensemble immobilier
122, 123, 124, 125, rue de MASSY - ANTONY (92)
MISES à PRIX : 40 000 F (2 P.) - 45 000 F (3 P.) - 50 000 F (4 P.)
S'adresser à M^o MALLAH SARBOZY, avocat à Nanterre (92), 188 bis, avenue Charles-de-Gaulle - Tél. 46-24-02-13. - SCP GASTINEAU, MALANGEAU, BOUYTELLE-COISSAUX, avocats à Paris (14^e), 29, rue des Pyramides - Tél. 42-60-46-79. Tous avocats pr. trib. grande instance NANTERRE. Sur les lieux pour visiter les samedis 14 et 21 mars 1987, de 10 à 11 heures.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Fonds spécial de grands travaux

GÉRÉ PAR LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS.

Poursuite de l'effort entrepris : ■ Reconversion des régions minières et sidérurgiques ■ Amélioration des transports publics : T.G.V. Atlantique, transports collectifs urbains ■ Aménagements d'installations portuaires ■ Modernisation des grands axes routiers ■ Economie d'énergie dans l'industrie et les logements.

Emprunt 9,10% mars 1987

DE 1,7 MILLIARD DE FRANCS A BONS D'ÉCHANGE

GARANTI PAR L'ÉTAT

- Obligations de 5.000 F émises à 4.965 F
- Taux annuel : 9,10% soit 455 F par obligation, payables le 23 mars de chaque année
- Taux de rendement actuariel brut : 9,20%
- Durée : 12 ans
- Amortissement en deux tranches : (1986-1989).

Chaque obligation comporte un bon d'échange détachable et négociable. Aussi, entre le 22 décembre 1987 et le 22 janvier 1988, le porteur d'une obligation à taux fixe et d'un bon d'échange pourra échanger cette obligation contre une obligation à taux variable (T.M.E.) de même montant nominal.

Date de naissance et de règlement : 23 mars 1987. Souscripteur auprès des comptables du Trésor, banques et agents de change, Caisse d'Épargne et P.T. Caution : Bourse de Paris. Une fiche d'information est disponible, sans frais, sur demande à la Caisse des Dépôts et Consignations 56, rue de Lille 75356 Paris (voir COB n° 87-73 du 05/03/87). Balo du 9 mars 1987.



ÉCHANGES INTERNATIONAUX

Une mise en garde soviétique contre la politique commerciale de la France

Le vice-ministre du commerce extérieur soviétique, M. Rakhimbekov, a mis en garde, ce mardi 10 mars, le gouvernement français contre une diminution de ses achats de pétrole et de gaz soviétiques, en soulignant dans une interview à l'agence Tass que le recours à « une politique de menaces et de restrictions n'a jamais favorisé le développement des relations ».

M. Noir, ministre du commerce extérieur, dans un entretien à *Paris-Match*, avait rappelé l'intention de la France de réduire ses importations de gaz si un rééquilibrage « vers le haut » des échanges commerciaux entre les deux pays n'était pas constaté à court terme.

M. Rakhimbekov a réitéré par ailleurs l'affirmation de M. Noir selon laquelle l'octroi récent par l'URSS à la France de plusieurs contrats résulterait de son « langage un peu ferme ». « La conclusion de ces contrats, note le responsable soviétique, fait suite à des négociations menées sur une très longue période, et pas du tout à la suite de la pression ou des menaces formulées par le gouvernement. »

M. Noir devait recevoir, mercredi M. Mourakhovskiy, premier vice-président du conseil des ministres d'URSS et président du Comité d'Etat agro-industriel, en visite officielle en France.

● Grève du personnel navigant de TAT. — Le Syndicat national du personnel navigant commercial (SNPNC) appelle les hélicoptères et stewards de la compagnie aérienne française TAT à faire grève du mardi 10 mars à 0 heure au vendredi 13 mars à minuit. Cet arrêt de travail est destiné à faire aboutir les négociations en cours sur une convention d'entreprise. La direction déclare qu'elle a pris toutes les dispositions « pour assurer l'intégrité de son programme », c'est-à-dire une certaine de vols quotidiens. Renseignements par le numéro « vert » 05-05-50-05.

Qui a succédé à Yvon Gattaz à la tête du CNPF ?

Le Monde
Édition Hebdomadaire

(Publicité)

AVIS D'APPEL D'OFFRES

1. OBJET
La GECAMINES-EXPLOITATION lance un appel d'offres international pour l'acquisition de matériel minier.
2. DESCRIPTION
L'appel d'offres porte sur :
- 4 CAMIONS MINIERES DE 30 TONNES destinés à une exploitation à ciel ouvert ;
- 2 CAMIONS MINIERES DE 35 TONNES et 1 FORTE-ENGINS destinés à une exploitation souterraine.
3. DOSSIER D'APPEL D'OFFRES
Le dossier d'appel d'offres pourra être obtenu, à partir du 16 mars 1987, moyennant paiement de 30000 zaires ou 25000 FB aux adresses suivantes :
- GECAMINES-EXPLOITATION
SECRETARIAT GENERAL - BUREAU CONTRATS
B.P. 450 - LUBUMBASHI (République du Zaïre)
- GECAMINES-EXPLOITATION
B.P. 874 KINSHASA (République du Zaïre)
Personnes à contacter : Clément KALASA ou M. LAURENT.
- GECAMINES-EXPLOITATION
15, rue de la Loi, Bte 051 B - 1049 BRUXELLES (Belgique)
Personnes à contacter : Clément OKITO ou Clément MUKENDI.
4. DÉPÔT ET OUVERTURE DES OFFRES
Les offres seront reçues en plus tard le 14 mai 1987 à 16 heures (heure locale) à l'adresse de Lubumbashi précitée ci-dessus.
Les soumissionnaires qui le désirent peuvent déposer leurs offres aux bureaux de la Gécamines-Exploitation à Kinshasa ou à Bruxelles, à leurs sièges et par la poste, jusqu'au 8 mai 1987 au plus tard.
L'ouverture des offres aura lieu en séance publique le 15 mai 1987 à 10 heures, salle Mumbashi, avenue du Parc, Zone de Lubumbashi.
5. FINANCEMENT
Le financement du projet est assuré par la Banque africaine de développement (BAD).
6. ÉLIGIBILITÉ
L'appel d'offres est ouvert aux firmes multinationales des pays membres de la BAD ou des pays participant au FOND AFRICAÏNE DE DÉVELOPPEMENT (FAD).
7. CAUTION BANCAIRE
Toutes les offres doivent être accompagnées d'une caution bancaire d'un montant égal à 2 % du montant de la soumission.

Le Monde
sur minitel

JOUEZ
Parlez-vous business ?

3615 TAPÉZ **LEMONDE** puis **MON.**

Handwritten text in Arabic script at the bottom of the page.

كلنا من الامل

Social

Le déficit de la Sécurité sociale

Une progression inquiétante des dépenses d'assurance-maladie

Quelle va être la situation du régime général de Sécurité sociale en 1987 ? Les résultats ont été très proches des prévisions faites en décembre par la commission des comptes (le Monde du 13 décembre 1986) et les responsables de la commission s'en sont félicités le lundi 9 mars avec une évidente satisfaction.

Le déficit attendu pour l'exercice 1986 devrait s'élever à 20,9 milliards de francs, le « solde significatif » de trésorerie à 9 milliards de francs (le Monde du 31 janvier) ; les dépenses de retraite (161 927 millions) ont été inférieures de 151 millions à la prévision de décembre par suite du ralentisse-

ment du passage en retraite des titulaires de garanties de ressources ; celles de prestations familiales ont été inférieures de 300 millions de francs. Enfin et surtout, les recettes ont été conformes aux prévisions (596,4 milliards de francs) alors que les années 1984 et 1985 avaient apporté des surprises.

Cette satisfaction des prévisions ne peut masquer les motifs d'inquiétude. Ceux-ci résident notamment dans l'évolution de l'assurance-maladie. En effet, si les dépenses de médecine ambulatoire (104 094 millions de francs) sont presque conformes aux prévisions, c'est en raison du retard du versement d'une journée de prestations (provoqué à la fois par le calendrier et par les grèves de la SNCF). Sinon elles auraient été supérieures de 500 millions de francs, en raison des progressions très fortes des dépenses de pharmacie (10,3 %), d'actes d'aides médicales (10,1 %) et surtout d'analyses biologiques (14,6 %).

Les versements aux hôpitaux publics (118 120 millions de francs) ont aussi augmenté fortement (13,9 %). Même si l'on calcule les suppléments entraînés par le décalage du versement d'une partie de la

Europe 1, a évoqué la nécessité de nouvelles ressources pour financer l'accroissement des dépenses de santé. Les résultats d'un « sondage » publié par le *Quotidien du médecin* montrent la réticence de nombreux médecins à appliquer le système de « double ordonnance » proposé pour les remboursements à 100 % par la Caisse nationale d'assurance-maladie (à la demande de la Confédération des syndicats médicaux français). De quoi rendre difficiles les économies escomptées par le plan gouvernemental.

Les résultats de l'assurance-maladie, les réticences des médecins et les propos de M. Séguin (« Si les Français souhaitent manger des médicaments plutôt que d'aller à la plage, d'acheter des appareils photos ou de manger de la viande rouge, je ne vois pas au nom de quoi je leur interdirlais. La seule chose que je leur demande, c'est d'assu- mer leur choix ») ont donné lieu à une vigoureuse polémique de l'*Humanité*, qui dans son éditorial de ce mercredi accuse le gouvernement d'« enfermer les salariés devant cette alternative insensée pour leur faire accepter son dynamisme de la protection sociale ». A douze jours de la manifestation de la CGT sur la Sécurité sociale et en prélude aux Etats généraux annoncés par M. Chirac, les communistes tiennent à rappeler avec force leur thèse et à enfoncer le clou : « Le déficit de la Sécurité sociale ne tient pas à un penchant excessif des assurés pour les lits d'hôpitaux ou les antibiotiques », mais à la crise des ressources, directement liée à la situation de l'emploi. Bref, ce n'est pas dans la Sécurité sociale qu'il faut trouver la solution des difficultés du régime général... GUY HERZLICH.

En Allemagne fédérale

Grèves partielles dans la métallurgie en faveur de la semaine de trente-cinq heures

BONN de notre correspondant

Une première série de grèves partielles d'avertissement a été déclenchée, le lundi 9 mars, en RFA, par le syndicat de la métallurgie, IG Metall, en appui aux négociations en cours sur le renouvellement des conventions collectives et salariales. Ces grèves, qui ont affecté cent soixante entreprises en Rhénanie-Westphalie et en Bavière, viennent s'ajouter à l'appel au boycott des heures supplémentaires lancé la semaine dernière.

Une nouvelle fois, les métallurgistes, qui continuent à servir de fer de lance sur le terrain de la réduction du temps de travail, s'apprentent à livrer au patronat une guerre de tranchée. Après quatre ans d'expansion régulière, les derniers chiffres du chômage (10 % de la population active en janvier et en février) les confortent dans leur analyse que seule une politique volontariste peut permettre de mieux répartir l'emploi. M. Klaus Murmann, le nouveau président de la Fédération des organisations patronales (BDA), a, en revanche, réaffirmé qu'une nouvelle réduction n'était pas envisageable cette année, insistant en avant les répercussions de la conjoncture internationale sur le rythme de croissance.

Cette année encore, la revendication principale des métallos porte sur la réduction de la semaine de travail à trente-cinq heures. Après un conflit qui avait provoqué près de sept semaines de grève, les patronaires de la métallurgie s'étaient entendus en 1985 sur trente-huit heures et demi assorties d'un minimum de flexibilité pour les entreprises.

Le patronat a proposé, lundi, dans la région de Rhénanie-Westphalie une diminution d'une demi-heure supplémentaire à partir du 1^{er} juillet 1988, et une augmentation de salaire de 2,8 % dès le 1^{er} avril 1987. Sur le plan salarial, IG Metall demande, de son côté, une augmentation de 5 %. Les syndicats dans leur ensemble ont, cette année, d'importantes revendications salariales, estimant que les bénéfices des entreprises permettent un rattrapage qui soutiendrait la conjoncture intérieure.

H. de B.

FAITS ET CHIFFRES

● Fonction publique : journée d'action CGT le 9 avril. — L'Union générale des fédérations de fonctionnaires CGT a appelé, le lundi 9 mars, les personnels de la fonction publique « à décider partout, en se rassemblant massivement pour la défense du pouvoir d'achat et de manière inséparable de leur emploi, carrières et garanties statutaires, leur participation, le 9 avril, à des grèves et manifestations ». La CGT met en cause « l'amputation » du pouvoir d'achat et la réduction des emplois permanents. « Les offensives gouvernementales sur les thèmes de l'innovation et de la modernisation de la fonction publique, indique-t-elle, visent à légitimer auprès de l'opinion publique les conséquences de sa politique de régression sociale, de volonté de privatisation des services publics et de remise en cause des statuts ».

● Métallurgie : 100 000 emplois « en danger », selon la CGT. — La Fédération CGT de la métallurgie a indiqué, le lundi 9 mars, au cours d'une conférence de presse, que « 100 000 emplois étaient en danger » dans la branche en 1987. La CGT cite notamment l'automobile où « 25 000 emplois ont été perdus en 1986 » et où 30 000 suppressions d'emplois sont « programmées en 1987 ». Dans la sidérurgie, où « le groupe Usinor-Sacilor annonce de nouvelles casses », 20 000 emplois sont menacés, selon la Fédération, qui évoque également les secteurs de la machine-outil, de la navale (6 000 emplois supprimés depuis juillet) ou le ferroviaire.

● Progrès de la CGT à Talbot-Poissy. — Aux élections de délégués du personnel à l'usine Talbot de Poissy (Yvelines), la CGT a progressé de 3,6 points dans le premier collège (ouvrier), au détriment de la CSL (-2,6 points), qui reste cependant la première organisation, et de la CFDT (-1,2 point), qui progresse un peu (près d'un point) dans le second collège (techniciens, employés, maîtrise et cadres) aux dépens de FO. Les résultats sont les suivants : premier collège : inscrits, 8 730 ; exprimés, 7 273 ; CSL, 39 % ; CGT, 35,13 % ; autonomes, 10,5 % ; FO, 8,9 % ; CFDT, 8,48 %. Deuxième collège : inscrits 2 140 ; exprimés, 1 746 ; CSL, 54,41 % ; FO, 17,7 % ; autonomes, 12,14 % ; CFDT, 9,91 % ; CGT, 5,84 %.

● La date des élections prud'homales. — Le renouvellement général des conseils de prud'hommes aura lieu le mercredi 9 décembre selon un décret publié au Journal officiel du samedi 7 mars.

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISE ?

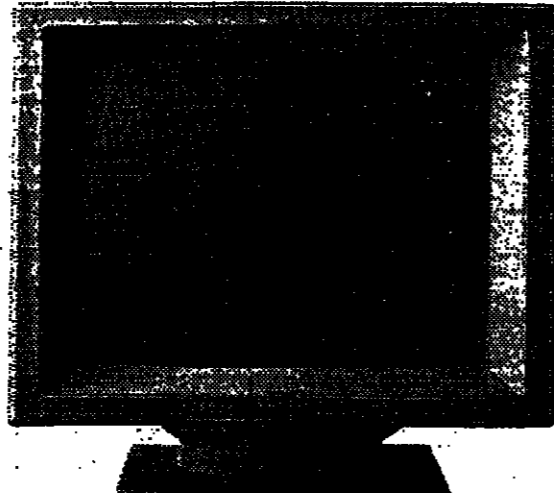
Téléphonez d'abord ou venez à la LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE 9, rue de la Pompe, 75116 PARIS 45-20-87-12

— Si le titre que vous cherchez figure dans notre stock (100 000 livres dans tous les domaines) : vous l'aurez en 24 heures.
— S'il n'y figure pas : nous diffuserons gratuitement votre demande après un retour de correspondants ; vous recevrez une proposition écrite et chiffrée dès que nous trouverons un livr.

AUCUNE OBLIGATION D'ACHAT

C&C

Le MultiSync n'a pas seulement plus de couleurs et une résolution supérieure à celles des moniteurs comparables de [redacted], de [redacted] ou de [redacted]. Il peut en plus s'adapter automatiquement à tous les ordinateurs courants.



NEC MultiSync. Le premier moniteur à adaptation automatique de fréquence de 15,5 à 35 kHz. Aucune modification à effectuer lors de l'achat d'un nouvel ordinateur, lors de l'équipement en cartes graphiques ou pour les applications compliquées de CAO/FAO/DAO. Représentation du spectre complet des couleurs en régime analogique. Résolution horizontale maximale 800 points, verticale 560 lignes. Eprouvez MultiSync par rapport à des moniteurs comparables. Vous serez convaincus par la différence.

RTF Radio Télévision Française, 9, Rue d'Arcueil, 94250 Gentilly, Tél. 01-46641101, Tlx. 201069, Fax 46644199

C'est dans l'intelligence que réside la différence.

NEC

Etranger

Une société japonaise pour recouvrement des créances douteuses

Vingt-huit banques japonaises ont décidé de créer une unité off shore afin de faciliter le recouvrement de créances douteuses sur les pays du tiers-monde, annoncent les milieux bancaires japonais. Les créances du Japon auprès des pays en développement représentent actuellement 50 milliards de dollars, dont onze auprès du Brésil, selon le Centre international d'information financière de Tokyo. La nouvelle société, dont le siège pourrait être installé dans les îles Caïmans, dans les Caraïbes, sera créée à la fin mars lorsque se terminera l'année budgétaire japonaise. Les banques envisagent de regrouper leurs ressources et leurs informations pour faciliter les négociations, mais aussi de vendre, avec une décote, une part de leurs créances à cette société afin d'améliorer les prêts douteux de leur chiffre d'affaires impossible. Les milieux bancaires plaident depuis longtemps pour que la part des créances douteuses fiscalement déductibles de leurs résultats soit portée au-delà de 1%.

Moindre excédent de la balance néerlandaise des paiements courants

L'excédent de la balance néerlandaise des comptes courants a diminué de 5,4 milliards de florins (près de 16 milliards de francs), pour s'inscrire à 12,1 milliards en 1986, a annoncé le ministre des finances, M. Onno Ruding. Cette baisse est essentiellement due à la réduction de l'excédent commercial, ramené à 11,4 milliards de florins par la chute des recettes à l'exportation et par une hausse des importations alimentaires par la reprise de la demande intérieure. Quant aux « invisibles » (fret, tourisme, assurance, etc.), ils ont accusé un déficit de 5,2 milliards de florins, alors que leur balance était équilibrée en 1985. Pour sa part, le bureau central du plan (CPB) a mis en garde le gouvernement contre tout laxisme. La croissance sera limitée à 1,5 % ou 2 % en 1987, et les prix diminueront de 1 %. Mais une modification salariale et la poursuite des efforts pour réduire le déficit budgétaire sont indispensables à l'assainissement de l'économie.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

cde COMPTOIR DES ENTREPRENEURS

Le conseil d'administration du Comptoir des Entrepreneurs, réuni le 4 mars 1987, a approuvé, sur proposition de M^{me} Paule Dufour, président-directeur général, la nomination de M. Philippe Jurgensen au poste de directeur général, en remplacement de M. Michel Eyraud, et sa cooptation comme administrateur de la société.

Né en 1944, M. Philippe Jurgensen est licencié en droit et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. Ancien élève de l'ENA, il est inspecteur des finances depuis 1970.

M. Jurgensen a exercé d'importantes fonctions au sein de l'administration :
- de 1973 à 1974, il fut chargé de mission au cabinet du ministre des finances ;
- en 1974, il entra à la direction du Trésor, où il fut successivement chargé de mission, chef du bureau des prêts et de l'assurance crédit, puis des prêts, aides et garanties des entreprises ;
- en 1979, il a été nommé sous-directeur des affaires multilatérales, puis, en 1982, chef du service des affaires internationales au Trésor ;
- en 1983, il fut appelé au poste de directeur des relations économiques extérieures au ministère de l'économie, des finances et du budget (DREE).

En cours de la même séance, sur proposition de M^{me} Paule Dufour, le conseil d'administration a coopté M. Pierre Guillen comme administrateur.
M. Pierre Guillen est président-directeur général de la Société d'assurances La Mondiale, premier actionnaire du Comptoir des Entrepreneurs.

Moët-Hennessy

Moët-Hennessy a décidé de procéder à une émission sur le marché de l'éurofranc français sous forme d'obligations à bons de souscription d'actions. Cette émission d'obligations, d'un montant de 800 millions de francs et d'une durée de six ans, est assortie d'un coupon de 1% (en par coupon). A chaque obligation de 10 000 francs sont attachés dix-huit bons donnant droit chacun à souscrire pendant trois ans à une action Moët-Hennessy à un prix de 2 720 francs.

L'émission est dirigée par Lazard frères et C^o ainsi que par le Crédit lyonnais, la Banque nationale de Paris et Crédit suisse-First Boston.

ÉCOLE DE GESTION DE PARIS

GESTION ET MANAGEMENT INTERNATIONAL
Programme intensif sur 3 ans à PARIS et SAN FRANCISCO, conduisant au Titre E.G.P. et au
MASTER OF BUSINESS ADMINISTRATION-MBA

Administration - Inscriptions - Concours : E.G.P. : 3, Impasse Royer Colbard, 75005 Paris. Tél. : (1) 43.25.43.91

Admission sur concours : Les candidats doivent justifier d'une année d'enseignement supérieur

Etablissement agréé d'Enseignement Supérieur, Association d'Éducation à but non lucratif reconnue par l'European University of America.
L'E.G.P. LES MOYENS DE RÉUSSIR

Conjoncture

La baisse d'un quart de point des taux directeurs

Un geste prudent de la Banque de France

Après la Banque d'Angleterre dans la matinée, la Banque de France a annoncé, le 9 mars dans l'après-midi, une baisse de ses taux directeurs sur le marché monétaire. D'un quart de point, cette réduction des taux d'intérêt reste « prudente » et avait déjà été largement anticipée par les marchés.

Comme prévu, la Banque de France a réduit d'un quart de point ses taux directeurs sur le marché monétaire. Son taux d'intervention, fixé à 8 % depuis le 2 janvier dernier pour défendre le franc, a ainsi été réduit à 7,75 %, alors que le taux de ses prises en pension a sept jours été passé de 8,75 % à 8,50 %. Cette baisse, souhaitée par le ministre de l'économie, M. Edouard Balladur, avait largement été anticipée par les marchés. Depuis le début du mois de mars, les taux sur le marché interbancaire (correspondant à l'ancien taux d'intervention de la Banque centrale) se maintiennent au-dessous de la barre des 8 %.

Plusieurs éléments ont rendu possible cette légère réduction des taux directeurs de la Banque de France. Le calendrier est revenu sur le front des changes. Après les tentatives de janvier qui avaient obligé la Banque de France à sortir de grandes quantités de devises, le franc aujourd'hui se maintient bien. Il s'est légèrement raffermi face au deutchmark, qui reste depuis deux semaines en dessous de la barre des 3,33 francs. Depuis quelques semaines, les rentrées de devises seraient importantes — un rythme hebdomadaire de 4 à 5 milliards de francs. Le mouvement de baisse des taux à l'étranger a également facilité la décision de la Banque de France.

Ainsi, le 9 mars dans la matinée, la Banque d'Angleterre annonçait une réduction d'un demi-point de ses taux d'intervention sur le marché monétaire britannique, une décision rendue possible par la bonne santé de la livre sterling. La City était surprise de cette baisse, attendue en général pour la semaine prochaine — à l'occasion de la présentation du budget à la Chambre des communes, le 17 mars. Les experts prévoyaient en outre une réduction plus sensible, d'un point au moins. Dès lundi après-midi en tout cas, les grandes banques britanniques ramenaient de 11 % à 10,5 % leur taux de base. Une nouvelle réduction pourrait intervenir dans les prochains jours, la livre restant toujours particulièrement attractive sur les marchés des changes.

En Allemagne, les Allemands eux-mêmes n'excluent pas une nouvelle réduction de leur taux d'intérêt. C'est ce qu'aurait laissé entendre M. Karl Otto Poehl, de la Bundesbank, à l'occasion d'une réunion privée la semaine dernière. Au-delà de ces éléments extérieurs, le ralentissement de l'inflation et la maîtrise de la masse monétaire en France ont également facilité le geste de la Banque de France. D'après M. Michel Noir, les prix n'auraient augmenté que de 0,2 % en février, confirmant ainsi la thèse de la Rue de Rivoli du « pic dérivant » de janvier (+0,9 %).

Quant à la masse monétaire, malgré une reprise de sa croissance, elle reste maîtrisée. Après le recul de 0,7 % de décembre, la masse monétaire M3 aurait augmenté de 1 % en janvier. D'après les statistiques provisoires de la Banque de France publiées lundi, l'augmentation en un an s'est en effet maintenue à 4,4 %, à l'intérieur donc de la fourchette de croissance de 3 % à 5 % retenue comme objectif par les autorités monétaires pour 1987.

Cette baisse des taux directeurs de la Banque de France aura-t-elle des conséquences sur le coût du crédit ? « Aucune », répondent dans un bel ensemble les banquiers. Fixé depuis le 15 mai dernier à 9,60 % — sauf dans quelques établissements comme le Crédit lyonnais — le taux de base bancaire ne devrait pas être modifié dans l'immédiat. Ce taux de référence des banques n'aurait pas été réduit entre juin et décembre 1986, alors que le taux d'intervention de la Banque de France était de 7 %. D'une ampleur modeste, la baisse des taux ne devrait donc guère jouer le rôle de stimulant à l'investissement attendu par certains. Il pourrait cependant être un premier pas vers une nouvelle baisse des taux d'intervention de la Banque de France, d'ores et déjà anticipée par certains intervenants sur les marchés.

ERIK IZRALEWICZ

A TRAVERS LES ENTREPRISES

M. Jean-Marc Bruel revient chez Rhône-Poulenc

Deux ans après avoir quitté Rhône-Poulenc pour entrer au comité d'advisés de la firme chimique suisse Sandoz, M. Jean-Marc Bruel y fait un retour remarqué. Il y occupera bientôt la fonction de directeur général. M. Jean-René Fourou curuleux avec celle de président depuis le départ, fin novembre 1986, de M. Serge Tchuruk, nommé à la tête de Cof-Chimie, M. Bruel occupait le même poste avant de remettre sa démission, le 25 octobre 1984, à M. Lolk Le Floc'h-Prigent, alors président du numéro un français de la chimie.

C'est l'heure de la revanche. Le nouvel ancien directeur général, en qui beaucoup voyaient le dauphin de M. Jean Genois, avait renoncé à poursuivre vingt-deux ans de carrière à l'intérieur du groupe pour incompréhension d'humour avec le patron mis en place par le gouvernement socialiste. Surtout, sa démission avait été grande de se voir cofiter par M. Tchuruk, récent monteur du nouveau ménage Fourou-Bruel en sa compagnie. Chez Sandoz, un assure que le départ de M. Bruel n'a rien à voir avec la catastrophe de Tcherno-Béle à la fin novembre 1986.

Dé le 18 février 1986, à Aïtrou (Algérie), et entré chez Rhône-Poulenc en 1982 avec un diplôme d'ingénieur de l'école centrale des arts et manufactures de Paris, M. Bruel avait gravi tous les échelons avant d'être nommé PDG de Rhône-Poulenc Industrie (1981), ancienne holding de groupe, puis directeur général du groupe (1982) aux côtés, d'abord, de M. Gérard Wolras, puis de M. Tchuruk.

Pernod-Ricard
contrôle Coymans
Fusion des compagnies Usair et Piedmont
Piedmont Aviation a accepté l'offre de rachat de la compagnie aérienne Usair pour le montant de 1,59 milliard de dollars. La première descente le sud-est des Etats-Unis et la seconde surtout le nord-est et le côte pacifique. Usair et Piedmont reprendront ensemble environ 7 % du marché du transport aérien américain et se classeront au troisième rang des compagnies d'outre-Atlantique. L'accord a été rendu possible par le refus du gouvernement américain d'autoriser TWA, quatrième compagnie par ordre d'importance à lancer, une OPA sur Usair.

Marchés financiers

PARIS, 9 mars ↑ Hausse modérée + 0,2 %

Après avoir progressé de 0,5 % à la séance du mardi, le Bourse de Paris a retrouvé le positif en séance officielle. L'indice pan européen gagnant à peine 0,23 % au coup de cloche final.

Autour de la corbeille, les observateurs d'aujourd'hui ne sont pas inquiets. Le marché a fourni ces jours derniers tant de preuves concrètes de son dynamisme que ses phases de repos — souvent très courtes — sont vécues sereinement par la population boursière.

Parmi les valeurs les mieux orientées, on notait GTM, CFAO, Raffinage, Prêt à l'usage, ainsi que Dassoit. Quant aux valeurs, elles touchaient Radio-technique, Moët-Hennessy (dont l'augmentation de capital par émission d'obligations à hauteur de 800 millions de francs a été lancée) Casino, Bis, DMC et Colas.

Les professionnels attendaient l'annonce d'une baisse par la Banque de France de son taux d'intervention boursière. L'attente du marché ce lundi reflétait cette anticipation encore non concrétisée. Nombre d'opérateurs considéraient qu'un tel coup de poignet redonnerait à l'activité une nouvelle impulsion, plus forte encore que celle des jours derniers. L'annonce précédente d'une restructuration de la Bourse et de la commission financière faisait aussi parler les habitués du palais.

Le marché obligataire se tenait correctement. Au MATIF, le contrat à échéance décembre 1987 gagnait 0,14 % à 107,25.

Lingot : 80 850 F (+ 780 F).
Napoleon : 512 F (+ 1).

NEW-YORK, 9 mars ↑ Ventes bénéficiaires

Après avoir, par trois fois, la semaine écoulée, battu ses précédents records, Wall Street a, lundi, notamment, répondu à la pression des ventes bénéficiaires. Un moment, le marché avait même à se battre avec ses acrobates, mais il n'a pu maintenir l'élan de sa chute. L'indice des Industriels d'Amérique a terminé à 2260,12 (+ 20,11 points). Le bilan de la journée a été bien sûr, nettement positif. Sur 1773 valeurs cotées, 1049 ont baissé, 516 ont gagné et 406 n'ont pas varié.

Simple effet de correction après la séance écoulée, ces derniers temps ? Jusqu'à présent, les professionnels ne se désolent pas trop. Mais beaucoup font même remarquer que la Bourse de New-York avait attendu les premières tentatives d'une sorte de turbulences, qui, si celles-ci y étaient, devaient être de 10 % à 12 % de sa capitalisation. En plus, le marché a vu plus tôt que de cette semaine quelques transactions de 200 millions de francs de contrats sur actions, sur options et sur indices.

Voici les nouvelles développements de 17-18 jours, quelques perspectives, un bilan et surtout un certain nombre de chiffres. Une forte activité a continué de signer avec 166,12 milliards de titres échangés, contre 184,59 millions.

VALEURS	Cours du 9 mars	Cours du 8 mars
Alcatel	44 5/8	44 1/2
AT&T	23 3/8	23
Bois	26 1/8	25 7/8
Chemical Bank	108 1/4	108 1/8
Compt. Indus	81 1/2	81
Déca	21	21 1/8
General Electric	107 3/4	107 1/2
IBM	177 3/4	176 3/4
Johnson & Johnson	54 1/2	54 1/8
McDonald's	139 3/8	139 1/8
Shell	23 1/2	23 1/8
Union Pacific	23 1/8	23 1/4
US Steel	52 1/2	52 1/4
Western Union	27 1/2	27 1/8
Windsor	26 1/8	26 1/4
Yale	22 1/8	22 1/4

CHANGES

Dollar : nouvelle avance à 6,18 F ↑

Rémorquée en début de semaine, la reprise du dollar s'est poursuivie mardi 10 mars sur tous les places financières françaises et étrangères. Sa valeur, les échanges sont, cette fois, revenues au-dessus de parité, l'évaluation de la devise américaine s'est traduite à 6,18 F (contre 6,1640 F lundi) et 1,8550 DM (contre 1,8515 DM le vendredi). Pour les cambistes, est que le dollar pourrait encore légèrement progresser avant de s'arrêter.

FRANCFORT 9 mars 10 mars
Dollar (en DM) ... 1,855 1,858
Suisse (en franc) ... 153,25 153,25
Dollar (en yen) ... 153,25 153,25

MARCHE MONÉTAIRE (devises fortes)
Paris (10 mars) ... 7 3/4 / 7 13/16
New-York (9 mars) ... 61/4

INDICES BOURSIERS

PARIS (INSEE, base 100 = 31 déc. 1986)

Valeur française	2967
Valeur étrangère	3067
C ^o des agents de change (base 100 = 31 déc. 1986)	442
Indice général	442

NEW-YORK (Index Dow Jones)

Industrielles	2260,12
---------------	---------

LONDRES (Index - Financial Times)

Industrielles	1067,4
Mines d'or	338,3
Fonds d'Etat	85,2

TOKYO

Nikkei	2124,6
Indice général	192,6

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 9 mars
Nombre de contrats : 16 552

COURS	Mar 87	Jan 87	Sept 87	Déc 87
Dernier	107,50	107,25	107,50	107,20
Précédent	107,50	107,25	107,50	107,10

AUTOUR DE LA CORBEILLE

MOËT-HENNESSY NE CROIT PAS A LA REUSITE D'UNE OPA. — La direction de Moët-Hennessy a affirmé, le mardi 9 mars, qu'elle ne croyait pas à la réussite d'une offre publique d'achat (OPA) sur ses actions. Le ramassage des titres cotés ces derniers semaines à la Bourse de Paris est, à son avis, « faible ». Les familles (Moët, Chandon, Mercier et Hennessy), qui détiennent 22 % du capital, disposent de 35 %

des droits de vote, grâce au système du droit de vote double. Pour se protéger contre une OPA, Moët-Hennessy a lancé sur le marché de l'éurofranc un emprunt de 800 millions de francs, d'une durée de dix ans, sous forme d'obligations à bons de souscription. Cette opération devrait permettre aux investisseurs déjà présents dans le capital de la société (Caisse des dépôts, UAP, Crédit agricole) de renforcer leur part.

L'EUROPE DES VILLES RÊVÉES

Amsterdam, Athènes, Berlin, Budapest, Coppenhague, Dublin, Edimbourg, Florence, Genève, Lisbonne, Londres, Rome, Séville, Stockholm, Venise, Vienne.

Vacances voilées, week-ends intimes... 16 petits guides pour les villes les plus romantiques d'Europe. L'Imaginaire d'un écrivain Quien Green à Florence, Michel Dele Castillo à Séville... et la précision d'un guide pratique.

En librairie - 39 F.

éditions EDITIONS

معلومات من الأناط

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS 9 MARS Cours relevés à 17h32

Main table containing 'Règlement mensuel' with columns for 'VALEURS', 'Cours', 'Premier cours', 'Dernier cours', and '% +/-'. It lists various financial instruments and their market performance.

Comptant (sélection) Second marché (sélection)

Table with two main sections: 'Comptant' and 'Second marché', listing various securities and their current market prices.

SICAV (sélection) 9/3

Table listing 'SICAV' (Investment Funds) with columns for 'VALEURS', 'Cours', and 'Dernier cours'. It includes a sub-section '9/3' with specific fund details.

Droits et bons Cote des changes Marché libre de l'or

Table containing 'Droits et bons', 'Cote des changes' (exchange rates), and 'Marché libre de l'or' (gold market) data.

MINITEL La position en direct de votre portefeuille personnel 36.15 Tapes LEMONNE puis BOURSE

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 URSS : deux ans de pouvoir de M. Gorbatchev. 4 Le premier sommet « institutionnel » franco-espagnol. — Après la visite de M. Shultz à Séoul. 5 Le procès en Israël de John Demanjuk.	6 Le voyage de M. Barre aux Antilles. — Réactions à la déclaration de M. Pandraud sur la mort de Malik Oussekine. 9 Les déjeunés de la décentralisation. DÉBATS 2 Erreurs économiques.	16 Le Conseil de l'Europe opposé aux prisons privées. 17 Fusillade dans Paris : quatre jeunes gens arrêtés. 18 Sondage : les jeunes et la SIDA.	10 Le Couleur de l'argent, de Martin Scorsese. — La reprise de la Garce, de King Vidor. 11 « Habiter 87 », de La Villette. 12 Dégustations, par Bernard Frank. — Communication.	35 La vente d'American Motors à Chrysler. 37 Sécurité sociale : l'inquiétante progression des dépenses d'assurance-maladie. 38 La baisse d'un quart de point des taux directeurs. 38-39 Marchés financiers.	Radio-télévision 14 Presse 15 Annonces classées 22 à 33 Carnet 18 Météorologie 14 Mots croisés 14 Gastronomie 15 Loto sportif 15 Spectacles 13	• Renault : fallait-il quitter les États-Unis. • Jeu : « Parlez-vous business ? » • TF 1 : le feuilleton de la privatisation. Actualités, inventaire, Météo, Bourse, Télémarket, Loto, 36.15 Tapez LEMONDE

TCHAD

Paris dément qu'un appareil français ait été abattu

Le ministre français de la défense a formellement démenti, le lundi 9 mars, les allégations de l'agence libyenne de presse Jana, selon lesquelles « un groupe spécial » de mousquetaires tchadiens hostiles au gouvernement de N'Djamena, aurait détruit un avion de transport Transall de l'armée de l'air française. Selon Jana, cet avion, qui transportait des vivres et des médicaments, a été abattu au sud du 16^e parallèle. Le ministre de la défense a qualifié cette information de « totalement dénuée de tout fondement ».

En revanche, on confirme, de source française, qu'un attentat a visé, le vendredi 6 mars, une pile de pont reliant N'Djamena à la ville camerounaise de Kousséri. Le « néo-GUNT » de M. Achelikh Ibn Omar avait revendiqué la responsabilité de ce sabotage.

A Washington, le département d'Etat a indiqué, lundi, que le nombre de soldats libyens présents dans le nord du Tchad est d'environ onze mille hommes. Selon M. Charles Redman, porte-parole du département d'Etat, ce chiffre est supérieur de cinq mille hommes aux estimations américaines de fin 1986. Évoquant la visite qu'effectue actuellement à Washington le ministre tchadien des affaires étrangères, M. Gouvara Lassou, M. Redman a indiqué que les États-Unis étaient prêts à accorder une nouvelle aide militaire au Tchad si celle-ci s'imposait. En décembre dernier, Washington avait fourni à N'Djamena une aide militaire exceptionnelle d'une valeur de 15 millions de dollars.

A Khartoum, le premier ministre soudanais, M. Sadek El Mahdi, évoquant la présence de troupes libyennes en territoire soudanais, a déclaré lundi : « Toute partie qui aurait utilisé l'espace aérien ou le territoire soudanais l'a fait sans l'autorisation (du gouvernement de Khartoum), et des contacts sont en cours avec les autorités concernées pour mettre fin à cette situation. » Le Soudan, a ajouté M. El Mahdi, n'a « ni encouragé, ni aidé, ni accordé des facilités militaires à quiconque ».

Le premier ministre a, d'autre part, confirmé que des négociations tchado-libyennes étaient en cours à Khartoum. Parlant des représentants des deux délégations, il a précisé : « Ils vont retourner voir leurs supérieurs respectifs pour des consultations sur les résultats » (de leur rencontre).

A Paris, de source tchadienne non gouvernementale, on confirme cette rencontre, tout en précisant qu'elle a d'ores et déjà échoué, en raison de l'« intransigeance de Tripoli ». Enfin, selon l'agence Jana, l'ambassadeur de Libye en France, M. Al Houdeiry, a remis « au gouvernement français un message de la direction de la révolution libyenne ». Jana ne fournit aucune indication quant au contenu de ce message et à la date à laquelle il aurait été remis. — (AFP, Reuters.)

BOURSE DE PARIS

Matinée du 10 mars

Repli

Bien orientée en début de semaine, la Bourse de Paris s'est sensiblement alourdie dans la matinée de mardi. A l'issue de la session préliminaire, l'Indicateur instantané accusait une baisse d'environ 0,8 %. Parmi les valeurs les plus touchées, relevons Crédit National, Total, Leroy-Somer, SEB, Via Banque, Darty, Accor, Midi, Chargeurs (- 2 % et plus).

Valeurs françaises			
	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Accor	548	540	537
Agence Havas	2082	2082	2082
Air Liquide (L.)	700	702	698
Banque Paribas	1108	1106	1096
Bouygues	2780	2780	2748
Bouygues (P)	1300	1298	1298
B.S.N.	5030	5030	4985
Camif	3570	3570	3560
Chargers S.A.	1915	1897	1882
Club Méditerranée	895	893	890
Elf	1525	1520	1530
Elf-Aquitaine	349	349	344
Esso	3680	3680	3680
Lafarge-Capelle	1640	1640	1515
Michelin	3185	3182	3140
Midi	1535	1520	1525
Midi-Hennessy	2540	2533	2533
Midi-Matras	1183	1178	1178
Oréal (L.)	4290	4290	4290
Paros-Rhône	1023	1020	1015
Poussier S.A.	1460	1438	1434
Solex-Gabès	489 50	485	485
Suez	945	950	945
Suez-Panor	147	146	145
Télécom	3380	3380	3370
Thomson-C.S.F.	1617	1621	1620
Total-C.F.P.	485	485	485 20
T.S.T.	2250	2250	2250
Valéry	523	520	524

Le numéro de « Monde » daté 10 mars 1987 a été tiré à 517 534 exemplaires

LAOS

Explosion d'une bombe pendant la visite de M. Chevardnadze

L'explosion d'une bombe a fait un mort et un blessé grave, lundi 9 mars, devant le centre d'information soviétique de Vientiane, pendant la visite officielle au Laos du chef de la diplomatie soviétique, M. Chevardnadze. Les deux victimes sont des Laotiens.

Arrivé dimanche à Vientiane, M. Chevardnadze s'est rendu mardi au Cambodge avant de gagner le Vietnam. On ignore s'il était prévu que M. Chevardnadze visite le centre d'information pendant son séjour à Vientiane.

Macintosh

APPLE RÉSIGNÉ A COHABITER AVEC LE MONDE MS-DOS ?

Dans l'Ordinateur Individuel de Mars

Chez votre marchand de journaux

Les perspectives d'accord sur les euromissiles

L'agence Tass accuse Washington de chercher à « compliquer » les négociations

L'agence Tass a accusé, lundi 9 mars, les États-Unis de proposer à leur tour un « paquet » d'un nouveau genre dans le domaine du désarmement, en étant le désarmement en Europe des forces nucléaires intermédiaires (FNI) à un retrait des fusées à courte portée. « L'administration américaine, tout en saluant la séparation de la question des missiles de moyenne portée du « paquet » de Reykjavik, avance son propre « paquet », qui n'a d'ailleurs aucun rapport avec celui de Reykjavik », écrit l'agence officielle soviétique. Les États-Unis « compliquent » les négociations sur le désarmement en estimant que les Occidentaux ne peuvent régler d'une façon indépendante la question des FNI et celle des missiles à courte portée, ajoute M. Vladimir Tcherychev, un des spécialistes des questions militaires de l'agence Tass. « Il nous semblait qu'ils auraient pu apprécier à leur juste valeur, à Washington, la position constructive de l'URSS, et non compliquer les choses en posant de nouvelles conditions. Mais c'est le contraire qui s'est à l'évidence produit ».

Les États-Unis espèrent parvenir à un accord avec l'URSS sur les missiles à moyenne portée, mais se refusent à toute précipitation à ce propos, a annoncé de son côté la Maison Blanche. « Nous entrons dans les conversations sur les FNI avec un degré similaire de préoccupation et de sérieux dans notre but et notre intention », a déclaré M. Fitzwater, porte-parole de la présidence. Nous espérons qu'il y aura un accord, mais nous n'allons pas nous précipiter pour l'avoir. — (AFP, AP.)

« Qui a inventé l'option zéro ? — Dans le Monde du 3 mars (l'Europe à l'heure zéro), nous avions annoncé à Helmut Schmidt la possibilité de l'option zéro. À la suite d'une lettre de John Vinocur, de l'International Herald Tribune, selon qu'elle revenait en réalité à Richard Perle, assistant du secrétaire américain à la défense, nous avons conclu (le Monde du 6 mars) que l'« ex-chancelier en était à tout le moins le grand-père. Mais voilà que ce dernier confirme dans Newsweek daté du 16 mars que l'option zéro a bel et bien été inventée par lui. Qui croit ? — A.F. »

La fille de M. Reagan demande la Cour martiale pour MM. Poindexter et North

Washington. — Maureen Reagan, la fille du président Reagan, vient de demander qu'elle soit autorisée à prendre la défense de son père. Se trouvant lundi 9 mars dans la salle de presse de la Maison Blanche, événement rare de sa part, elle a estimé devant un groupe de journalistes médusés que l'amiral Poindexter et le lieutenant-colonel North avaient menti à son père et qu'elle réclamait donc de la Cour martiale pour trahison.

Maureen Reagan, qui est coprésidente du Comité national républicain, a indiqué qu'elle avait déjà émis cette opinion récemment au cours d'une réunion dans le Dakota-du-Sud. « Directement ou par omission, s-t-elle ajoutée, ils n'ont pas dit au président ce qu'ils étaient en train de faire. Et c'est un mensonge. » Elle a déclaré avoir fait part de ce sentiment à son père, qui aurait réagi en faisant : « Hum ! hum ! »

Interrogé sur l'état d'esprit du président ces dernières semaines, Maureen a répondu que celui-ci avait vécu « une très difficile période d'attente » pendant l'enquête de la commission Tower. Une fois le rapport publié, il a été « très en colère, quand il a entendu certaines des choses qui avaient été faites. On pourrait même dire qu'il était royalement en colère, et encore l'ai choqué mes mots par vous, les gens », s-t-elle lancée. — (AFP.)

Profitez d'une chance exceptionnelle : d'août 87 à juillet 88.

ANNÉE UNIVERSITAIRE AUTOUR DU MONDE

Groupes limités à 20 étudiants de 18 à 30 ans. Bac minimum. Premier semestre dans grande université de Floride (anglais ou cours). Second semestre dans grande université de Chine (cours de chinois). Voyages-découvertes U.S.A. (4 semaines) Japon-Corée (2) Chine (2) Inde (3). Places limitées. Test préalable - Doc. contre 3 timbres.

CEPES
57, rue Charles-Lamotte, 92200 Neuilly
47.45.09.19 ou 47.22.94.94.

Langues & Affaires

ANGLAIS / ALLEMAND / ESPAGNOL / ITALIEN / RUSSE

Faites fructifier vos connaissances en langues, en préparant un diplôme à valeur professionnelle. Etudiez chez vous, à distance, selon vos occupations et votre rythme de progression.

Langues & Affaires, fondé en 1947. Premier établissement européen pour l'enseignement à distance des langues à vocation professionnelle. Sous contrôle pédagogique de l'Éducation nationale.

Documentation gratuite sur les diplômes et les cours. À LANGUES & AFFAIRES, service 4592, 35, rue Collange 92303 Paris-Levallois. Tél. : 11 42 70 81 28 - 42 70 73 63

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15 + ISLM

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT PRX EXCEPTIONNELS avec la garantie d'un grand maître tailleur

PANTALONS MESURE 700 F
A partir de
COSTUMES MESURE 2150 F

NOUVELLE COLLECTION 3000 tissus Luxueuses draperies anglaises

Fabrication traditionnelle TAILLEURS, Jupes, MANTEAUX PARBESSUS SUR MESURE UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES

LEGRAND Tailleur
27, rue de 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-61.
De lundi au samedi de 10 h à 18 h.

Sur le vif

Rose et bleu

Vous avez vu ce qui s'est passé hier soir en Pennsylvanie ? Six cents nans livrés de colère ont foutré en l'air le cabaret où devait avoir lieu un strip-tease masculin, annulé à la dernière minute. Déchaînées, elles étaient des vraies guennons, s'est exclamé le sheriff. Il a fallu mobiliser les effectifs de cinq commissariats de police pour en venir à bout. Ça vous en bouche un coin !

Attendez, voilà autre chose : les romans roses tournent au bleu. Bleu, c'est le couleur des hommes aux États-Unis. Ça y est, ils ont débarrasé, on ne peut plus trouver dans les gares et dans les aéroports. Ils sont signés Gordon Merrick, le roi des best-sellers outre-Atlantique. Parait que c'est fantastique. Ça pèse dix fois. Rien que des histoires d'amour — toujours entre GM (gris milliardaire), les se balade en yacht et en jet privé de Hongkong à Acapulco sur le tapis volant d'un rêve sentimental arrosé au champagne. Parait d'être à New-York et dîner aux chandelles sur la Costa del Sol.

On est beau, on est riche et on s'aime.

Marrant, non, cette inversion des rôles traditionnels ? Au jour d'aujourd'hui, les femmes veulent voir et même toucher. Il suffit d'y mettre le prix. Ça fait partie de l'attrait de ces feuilletons au masculin avec dans le ventre, poses lascives et tout et tout. Et les hommes, les hommes pour hommes, d'accord, veulent planer sur le nuage doré de la romance fleur bleue au bord des piscines en forme de cœur.

Vous me direz : avec toutes les maladies, toutes les salopées qu'on choppe sous la couette, là, en ce moment, veut encore mieux s'offrir en boîte pour se rincer l'œil ou se shooter à la passion sur papier imprimé. Ça fait partie de la parodie du sexe. Du self-sex aussi. C'est vrai. Moi, la seule question que je me pose, elle est insoluble. Sur ce marché, comme sur les autres, qu'est-ce qui commande, l'offre ou la demande ? On s'imagine bien savoir. On ne peut pas.

CLAUDE SARRAUTE.

Procès de quatre pacifistes accusés de contacts avec P.O.L.P.

Ramleh (Israël) (AFP). — Pour la première fois dans l'histoire d'Israël, quatre pacifistes israéliens ont dû répondre, lundi 9 mars, devant une cour à une accusation de contacts publics avec P.O.L.P. Le procès des quatre militants de la gauche pacifiste, qui avaient rencontré, le 6 novembre dernier, des représentants de l'O.L.P. à Casablanca (Roumanie, mer Noire), s'est ouvert devant le tribunal de première instance de Ramleh, une petite ville proche de Tel-Aviv.

Les quatre militants sont inculpés en vertu d'un amendement aux lois d'urgence antiterroristes, voté en août 1986, et qui n'avait encore jamais été appliqué jusqu'à présent. Il prévoit une peine maximale de trois ans de prison pour les contrevenants, en outre accusés d'« association de malfaiteurs ». Les inculpés sont M^{rs} Yasir Lotzi et M. Lutfi Doui, deux journalistes de presse du MAPAM (opposition de gauche sioniste), et MM. Ruben Kaminer et Eliezer Feiler, proches du Parti communiste israélien.

En Norvège

Total participera au développement des champs gaziers de Troll et de Sleipner

Les sociétés française Total et norvégienne Statoil ont mis au point un échange de participation qui permet à la compagnie française d'être présente dans le tour de table concernant les champs gaziers de Troll et de Sleipner. Statoil, qui cède 1 % des deux champs à Total, obtient de son côté une participation de 0,5 % dans le champ d'Ekofisk, une part de 1 % dans le terminal de ce champ ainsi que 4 % du gazoduc et du terminal gazier du champ de Frigg, l'ensemble équivalent à une valeur de 150 millions de francs environ. Des discussions se poursuivent dans le même dessein entre Elf et la compagnie norvégienne.

Au ministère français du commerce extérieur, tout en considérant qu'il s'agit là d'une affaire commerciale pétrolière, on se réjouit de la conclusion d'accords qui répondent au souci du gouvernement français. Les compagnies Elf et Total souhaitent participer au développement des champs de Troll et de Sleipner, afin d'assurer à long terme leur activité dans le pays. Les réticences du gouvernement norvégien avaient été à l'origine du conflit gazier qui a opposé les deux gouvernements pendant tout l'automne.

TOUT SUR LES NOUVEAUX MACINTOSH

MARS 87

En SOLOGNE, dans une région agréable à vivre.

CENTAURE

PME de taille humaine spécialisée dans la construction de JOURNAUX LUMINEUX ÉLECTRONIQUES, recrutée un

INGÉNIEUR RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

De formation ingénieur électronicien (30 ans environ), vous possédez de réelles compétences techniques, soft et hard. Votre solide expérience vous permettra de créer, concevoir et développer — avec une équipe de techniciens — les produits de demain.

Si ce poste est le vôtre, téléphonez à M^r LÉFÈVRE - DESPEAUX au (16) 48.58.55.55 le jeudi 12 mars, ou écrivez sous réf. 84955 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 PARIS qui transmettra.

LES AMATEURS D'APPLE PROFITENT DES PRIX ET DES SERVICES D'INTERNATIONAL COMPUTER LES SONT TOUJOURS DANS LE SIROP.

Un Macintosh Plus et un disque dur IC 20 compatible 23 900 F HT 28 345 F TTC Jusqu'au 14 03

INTERNATIONAL COMPUTER
La micro sans frontières

26, rue du Renard Paris 4 • 42.72.26.26
64, av. du Prado Marseille 6^e • 91.37.25.03

